



LE SOUDAN: egg. POLITIQUE ET ACCUMULATION PRIMITIVE Volume I

Jean-Claude Concolato

► To cite this version:

Jean-Claude Concolato. LE SOUDAN: egg. POLITIQUE ET ACCUMULATION PRIMITIVE
Volume I. Science politique. UNIVERSITE DE GRENOBLE II - SCIENCES SOCIALES, 1976.
Français. <tel-01263894>

HAL Id: tel-01263894

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01263894>

Submitted on 28 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bo

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE II - SCIENCES SOCIALES
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES

QH

LE SOUDAN :
POLITIQUE ET ACCUMULATION PRIMITIVE

Volume I

Thèse pour le Doctorat d'État en Sciences Politiques

Présentée et soutenue le 8 Avril 1976

Par : Jean-Claude CONCOLATO

JURY : MM. Jean LECA, Professeur de Sciences Politiques
Michel CHATELUS, Professeur de Sciences Economiques
Lucien NIZARD, Professeur de Sciences Politiques
Paul Vieille, Maître de recherche au CNRS
AbdelKader Zghal, Professeur Associé par l'Université d'Aix-Marseille III

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE II - SCIENCES SOCIALES

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES

RÉSERVÉ
CENTRE D'ÉTUDES
AFRICAINES
604a

LE SOUDAN :

POLITIQUE ET ACCUMULATION PRIMITIVE

Volume I

Thèse pour le Doctorat d'État en Sciences Politiques

Présentée et soutenue le

Par : Jean-Claude CONCOLATO

CREDU
P. O. Box 49415
Nairobi - Kenya.

JURY : MM. Jean LECA, Professeur de Sciences Politiques
Michel CHATELUS, Professeur de Sciences Economiques
Lucien NIZARD, Professeur de Sciences Politiques

IFRA

No. d'inventaire	IFRA004762
Date	18/10/2000
Cote	SP/CONT321.12

N° 604a

CON
T

1976

L'UNIVERSITE DE GRENOBLE II n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A V A N T - P R O P O S

Il ne nous est pas possible de remercier tous ceux qui contribuèrent à ce travail.

Qu'ils sachent pourtant que nous sommes conscient de notre dette envers eux.

Nous tenons pourtant à remercier notre Directeur de Thèse, Monsieur Jean LECA, dont l'amitié ne s'est jamais démentie.

Nous souhaitons que ces quelques lignes soient un témoignage de la nôtre.

TABLE DES MATIERES

- VOLUME I -

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1
I - PRESENTATION	1
II - LE RESEAU DE TRANSPORTS; LES VOIES DE COMMUNICATIONS	4
III - DIVERSITE ETHNIQUE ET LINGUISTIQUE	12
IV - LES POPULATIONS DU SOUDAN	15
CHAPITRE I - LE CADRE DE REFERENCE	21
I. SECTION A : L'ECONOMIE COTONNIERE.....	22
I.A1 - Vue d'ensemble	22
I.A2 - Le processus de production	28
I.A3 - La dépendance financière	31
I. SECTION B : ESSAI DE GENESE D'UNE STRUCTURE	38
I.B1 - Genèse du capitalisme d'Etat dominé	38
I.B2 - Un aspect des formes de production précapitaliste en Nubie Soudanaise	43
I.B3 - La "cottonnisation" de l'agriculture	45
I.B4 - Transition théorique : la diffusion de l'économie cotonnière	46
I.B5 - L'approfondissement de l'intervention de l'Etat .	57
I.B6 - Fragilité du processus de production	62
I. SECTION C : ESSAI DE PROBLEMATIQUE	67
I.C1 - Le concept de séparation	68
I.C2 - Signification de la durée du bail	71
I.C3 - Les limites de la "séparation"	74
I.C4 - Note sur la formation de la valeur du coton	78
I. SECTION D : DEVELOPPEMENT THEORIQUE	82
I.D1 - Mode de production et théorie du passage ou "transition"	82
I.D2 - Genèse d'une structure et relativité structurale	84
I.D3 - Les modèles référents	87
I.D4 - Les deux causalités	90
Conclusion	94

	<u>Pages</u>
CHAPITRE II - LA FORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SOUDANAISE	95
- PREMIERE PARTIE : LA PENETRATION DU CAPITALISME D'ETAT DANS L'AGRICULTURE	96
II. SECTION A : DIFFUSION, SUBSTITUTION, JUXTAPOSITION	96
II.A1 - Les obstacles à l'approfondissement du postulat cotonnier	96
II.A2 - La diversification géographique de la spécialisation cotonnière	98
II.A3 - Les Monts Nuba	101
II.A4 - Le complexe de Khasm El Girba	107
II.A5 - Bilan d'une politique économique	112
II. SECTION B : L'EXPANSION DES DOMAINES D'ETAT	117
II.B1 - La nationalisation des plantations privées : L'Agrarian Reforms Corporation (A R C)	117
II.B2 - Les prémices ambiguës de la nationalisation des plantations privées	117
II.B3 - Situation générale des plantations privées	120
II.B4 - Situation financière de l' A R C	124
II.B5 - La commercialisation du coton Soudanais : La State Cotton Marketing Corporation (S C M C)	126
II. SECTION C : CONCLUSION GENERALE DE LA PREMIERE PARTIE	131
II.C1 - L'accumulation primitive et la production cotonnière	131
- DEUXIEME PARTIE : LES TENTATIVES DE PENETRATION DU CAPITALISME D'ETAT DANS LES FORMATIONS ECONOMIQUES	136
II. SECTION D : LES ARTICULATIONS	136
II.D1 - Points de repères théoriques	136
II.D2 - Le Soudan grenier à grains du Moyent-Orient?	142
II. SECTION E : LE NOMADISME	150
II.E1 - L'usine de lait en poudre de Babannoussa	150
II.E2 - Les Nomades	153
II.E3 - Le Capital Marchand	164
II.E4 - Les Nomades et l'Agriculture	167
Conclusion	172

CHAPITRE III - LE CONFLIT NORD-SUD	174
III. SECTION A : ELEMENTS D'HISTOIRE	174
III.A1 - Le Sud-Soudan	174
III.A2 - L'Islam et l'esclavage	175
III.A3 - Les esclaves dans l'Egypte Musulmane	177
III.A4 - L'intermède Mahdiste (1881-1898)	182
Conclusion : Le Sud et l'esclavagisme	183
III. SECTION B : LES EFFETS DURABLES DE L'ESCLAVAGE	185
III.B1 - Essai de problématique du passage du passé au présent	185
III.B2 - Les préjugés raciaux. Points de repère préli- minaires	191
III.B3 - Les préjugés raciaux dans la vie quotidienne	195
III.B4 - Le racisme en actes	199
III. SECTION C : COLONIALISME ET SEPARATISME	204
III.C1 - La thèse officielle	204
III.C2 - Le Sud et le processus d'accumulation primitive ..	207
III.C3 - L'administration du Sud-Soudan : les origines	211
III.C4 - L'administration britannique	213
III. SECTION D : LES POLITIQUES COLONIALES ET LE PROBLEME DU SUD-SOUDAN	221
III.D1 - Les deux mémorandum	221
III.D2 - Le complexe agro-industriel des Azandé	227
III.D3 - Développements politiques	230
III.D4 - L'indépendance et la révolte	231
Conclusion	235

- V O L U M E I I -

	<u>Pages</u>
CHAPITRE IV - LE SYSTEME POLITIQUE SOUDANAIS	239
- PREMIERE PARTIE : LES ORIGINES	239
INTRODUCTION	240
IV. SECTION A : ELEMENTS DE THEORIE	244
IV. SECTION B : GENESE D'UNE INDEPENDANCE	249
IV. B1 - La Grande Bretagne, l'Egypte et la question Soudanaise	249
IV. B2 - L'Indépendance	257
IV. SECTION C : LES AGENTS TRADITIONNELS DU SYSTEME POLITIQUE SOUDANAIS	263
IV. C1 - La Mahdya des origines (1885-1898)	265
IV. C2 - La Mahdya comme communauté politique (1898-1956)..	276
IV. C3 - La Khatmiya comme confrérie politico-religieuse ..	281
IV. C4 - De la démocratie au Soudan	290
IV. SECTION D : LE TEMPS DES CRISES (1956-1969)	294
IV. D1 - Le régime parlementaire	294
IV. D2 - Le régime militaire (Novembre 1958-Octobre 1964)..	300
IV. D3 - Le Parti Communiste Soudanais	303
IV. D4 - Le Sud et les Militaires	307
IV. D5 - La fin du régime militaire	309
IV. SECTION E : SIGNIFICATION D'UN REGIME	313
IV. E1 - L'origine de l'armée Soudanaise	314
IV. E2 - L'armée comme appareil bureaucratique autonome ...	317
IV. E3 - Les réalisations économiques du régime militaire..	324
IV. SECTION F : ORGANISATION ET POLITISATION DU SUD-SOUDAN ...	326
IV. F1 - La table ronde des espoirs déçus	327
IV. F2 - Guérilla et répression	329
Conclusion	336
CHAPITRE IV - LE SYSTEME POLITIQUE SOUDANAIS	340
- DEUXIEME PARTIE : LE REGIME DE CENTRALISME BUREAUCRATIQUE	341
IV. SECTION G : LES NOUVELLES AUTORITES POLITIQUES	341

	<u>Pages</u>
IV. G1 - Petite histoire de la révolution de Mai	342
IV. SECTION H : LA CLASSE DES EFFENDIS ET LA GENESE DE L'APPAREIL D'ETAT	345
IV. H1 - Définitions de l'Etat	346
IV. H2 - Points de repères historiques : L'Etat colonial Turco-Egyptien	348
IV. H3 - L'Etat colonial Turco-Egyptien : considérations théoriques	349
IV. SECTION I : LA COLONISATION BRITANNIQUE, L'ETAT ET LES EFFENDIS	355
IV. I1 - Les ambiguïtés d'une politique	355
IV. I2 - Organisation et fonctionnement de l'administration locale au Soudan	357
IV. I3 - Considérations sur le système d'administration indirecte	364
IV. I4 - Administration indirecte, administration indigène au Soudan	366
IV. SECTION J : LA CLASSE DES EFFENDIS ET L'ADMINISTRATION LOCALE	370
IV. J1 - La lutte de l'effendia contre les chefferies	370
IV. J2 - Quelques traits particuliers au système politique Soudanais	373
IV. SECTION K : L'INSTAURATION D'UN REGIME DE CENTRALISME BUREAUCRATIQUE	376
IV. K1 - La révolution de Mai et le système politique	376
IV. K2 - Le développement de l'économie exponentielle	381
IV. SECTION L : LA DIFFICILE MISE EN PLACE D'UN NOUVEL ORDRE POLITIQUE	389
IV. L1 - Le rattachement du Sud-Soudan à la communauté nationale	390
IV. L2 - L'évolution interne des mouvements du Sud-Soudan..	394
IV. L3 - Les événements de Juillet 1971	423
CONCLUSION GENERALE	432
INDEX STATISTIQUE	449
Les Finances Publiques	450
La Production	456
BIBLIOGRAPHIE	464

I N T R O D U C T I O N

Ce travail porte sur un pays relativement peu connu et peu étudié en France. Nous avons donc été obligé d'apporter un grand nombre de faits qui n'auraient pas été essentiels si le Soudan avait fait l'objet de nombreuses publications dans notre pays. Dans la mesure du possible, nous avons pourtant essayé de relier ces faits à une cohérence lentement construite autour de deux concepts clefs : celui d'accumulation primitive ("previous" ou "original accumulation" chez A. Smith) amplement développé par Marx en ce qui concerne l'Europe Occidentale et plus particulièrement l'Angleterre, et celui de construction de l'unité nationale ("Nation building" chez les auteurs anglo-saxons). Fondamentalement, notre but est de montrer les articulations, les correspondances et les ruptures que provoquent ces deux mouvements.

En raison des connotations instables et mouvementées que suggèrent ces deux concepts, notre démarche est à la fois diachronique et synchronique. La majorité des grands événements que nous décrivons est à la fois rapportée aux mouvements profonds et lents des structures et aux mouvements rapides, sans être forcément superficiels, de l'histoire dans son rythme chronologique.

Ceci expliquera, peut-être, le caractère non linéaire de notre "récit", sa forme quelque peu en spirales. Sans vouloir comparer notre travail à celui des conteurs arabes, nous pourrions citer l'exemple de Neidjma de Kateb Yassine. Il s'agit là d'une forme qui s'est imposée au rythme de l'analyse. Etudier une formation économique et sociale qui se crée littéralement sous nos yeux implique une grande ambiguïté des faits : c'est-à-dire une étude quasi-simultanée de leurs significations. Si l'on nous permet une image, nous dirons que l'analyse linéaire suggère une géométrie plane alors que l'analyse en spirale se rapproche peut-être d'une géométrie dans l'espace. Certes, nous avons probablement cotoyé l'abîme et peut-être y sommes nous tombé, mais nous avons préféré le risque d'échec plutôt que de soumettre les phénomènes aux diktats de notre conception du monde.

Une certaine expérience du Soudan nous a amené à rapprocher ce que nous observons de ce que Marx appelle l'accumulation primitive, notamment dans la

huitième section du Capital. En soi, ce concept n'est pas nouveau, il court dans l'Economie Classique et même certains passages du "Discours sur l'origine de l'inégalité ..." de J.J. Rousseau pourraient être réinterprétés à travers ce concept. Ce dernier nous sembla très largement préférable à celui de "voie non-capitaliste de développement", aujourd'hui abandonné après une brève carrière dans le royaume du tiers-mondisme. Evidemment, ce que nous observions au Soudan n'avait que de lointains rapports avec le mouvement que décrivait Marx dans le Capital. Pourtant, il nous semblait que sous des modalités très différentes, l'essence du phénomène était réactualisée ici et maintenant. C'est finalement ce que nous avons tenté de démontrer dans nos deux premiers chapitres.

L'articulation du troisième chapitre aux deux précédents pourra sembler un peu artificielle, et sous bien des aspects notre troisième chapitre est une unité qui pourrait se suffire à elle-même. Pourtant si le processus d'accumulation primitive n'est pas la cause clairement discernable du "Problème du Sud-Soudan", c'est peut-être par défaut. Car si dans le Nord du pays la colonisation britannique, et avant elle la colonisation turco-égyptienne, développa assez rapidement le processus d'accumulation, le Sud-Soudan resta très longtemps en marge du mouvement.

Dans notre troisième chapitre, nous avons effectué une rupture. En effet, l'antagonisme Nord-Sud ne saurait être expliqué uniquement d'un point de vue socio-économique. Disons même, qu'une explication qui se limiterait à cette sphère tournerait rapidement à vide, ou ce qui revient au même, aboutirait à un discours clos détaché du réel. Nous avons donc utilisé d'autres concepts, psycho-sociologiques tels celui de mentalité collective, et politiques, tels ceux de communauté nationale et de communautés politiques. Ces concepts nous ont amené à utiliser des cadres d'analyses proprement politiques, notamment l'Analyse Systémique de D. Easton, et à rompre d'une certaine façon avec le marxisme. Parallèlement, nous avons bénéficié des réflexions de toute une génération de "renégats", de Kautsky à Wittfogel, qui nous ont fourni des concepts et des notions qui répondaient aux questions que nous nous posions. Savoir si nous sommes marxiste ou si nous ne le sommes pas est une question qui nous semble dénuée d'intérêt.

Cette rupture amorcée dans le troisième chapitre a donné au quatrième chapitre sa forme à la fois historique et systémique. S'il est relativement

facile de rompre avec le marxisme, il est beaucoup plus difficile de rompre avec l'oeuvre de Marx. La pensée absente de notre dernier chapitre est pour l'essentiel celle du "18 Brumaire de Louis Bonaparte", qui nous a semblé à la fois très éclairante en ce qui concerne certains traits de la réalité que nous étudions, et très éloignée des événements dont nous avons pu être témoin. Nous avons résolu, et peut-être mal résolu, ce problème en raisonnant en termes globaux, et non en descendant au ras des événements et des motivations des groupes politiques en conflit. Précisons pourtant que lors de nos séjours au Soudan, il nous était très difficile de mener une enquête empirique auprès des groupes et organisations politiques de ce pays. C'est en partie pour cette raison que notre quatrième chapitre est parfois une alternance de réflexions très abstraites et de descriptions très concrètes, sans que les considérations abstraites apportent un éclairage toujours suffisant aux données concrètes. En un mot, certains maillons intermédiaires nous ont manqué et ceux qui auraient, éventuellement, pu nous les fournir, préférèrent, à juste titre, demeurer dans l'ombre.

Ceci pose, entre autres problèmes, celui de l'extériorité de l'observateur. Dans quelle mesure le fait, par exemple, que nous ne parlions pas la langue arabe est-il un handicap pour une recherche du genre de celle que nous présentons ? A priori, pour un travail de monographie aussi global que celui-ci, le handicap peut paraître réduit. Il n'en serait pas de même si la recherche s'était voulue à la fois plus ponctuelle et plus approfondie. C'aurait été le cas d'une étude portant sur la Mahdya en tant que communauté politico-religieuse, ou bien d'une recherche d'anthropologie comme celle que menait un de nos amis, Christian Delmett, sur les Fung de Sennar.

Pourtant, il faut bien admettre que tant que l'observateur ne connaît pas la langue de l'observé, il lui manquera toujours un élément essentiel, même si pour des raisons historiques (coloniales en l'occurrence) certaines catégories d'observés parlent une des langues de l'observateur. Ce "mea culpa" nous semblait nécessaire, même si nous sommes conscient du fait que, malgré tout, ce travail a aujourd'hui le mérite d'exister et peut-être, ce qui est plus ambitieux, de combler un vide en ce qui concerne notre connaissance du Soudan.

Nous voudrions ajouter une remarque en ce qui concerne un ouvrage dont le rythme et la composition nous ont séduit et très probablement influencé. Il

s'agit du "Mahomet" de Maxime Rodinson. Il y a dans cet ouvrage une démarche en spirales qui envôle le lecteur et l'oblige à poursuivre jusqu'au bout la démonstration. Cet ouvrage fut un de nos premiers contacts écrits et approfondis avec le monde arabe et c'est aussi en tant que tel qu'il nous a marqué. Nous ne prétendons pas avoir égalé ce qui fut probablement un modèle inconscient, mais nous avons suivi le beau conseil de Machiavel qui nous invite à :

"... fare come gli armeni prudenti, a quali, parendo el loco dove
"disignano ferire troppo lontano, e conoscendo fino a quanto va la virtù
"del loro arco, pongono la mira assai più alta che il loco destinato, non
"per agguignere con la loro frecchia a tanta altezza, ma per potere con
"l'aiuto di sì alta mira pervenire al disegno loro" (1)

Peut-être y serons-nous parvenu.

(1) Nous proposons de traduire ainsi :
 "... agir comme le font les archers astucieux qui, jugeant la cible trop
 éloignée et connaissant la puissance de leur arc, visent un point net-
 tement plus élevé que celui qu'ils veulent atteindre, non pas pour que
 leur flèche parvienne à tant de hauteur, mais avec l'aide d'une ligne de
 mire si élevée, parvenir au but qui est le leur."

I. P R E S E N T A T I O N

Rares sont les pays que l'on peut qualifier d'échantillons à la mesure d'un continent. La République Démocratique du Soudan est un de ces rares pays.

Comparé à la plupart des états africains, l'une des grandes originalités du Soudan réside dans son immensité : 2.500.000 km², soit approximativement cinq fois la France ou, si l'on préfère, une surface égale à celle de l'Europe occidentale plus la Suède.

On ne s'étonnera donc pas de la très grande diversité géographique et ethnique qui caractérise ce territoire. En fait, géographiquement et ethniquement, le Soudan amalgame des reliefs et juxtapose des ethnies que l'on retrouve dans huit états frontaliers. Il n'est pas de pays africain possédant autant de frontières. La richesse des paysages soudanais offre toute la palette du continent africain : sables brûlés du Nord, îlots de verdure des Monts Nuba au centre, paysages montagneux du Djebel Marra à l'Ouest, collines et côtes desséchées de la Mer Rouge, marais et forêts inhospitaliers du Sud.

A chacun de ces paysages correspond un univers différent, une autre unité, une frontière : désert de Libye et de Nubie, Monts de l'Imatong près de la frontière Ougando-Kényane, bassins du Nil et du Congo, steppes et savanes du Tchad et de la République Centre Africaine, collines de la Mer Rouge accédant aux Marches de l'Abyssinie, forêts débordant sur l'Ethiopie.

La République Démocratique du Soudan est le carrefour de huit nations et de deux mondes, celui de la négritude et celui de l'arabisme.

Certes, il est des nations beaucoup plus étendues et la démesure de ce territoire est relative. En effet, la notion de distance est bien différente selon l'abondance ou la rareté, la rapidité ou la lenteur des moyens de communications. Or, force est de reconnaître qu'au Soudan les voies de communications sont rares, peu aisées et souvent d'un coût élevé. Ici donc, les distances ne sont en rien atténuées.

Pourtant et compte tenu de l'étendue du territoire, il existe un fort potentiel de voies de communications dont le Nil est une excellente expression.

C'est par les chutes de Nimuli que le Nil Blanc pénètre en territoire soudanais. Entré à l'extrémité Sud du pays, le Nil quitte le Soudan à son extrémité Nord, à Wadi Halfa, après un parcours de 3.425 Km.

Dans sa course vers Khartoum il reçoit, peu avant Malakal, la Sobat venant de l'Ethiopie et le Bahr-El-Ghazal venant de l'Ouest, de la province du même nom. Peu avant, le fleuve a parcouru la province de l'Equatoria et passé Juba, sa capitale. Lorsqu'il pénètre dans la province du Haut Nil, une partie de ses eaux va se perdre par évaporation dans le Sudd (1), ce marécage aussi grand que l'Angleterre qui s'étend au Sud du dixième parallèle.

Après Malakal, capitale du Haut Nil, une course de 300 km le conduit à la province du Nil Bleu et, lorsque le Nil Blanc pénètre dans cette dernière province, moins de 200 km en ligne droite séparent le Nil Blanc de son plus grand affluent : le Nil Bleu.

Prenant sa source dans le lac Tana, près de Gondar en Ethiopie et après une boucle irrégulière, le Nil Bleu entre au Soudan et donne son nom à une province. La province du Nil Bleu est donc traversée par les deux Nil et la bande de terre inclinée du Sud au Nord que les deux fleuves délimitent (on l'appelle la Gezira) joue un rôle fondamental dans l'économie nationale.

En effet la Gezira produit entre 60 et 70% du coton soudanais. Le centre de cette très importante région de culture irriguée, Wad Medani, est aussi la capitale de la province. Enfin, les deux Nil se rejoignent à Khartoum pour former le Grand Nil que les soudanais appellent "la mer".

A Khartoum, face à l'avenue Sharia El Nil, se trouve l'île Tutti à partir de laquelle, à la saison sèche, il est possible de voir la ligne de séparation des eaux "blanches" et "bleues" des deux Nil. Cette ligne se poursuit sur plusieurs kilomètres. Ce fait avait déjà retenu l'attention des géographes musulmans des XIV^e et XV^e siècles (2). A la saison des pluies, les eaux sont boueuses, elles montent de huit mètres ; l'île Tutti est submergée.

Sharia El Nil, l'Avenue du Nil, est l'un des rares paysages véritablement urbains de Khartoum. Cette belle avenue bordée d'arbres doit son agrément au fleuve bien entendu, mais aussi à ce charme un peu désuet des vieilles cons-

(1) Ou Sudd, qui signifie barrière.

(2) Cité par John Vantini : "the Excavations at Faras , Contribution to the history of christian Nubia." p. 114), Editrice Nigrizia (Bologne).

tructions coloniales. L'avenue et les ministères qui la bordent, et notamment le Ministère des Finances, sont des reliques victoriennes, de même que l'Université et le Republican Palace, autrefois Gordon Palace.

Sur Sharia El Nil, l'ère coloniale a laissé trois monuments : le Grand Hôtel, à l'extrémité Ouest de l'avenue, face à l'île Tutti ; l'Université, à l'extrémité Est et le Palais de la République, à égale distance de l'un et de l'autre. A partir de ces points, la ville coloniale forme un arc de cercle dont Sharia El Nil serait la corde.

Khartoum signifie "la trompe de l'éléphant". L'image convient parfaitement aux deux flux des fleuves qui semblent se séparer comme projetés par le souffle d'un pachyderme.

La minuscule province de Khartoum fut créée pour contenir les trois villes de la jonction des Nil : Omdurman, capitale historique et traditionnelle ; Khartoum Nord (Khartoum Bari), née des entrepôts du chemin de fer britannique ; enfin, Khartoum, ex-centre administratif colonial, aujourd'hui capitale politique et administrative de la République Démocratique du Soudan. Seul le Nil, enjambé par trois ponts, sépare ces trois villes.

Après Khartoum, le fleuve commence son plus long voyage, quoique, après Kosti, le Nil Blanc ait déjà traversé une région désertique, ce n'est qu'en pénétrant dans la province du Nord que commence sa course à travers les sables qu'il quittera - mais après plusieurs milliers de kilomètres - pour se fondre dans la Méditerranée. Passant Atbara, important noeud ferroviaire et deuxième ville ouvrière après Khartoum, il reçoit son dernier affluent : la rivière Atbara qui unit le cours du Nil à la province de Kassala, située à l'Est. Après la quatrième cataracte, le Grand Nil oblique brutalement vers le Sud-Ouest à Abu-Hamed, puis une nouvelle boucle va le remettre sur la route du Nord, au niveau de Dongola, dernière grande ville nubienne depuis que Wadi Halfa a disparu sous les eaux du Lac Nuba, équivalent soudanais du lac Nasser en Egypte.

Ainsi va le fleuve dans son cours soudanais. Directement ou par le biais de ses affluents, il imprime son sceau qui est un mode de vie et de cultures irriguées originales à sept des neuf provinces soudanaises.

Les deux provinces qu'il ne traverse pas - le Kordofan et le Darfur - sont situées à l'Ouest. Mais même si ils ne vivent pas dans le contexte du

fleuve, les gens de l'Ouest reconnaissent son importance puisque pour eux les "étrangers" de l'Est sont les "gens de la rivière", auxquels d'ailleurs ils imputent - à raison plus qu'à tort - une partie de leurs maux.

II. LE RESEAU DE TRANSPORTS, LES VOIES DE COMMUNICATIONS

Cette immensité, traversée par un fleuve immense, n'est guère relativisée par ce vecteur de civilisation que constitue le Nil.

Il n'y a pas de grand port sur ce fleuve. Les services fluviaux étaient, jusqu'à une date récente, gérés par la Sudan Railways, la compagnie des chemins de fer nationaux qui contrôlait deux grandes lignes : la ligne de Dongola et la ligne du Sud.

Depuis 1971, c'est le Ministère de la Défense qui gère ces lignes.

Au Nord, une ligne exploitée par une compagnie privée a perdu de son importance depuis le transfert des populations nubiennes de Wadi Halfa, consécutif à la montée des eaux du Nil à la suite de la mise en service du Haut Barrage. Pourtant, le récent déclin de cette voie va certainement être remis en question par l'aménagement du port égyptien d'Assouan dont les travaux s'achèvent. Tôt ou tard, le Soudan devra, lui aussi, construire un port fluvial d'envergure. Aujourd'hui, pour les voyageurs ne disposant pas de gros moyens, cette voie est la façon la plus économique pour aller du Soudan en Egypte et vice versa.

Chaque année, cette voie, assurée par deux navires soudanais et deux navires égyptiens, transporte donc quelques milliers de voyageurs, mais guère de marchandises.

La ligne de Dongola part de Karima et rejoint Kerma, via Dongola. Dongola est la dernière ville nubienne d'importance, depuis la disparition de Wadi Halfa.

Une ligne de Dongola à Atbara - mais fortement concurrencée par le service des cars - complète le réseau du Nord.

La ligne du Sud va de Khartoum à Juba, via Kosti et Malakal. A la saison des pluies, lorsque le Nil est en crue, quelques liaisons sont faites avec Wau, capitale du Bahr El Ghazal.

Cette liaison est généralement faite par des navires partant de Malakal. Mais les déplacements sur ces voies d'eau relèvent davantage de l'expédition, compte tenu de la vétusté des bâtiments et des difficultés de la navigation, que de la voie de communication régulière. Il faut approximativement treize jours à contre-courant pour aller de Kostî à Juba et une semaine pour faire le même trajet avec le courant, en admettant - ce qui arrive parfois - que le navire à aube ne s'échoue pas dans le Sadd sur une île flottante de jacinthes d'eau.

L'ensemble de la flotte fluviale comprend une quinzaine de navires dont un peu plus de la moitié sont en service sur la ligne du Sud. Dans la majorité des cas, il s'agit de navires datant de l'époque coloniale. Enfin, si les navires se rendant dans le Sud sont convenablement frêtés - car ils sont le seul moyen économique de ravitailler ces provinces - au retour, ils ramènent fort peu de choses, pour ne pas dire rien. En ce qui concerne le frêt, la ligne du Sud est donc à sens unique. Ceci est une des conséquences économiques des troubles qui, pendant dix-sept ans, paralysèrent le développement des provinces méridionales.

Jusqu'en 1962-1963, les lignes fluviales ont été rentables pour l'Etat, puis est apparu un déficit qui ne cesse de s'accroître.

Depuis 1966, chaque année, environ deux soudanais sur cent empruntent une des lignes fluviales. Mais il est probable que sur ces deux soudanais il y ait eu, jusqu'à la signature de l'accord sur le Sud, au moins un militaire se rendant en mission au Sud ou en repartant.

Il est bien certain que dans le futur, le Nil deviendra une voie de communication à la mesure du continent africain. Malheureusement, l'unité que constitue "la rivière" est, aujourd'hui encore, fortement morcelée. Pour ne parler que du Soudan, on peut distinguer un Nil nubien, un Nil gallaba (1) et un Nil nilotique. Dans le dernier cas, nous faisons allusion aux habitants du Sud : Shilluk, Nuer, Dinka, etc....

(1) Terme qui, au Soudan, désigne les marchands et par extension les "arabes". L'origine du terme est peut-être esclavagiste.

Comme le fleuve, la route ne contribue guère au réseau de communications de ce pays. Certes, des pistes permettent de joindre toutes les villes du Soudan, mais il faut alors utiliser des véhicules robustes du type Land Rover ou camion à châssis renforcé et prévoir un stock important de vivres, d'eau et de carburant.

Enfin, de Mai à Septembre, la saison des pluies rend ces pistes impraticables. Une seule route goudronnée existe ; elle joint Khartoum à Wad Medani. A ces cent quatre vingts kilomètres d'asphalte, il faut en ajouter une cinquantaine correspondant au tronçon Nord d'une route partant de Khartoum et se dirigeant vers Shendi. La route Khartoum - Wad Medani fut construite avec l'aide américaine (E.U.) et a été achevée par l'Etat Soudanais après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en Juin 1967. Le financement de cette route par les Etats-Unis n'est pas un hasard. Il existe au Soudan, comme ailleurs, un dilemme route-rail et ce dilemme n'est pas uniquement technico-économique, même s'il est présenté comme tel. Le rail jouit d'un quasi monopole des transports terrestres et le Syndicat des chemins de fer, affilié au SWTUF (Sudan Workers Trades Union Federation), que dirigeait Shafi Ahmed El Sheikh, demeurait et demeure probablement, en dépit des événements sanglants de Juillet 1971, un des fers de lance du Parti Communiste Soudanais.

La construction d'une route, surtout si elle double le réseau ferré, est donc un geste politique. D'ailleurs le Plan de Cinq Ans 1970-1975, dû à des experts soviétiques, ne proposait qu'une seule route nouvelle Kadugli - El Obeid. Le Plan Insistait sur une meilleure utilisation du potentiel des Sudan Railways. Mais les événements de Juillet 1971 ont remis bien des choses en question. La route américaine devrait être prolongée sur Port Soudan, seul port commercial du pays. Le tronçon Wad Medani - Gedaref (400 km environ) ainsi qu'un pont sur le Nil à Wad Medani sont réalisés par la Chine Populaire.

Quoi qu'il en soit, le monopole des chemins de fer demeure. Certes, à l'échelle du Soudan, 4.756 km de voies ferrées représentent peu de choses, exactement 1,9 km pour 1.000 km². Mais c'est tout de même un réseau qui relie les chefs-lieux de toutes les provinces septentrionales : Kassala, Nil Bleu, Province du Nord, Kordofan, Darfur, (par Nyala), et une des trois provinces du Sud - le Bahr El Ghazal - par Wau, à la capitale et, éventuellement, à l'Egypte. Sur ce point, il faut préciser que les réseaux soudanais et

égyptien ne se joignent pas ; il s'en faut d'environ 300 km. La ligne soudanaise s'arrête à Wadi Halfa, la ligne égyptienne à Assouan. C'est par voie fluviale que sont joints ces deux points. L'écartement des rails est de 1 m,02 au Soudan, il est de 1 m,40 en Egypte.

En pourcentage, ce réseau transporte 60% des passagers, 75% du fret et plus de 95% des exportations.

L'importance de la voie ferrée est donc indéniable, ce qui ne va pas sans problèmes. La plupart des voies furent construites entre 1900 et 1930. Historiquement, les premières lignes furent tracées dans une optique plus militaire qu'économique, ce qui explique partiellement le faible écartement des rails, qui ne supportent pas des tonnages très importants.

Lorsqu'en 1898 Lord Kitchener commença "la reconquête du Soudan", à partir de Wadi Halfa, il coupa au plus court. C'est ainsi que la Nubie sera complètement évitée et, circonstance aggravante, le début de la voie qui suivait la vallée, et qui était due à l'initiative de Saint-Simoniens français, sera démonté pour être reconstruit en ligne droite dans le désert. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'une ligne partant de Abu-Hamed - point de départ de la ligne du désert - sera jointe à Karima. Néanmoins, la plus grande partie de la Nubie soudanaise, de Karima à Wadi Halfa via Dongola, est totalement isolée. Pour les populations nubiennes, c'est un fait grave qui, entre autres facteurs, a provoqué l'asphyxie de cette région.

Enfin, les lignes ne furent conçues ni pour de lourdes charges - elles sont à voie unique, étroites et sans ballast - ni pour des trains rapides. A la saison des pluies, les voies sont dangereuses et le trafic est extrêmement lent.

D'autres problèmes découlent du caractère saisonnier du trafic. Pendant la saison d'expédition du coton, la ligne Atbara - Port Soudan est fréquemment engorgée. Il en résulte une désorganisation importante du réseau. En 1968, l'impossibilité d'acheminer certaines récoltes à Port Soudan a fait perdre un million de dollars au pays. D'importants investissements pourraient remédier à cet état de choses, mais les wagons, les locomotives et les signaux seraient alors sous-utilisés pendant la majeure partie de l'année. Evidemment, il n'en serait pas ainsi si le pays connaissait un développement rapide de ses ressources, ce qui n'est pas le cas actuellement. Dans l'immédiat, la meilleure solution serait d'étaler la période de vente du coton, ce qui deman-

derait une meilleure organisation des docks à Port Soudan et la coopération des acheteurs. L'irrationalité d'un marché largement abandonné à la spéculation se traduit, notamment, par une accumulation suivie de ventes soudaines, ce qui rend une telle politique irréalisable pour l'instant.

Cependant, les problèmes de Sudan Railways ne sauraient être uniquement attribués à des causes extérieures. Sur ce point, les divers experts sont d'accord avec le rapport du Vème Plan pour affirmer que les ressources actuelles sont sous-utilisées. Depuis dix ans, des sommes importantes ont été dépensées pour l'achat de 103 locomotives diesel. Pourtant, la vitesse moyenne des acheminements n'a pas augmenté, ni la capacité du réseau qui est demeurée stationnaire, c'est-à-dire bien en dessous des possibilités techniques. Même la ligne de Port Soudan ne travaille qu'à 60% de sa capacité, la moyenne générale étant d'environ 25%. Le stock roulant est sous-utilisé et, à cause de l'inefficacité des ateliers de réparation, les locomotives se détériorent sur les voies de garage. Le manque d'organisation se répercute sur les horaires : six trains seulement sur cent arrivent à l'heure. A Wau nous avons attendu un train pendant une dizaine de jours.

Le Plan de Cinq Ans ne mentionne pas de projets de lignes nouvelles. Il insiste, en revanche, sur la nécessité d'augmenter la capacité des services, quantitativement, par l'achat de nouveaux équipements roulants et, qualitativement, grâce à une meilleure organisation et une plus grande rigueur dans le travail.

Cependant, à la fin de l'année 1971, le Ministère du Plan, placé alors sous l'autorité du Général-Président Numeiri, a projeté d'inclure au Plan deux lignes nouvelles.

- . La première relierait la région de Djebel Mara à Nyala, ce qui compléterait le réseau du Darfur. Il convient de préciser que le Djebel Mara et la région d'El Fasher doivent devenir des régions de culture mécanisées sur terres inondées.
- . La seconde compléterait le réseau du Kordofan en reliant El Obeil à Kadugli ou à une autre localité des Monts Nuba, région produisant approximativement 6% du coton soudanais. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, un projet de route concurrence cette ligne dont la construction n'est pas encore décidée.

Quel que soit l'état d'avancement de ces projets et leur abandon ou leur réalisation ultérieurs, à moyen terme, il est douteux qu'ils parviennent à redresser la situation financière des chemins de fer soudanais.

A un mois de la fin de l'année fiscale 1970-1971, ils annonçaient un déficit de 698.000 LS (1), soit près de 9 millions de FF. Il est certain que les services fluviaux contribuent pour une part importante à ce déficit. Le fait qu'aujourd'hui ces services dépendent du Ministère de la Défense ne changera probablement rien au déficit, si ce n'est qu'il sera couvert par le secret dont jouit le détail du budget de ce ministère.

De toutes façons, ce déficit de Sudan Railways est un phénomène constant depuis 1965 et sur ce point les chemins de fer soudanais ne se singularisent pas par rapport aux autres chemins de fer nationaux d'Europe ou d'ailleurs.

Plus préoccupant, peut-être, est le plafonnement du trafic, voire sa récession, alors que la progression des autres moyens de transport est quasi nulle. En 1969, le trafic exprimé en revenu fut inférieur de 10% environ à celui de 1963-1964, alors que les coûts étaient comparativement plus élevés. Il convient de ne pas dramatiser ce fait qu'explique partiellement une diminution des importations des produits de consommation. Ce qui, néanmoins, demeure c'est que les chemins de fer soudanais ne pourraient, dans les circonstances actuelles, faire face à une croissance rapide de l'économie et des échanges inter-provinciaux. En effet, cette diminution du trafic n'a pas empêché les marchandises de s'accumuler dans les docks de Port Soudan.

Comme la voie ferrée constitue ici l'un des fondements d'une telle croissance, on peut craindre que pendant quelques années encore la majeure partie du territoire demeure en dehors d'un éventuel processus de transformation.

A ces critiques, la Direction des chemins de fer répond généralement en reprochant au Gouvernement d'avoir détourné la clientèle de première classe (il y a quatre classes de compartiments) au profit de l'avion - Sudan Airways - et de maintenir des tarifs de frêt extrêmement faibles pour subventionner les exportations de coton et autres cultures industrielles.

A plus longue échéance, on envisage de relier le réseau soudanais à celui de l'Afrique de l'Ouest, par l'intermédiaire du réseau nigérian. La part

(1) 1 LS = 12,50 FF.

soudanaise des travaux se limiterait à joindre Nyala à la frontière du Tchad (200 à 300 Km). Encore faudrait-il que le réseau tchadien soit considérablement étendu.

Il en est un peu de même en ce qui concerne la liaison de ce réseau à celui de l'Afrique de l'Est. Lorsque le Tanzam sera achevé, il ne manquera plus que deux maillons : Assouan - Wadi HALFA et Wau - Gulu (800 km) pour que soit réalisée la ligne de chemin de fer joignant le Cap au Caire. Compte tenu de la situation générale des provinces du Sud Soudan, la ligne Wau - Gulu (en Ouganda) n'existe encore que dans l'imagination d'un expert.

Dans ces conditions, l'avion, tant pour les liaisons intérieures que pour les liaisons interafricaines - et à plus forte raison pour les liaisons internationales - reste le moyen le plus rapide, mais encore le plus simple, le plus sûr et aussi le plus coûteux.

La flotte aérienne de la compagnie soudanaise "Sudan Airways" se compose de deux "Comet", quatre "Fokker F27 Friendship" et de trois "De Havilland Twin Otters".

Les deux Comet furent "offerts" par la Grande Bretagne au Soudan en 1961. On a dit, mais aucune preuve sérieuse n'a été avancée sur ce point, qu'à la fin de l'année 1971, les compagnies d'assurances auraient refusé d'assurer les vols de ces avions trop anciens pour garantir le minimum de risques que peut couvrir une assurance. Ces Comet qui, habituellement, relient et relient encore Khartoum à l'Europe et à l'Afrique de l'Est ne décollent en moyenne, que chargés à 39% de leur capacité. Il en est, approximativement, de même avec les Fokker qui assuraient les lignes interafricaines : Ouganda, Ethiopie, Tchad, Sud Yémen et Libye. Seule, la ligne Khartoum - Le Caire était bénéficiaire.

En 1969-1970, le déficit de Sudan Airways a atteint 730.000 LS, soit approximativement 9,12 millions de FF. Ces difficultés ont amené les autorités soudanaises à entrer en pourparlers avec le Koweït afin de créer - en Janvier 1972 les conversations se poursuivaient - une nouvelle compagnie "Sudan International" dont 51% des parts seraient propriété soudanaise et 49% propriété koweïtienne. Il s'agirait aussi de financer l'achat d'appareils de type Boeing 707 ou DC8. Quel que soit l'avenir de ce projet, il est presque certain que si la compagnie est effectivement créée, les intérêts koweïtiens

veilleront, pour des raisons évidentes, à ce que des considérations de prestige ne prennent pas le pas sur la rentabilité des lignes, encore que d'un point de vue strictement capitaliste l'intérêt d'un tel projet n'apparaisse pas clairement. Si toutefois une décision était prise, elle serait certainement bénéfique aux intérêts du capitalisme koweïtien, peut-être favorable à l'équilibre du budget soudanais, mais guère favorable aux communications aériennes interafricaines. En définitive, ces dernières seront abandonnées aux grands monopoles nationaux : B.O.A.C., Panam, Lufthansa, etc..., ce qui, toute hypocrisie "nationalitaire" mise à part, est déjà le cas.

La situation financière des lignes intérieures est meilleure. En moyenne, les capacités de la flotte sont utilisées à 50%, ce qui est très appréciable du fait qu'un grand nombre de lignes doivent être maintenues pour des raisons administratives, politiques et militaires. L'avion est pratiquement la seule liaison permanente et rapide entre chaque province et la capitale, ainsi qu'entre les différentes provinces. Ceci est vrai pour les provinces du Nord du pays, mais aussi et surtout pour les trois provinces méridionales. D'ailleurs, les appareils qui assurent les liaisons avec ces provinces (trois vols par semaine) sont pratiquement toujours pleins.

La capacité de ce réseau est réduite par le fait que les seize aéroports nationaux ne sont pas équipés pour les atterrissages de nuit. Le changement de gestion de ces aéroports, aujourd'hui aux mains du Ministère de la Défense après avoir été sous la responsabilité du Ministère des Transports et des Communications, se traduira peut-être - compte tenu de l'audience actuelle des militaires au sein du gouvernement - par un effort d'équipement.

Dans ce qu'il faut bien qualifier d'un abandon de fait de ses responsabilités interafricaines et internationales, Sudan Airways a fait le choix de porter son effort principal sur les lignes intérieures. En soi, une telle décision peut être bénéfique pour le pays. A quoi bon entretenir à grands frais des lignes de prestige avec des appareils pilotés par des canadiens, des britanniques, etc.... Il est vrai que le pays ne compte qu'un seul pilote, ce qui, par rapport à l'Afrique, place le Soudan dans une position ni meilleure ni pire que d'autres. Seule l'Ethiopie, à notre connaissance, possède des équipages exclusivement éthiopiens. Sur ce point, comme sur bien d'autres, on constate une faillite des nations africaines qui, pour des projets d'envergure, auraient intérêt à unir leurs efforts plutôt que de se faire concu-

rence au seul bénéfice des monopoles qui, à leur façon, pratiquent "l'internationalisme du profit".

On ne parcourt donc pas aisément ce territoire immense. Physiquement aussi, les déplacements sont pénibles. Dans toute la partie désertique ou semi-désertique du pays - à l'exception de quelques zones de micro-climats : Gobel Mara à l'Ouest ; collines de la Mer Rouge à Erkoweit, à l'Est - de Mars à Septembre, les températures sont excessivement élevées : 40° en moyenne avec des maximum de 45° aux mois d'Avril et Août, soit avant et après la saison des pluies. Avant la saison des pluies, les vents de sable appelés "abboub" sont nombreux. En revanche, pendant les mois d'hiver, de Novembre à Mars, les nuits sont froides : 5° en moyenne.

Dans les provinces méridionales, la saison des pluies est plus longue, les pluies sont plus abondantes et, bien que relativement moins élevées, les températures sont plus difficiles à supporter.

Les provinces méridionales, et surtout la province de l'Equatoria, possèdent des sites et des paysages magnifiques. Meridi (1.000 mètres d'altitude), à l'Ouest du Nil, à 450 kilomètres de Juba, est d'une très grande beauté. Sur la rive Est du Nil, autour de Liria, Torit, des vallées et des collines pourraient permettre de créer des sites d'habitat humain, des cités à la mesure de ce qu'un jour sera l'Afrique.

III. DIVERSITE ETHNIQUE ET LINGUISTIQUE

L'absence de maîtrise sur l'espace et la surface du territoire fait que le Soudan d'aujourd'hui a conservé presque intacts ses héritages pré-colonial et colonial : on dénombre 56 groupes tribaux qui se divisent eux-mêmes en 597 tribus. La variété linguistique est grande, même au sein de la communauté qui en 1956 nommait l'arabe comme étant sa langue maternelle : 60% de la population.

C'est un fait connu, mais qui mérite d'être mentionné, que pour chaque pays arabe il existe trois "langues" arabes : une langue classique, celle du Coran et des lettrés classiques ; une langue populaire, dialectale, qui est celle des villes et une langue médiane, moins difficile que la langue classique mais plus rigoureuse que le dialecte. La langue médiane tend à devenir celle de toute la population car c'est celle utilisée dans les masses média et par les classes dirigeantes. C'est aussi celle qui subit les plus grandes trans-

formations : introduction d'un vocabulaire technique, de termes nouveaux parfois issus du dialecte.

Il nous est difficile d'en dire plus, car nous ne sommes pas arabisant. Quoi qu'il en soit, au Soudan, l'arabe dialectal qui, évidemment, est le plus employé est loin d'être homogène.

Le dialecte parlé à l'Est dans la province de Kassala a subi l'influence des langues éthiopiennes. Dans cette région les langues Beja : le tu-Bedawi (dont il existe six dialectes) et le tigré sont quasiment dominants .

Au Nord où la langue nubienne est abondamment parlée, surtout par les femmes, le dialecte a subi la double influence du nubien et du dialecte égyptien.

A l'Ouest, les idiomes sont particuliers ; on a signalé une influence berbère mais aussi celle des diverses langues africaines.

Dans ces régions, coexistent des langues régionales et un arabe médian fortement régionalisé. Les tribus du Sud parlent des langues nilotiques Shilluk, Dinka, Bari ... Sans pour autant donner, à eux seuls, aux six provinces arabisées et aux nombreuses tribus une autonomie linguistique de fait, ces langues et dialectes contribuent à doter ces provinces - et à l'intérieur des provinces, les tribus - d'une forte originalité qui n'est généralement atténuée (mais dans quelle mesure ?) que par l'installation d'une famille originaire de l'Est, de l'Ouest ou du Nord, à Khartoum.

Encore convient-il de ne pas exagérer au moins à la première génération le rôle "intégrateur" de la métropole-capitale, ces familles transplantées ayant tendance à s'établir dans les quartiers déjà occupés par des compatriotes. Seuls échappent à cette règle les membres de la classe dirigeante, les fonctionnaires, mais généralement ceux-ci possèdent la maîtrise de l'arabe médian.

L'arabe dialectal, celui des villes, a subi l'influence des langues régionales, que nous appelons ainsi à défaut d'un terme plus approprié.

Au Soudan, le nubien a fourni de nombreux termes se rapportant à l'agriculture, phénomène linguistique qui tend à confirmer l'origine bédouine des arabes qui, dès le IX^e Siècle commencèrent à s'établir dans le pays. Les langues Beja ont aussi enrichi l'arabe dialectal parlé au Soudan. L'Égyptien ancien, le Copte, les langues africaines, plus récemment le turc, ont aussi contribué à la langue dialectale.

Enfin, la langue arabe a elle-même subi des altérations et des transformations (1). Pour avoir une idée de ce processus qui n'est pas limité au Soudan mais s'est accompli et se poursuit dans de nombreux pays de langue arabe, on peut, mais avec beaucoup plus de prudence quant à sa généralisation linéaire, le rapprocher du processus qui en Europe a donné naissance au Français, à l'Italien, à l'Espagnol et au Roumain à partir du latin qui fut successivement la langue des envahisseurs, puis celle de la foi et des lettrés.

Ces différences linguistiques permettent de prendre la mesure humaine de la faiblesse du réseau de communication et de transport qui, avec le substrat économique et social dont il est le support mais aussi le reflet, peut seul assurer une homogénéité dynamique à des populations d'origines diverses. En l'absence de ce réseau, chaque province, chaque ethnie maintient son réseau traditionnel sans se soucier des réseaux voisins et, à plus forte raison, des réseaux lointains, pourtant situés sur le même territoire national.

C'est aux frontières que la notion de territoire ethnique est la plus immédiatement tangible car, alors, deux conceptions de l'espace s'affrontent. Nombreuses sont les tribus qui, sur un modèle du passé pré-national, réalisent des liaisons interafricaines, d'état à état, mais sur un modèle tribal ou ethnique.

Aux frontières l'état est une réalité lointaine dont l'autorité s'efface à mesure qu'elle s'éloigne de son centre. De la métropole-capitale, ne subsistent alors que des postes ne contrôlant guère qu'eux-mêmes sur une ligne que les cartes tracent en pointillés. L'espace tribal qui possède dans les mémoires et dans la réalité une histoire bien plus longue que la "nation-obstacle" poursuit alors son cours et améliore l'ordinaire du nomade des fruits guère défendus de la contrebande.

Ces liaisons jouent un rôle non négligeable dans la circulation de l'information. C'est ainsi, notamment, que des récoltes et des troupeaux passent d'une frontière à l'autre selon les prix pratiqués par l'une ou l'autre des bourgeoisies nationales.

Pour 60 à 70% de la population du Soudan, l'amplitude et la fréquence des déplacements sont fixées par l'histoire pré-coloniale. Pour les 30 à 40%

(1) Voir "Some Aspects of Sudanese Colloquial Arabic" - Awu Al - Sharif Gasim in Sudan Notes and Records 1965 N° XLVI.

restants qui habitent soit dans les villes, soit dans les régions de culture irriguées ou mécanisées - c'est-à-dire le ruban du Nil jusqu'à Kosti, la Gezira et le Centre-Est - les déplacements relativement rares se font en empruntant des moyens mécaniques au sein d'une économie monétarisée.

C'est ainsi qu'en l'absence de grands courants d'échanges interprovinciaux, interrégionaux et intertribaux, la population soudanaise reste marquée par l'ensemble de ses particularismes.

IV. LES POPULATIONS DU SOUDAN

De 1850 à 1972, la population du Soudan a plus que décuplé. En 1850, l'administration turco-égyptienne estimait la population soudanaise à 1.500.000 personnes. En 1972, elle est estimée à 16.500.000.

Cet accroissement qu'il serait facile de qualifier de spectaculaire n'est pas particulier au Soudan, puisque dans la même période, la population du globe passait de un milliard à 4 milliards. Dans les deux cas, les chiffres cités traduisent aussi les progrès réalisés dans la mesure quantitative des populations.

Au Soudan, le seul recensement jamais opéré remonte à 1956. Il donnait alors 10.300.000 habitants. C'est aussi à cette époque que furent calculés les taux de natalité (50/1000) et de mortalité (20/1000). Se fondant sur un taux d'accroissement légèrement inférieur à 30/1000 (1), on donnait en 1972 le chiffre total déjà cité.

Compte tenu de la surface du territoire, la densité moyenne de cette population est d'environ 6 habitants/km². Ce chiffre évidemment ne donne aucune idée des forts déséquilibres régionaux. Or, même dans la région du Centre-Est qui possède les densités nationales les plus fortes - de 12 à 15 habitants/km² - le peuplement demeure extraordinairement faible, (exception faite de la Gezira qui atteint 200 habitants/km²), comparé aux densités égyptiennes : 250 habitants/km² dans la vallée du Nil ou française : 82 habitants au km².

(1) Pour les estimations officielles le chiffre de 28‰ est retenu.

Les régions excentriques, Ouest, Nord, Sud, ont des densités variant entre 2 et 5 habitants/km² ; dans le nord-ouest désertique, les densités sont quasiment nulles.

Sur 14% de la surface du territoire, la région du centre-est rassemble un peu moins de 50% de la population. C'est d'ailleurs dans cette partie du Soudan que se trouvent les plus grandes villes : Khartoum, Omdurman, Khartoum Nord qui forment une conurbation de 649.000 habitants, appelés "les trois villes" ou le Grand Khartoum. Viennent ensuite, par ordre décroissant, les capitales provinciales :

. Kassala	:	95.000 habitants	
. Wad Medani	:	77.000	"
. El Obeid	:	74.000	"
. Atbara (1)	:	57.000	"
. El Fasheir	:	53.000	"

L'unique Port soudanais : Port Soudan (110.000 habitants) est aussi la seconde ville pour le nombre d'habitants. Gedaref, situé au centre d'une région de cultures mécanisées est la troisième ville du pays à égalité avec Wad Medani).

Le fait que la population des neuf plus importantes agglomérations soudanaises, au total 637.000 habitants, soit inférieure à celle de la conurbation de la capitale donne une idée de la très faible urbanisation du pays.

Par rapport à la population totale, ces citadins représentent moins de 10%, alors que les agriculteurs totalement ou partiellement sédentarisés en représentent 75% et les nomades 15% environ (2). En ce qui concerne les six provinces du Nord arabisé, l'immense majorité des populations, à l'exception des Nubiens fixés de longue date sur les rives du Nil, s'est sédentarisée récemment, souvent pendant la période mahdiste de 1860 à 1898 ou pendant la période coloniale, notamment après la création de la Gezira.

Il nous paraît douteux qu'avant ces deux périodes le territoire ait connu de grandes sédentarisation, mis à part, évidemment, les mouvements de fixa-

(1) En fait, Atbara n'est pas la capitale de la province du Nord. Ce rôle est dévolu à El Damer, ville de moindre importance.

(2) Ce chiffre sera réévalué ultérieurement.

tion qui précédèrent la formation des royaumes de la Haute Nubie antique, mais de ces mouvements nous ne savons pratiquement rien. L'occupation turco-égyptienne n'a sûrement pas fixé un grand nombre de populations indigènes. Au contraire, sans doute, car la fêrûle turco-égyptienne fut lourde à supporter. D'ailleurs, si en 1850 l'administration turco-égyptienne ne recensait au Soudan que 1.500.000 habitants, c'est bien sûr parce que le pays n'était guère peuplé à l'époque, mais c'est aussi vraisemblablement parce que un grand nombre de tribus se rendaient insaisissables par leurs déplacements perpétuels. Il est possible, mais ce second argument n'infirme pas le premier, que le représentant du Khédive ait sous-estimé la population de sa province afin d'alléger sa contribution aux caisses du pouvoir central et de détourner à son profit une partie des impôts.

Quoi qu'il en soit, les populations du Nord du Soudan sont très marquées par leurs origines nomades, ce qui les défavorise par rapport aux autres populations arabes sédentarisées de longue date et dont la culture rayonne depuis plusieurs siècles : Le Caire, Damas, Bagdad, Beyrouth.

On retrouve ici l'un des postulats de Ibn Khaldoun :

"la civilisation bédouine, on l'a vu, est inférieure à la civilisation sédentaire, parce que les nomades n'ont pas toutes les nécessités de la civilisation. Ils ont bien un peu d'agriculture mais sans l'outillage technique. Ils n'ont ni menuisiers, ni tailleurs, ni forgerons, ni les autres artisans qui pourraient leur fournir tout ce qui est nécessaire pour vivre de l'agriculture" (1),

ou encore, et pour rendre plus précise une pensée que nous faisons nôtre :

"... si l'on compare le bédouin au citadin, on verra combien celui-ci a plus de brillant (dhakâ) et de sagacité (kays) que l'autre. Va-t-on en conclure qu'il est naturellement différent et plus intelligent ? Certainement pas. La seule raison à cela, c'est que le sédentaire est habitué à des raffinements artistiques et sociaux qui sont inconnus des nomades. Il a des métiers nombreux, chacun avec sa pratique et sa pédagogie. Ceux qui n'en ont pas autant pensent qu'il y a là une supériorité intellectuelle propre aux gens des villes et que, congénitalement les bédouins leur sont inférieurs. Ce n'est pas vrai. On trouve des bédouins de tout premier plan par leur intelligence, leurs dons intellectuels et leurs qualités naturelles. La prétendue supériorité des citadins est seulement l'effet de l'éclat (raḥmag) que leur donnent les arts et les sciences et qui se communique à leur esprit..."

(1) Discours sur l'histoire universelle - *Al Muqaddima* p. 301 - Trad. Vincent Monteuil.

Ce n'est pas un hasard si, comme nous le verrons par la suite, la classe dirigeante de ce pays est dans sa grande majorité originaire des régions de peuplements sédentaires anciens : les villes et villages nubiens, Omdurman (capitale historique fondée à partir d'un petit village à la jonction des Nil Blanc et Bleu par le Mahdi vers 1881) et plus récemment la Gezira.

Le SUD SOUDAN

La population des trois provinces du Sud représente 25% de la population totale, soit environ 4.000.000 de personnes. Alors que le Nord est doté d'un centre économique important, la Gezira, le Sud en est dépourvu. Alors que le Nord possède un certain degré d'homogénéité, la religion et pratiquement la langue, le Sud n'a pas de facteurs communs aussi clairement localisables. Dans le Sud, les Formations Economiques et Sociales tribales sont autant d'entités autonomes.

Cette région constitue un "paradis" ethnographique que Evans-Pritchard a rendu célèbre.

Géographiquement situées entre deux grands centres de l'esclavagisme : Zanzibar et Khartoum, ces régions furent, au XIX^e siècle, profondément déstructurées. Elles ne retrouvèrent une certaine stabilité que durant la colonisation britannique qui, pour le meilleur et pour le pire, les isola du reste du monde.

Le Sud ainsi que certaines régions du Kordofan - les monts Nuba -, du Sud Darfur et de la province du Nil Bleu furent déclarés zones fermées en vertu du "closed District Order" de 1922 qui, en fait, légalisait une politique datant du début de la colonisation.

Quoi qu'il en soit, et nous verrons ce qu'il en fut, après le terrible ébranlement qu'avait connu l'Afrique de l'Est de la fin du XVIII^e et du XIX^e, affaiblie par l'effet conjugué des expansionnismes européens et des raids esclavagistes des états autochtones : Swaïly, Bugandais, Turcs, Mahdistes..., le capitalisme européen à son stade impérialiste établit dans la région sa "Pax colonica".

C'est dans l'intermède colonial britannique, qui dura 58 ans - de 1898 à 1956 - que furent créées les principales villes du Sud. D'abord autour des chefs lieux de province : Juba, 10.600 habitants ; Malakal : 9.680 habitants ; Wau : 8.009 habitants. Puis autour des chefs-lieux de district :

Yambio : 3.890 habitants ; Nzara : 2.971 habitants ; Touj : 2.071 habitants ; Aweil : 2.438 habitants ; Rumbeck : 2.944 habitants. Ou encore autour des garnisons comme Torid : 2.353 habitants (1).

En général ces villes se bâtirent à côté d'un village qui donna son nom à la ville. Il y a des exceptions, tels les villages de Whisky et Soda, dans la région de Dinder, noms probablement dus à l'humour impérialiste d'un administrateur de district.

Commencée en 1955, la révolte du Sud, ou tout au moins de certains groupes sudistes, a provoqué la création de "hameaux fortifiés" sur le modèle de ceux créés dans toutes les guerres de répression : Viet-Nam, Algérie, Guinée, etc...

Dix-sept années de troubles ont à nouveau structuré les populations du Sud qui ont de gré ou de force émigré vers les villes, villages et hameaux fortifiés ou dans les pays voisins. Un chiffre exact de cette population "urbaine" ne peut être que grossièrement estimé. Les services statistiques gouvernementaux estiment donc, compte tenu de l'afflux des populations chassées par les armées des deux camps, que la croissance annuelle de ces villes est de 5,5 %. Ce qui, pour les neuf villes que nous citons, représenterait actuellement un total de 124.500 habitants contre 45.000 en 1955/1956. Aujourd'hui Juba aurait 29.320 habitants, Malakal 26.770 et Wau 22.150. Mais tout cela reste hasardeux.

Pourtant, ayant fait un bref séjour dans le Sud-Soudan en 1969, il nous semble que ces chiffres donnent au moins une idée générale du rapport ville-campagne au Sud-Soudan. Il convient pourtant de replacer ce rapport ville-campagne dans son contexte. Si les trois plus grandes "villes" du Sud n'ont que 20.000 à 30.000 habitants, il est quelque peu abusif de parler "d'urbanisation". En fait, au Sud-Soudan (Haut-Nil, Equatoria, Bahr El Ghazal), tout comme à l'Ouest du pays (Kordofan et surtout Darfur), à quelques exceptions près, la distinction ville-campagne n'est pas nette ; elle n'est qu'en gestation. Et d'ailleurs, s'il arrive que le continent africain trouve une solution neuve dans ce domaine, cette distinction n'aura plus à être faite..., mais nous n'en sommes pas là.

(1) Chiffres du recensement de 1956.

Aujourd'hui la cité reste le lieu privilégié de l'industrie, de la transmission de la culture scientifique et pseudo-scientifique et des décisions politiques. Par ailleurs, la ville est le cadre de vie des gens non directement producteurs, c'est-à-dire de ceux qui n'entretiennent pas une relation immédiate entre la nourriture consommée et la nourriture produite. L'urbanisation suppose donc une société qui n'est pas nécessairement d'abondance - les villes du Tiers-Monde en témoignent - mais qui dégage des surplus afin que la main qui produit les denrées consommables produise suffisamment pour nourrir celui dont la main se consacre à d'autres tâches. Ce n'est là qu'une première approximation dont le seul intérêt sera d'être suivie par d'autres, que nous espérons plus fines.

Si donc l'on s'en tient à ces premiers termes, une approximation en entraînant une autre, on peut calculer que, au Soudan, pour un urbain il faut compter dix ruraux (en Egypte, le rapport est de 1 à 4 ; en France il est de 1 à 0,6). En tenant compte des différences régionales, au Sud Soudan, le rapport est de 1 à 49 alors qu'il est de 1 à 8 dans les provinces du Nord.

De tels rapports ne sont que des unidimensions guère significatives en elles-mêmes. Pourtant, elles prennent une certaine pertinence si l'on tient compte du fait qu'en l'absence d'autres alternatives, l'urbanisation est, aujourd'hui, synonyme de développement.

CHAPITRE I

LE CADRE DE REFERENCE

I. SECTION A : L'ECONOMIE COTONNIERE

I.A1 - VUE D'ENSEMBLE

Au niveau politique, depuis son indépendance en 1956, le Soudan a connu une alternance de régimes civil et militaire (1956-1958 : civil ; 1958-1964 : militaire ; 1964-1969 : civil ; 1969-à ce jour : militaire).

A grands traits : les régimes civils étaient calqués sur le modèle du parlementarisme européen. Les régimes militaires étaient dotés d'institutions proches de celles de l'Egypte nassérienne. Ces changements politiques n'ont jamais eu d'effets durables sur la structure économique de base du pays, à savoir la monoculture d'exportation sur complexes irrigués. En fait, cette structure de base n'a cessé de s'étendre.

En 20 ans (1944-1945 - 1964-1965), les surfaces plantées de coton à longue fibre sont passées de 298.000 feddans (1) à 750.000 feddans, soit une augmentation de 152 %. Pour la même période, les surfaces plantées de coton à courte fibre ont été multipliées par 10, passant de 30.000 feddans environ à 318.000. Au total, dans ces 20 années, les surfaces cotonnières se sont accrues de 247% (de 310.000 feddans à 1.068.000) (2). On remarquera que l'indépendance politique est située environ au milieu de la période considérée. Depuis 1964-1965, cet accroissement ne s'est pas démenti et, en 1969-1970, les surfaces cotonnières atteignaient 1.262.000 feddans (3), soit un accroissement d'environ 20% en 5 ans.

Nous avons jusqu'alors considéré exclusivement les surfaces irriguées plantées de coton ; s'il fallait considérer l'ensemble des surfaces irriguées, le chiffre ci-dessus devrait être plus que doublé.

Etant donné les conditions physiques de la plus grande partie du territoire soudanais, l'irrigation est le facteur essentiel de l'agriculture de ce pays. Sur un territoire d'environ 598 millions de feddans (2,5 millions de

(1) 1 feddan = 42 ares.

(2) Article de Hassan Mutawakil, in *Agricultural Development in the Sudan*, T.I, pp. 42 et ss.

(3) Bank of Sudan, *Eleventh Annual Report*, 1970.

km²), 16 millions de feddans étaient sous culture en 1971-1972. Sur ces 16 millions, un peu plus de 4 millions étaient irrigués. Les 12 millions restant nous donneront un aperçu très approximatif des surfaces appartenant au secteur d'autosubsistance (ou "précapitaliste").

Ces 4 millions de feddans irrigués se répartissent approximativement de la façon suivante (1) :

- . 2 millions de feddans irrigués par gravitation dans les grands complexes de la Gezira (1925) et de la Managil (1961) ;
- . 1,4 million de feddans irrigués par stations de pompage ;
- . 300.000 feddans irrigués par crues, soit celles du Nil, soit celles de rivières temporaires comme la Gash et la Baraka ;
- . les 300.000 feddans restants se répartissent inégalement entre les trois branches, selon les saisons.

L'importance, en surface, des grands complexes d'irrigation est frappante. Mais cette importance relative devient absolue lorsque l'on sait que ces complexes produisent entre 60 et 70% de la récolte annuelle de coton. Et, quoique ce produit ne contribue qu'à concurrence de 13% (2), en moyenne, au produit domestique brut, il fournit plus de 65% de la valeur totale des exportations, donc également des importations.

Tant au niveau de la section I (moyens de production) que de la section II (moyens de consommation), la matrice de l'économie soudanaise est relativement vide : en 1969, le secteur industriel - dont les activités sont essentiellement tournées vers la consommation et qui dépend très largement des importations : matières premières, produits semi-finis, machines - a fourni 8,5% du P.D.B. au coût des facteurs. Les importations massives de l'économie soudanaise ne correspondent donc pas à un choix mais à une nécessité. Or, nous l'avons vu, 65% des importations sont couvertes par les seules ventes de coton.

(1) Chiffres calculés à partir de D.J. Shaw, The development of irrigated agriculture in the Sudan, in Agricultural Development in the Sudan, 1966, et d'estimations plus récentes.

(2) Les catégories de la Comptabilité Nationale, en amalgamant les secteurs de la production matérielle et ceux des services (appareil d'Etat), ne peuvent donner qu'une image biaisée de la contribution des secteurs au développement de l'économie nationale.

Au niveau du budget de l'Etat, plus de 12% des revenus, en moyenne, proviennent directement de la plus-value prélevée sur la production cotonnière. Mais, à celà, il faut ajouter les revenus dont l'origine est indirectement cotonnière : il s'agit notamment des droits d'import-export, dont la contribution au budget de l'Etat s'élevait à 32% du total en 1969-1970.

65% des importations, près de 40% du budget de l'Etat, ce qu'à travers ces chiffres nous voyons apparaître, c'est une économie dépendant d'une seule marchandise : le coton.

Cette dépendance possède une double dimension.

Une dimension externe et le caractère vital des échanges extérieurs nous en donne une bonne représentation.

Une dimension interne et l'importance des grands complexes d'irrigation en est la plus nette expression.

Certes, ces deux dimensions externe-interne sont inextricablement liées : c'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il serait fallacieux de chercher à définir in abstracto un terme premier. De fait, ce n'est que dans une conjoncture précise que l'on peut dire qu'un terme détermine conjoncturellement l'autre, ce qui d'ailleurs ne signifie pas que l'autre cesse d'exister pour autant.

- Les grands complexes d'irrigation

Ce n'est pas un gouvernement "socialiste" qui nationalisa le premier grand complexe d'irrigation du Soudan, mais l'administration britannique qui prit cette mesure en 1950.

Auparavant, la Gézira appartenait à une compagnie privée la "Sudan Plantation Syndicate Ltd". Au terme de cette nationalisation fut créé un Board (Soudan Gezira Board Administration - S.G.B.A.), autonome quant à sa gestion et à sa politique commerciale, mais sous tutelle de l'Etat par l'intermédiaire du Ministère des Finances (l'équivalent en droit français serait le statut de la Régie Renault, par exemple).

Le terme le plus approprié pour rendre compte des formes économiques des grands complexes de la Gezira et de son prolongement géographique la Managil est celui de "métayage d'Etat".

Cette forme d'association "capital-travail" est assez symptomatique de l'idéologie de la "Fabian-Society" qui, c'est notre conviction, joua un rôle important dans l'administration britannique au Soudan, quelques années après la deuxième guerre mondiale. Nous aurons l'occasion d'être bientôt plus explicite.

Quoiqu'il en soit, le terme de "métayage d'Etat" n'est qu'une approximation car certaines formes de l'appropriation de la rente s'apparentent au fermage. C'est ainsi que l'Etat, en règle générale propriétaire des terrains des grands complexes d'irrigation, loue la terre pour une durée renouvelable de 40 ans et pour la somme de 10 piastres (1/10 de LS) par feddan. Etant donné la modicité de cette somme, elle ne peut représenter qu'une part infime de la rente foncière. A cela, il faut néanmoins ajouter un intérêt de 6% payé annuellement sur le capital initial de la Gezira (4.000.000 LS). Depuis plus de dix ans ces remboursements sont achevés.

Cette dernière remarque n'est d'ailleurs valable que pour la Gezira ; dans la Managil, plus récente, le capital initial (2,5 millions de LS) est toujours remboursé à l'Etat Central sous forme de dividendes variables d'une année à l'autre, selon la récolte.

Depuis la nationalisation de 1950, la répartition des revenus n'a théoriquement guère varié. 50 % du produit des ventes de coton sont versés comme Capital variable aux métayers d'Etat. L'autre moitié est inégalement répartie entre diverses institutions :

- a) Etat : 36%
- b) Métayers : 50%
- c) S.G.B.A. : 10%
- d) Fond de Réserve : 2% des revenus des métayers
- e) Fond de Développement social : 2%
- f) Gouvernements Locaux (Conseils de Villages) : 2%

Théoriquement au moins, ce type de répartition est en vigueur tant dans la Gezira que dans la Managil. Ce qui différencie le plus la Managil de la Gezira, c'est la dimension des terres en métayage : 40 feddans dans la Gezira 15 feddans dans la Managil. Sur ce complexe, les lots de 15 feddans se décomposent approximativement ainsi :

- . coton : 5 feddans
- . sorgho : 2,5 feddans
- . haricots : 2,5 feddans
- . jachère : 5 feddans

Dans la Gezira, on obtient la répartition suivante :

- . coton : 10 feddans
- . sorgho : 5 feddans
- . haricots : 2,5 feddans
- . Jachère : 22,5 feddans

Les cultures sont pratiquées en rotation annuelle. Dans la Managil, on cultive souvent l'arachide qui joue le rôle de seconde culture d'exportation et, souvent, remplace les haricots.

De même que l'Etat fixe la répartition des revenus des complexes d'irrigation, il a décidé de la dimension des lots et du choix des cultures. L'Etat a aussi défini les attributions des 6 institutions précédemment mentionnées. Nous les reprendrons dans l'ordre où nous les avons citées :

- a. Généralement propriétaire de la terre, l'Etat est distributeur exclusif de l'eau.
- b. Les métayers sont chargés de tous les travaux agricoles non mécanisés : ceci exclut les labours, l'irrigation, l'épandage (engrais, insecticides). De fait, dans le processus agricole, les metayers n'ont pas plus d'initiatives que les travailleurs salariés n'en ont dans le processus industriel.
- c. Le S.G.B.A. dirige et organise l'ensemble du complexe. Il représente l'Etat dans sa fonction économique. Une liste des divers départements du S.G.B.A. donnera une idée de son importance : Administration Centrale, Bureau de l'Agriculture, Gestion des Affaires Courantes, Section Financière, Entretien des Machines, Equipement, Approvisionnement, Ingénierie, Affaires Sociales, Gestion et Administration des Usines d'Egrenage de Meringan et Hassanheissa, Gestion des Lignes de Chemin de Fer Intérieures aux complexes. En outre, le Board possède un bureau de Clearing et d'Expédition à Port-Soudan, un représentant en Grande-Bretagne et un Département des Ventes (1).

(1) D'après "The Sudan Gezira Board", 1966-1967, released by the Ministry of Information and Social Affairs and the Administration of the Sudan Gezira Board.

La S.G.B.A. emploie plus de 10.000 employés dont 1.300 cadres ; son parc automobile s'élève à plus de 900 véhicules.

- d. Nous avons vu que 2% du revenu des cultivateurs sont alloués d'office à un Fond de Réserve. Ce Fond est géré par le S.G.B.A. . Il a pour but de stabiliser et de régulariser les revenus des métayers. En effet, d'une année à l'autre, les fluctuations des revenus peuvent être relativement importantes. Pour une saison médiocre comme 1960-1961, le revenu net total des métayers s'élevait à 4.000.000 LS, ce qui assurait à chacun des 61.697 métayers d'alors un revenu annuel net de 65 LS, seul le revenu tiré du coton est ici pris en compte (approximativement 1.040 FF), soit un peu plus du double du revenu par tête qui était de 32 LS en 1962.

Cependant, une augmentation ou une diminution d'une livre soudanaise par kantar (= 141,5 kg) de coton à l'exportation, se traduit par une variation de 7% dans le revenu du cultivateur. Un tableau récapitulatif, malheureusement ancien, donnera un aperçu du phénomène (1) :

Années	Nombre de métayers (en milliers)	Revenus totaux (en millions de LS)
1956-1957	30,0	8,7
1957-1958	31,8	0,9
1958-1959	43,1	6,0
1959-1960	55,6	9,2
1960-1961	63,0	4,0
1961-1962	66,6	7,0
1962-1963	73,8	7,2

Ces chiffres tenant compte des interventions du Fond de Réserve, on peut douter du rôle stabilisateur de ce dernier. D'autre part, on constate que le nombre des métayers augmente régulièrement, de plus de 100% entre le début et la fin de la période, alors que les revenus demeurent comparativement stables, les deux mauvaises saisons 1957-1958 et 1960-1961 étant exclues. Cela signifie soit que la productivité du travail est décroissante, soit que la rente foncière est supérieure aux 36% du contrat de métayage. Il est très probable que les deux phénomènes se combinent.

(1) D'après le Bulletin de l'Economie Agricole en Afrique, déc. 1966, n° 8; Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Si nous prenons l'année 1961-1962 pour base, nous remarquons que les 7,2 millions de LS reçus par les métayers doivent selon le contrat représenter 50% de la valeur du coton. N'oublions pas que la valeur du coton n'est pas fixée dans et par le processus de production mais par le marché mondial.

Si le transfert moyen du S.G.B.A. à l'Etat Central est pour la période de 7 millions de LS, nous voyons que cette somme, il s'agit là de la rente, est sensiblement égale au prix de la force de travail. On voit que pour les seules années pour lesquelles nous ayons des données chiffrées, la rente appropriée par l'Etat Centrale est nécessairement supérieure à 36% de la valeur. Dans ces conditions, on voit mal d'où viendraient les 10% de la rente **appropriés** par le S.G.B.A., pas plus que les 6% de divers (Fond de réserve, Fond de développement, Gouvernement Local). De fait, il apparaît évident que le contrat de métayage n'est plus respecté, s'il l'a été. Il est plus que probable que les métayers perçoivent moins de 50% de la valeur du coton. Nous reviendrons sur ce point.

- e. Le Fond de Développement Social : il s'agit en fait d'un organisme de services s'occupant notamment de la formation des adultes, des eaux à usage domestique, des problèmes du cheptel (service vétérinaire).
- f. Les Conseils de Villages perçoivent directement une part des revenus ce qui permet à l'Etat de faire l'économie d'un corps de percepteurs des impôts locaux.

Notre vision des complexes cotonniers serait incomplète sans une brève description du processus de production lui-même.

1.A2 - LE PROCESSUS DE PRODUCTION (1)

Sur les complexes d'irrigation, l'année agricole est divisée en quatre saisons. On peut dire que la première commence à la saison des pluies, du 15 Juillet au 15 Octobre approximativement. Le sorgho est d'abord planté, suivi par les arachides, le coton et enfin les haricots. En pratique, il est rare que cette succession des semences puisse être respectée, les

(1) "The Sudan Gezira Board", op. cit.

rythmes se chevauchant souvent en raison du retard ou de la surabondance des pluies (on essaie alors d'avancer les dates des semailles pour éviter la formation d'un goulot d'étranglement ponctuel de la force de travail).

Au terme du Nile Water Agreement (1) (1959), l'eau d'irrigation ne peut être prélevée sur le Nil Bleu qu'à partir du 1er Juillet (2) ; elle parvient au complexe trois à cinq jours plus tard pour alimenter en eau le sorgho qui est planté tout au long du mois de juillet jusqu'à la première semaine d'août environ. Les aires de coton sont alors préparées (labours, etc...) jusqu'au début du mois de septembre, date à laquelle le sorgho est sarclé et irrigué une seconde fois, puis une troisième fois en Octobre. Le coton est planté à partir du 1er août. Ce travail peut être interrompu par de fortes pluies ; les métayers devront alors semer une seconde fois. Si l'ensemble des semailles de coton n'est pas achevé au 10 septembre, les rendements seront très bas. Le sarclage des champs de coton, notamment pour éviter les épidémies, se poursuit pendant toute la saison et plus intensément en septembre et octobre. Deux à trois semaines après les semailles, les plants sont repiqués par groupes de trois, la terre est alors hersée à nouveau. Les premières irrigations sont espacées de 10 à 12 jours, puis de 12 à 15 jours, selon la croissance des plants et l'approche de l'hiver.

L'hiver commence vers la mi-novembre et s'achève fin janvier. Le sorgho est récolté dans cet intervalle. Les surfaces en jachère sont préparées pour l'année suivante et les surfaces cotonnières de la prochaine saison sont labourées.

Du 15 janvier au 30 avril commence le travail le plus pénible de tout le processus : la cueillette du coton. Il faut environ 600.000 cueilleurs et

(1) Le premier Nile Water Agreement fut signé en 1929. Les eaux du fleuve étaient réparties de la façon suivante : Egypte 40 milliards de m³ (environ 1/10 du volume total), Soudan 2 milliards de m³ (environ 1/21 du volume égyptien). Plus équitable, l'accord de 1959 accorde 55,5 milliards de m³ à l'Egypte, 18,5 milliards de m³ au Soudan. Sur ce problème voir L.A. Fabunmi : The Sudan in anglo-egyptian relations, Longmans, 1960, pp. 119 et ss., ainsi que The republic of the Sudan - a regional geography, K.M. Barbour, 1961, University of London Press Ltd, chap. VIII. La répartition des eaux du Nil est un problème dont la dimension politique est essentielle.

(2) Nous savons que cette date a été reculée.

cueilleuses pour ramasser en trois à quatre mois la récolte des grands complexes cotonniers.

Ce sont les métayers qui engagent et payent ce sous-prolétariat ponctuel et périodique. Ponctuel car son temps de travail n'excède pas trois ou quatre mois ; périodique, car chaque année l'intervention de ces 600.000 journaliers est indispensable au cycle de production. En certaines années, plusieurs tonnes de coton ont été perdues par manque de main-d'oeuvre de ramassage.

Le caractère ponctuel et périodique de ce sous-prolétariat est un des facteurs les plus marquants de l'économie soudanaise ; il caractérise ce que, après Gunder Frank, on pourrait appeler le "Développement du Sous-Développement au Soudan". Pour l'heure, nous nous contenterons de montrer que ce sous-prolétariat apporte un sérieux démenti, celui des faits, aux thèses dualistes.

En effet, la grande majorité de ces 600.000 "pickers" vient des secteurs d'autosubsistance : nomades Beja des collines de la Mer Rouge, nomades Baggara de l'Ouest, villageois Fung de la périphérie sud des centres cotonniers, etc.... Les salaires que versent les métayers à cette main-d'oeuvre varieraient (1) entre 6 et 10 piastres par jour ; le plus souvent, une partie du salaire est versée en nature (sorgho). On ne connaît pas le rôle économique que jouent ces salaires dans les diverses formes (nomadisme, agriculture sédentaire) des secteurs d'auto-subsistance. En revanche, on sait qu'une trop grande prospérité des secteurs d'autosubsistance entraînerait un arrêt de la migration cyclique vers les champs de coton.

La liaison organique de l'économie cotonnière et du secteur d'autosubsistance exclut tout développement intégré de ce dernier secteur, sous peine de bloquer le processus de production de l'économie cotonnière.

Au niveau national, donc interne, la dépendance de l'économie soudanaise envers le secteur cotonnier a donc un coût, incalculable en termes monétaires, mais considérable en termes politiques, sociaux et finalement économiques.

(1) Il n'existe aucune donnée sur ce point, la fourchette que nous citons provient d'une discussion avec un ami soudanais.

Quel que soit leur intérêt empirique, les thèses dualistes (Jacques Lambert, Celso Furtado, Pierre Monbeig, Jacques Freyssinet (1)) ont l'inconvénient d'insister davantage sur la dualité des structures : villes-campagnes, secteur moderne, secteur traditionnel, que sur leurs articulations. Au niveau empirique la dualité des structures, et même leur pluralité, ne fait aucun doute. Mais il ne suffit pas d'étendre le secteur moderne pour résoudre tous les problèmes. De fait, cette généralisation pose déjà la question des articulations des modes et formes de production. D'autre part, il ne faut pas oublier que le secteur traditionnel est rarement "tel quel". Presque toujours il a subi une transformation et souvent une destructuration relative provoquée par le secteur moderne. S'il n'en était pas ainsi, à la limite on ne saurait parler de sous-développement. Si l'on a pu parler de "clochardisation" du secteur traditionnel, celle-ci n'est jamais spontanée.

Après avoir, à grands traits, esquissé une description sélective de la structure de base de l'économie soudanaise, nous voudrions montrer que cette dépendance vis-à-vis du secteur cotonnier se répercute en dépendance financière.

Nous passerions ainsi de ce que nous avons appelé la dépendance interne à la dépendance externe.

1.A3 - LA DEPENDANCE FINANCIERE

La comptabilité nationale est le lieu de repérage de la dépendance financière de l'économie soudanaise. Répétons-le, cette dépendance financière n'est que la transcription financière de la structure de base d'un mode de production dépendant et dominé.

(1) Les trois premiers auteurs se sont surtout intéressés à l'Amérique latine. Dans "Le Concept de Sous-Développement", Jacques Freyssinet est parfois à la limite de la rupture avec le dualisme : "L'existence du dualisme est la cause de la structure particulière de chacun des deux secteurs, elle explique aussi le système original de relations qui les unissent" (p. 262). Néanmoins, il en respecte la problématique. Quoiqu'il en soit, l'ouvrage de J. Freyssinet reste aujourd'hui une des meilleures analyses critiques des divers courants ayant tenté d'analyser le sous-développement.

Si le coton représente 65% en valeur des exportations du Soudan, cela signifie ipso facto que ce même produit paie 65% des importations.

Nous avons déjà insisté sur le caractère essentiel de ces importations. Rappelons notamment que les industries soudanaises, exception faite de deux usines de tissage, importent plus de 50% de leurs matières premières (industries des métaux : 68%, industries chimiques : 54%, industries alimentaires : 63%, ferronnerie : 59%) (1).

Les revenus de l'Etat sont, dans une très forte mesure, originaires de ces mêmes activités d'import-export. En 1969-1970, les taxes sur le commerce extérieur représentaient 36,4% des revenus du budget. A elles seules, les taxes à l'importation représentaient 31,7% du total (49,4 millions de LS). Les chiffres des années antérieures ont une orientation similaire. En valeur et en pourcentage, le secteur d'import-export est la première source de revenus de l'Etat, et, soit dit en passant, la première cause directe du déficit chronique de la balance des paiements.

Le secteur d'import-export n'est qu'une autre forme de la réalisation de la plus-value : une fraction est réalisée à l'échelle nationale, c'est la rente foncière réalisée par les complexes d'irrigation ; une autre fraction est réalisée sur et par le marché international notamment sous forme de taxes à l'exportation et de taxes à l'importation (quelle que soit la valeur d'échange sur laquelle est réalisée la plus-value, son origine reste, à concurrence de 65% environ, le travail des métayers producteurs de coton).

En pourcentage du total des revenus de l'Etat, la part de la plus-value réalisée par les complexes et dans les entreprises nationalisées reste modeste. En 1969-1970, ces deux secteurs ensemble - et les catégories de la comptabilité nationale ne permettent pas de mesurer leurs parts respectives - représentaient 15% des revenus totaux (20,5 millions de LS en valeur).

Etant donné la faiblesse du secteur industriel, on peut estimer que 47% environ des ressources de l'Etat proviennent directement des produits des grands complexes d'irrigation donc pour l'essentiel, du coton. Cela signifie que toute crise cotonnière est au Soudan une crise économique.

(1) Corrado Pirzio Biroli : *Manufacturing in the Sudan since Indépendance* Restricted circulation, Bank of Sudan, 1970.

- Le coût d'un complexe d'irrigation

Un complexe d'irrigation nécessite de grands travaux : construction de barrages, de canaux, dont le coût est élevé.

Si l'on prend comme exemple la Managil, le coût de ce complexe d'irrigation a été estimé à 39 millions de LS (487,5 millions de FF (1)). On peut estimer la valeur globale moyenne de la production de coton de la Managil à 13,6 millions de LS (2), droits d'exportation non déduits. A cela il faut ajouter le revenu supplémentaire que procurent les autres cultures (sorgho, arachides, légumes, etc...). La plupart de ces produits sont autoconsommés par les métayers et il est difficile de chiffrer avec précision leur rôle dans la production du complexe, d'autant que ces récoltes sont sensibles aux intempéries, aux parasites, etc....

Si l'on donne comme estimation globale une production annuelle de 15,4 millions de LS, ce chiffre représente 39% de l'investissement total (33% si l'on ajoute à l'investissement initial une partie du coût du barrage de Roseires).

En ne retenant que la valeur de la production (coûts de production non déduits), on peut calculer qu'il faut 2,81 récoltes pour amortir l'investissement initial. Cet indice n'a qu'une valeur très relative. Néanmoins, il varie en fonction du prix mondial du coton. Ainsi, une variation d'une LS du prix du kantar (3) de coton se traduit par une oscillation de l'indice qui devient égal à 2,58 ou 3,10 selon que la variation est positive ou négative.

Notre travail n'a pas pour thème la question de "la dégradation du taux du terme de l'échange". Nous nous limiterons à constater qu'en ce qui concerne le coton, cette tendance n'est pas prouvée (entre 1972 et 1973 le prix du coton a doublé sur le marché mondial (4)). C'est avant tout la politique économique du pays exportateur qui est en dernière instance

(1) Au taux officiel de 1 LS = 12,50 FF (1972)

(2) Moyenne 1965 et 1966

(3) 141,5 kg de coton apprêté

(4) Voir notamment Révolution Africaine, n° 524, 7 au 14 mars 1974.

déterminante car c'est en fonction d'une telle politique que les gains de ressources à l'exportation seront investis dans un processus de développement ou détournés en dépenses improductives.

Enfin, en l'absence d'une politique de développement, une réévaluation du taux du terme de l'échange peut simplement aboutir à une reproduction élargie de l'inégale division internationale du travail : le gain à l'exportation étant investi, par exemple, dans les cultures d'exportation, sans qu'il y ait noircissement de la matrice de l'économie nationale.

Ces remarques ont pour but d'atténuer l'impact idéologique des théories développementistes, qui voient dans la hausse du taux la solution magique aux questions du développement. Il y a quelques années, c'était la théorie de Rostow qui jouait ce rôle.

Compte-tenu de ces limites, il n'en est pas moins vrai que le taux du terme de l'échange a un effet multiplicateur, à court et moyen terme, sur les facteurs de domination.

Comme nous l'avons vu, l'amortissement d'un complexe cotonnier sera plus ou moins rapide, selon le prix du coton sur le marché mondial.

Précédemment, nous avons montré qu'il fallait 2,81 récoltes pour amortir le coût d'un complexe d'irrigation tel que celui de la Managil. Ce calcul ne tenait pas compte des coûts de production ; si l'on inclut ces derniers, le revenu net de la Managil n'est plus que de 7,11 millions de LS. Cela signifie que la durée moyenne de l'amortissement du capital (intérêts exclus), n'est pas de 2,81 récoltes mais de 5,5 (1). A raison d'une récolte par an, toutes choses égales - et elles ne le sont généralement pas - il faut donc cinq ans et demi pour éponger la dette (intérêts non inclus). Or, la quasi-totalité de cette dette doit être payée en devises. Ces remboursements pèsent lourdement sur le service de la dette.

(1) Cf. "The Managil South-Western Extension. An extension to the Gezira scheme. An example of on irrigation development in the Republic of the Sudan. By D.J. Shaw (Senior Lecturer in Rural Economy - University of Khartoum. 1965.

- Le service de la dette (1)

La dette extérieure soudanaise s'est accrue parallèlement à l'accroissement des surfaces cultivées sur les complexes d'irrigation, ce qui d'ailleurs ne signifie pas que le coût des complexes soit l'unique facteur de cette croissance.

Au total, la dette extérieure est passée de 69,4 millions de LS en 1967 à 110,5 millions de LS en 1970 (soit une augmentation de 59% en trois ans). A cette date, les organisations internationales : F.M.I., B.I.R.D. et A.I.D. notamment, étaient les premiers prêteurs ; 46% de la dette soudanaise leur était dus. Par ordre décroissant, les autres prêteurs étaient : le Koweït (17,1 millions), la Lybie (6,1 millions), l'Arabie Séoudite (6,1 millions), l'Allemagne Fédérale (6 millions), l'U.R.S.S. (4,5 millions) l'Italie (4 millions), le Royaume-Uni (3,8 millions).

A condition que de nouveaux prêts ne soient pas contractés, de 1970 à 1975, le service de la dette, intérêt plus capital, épongera 15,5% en moyenne du revenu des exportations.

Le tableau suivant donne l'évolution des pourcentages annuels :

<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
9,8%	13,6%	19,5%	18,7%	16,4%	15,5%

Financièrement, ce gonflement régulier de la dette extérieure a trois causes principales :

- . le déficit de la balance des paiements (15 millions de LS par an de 1967 à 1970).
- . les dépenses de l'appareil d'Etat (Budget), qui excèdent les revenus de 22,6 millions de LS en 1968-1969, 36,5 millions de LS en 1969-1970 et de 29,8 millions de LS en 1970-1971.
- . le coût des complexes d'irrigation qui représentait 27% de la dette internationale en décembre 1970.

Ces éléments jouent un rôle déterminant dans le processus de reproduction de la domination. Pour résoudre ses déséquilibres de Trésorerie, le

(1) D'après "Bank of Sudan", Annual Report : 1968, 1969, 1970.

pays doit chaque année emprunter sur le marché international des capitaux. Il doit recourir à ce même marché pour financer ses infrastructures de développement. C'est ainsi que : l'endettement initial, les infrastructures déjà existantes, le rapport (déterminé par l'hégémonie du M P C) capital/revenu, à moyen terme favorable au coton, et les choix politiques et économiques des détenteurs de capitaux contraignent l'économie soudanaise à augmenter sa capacité d'exportation et, parallèlement, à accroître sa dépendance à long terme.

C O N C L U S I O N

A ces types de dépendance, il convient d'ajouter une dépendance technologique extrêmement puissante. Elle prend des formes très diverses, mais la plus spectaculaire est probablement celle qui contraint le pays à acheter chaque année plus de 10 tonnes (2,5 millions LS en valeur) d'insecticides qui ne sont actuellement produits que par les pays ou le M.P.C. est pleinement développé.

Cette dépendance a elle aussi un caractère exponentiel ; elle s'accroît avec les surfaces cotonnières. Elle a aussi un caractère très insidieux, car elle se déplace avec l'accoutumance des insectes et parasites aux produits. Actuellement, seul un pays disposant d'une infrastructure scientifique et industrielle importante peut mener des recherches dans ce domaine.

Chaque année l'appel d'offre pour les fournitures d'insecticides donne lieu à d'âpres rivalités entre les grandes firmes capitalistes. Les implications politiques de cette lutte ne sont pas secondaires, le régime politique du moment joue ponctuellement son avenir sur l'efficacité de ces insecticides sans lesquels la récolte de coton serait perdue.

Cette dépendance inéluctable dans l'état actuel du capitalisme hégémonique à l'échelle mondiale est la traduction dans le territoire considéré de l'organisation-domination par le M.P.C., du capitalisme d'Etat, mode de

production dominant au Soudan (1). Il faudrait alors parler de capitalisme d'Etat dominé.

Nous aurons l'occasion de montrer la pertinence de ce concept. Pour l'instant, une définition liminaire nous suffira. Nous appellerons Capitalisme d'Etat un mode de production dont les catégories essentielles de l'économie bourgeoise peuvent rendre compte de façon cohérente. Pour l'essentiel, il s'agit des concepts de salariat et de plus-value. D'autre part, dans ce mode de production, les fonctions de direction et d'exploitation (Capital industriel, Capital financier, Capital commercial et Capital foncier pour le M.P.C.) sont rassemblées sous l'égide de l'Etat, abstraction concrétisée par une bureaucratie disposant de la propriété gestionnaire des moyens de production.

(1) Sur ce point, voir :

- a. Charles Bettelheim, notamment les luttes de classes en URSS (1ère période 1917-1922) Maspero - Seuil 1974 Chapitre III, p.415/426.
- b. Claude Lefort, Eléments d'une critique de la bureaucratie (Librairie DROZ - 1971), notamment l'article "Le totalitarisme sans Staline".
- c. II Manifesto "Analyses et Thèses de la nouvelle extrême gauche italienne", présenté par Rossana Rossanda (1971 Seuil Col. Combats), notamment son article "Le Marxisme de Mao" pp. 208.247.

1. SECTION B : ESSAI DE GENESE D'UNE STRUCTURE

1.B1 - GENESE DU CAPITALISME D'ETAT DOMINE

C'est le pouvoir colonial qui a introduit le capitalisme d'état au Soudan.

Dès 1950, avec la création du S.G.B.A., soit la nationalisation du complexe cotonnier de la Gezira, était constituée l'armature de cette économie dirigée par une bureaucratie, largement étrangère surtout aux plus hauts postes, puis de plus en plus autochtome à l'approche de l'indépendance.

Les complexes cotonniers ont joué le rôle de "pépinière" du capitalisme d'état et des phénomènes de domination liés à l'hégémonie du M.P.C. à l'échelle mondiale sur une F.E.S. qui constitue une de ses sous-structures.

Dans le contexte étudié cela signifie que les complexes cotonniers constituent l'épine dorsale de la bureaucratie soudanaise en lui fournissant une source de plus-value susceptible de financer sa croissance et celles d'autres branches de l'économie : le coton est en quelque sorte "l'industrie lourde du Soudan".

En 1971-1972 le secteur public dominait l'ensemble de l'économie marchande notamment : l'agriculture productrice de valeur d'échange (devises), les secteurs traditionnellement nationalisés : chemins de fer, lignes aériennes, fluviales et maritimes, l'eau et l'électricité, une fraction importante des industries, des entreprises d'import-export, des banques et assurances (surtout depuis la série de nationalisations et confiscations de juin 1970).

Le secteur public produit directement plus de 50% du Produit Domestique Brut. Ce capitalisme d'état est fortement marqué par son origine coloniale et plus particulièrement par le "paradigme de la Gezira".

Le développement de l'agriculture marchande au Soudan n'est guère compréhensible s'il n'est pas pensé en terme de lutte de modes de production, et

en particulier de la lutte du Capitalisme d'Etat pour conquérir une hégémonie relative sur les modes de production autochtones.

Alors que la colonisation turco-égyptienne (1821-1861) pratiqua une colonisation de rapine ponctuelle : or, ivoire, esclaves, la colonisation britannique pratiqua un pillage beaucoup plus difficile : celui du travail producteur de marchandise.

Dans ce contexte, le problème que l'administration coloniale eut à résoudre était le suivant : comment faire produire des marchandises à une population qui n'en produit pratiquement pas ?

- La pénétration de la "marchandise"

Dans "le développement du capitalisme en Russie" (1) Lénine cite le cas d'un domaine pilote, le domaine Engelhardt. A travers ce domaine agricole, Lénine étudie la pénétration du capitalisme dans une grande propriété agraire, il montre notamment comment la corvée est annexée par le capitalisme, puis remplacée par le salariat, dans un mouvement rythmé par la pénétration-substitution d'un mode d'exploitation par un autre.

Dans l'exposé, il apparaît très clairement que derrière les "innovations techniques" se cachent, si l'on peut dire, des rapports sociaux. S'il fallait résumer en quelques mots le raisonnement, nous dirions :

Monsieur Engelhardt veut réaliser un profit maximum, pour ce, il doit appliquer de nouvelles techniques à l'agriculture ; pour appliquer ces nouvelles techniques, il est obligé de remplacer le système de prestations en nature lié organiquement au mode de production précapitaliste par un système de prestations en argent, ce qui revient à transformer des serfs en salariés (non pas au niveau juridique, mais au niveau "réel"), (p. 227):(2)

*"Il est donc apparu que la modification de la technique agricole
"était intimement liée au remplacement des prestations de travail
"par le capitalisme. Ce qui est particulièrement intéressant ici,
"c'est le caractère progressif de ce remplacement : le système*

(1) Oeuvres : tome 5 Editions Sociales. Paris (p. 227)
Edition du Progrès. Moscou 1965.

(2) Dito note 1, p.227 (souligné par nous).

"d'exploitation continue d'associer les prestations et le capitalisme, mais peu à peu, le centre de gravité se déplace vers ce dernier."

Auparavant Lénine écrivait :

"La vie crée des formes qui réunissent avec une remarquable progression des systèmes économiques dont les caractères essentiels sont pourtant opposés." (p. 204).

En 1904, la "Sudan Experimental Plantation Syndicate Ltd" était créée. Cette compagnie devait expérimenter la culture du coton dans la région de Zeidab (1) (province du Nord). La compagnie réussit à mettre en culture 10.000 feddans environ qui furent divisés en lots de 30 feddans. Sur chaque lot, fut établie une rotation annuelle de coton, blé, (ou sorgho) jachère (ou haricots).

Ainsi, au niveau du plan de culture était établie une forme de transition entre l'économie de subsistance et l'économie marchande : blé (sorgho), haricots constituant la nourriture traditionnelle de base des habitants de la région, le coton étant la marchandise.

A priori, rien n'empêchait les cultivateurs d'étendre les cultures vivrières au dépend de la culture de marchandise. La rente, expression économique du rapport de force favorable au colonisateur, permit d'éviter ce renversement du mode de production dominant et son investissement, en quelque sorte, par le mode de production autochtone. Il ne s'agit pas là d'une pure hypothèse, nous traiterons ultérieurement d'un renversement de ce genre qui s'est produit en 1972-1973 dans une région où domine le nomadisme. Le fait que la rente ait été relativement faible : 24.000 L Egyptiennes (1920) alors que les coûts de production (irrigation, etc..., dépréciation incluse) s'élevaient à 21.000 L Egyptiennes, ne change rien au problème fondamental. Aussi faible soit-elle, la rente devait être payée en valeur d'échange (en monnaie). Or, seule la marchandise pouvait fournir cette valeur d'échange, le cultivateur ne pouvait donc pas se soustraire à la culture du coton. C'est donc, par le biais de la rente que le mode de production capitaliste pénétra au Soudan.

(1) Agricultural Development in the Sudan - Khartoum 1966 Volume 2 p. 174
224 D.J. Shaw the Development and contribution of irrigated agriculture in the Sudan.

Mais l'exploitation de la force de travail ne se limitait pas à l'extorsion de la rente. La compagnie cumulait le rôle de propriétaire foncier, de fermier capitaliste, de marchand et d'entrepreneur (usine d'égrenage et d'emballage du coton). Tout se passe comme si pour investir un mode de production pré-capitaliste, le M.P.C. ait dû au moins dans le cas considéré, condenser en une seule structure toute la genèse du capitalisme.

En plus de la rente, qui ne prélevait qu'une part relativement faible du surplus mais qui jouait un rôle politique inversement proportionnel à l'importance de ce prélèvement (1), la compagnie tirait des revenus de la vente des graines de coton et surtout du coton apprêté.

Enfin, une troisième source de revenu se présentait comme une variété de la rente : la compagnie obtint l'autorisation du pouvoir colonial pour vendre de l'eau à des agriculteurs dont les terrains étaient situés à proximité des siens. Ce fut là, paradoxalement, sa principale source de revenus : le coût de l'énergie pour actionner une pompe était estimé à 1,2 L Egyptienne (1960) par feddan, le "droit" à l'irrigation était vendu 2,5 L Egyptiennes par feddan. Néanmoins, du point de vue des actionnaires, Zeidab ne fut pas une bonne affaire ; enregistrée en 1904 (capital de 80.000 L Egyptiennes + 600.000 L par la suite), ce n'est qu'en 1914 que la compagnie put leur verser des dividendes (5%).

Paradoxalement, il semble que pour les cultivateurs cette pénétration du capitalisme ne fut pas sans intérêt. Leur rémunération se faisait selon le système traditionnel du partage en pourcentage de la récolte. En 1950, le revenu des cultivateurs était estimé entre 60 et 90 L Egyptiennes par an pour un lot de 30 feddans, revenu nettement supérieur à celui que procuraient les techniques pré-capitalistes d'irrigation (roue tournant dans le courant, inondations). En outre, les pompes (machines à vapeur puis diesel) assuraient une irrigation stable et régulière ce qui n'était pas le cas auparavant. Dans le cas considéré, cette douceur du capitalisme n'a rien de miraculeux ; à la même époque, les paysans irlandais dépossédés par le même capitalisme poursuivaient leur mouvement d'émigration.

(1) En effet, la rente par sa seule introduction révolutionne les rapports sociaux. Dans ces conditions, son importance, ou sa modicité, est au plan théorique secondaire. De la même façon que le salariat révolutionne les rapports sociaux quelle que soit l'importance ou la modicité du salaire, au plan pratique le problème est certes différent.

De nombreux facteurs expliquent le caractère mesuré de la pénétration du M.P.C. au Soudan. Des facteurs politiques : l'administration coloniale avait un droit de regard sur cette expérience, elle veilla à ce qu'une politique d'exploitation trop brutale ne provoqua une révolte, une résurgence du mouvement Mahadiste qui avait vaincu l'administration coloniale turco-égyptienne en 1861.

Cette crainte d'une flambée Mahadiste ne disparaîtra jamais tout à fait, ce qui explique, en partie, l'extrême souplesse de la politique d'introduction du capitalisme au Soudan. Mais d'autres facteurs sont à considérer.

De fait, étant donné la position de faiblesse relative du M.P.C. et la proximité, dans tous les sens du terme, des modes de production autochtones, une trop forte exploitation de la force de travail aurait amené cette dernière à fuir pour se réfugier dans les modes de production pré-capitalistes : nomadisme et/ou agriculture d'autosubsistance (1). On sait que l'origine du travail mort (le capital) se trouve dans le travail vivant. L'exemple de la bourgeoisie américaine de la côte Est des Etats-Unis ne pouvant conserver des prolétaires qui partent s'établir sur les territoires "libres" de l'Ouest, illustre bien le fait que tant que demeurent dans une formation sociale des zones non contrôlées par le M.P.C., ce dernier ne peut subsister qu'en ménageant la force de travail, au moins dans un premier temps : "cette métamorphose incessante de salariés en producteurs libres travaillant pour leur propre compte et non pour celui du capital, et s'enrichissant au lieu d'enrichir M. le capitaliste, réagit d'une manière funeste sur l'état du marché et surtout sur le taux du salaire. Non seulement le degré d'exploitation reste outrageusement bas, mais le salarié perd encore, avec la dépendance réelle, tout sentiment de sujétion vis-à-vis du capitaliste"(2). Cette situation ne fait que rappeler une similitude de structures, simultanément elle doit attirer l'attention sur les différences.

Le vide relatif qui caractérisait l'Ouest des Etats-Unis (certes les Indiens ...) n'a pas de contre-partie dans la portion Nord du ruban du Nil. L'agriculteur nubien qui aurait fuit le M.P.C. se serait réfugié dans un mode de production déjà là.

(1) On trouvera des exemples concrets de ce phénomène p.100 ss., p.145 ss., p.149 ss.

(2) Capital, 8^e section théorie de la colonisation XXXIII p. 1230 Pléiade, souligné par nous.

1.B2 - UN ASPECT DES FORMES DE PRODUCTION PRECAPITALISTE EN NUBIE SOUDANAISE

Dans cette région, au sein de la forme de production précapitaliste, la répartition était fondée sur un système complexe de partage des fruits du travail (en nature) entre la force de travail et les détenteurs des moyens de production.

Si l'on prend l'exemple d'un champ irrigué par la sagia (roue tournant dans le courant), la récolte divisée en 10 parts serait répartie de la façon suivante :

1. Propriétaire de la terre	1 (part en dixième)
2. Fournisseur de la sagia (les réparations sont à sa charge)	1
3. Propriétaire des boeufs	2
4. Fournisseur de la nourriture pour les boeufs	1
5. Fournisseur des graines et instruments de travail de la terre	1
6. Travail	4 (1)

Cette répartition de la récolte entre un si grand nombre d'agents physiques et sociaux de la production, annule pratiquement toute possibilité d'accumulation d'un surplus. De même, la partition du capital par voie d'héritage aboutit à un surfractionnement des parts qui deviennent insuffisantes pour assurer la subsistance des ayants-droit.

C'est pour cette raison que la NUBIE est une région d'émigration (il y a 30 à 40.000 nubiens environ, travailleurs émigrés en Egypte, Arabie Séoudite, Liban, etc...). Cette forme élémentaire de la rente était, de toutes les formes de production existant au Soudan, la plus "évoluée" par rapport au M.P.C.. Il est frappant de constater à quel point le capitalisme s'est introduit dans ce pays dans le moule de ce mode de production précapitaliste.

Le caractère "évolué" de cette forme de la production en NUBIE est essentiellement marqué par le décrochage des relations de parentés avec les relations de production. Ceci introduit notamment, une division du travail

(1) Agricultural development in the Sudan. Op. cit. p. 178.

qui n'est pas uniquement ou essentiellement fondée sur la division des sexes ou des classes d'âge (1).

L'adjectif "évolué" est ici destiné à marquer notre rupture avec l'idéologie du relativisme culturel, même si celui-ci n'est pas qu'une idéologie. Mais attention, ce terme "évolué" n'implique aucune apologie du productivisme d'où qu'il vienne.

Précédemment, nous affirmions que les fermiers de Zeidab étaient rémunérés en pourcentage de la récolte. Nous ne connaissons pas ce pourcentage pour les premières années de fonctionnement du domaine; selon un ouvrage de 1948 (2), il s'agissait d'un partage par moitié, étant précisé que "the tenant pays all expenses of cultivation including the cost of the plowing" (Farah Hassan Adam p. 91) "Le fermier paie toutes les dépenses de mise en culture, labourage inclus".

Si nous nous reportons au tableau précédent, nous constatons que le passage du mode de production autochtone (au niveau de la répartition de la production) au fermage capitaliste s'effectue par contraction des fonctions physiques et sociales des agents de la production. Les items 5 et 6 se trouvent rassemblés dans la force de travail. Les items 1, 2, 3 et 4 sont monopolisés par le capital. C'est sur ce principe assez simple de contraction du système de répartition précapitaliste que va se fonder le M.P.C. pour inclure dans sa sphère un nouveau territoire producteur de marchandise (3).

On peut se demander pour quelle raison cette marchandise fut le coton et pour quelle raison la production de cette marchandise a, dès le départ, pris un caractère d'enclave, de processus de production extérieure au lieu même de cette production.

(1) Nous renvoyons aux ouvrages de M. Godelier, notamment "Rationalité et Irrationalité en économie", Maspero (2 Tomes), 1971.

(2) C.B. Tracey "the Zeidab scheme" in J.D. Tothill "Agriculture in the Sudan" p. 760-761. London Oxford University Press (1948) cité par Farah HASSAN Adamin **Research Bulletin** n° 5, 1966 "Contribution of land tenure structures to Agricultural Development in Sudan through incentive, Knowledge and Capital" (Département of rural economy).

(3) Au plan théorique M. Godelier analyse la transformation des communautés inca dans leur articulation au M.P.A. en voie de constitution. L'analyse nous a semblé très convaincante. Il s'agit d'un bel exemple d'articulation de structures économiques différentes. C'est à ce titre que nous nous y référons. Cf. "Le concept de formation économique et sociale" in "Horizon, trajets marxistes en anthropologie". Maspero 1973 p. 83/92.

Ces questions, et surtout la seconde, sont tout à fait actuelles; elles sont au coeur même de la structure économique du pays et tout changement de conjoncture ne serait, d'une certaine façon, qu'épiphénoménal tant que cette structure de base demeurera inchangée.

1.B3 - LA "COTONNISATION" DE L'AGRICULTURE

C'est par un bref rappel historique que nous commencerons à répondre à ces questions.

Jusqu'à environ la première moitié du XX^e siècle, l'économie soudanaise était faiblement monétarisée. La colonisation turque avait parfois freiné la monétarisation pour obliger les propriétaires d'esclaves à payer les taxes en esclaves. Après la prise de Khartoum, le Mahdi fit frapper des pièces d'or ; d'une forte teneur en métal précieux, ces pièces disparurent rapidement de la circulation. Peu après l'invasion britannique de 1898, la pénurie de monnaie (notamment "dollar d'argent" Maria-Thérèse autrichien) fit que certaines transactions furent effectuées en "damour", tissu de coton écru que l'on tisse encore dans la région de Shendi.

En l'absence d'une monnaie d'or ou d'argent, le M.P.C. ne pouvait à son début prélever la rente sur le marché intérieur en plaçant sous son contrôle la culture et le marché des céréales, par exemple. On comprend mieux ainsi que le M.P.C. ait concentré ses efforts sur une marchandise que les modes de production autochtones ne produisaient plus (l'histoire du coton est dans cette région plus que millénaire). Or, sensiblement à la même époque, l'accumulation capitaliste dans l'industrie textile arrivait à son apogée en Grande-Bretagne (on se souviendra de l'importance de ces industries dans la genèse et le développement du M.P.C. en Europe, notamment à travers Marx qui, dans sa démonstration de la plus-value, utilise l'exemple du filé de coton, ou encore écrit sur le colonialisme en Inde : "... *inonda de cotonnade la patrie des cotonnades*").

Ainsi le coton apparut comme la marchandise idéale; associé aux cultures vivrières, il permit de créer des enclaves où le M.P.C. par contraction de la rente traditionnelle, se constitua en mode de production dominant.

Ceci étant acquis, le M.P.C. abandonna le marché intérieur au capital marchand autochtone, à la nuance près que très généralement, et jusqu'en 1970, la fraction compradore de ce capital marchand était entre les mains d'une importante communauté syro-libanaise. Néanmoins, le marché des produits de base (viande, céréales, etc...) est toujours resté sous le contrôle de ce capital marchand, en dépit de quelques timides tentatives épisodiques des gouvernements coloniaux, puis soudanais, pour contrôler les prix.

Tendance et Forme de l'extraction du sur-travail

On se souvient que la force de travail de la "Sudan experimental Plantation Syndicate Ltd", produisait elle-même ses moyens de subsistance (légumes, céréales). D'une certaine façon, la culture du coton devenait une culture de sur-travail. Ce fait a toujours été empiriquement compris par les agriculteurs soudanais, qui appellent le coton "la culture du gouvernement" et le travail sur les champs de coton "travail du gouvernement".

Ce type de contrat où le cultivateur travaille une partie de l'année pour lui-même et une partie de l'année pour la compagnie, n'est pas sans rappeler le servage, mais le fait que le cultivateur partage la récolte de coton avec la compagnie et que ce "salaire" paye les frais d'irrigation plus la rente, ajoute à la relation de type féodal des éléments capitalistes ; enfin, le partage en pourcentage est directement issu du mode de production autochtone pré-capitaliste. D.J. SHAW, dans un article cité précédemment, qualifie la compagnie de "Landlord and manager" ce flottement de terminologie confirme bien le caractère polymorphe du mode de production étudié. Que ce mode soit polymorphe, voilà qui implique un grand nombre d'articulations, c'est là ce qui nous éloigne des thèses dualistes.

1.B4 - TRANSITION THEORIQUE : LA DIFFUSION DE L'ECONOMIE COTONNIERE

Certes, on peut affirmer qu'existent au Soudan trois sphères économico-sociales :

a. une sphère moderne, siège du capitalisme d'état, dont le coton est le produit principal,

b. une sphère du capital marchand (il n'est pas uniquement comprador), siège d'une bourgeoisie aujourd'hui très largement autochtone.

c. une sphère traditionnelle où l'on regrouperait un peu arbitrairement l'ensemble des formes de production pré-capitalistes.

Mais l'existence largement théorique de ces trois sphères est bien secondaire par rapport aux articulations qui relient les marchandises (y compris le travail) des unes, aux marchandises des autres, ainsi que les articulations des classes et groupes sociaux de ces trois sphères dont l'existence théorique n'a pu être déduite qu'à partir d'articulations, de liaisons récurrentes. C'est à partir de ces liaisons répétées au fil du temps que nous avons "construit" ces trois sphères et non pas à partir d'une démarche inverse qui aurait consisté à construire ces trois sphères pour ensuite étudier leurs liaisons.

Nous avons précédemment utilisé le terme de "paradigme de la Gezira". L'étude du domaine de Zeidab, nous a permis de faire, ou plutôt d'essayer de faire, la genèse structurale de ce paradigme.

On aura remarqué la grande similitude existant entre les deux exploitations : division de la terre en lots, rotation coton-culture vivrières, partage de la récolte au pourcentage, etc.... Etant donné que Zeidab fut le laboratoire de l'agriculture marchande au Soudan, cette ressemblance n'est pas fortuite. Cependant, vu la dimension "industrielle" de la Gezira, et de son extension, la Managil (environ 2 millions de feddans, sans compter les extensions en projet : Rahad), l'organisation de la production telle qu'elle fonctionnait à Zeidab n'a pu être simplement reconduite sur une échelle élargie.

Nous pensons que les variations du projet définitif, par rapport au projet-pilote, nous permettront d'approfondir le processus de diffusion-substitution-juxtaposition qui caractérise la spécificité du développement du capitalisme au Soudan. Il est cependant nécessaire de définir chacun de ces termes :

Par diffusion, nous entendons celle de la marchandise, essentiellement le coton, quoique d'autres marchandises soient aussi produites. La diffusion de la marchandise signifie simultanément celle de rapports sociaux de type capitalistes. Il est nécessaire aussi de parler de substitution car la formation sociale Soudanaise est en quelque sorte une formation sociale "pleine" en ce sens que le capitalisme ne peut s'y développer que par conquête de sections de la formation sociale déjà occupées par un mode de production . (1)

C'est là ce qui différencie le type de pénétration de l'économie capitaliste en voie de développement dans des pays comme l'Arabie Séoudite et le Soudan. Certes, dans les deux cas, la marchandise est réalisée sous forme de rente par et sur le marché capitaliste mondial ; mais en ce qui concerne le pétrole, l'une de ses spécificités est de ne pas entraîner nécessairement un important développement de l'utilisation du travail salarié comme composante indispensable à la production. C'est ainsi que la formation sociale séoudienne a pu rester très largement pré-capitaliste. Il en va autrement au Soudan où la production de la marchandise, issue du travail de l'agriculture, a dû plier à la discipline du capital de larges sections de la population. La main-mise du capitalisme sur l'agriculture est généralement un processus lent et complexe, spécifique, en dehors de certaines lois générales, à chaque formation sociale.

Dans "Pouvoir politique et classes sociales", POULANTZAS, montre que pour la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie (2), la pénétration du capitalisme dans l'agriculture a suivi des voies propres à chaque formation sociale. Dans ces pays, la lutte capital industriel - capital foncier opposait deux fractions de classes implantées dans une même formation ~~so-~~ciale (Grande-Bretagne, France, etc...) au Soudan; cette lutte que nous étudierons en son temps, oppose principalement des classes et fractions de classes appartenant à des formations sociales différentes. On comprendra

(1) voir Rosa LUXEMBURG, Oeuvres IV, L'accumulation du Capital (II) pp.56/64 l'introduction de l'économie marchande et pp.65/86 la lutte contre l'économie paysanne.

(2) Pour ces deux derniers pays, voir aussi "Fascisme et dictature".

ainsi, la remarque assez pertinente de Karl KAUTSKY : "Dans les pays de grande exportation de produits agricoles, l'opposition entre industrie et agriculture revêt plus la forme d'une opposition entre Etats qu'une opposition entre classes : opposition entre Etat industriel et Etat agraire"(1).

Enfin, il serait faux de ne percevoir dans le processus de développement du capitalisme au Soudan, qu'un phénomène de diffusion-substitution. S'en tenir à ces deux termes reviendrait à juger négligeables les modes et formes de production précapitalistes ; ce serait aussi céder à un délinéarisme productiviste que nous sommes loin de partager. Ce productivisme, J. BAUDRILLARD dirait ce "fétichisme de la marchandise", est une conception du monde qui en général sous estime la rationalité profonde, la capacité de résistance et, disons, de travestissement des modes et formes de production précapitalistes. Elle sous-estime aussi leur intérêt au sens le plus large.

Or, dans bien des cas, les modes de production pré-capitalistes ont montré une capacité de résistance extrêmement forte et pas uniquement au niveau idéologique. C'est pour cette raison, qu'aux deux termes précédents diffusion-substitution, nous ajouterons celui de juxtaposition, étant entendu que ces trois termes qualifient le développement du capitalisme dans la formation sociale soudanaise et que leur adéquation se limite à ce point de vue.

Il faut se garder d'une acception trop statique que suggère le terme de juxtaposition. Certes, ce dernier, implique la co-existence de modes de production différents, mais, il implique aussi certains types de relations entre ces modes de production. De telles relations peuvent être nécessaires à la reproduction des modes de production en présence ; enfin, dans de telles relations, le M.P.C. n'est pas toujours nécessairement, par sa seule vertu capitaliste, dominant.

(1) "La dictature du prolétariat" 10/18 p. 282.

Rosa LUXEMBURG écrit (1) : "Si le capitalisme vit des formations et des structures non capitalistes, il vit plus précisément de la ruine de ces structures, et s'il a absolument besoin pour accumuler d'un milieu non capitaliste, c'est qu'il a besoin d'un sol nourricier aux dépens duquel l'accumulation se poursuit en l'absorbant. Vue dans une perspective historique, l'accumulation capitaliste est une sorte de métabolisme entre les modes de production capitaliste et précapitaliste. Sans les formations précapitalistes, l'accumulation ne peut se poursuivre, mais en même temps, elle consiste dans leur désintégration et leur assimilation. L'accumulation capitaliste ne peut donc pas plus exister sans les structures non capitalistes que celles-ci coexister avec l'accumulation. L'accumulation du capital a pour condition vitale la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes." Le passage souligné nous donne peut-être une des clefs permettant d'expliquer ce qui apparaît ici comme une erreur d'appréciation.

Si le paradigme biologique, et l'on ne peut ici s'empêcher de penser à l'organicisme de Radcliff-Brown (2), était exact, le sous-développement en tant qu'effet particulier du M.P.C. à l'échelle mondiale, n'aurait pas lieu d'être ; or ce dernier se présente non pas comme un effet transitoire de ce "métabolisme" que l'on pourrait comparer à la ruine de la paysannerie européenne pendant la période d'accumulation primitive (et c'est cette analogie qu'utilise probablement Rosa LUXEMBURG), mais bien comme un phénomène structural stable; on pourrait dire que le métabolisme ne s'opère que jusqu'à un certain point structurellement défini et fixé par le M.P.C.

(1) L'accumulation du capital p. 85, Maspero.

(2) qui écrit : "toutefois, les analogies bien employées aident considérablement la pensée scientifique et je pense que l'analogie entre la structure organique et la structure sociale est réelle et significative". Certes, l'analogie est toujours significative, mais est-elle réelle pour autant ? Il faut cependant se garder de qualifier trop rapidement le "fonctionnalisme organiciste" de Radcliff-Brown de naïf. Nous renvoyons à ses articles (notamment "sur la structure sociale") rassemblés dans "Structure et fonction dans la Société primitive" (Ed. de Minuit, Coll. Point, 1968), d'où est tirée la citation précédente (p. 281).

qui assigne, aux formations sociales dominées, leurs limites dans la sphère de production de la valeur d'usage, et qui contrôle le processus de transformation de cette valeur d'usage en valeur d'échange sur le marché mondial.

On pourrait ici reprendre le terme de "diffusion sélective" qu'utilise A. GUNDER FRANK : *"la diffusion sélective est déterminée par la structure du système international comprenant les rapports structuraux qui existent entre les sociétés émettrices et les sociétés réceptrices et les sous-sociétés que celles-ci comprennent"* (1). De fait, dans la formation sociale soudanaise, dominant dans certains types de relations, le M.P.C. peut s'avérer dominé dans d'autres. Ceci donne à la formation sociale soudanaise, un caractère polymorphe, complexe, à la fois fragile et remarquablement stable, pour tout dire : un air d'éternité, insupportable à l'imaginaire occidental, très lourd à porter et supporter par les soudanais eux-mêmes ; nous retiendrons ce cri de Tayeb Salah dans "Le Migrateur" : *"Où donc est l'ombre, ô mon Dieu ! une pareille terre ne produit que des prophètes !"*.

De ZEIDAB à la GEZIRA

Alors que la plantation expérimentale de Zeidab employait environ 330 cultivateurs répartis sur 10.000 feddans, la Gezira, sur une surface de 2 millions de feddans, en employait 74.000 en 1965. A l'heure actuelle un chiffre supérieur à 80.000 peut être pris comme approximation.

Fondamentalement, la technique d'extraction de la rente n'a pas varié. Par delà les pourcentages alloués aux diverses instances du capital, pour l'essentiel, il s'agit de l'Etat, le principe expérimenté à Zeidab a été maintenu. Ce qui différencie le plus les cultivateurs de la Gezira de ceux de Zeidab, c'est la diffusion accentuée chez les premiers de relations de travail de type capitaliste.

(1) In le Développement du sous-développement. François Maspero 1970. p. 63. Le terme est utilisé pour critiquer les thèses diffusionnistes qui englobent l'ensemble de la vie sociale et pas uniquement la sphère économique.

Nous remarquons au début de ce chapitre que les métayers de la Gezira n'avaient pas plus d'initiative dans l'organisation de leur travail que n'en ont les travailleurs salariés dans le processus industriel. De fait, la division du travail est extrêmement poussée dans les complexes cotonniers. Pourtant, les cultivateurs de la Gezira ne constituent pas à proprement parler un prolétariat agricole. Si l'on se fonde sur une année moyenne, on peut estimer leur revenu cotonnier (ce qui exclut les revenus provenant des autres cultures pratiquées sur le lot alloué par l'Etat) à 65 LS environ (1960/1961), soit un peu plus du double du revenu moyen per capita (32 LS).

Au plan structural, ceci ne détermine en rien l'appartenance ou non de cette population au prolétariat, mais nous verrons par la suite, qu'allié à des "survivances" précapitalistes, ce revenu relativement élevé est un obstacle à une élévation du niveau idéologique de cette population; son statut serait l'analogie de celui de "l'aristocratie ouvrière" telle qu'il a été décrit pour l'Europe par Marx, Engels et Lénine. Disons, naïvement peut-être, qu'il faut se garder d'oublier que le raisonnement par analogie laisse, par définition, échapper le non-analogue. Enfin, lors de la récolte du coton, ces ouvriers-métayers se comportent en fermiers capitalistes, puisqu'ils engagent et payent plus de 600.000 cueilleurs et cueilleuses des secteurs précapitalistes, situés à la périphérie des complexes cotonniers.

Précédemment, nous avons essayé de définir leur statut par le terme de "sous prolétariat ponctuel".

- Les Journaliers : Développement du sous-développement.

Ce sous prolétariat ponctuel risque fort de devenir le principal goulot d'étranglement à l'extension future des complexes cotonniers. Depuis le milieu des années soixante, chaque nouvelle récolte est marquée par l'inquiétude de trouver des "pikers" en nombre suffisant. En effet, l'extension des surfaces cotonnières (au un million de feddans de la Gezira se sont ajoutés les 800.000 feddans de la Managil) a pratiquement dépassé la capacité de fourniture des régions périphériques. A l'est, certaines tribus Beja, dont les cycles de nomadisation passent près des complexes pendant la période de cueillette (janvier-avril) vendent périodiquement leur force de travail, mais le coton est concurrencé par l'extension dans cette région de la

culture de la canne à sucre (Khrasm el Girba) et du sorgho (Gedaref). Eventuellement aussi, et jusqu'à une date récente, le coton était concurrencé par la contrebande qui mobilisait certaines tribus ravitaillant les partisans érythréens.

Il faut noter que les populations Beja, qui représentaient 6 % de la population totale du pays en 1955/1956, sont probablement en régression par rapport aux autres populations des provinces du Nord ; en effet, ces populations nomades sont celles où la mortalité est la plus élevée (1), (1,8 contre 1,2 pour la province du Nord) et où la mortalité infantile est la plus forte (8,2 % contre 6,7 % pour la province du Nord)(2). Enfin dès 1973, la sécheresse aurait provoqué des famines comparables à celle du Sahel.

De toute façon, en supposant que la population Beja soit demeurée stable, elle fournirait très exactement, à condition qu'elle s'engage en totalité dans les champs cotonniers, les 600.000 "pickers" qu'absorbent les complexes de la Gezira. Mais il s'en faut de beaucoup que la totalité des Beja abandonnent périodiquement bétail et dromadaires pour la cueillette du coton. Les villageois de la région de Dinder et du Nil Bleu fournissent un appoint ; il est insuffisant lui aussi puisque depuis plusieurs années les cueilleurs viennent de plus en plus loin : du Sud du Soudan, de l'Ouest, du Tchad, ... de l'Afrique de l'Ouest en général. Un certain nombre de ces africains de l'Ouest sont des pèlerins en route pour la Mecque (Mekka) ou en revenant.

A notre connaissance ces migrations n'ont pas encore été étudiées, une telle lacune est difficile à expliquer car le dernier grand projet d'irrigation intéressant la région Centre-Est, le Rahad, accroîtrait de plus de 400.000 feddans les surfaces irriguées et cotonnières de la région. Ceci devrait se traduire par une demande supplémentaire d'au moins 50.000 cueilleurs ; c'est là vraisemblablement un chiffre minimum. Ces 600.000 cueilleurs

(1) Comparativement aux autres provinces du Nord car dans les trois provinces du Sud lors du recensement elle dépassait 2,5 %.

(2) 21 facts about the Sudanese First population census of Sudan 1955/1956
Prepared by Karol Jozef Krotki - Ministry for social Affairs.

et cueilleuses étaient souvent rémunérés en nature, éventuellement en mesures de sorgho que les métayers d'Etat cultivent sur leurs parcelles. En un mot, le travail de ce sous-prolétariat ponctuel n'intervenait pratiquement pas dans la formation de la valeur du coton.

Dans le "développement du sous-développement", A. GÜNDER FRANK écrit :
"Si les pays à présent sous-développés devaient réellement suivre les étapes de la croissance des pays aujourd'hui développés, ils devraient découvrir d'autres peuples encore pour les exploiter et les conduire au sous-développement, comme l'ont fait avant eux les pays maintenant développés" (1).

Point n'est besoin de suivre les "étapes de la croissance", car l'économie soudanaise ne le peut, pour "exploiter et conduire au sous-développement"; de par sa structure l'économie soudanaise maintient et approfondit le sous-développement des régions situées à la périphérie du Centre-Est cotonnier. En 1958, parlant du déplacement de population de l'Ouest en direction du Centre-Est, Karol Jozef Krotki (Directeur du recensement de 1955/1956), intitulait "la tragédie du Darfur" sa communication à la sixième conférence de la "Philosophical Society of the Sudan".

Or, depuis cette date, la structure de base de l'économie soudanaise n'a cessé d'approfondir son postulat cotonnier centré sur la région de la Gezira. Cet important sous-prolétariat ponctuel (il est presque aussi nombreux que les travailleurs émigrés algériens en France ou que les travailleurs émigrés yéménites vendant leur force de travail en Arabie Séoudite) obéit à des lois quasi atmosphériques. Comme le vent, il se déplace des zones de basse pression vers les zones de haute pression : pour le nomade en quête de céréales, pour le cultivateur villageois qui ne parvient pas à faire la soudure (et nous verrons pourquoi) la Gezira est un Eldorado céréalier. Depuis une dizaine d'années, la Gezira est aussi un Eldorado monétaire, ce qui pour les journaliers, revient souvent au même.

(1) p. 46 - François Maspero. coll. textes à l'appui 1970.

Si une politique de développement "différente" (1) permettait à ces populations d'échapper à la pénurie de céréales, elles n'auraient plus de raison de participer à la cueillette du coton.

- Les obstacles à la mécanisation

Certes, il existe des machines qui peuvent remplacer les "pickers". Nous avons eu l'occasion d'aborder ce problème avec des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture. Un problème technique non résolu jusqu'à présent, empêcherait l'utilisation d'un tel équipement dans la Gezira.

Dans cette région, la quasi totalité du coton est de qualité ELF (extra longue fibre); en arrachant les fruits, les machines (utilisées aux E.U. et ailleurs pour la récolte des variétés à fibre courte et moyenne) diminueraient la qualité du coton soudanais. Il est possible que cet impératif technique soit important, mais par formation, nous sommes portés à rechercher derrière les impératifs techniques, des impératifs socio-économiques.

Si ces machines n'existent pas, c'est en dernière instance, en raison de la structure dominée de l'économie soudanaise, cette dernière ne pouvant financer les investissements et les recherches qui permettraient leur fabrication. Gageons qu'une pénurie mondiale de coton ELF, étant entendu que cette variété ne pourrait être remplacée ni par des fibres artificielles, ni par la variété à courte fibre, qui serait due à un manque de main-d'oeuvre de ramassage, aboutirait rapidement à la découverte d'une machine capable de cueillir sans dommage la variété ELF. Mais cette explication est elle aussi insuffisante.

Nous avons vu, qu'au moins jusqu'à 1965/1966, le coût en céréales de la main d'oeuvre de ramassage n'intervenait pratiquement pas dans la formation de la valeur du coton. La bourgeoisie d'Etat soudanaise n'a pas intérêt à augmenter ses coûts à la production par l'achat de machines coûteuses et

(1) nous préférons pour l'instant ce terme vague à celui aujourd'hui fortement idéologique de "socialiste" : deux régimes ont au Soudan suivi une politique "socialiste" qui ressemblaient à s'y méprendre aux politiques de leurs prédecesseurs "capitalistes".

ceci, même dans l'hypothèse où elle pourrait à la faveur d'une conjoncture favorable, comme celle de ces dernières années, répercuter l'intégralité d'un tel renchérissement à la production sur ses prix à l'exportation. Le maintien du statu quo lui permet à ce niveau de réaliser des surprofits.

Il va de soi qu'une mécanisation de la cueillette devrait parallèlement entraîner une transformation des communautés villageoises et, éventuellement, une articulation souple des nomades à l'économie nationale. Dans le cas contraire, la mécanisation accentuerait la marginalisation de ces communautés.

- Force de travail et traditionnalisme

En principe, dans la Gezira, l'emploi de travailleurs salariés par le métayer est limité aux travaux que ce dernier et sa famille ne peuvent effectuer seuls : il s'agit principalement de la cueillette du coton.

Dans la majorité des cas, les préjugés s'opposent au travail de la femme. Un ami soudanais nous a raconté une "évolution" qu'il avait suivie de ses propres yeux : un métayer nouvellement installé travaillait dans les champs avec sa femme, celle-ci n'était pas voilée et sa maison n'était pas entourée de murs. Après un an ou deux, la situation du métayer s'étant améliorée, notre ami constata que la femme ne sortait plus de sa maison entourée de murs et que le métayer avait un ouvrier agricole. Il n'est donc pas du tout certain qu'une amélioration de la situation économique d'une population où les normes de l'éthique musulmane sont très puissamment vécues aboutira, au moins dans l'immédiat, à une plus grande ouverture au monde pour les femmes; dans certains cas, l'inverse est probable.

De plus, dans cette région du pays, le travail de la terre est souvent synonyme de "travail d'esclave". A l'instar de Zanzibar, Khartoum fut un grand centre de commerce des esclaves. Pour cette raison, on a observé un fractionnement de certaines terres, les 40 feddans d'origine étant loués en sous parts de 20, 10 et même 5 feddans, le métayer d'Etat ayant alors tendance à se transformer en micro-rentier.

On a remarqué (1) enfin, qu'une augmentation du revenu du cultivateur entraînait une augmentation du nombre de personnes employées pour une même tâche. C'est là une des raisons pour laquelle les terrains alloués dans la Managil (extension de la Gezira - 1961), ne sont que de 15 feddans.

La bourgeoisie d'Etat se plaint parfois de ces "survivances du traditionnelisme". Elle reproche notamment aux métayers de ne pas réaliser d'investissements productifs sur leur lots, et d'acheter du bétail qui nomadise dans l'entourage des champs.

Il est exact que pour certains métayers, la persistance des moeurs bédouines est nette et que chez ces derniers, la valeur d'un troupeau est socialement supérieure aux activités agricoles, ce qui est normal pour des populations dont la sédentarisation est parfois très récente. Mais le "traditionalisme" ou "l'arriération" (Backwardness), ne sauraient seuls tout expliquer. Utilisés comme principes explicatifs "clos" ces termes renvoient à une idéologie qui masque des phénomènes directement liés à la pénétration du M.P.C. dans l'agriculture. Partout, où s'est instauré ce mode de production, que le propriétaire foncier soit l'Etat ou un individu, on n'a jamais observé un grand empressement de la part des métayers à réaliser des investissements productifs sur une terre dont ils peuvent être dépossédés ; on rappellera la phrase de Nikita Khrouchtchev : *"Je ne comprends pas pourquoi la vache qui appartient à l'Etat donne moins de lait que celle qui appartient au paysan ..."*.

I.B5 - L'APPROFONDISSEMENT DE L'INTERVENTION DE L'ETAT

Ces difficultés ont entraîné une accentuation des caractères capitalistes du processus de production et parallèlement un contrôle accru de la bourgeoisie d'Etat sur ses domaines cotonniers.

(1) voir Mrs Culwich "A study of the human factor in Gezira scheme" Barakat Sudan 1958 pour les données chiffrées. Sur ce problème en général Mc Loughin - Peter F.M. : "Economic development and the heritage of slavery in the Sudan Republic". Los Angeles, Californie 1962.

C'est elle désormais qui effectue tous les investissements productifs. La SGBA se charge de tous les investissements productifs courants (insecticides, fertilisants, etc...), les investissements productifs touchant à l'infrastructure (barrages, canaux, etc...) relèvent des ministères concernés; cela ne va pas toujours sans conflits de compétences administratives. Depuis la saison 1965/1966 (c'est à partir de cette époque que la pénurie de journaliers s'est faite sentir et qu'en conséquence, les salaires ont été augmentés), la SGBA a pris à sa charge les frais de "picking".

Aujourd'hui, les salaires de ce sous-prolétariat ponctuel sont avancés aux métayers qui remboursent l'Administration (le board) une fois la récolte vendue; ceci a entraîné une augmentation des charges financières du SGBA, aggravée notamment par le fait que la première année les métayers (pour des raisons politiques) ne remboursèrent pas l'avance faite par l'Administration.

Cette dette a couru jusqu'en 1970, date à laquelle lors d'un déplacement dans la Gezira, le Général Gaafar El Numeiri, annonça sa remise. Le SGBA n'en fut pas enchanté, cette remise de dette aggrava la situation financière du "Board".

- Financement, rente et profit

Les ventes de coton commencent début Mars pour cesser au mois de Janvier suivant ; c'est alors que les décomptes sont arrêtés. Or, à cette date, le nouveau processus de production a déjà commencé. Normalement, toutes choses étant égales, le SGBA ne devrait pas avoir de problèmes de financement. Mais la croissance régulière de la récolte, qui depuis cinq ans dépasse le million de bales (1), a vu l'Administration recourir de plus en plus au secteur bancaire pour résoudre ses problèmes de liquidités. Or, la croissance de la récolte est due principalement à un accroissement des rendements liés à des investissements productifs effectués par le SGBA (fertilisants et insecticides notamment). De fait, à un accroissement des techniques capitalistiques appliqué à la production, n'a pas correspondu un accroissement proportionnel des capacités d'autofinancement de l'Administration.

(1) 1.300.000 bales en 1970/1971.

Il ne semble pas que ces difficultés de financement soient directement dues à une baisse ou à une stagnation des cours du coton. De 1965/1966 à 1970/1971, le prix du coton soudanais n'a cessé de croître, passant de 35,5 LS la bale, à 53,7 LS (prix FOB) (1). S'agissait-il d'un phénomène dû à ce que les experts du Fond Monétaire International appellent un "mismanagement", une mauvaise optimisation du rapport coût-profit. On ne peut a priori écarter totalement une telle interprétation, la bourgeoisie d'Etat ayant tendance à reproduire souvent, par choix idéologique, les techniques capitalistiques du M.P.C.

Néanmoins, ce type d'interprétation est insuffisant, au niveau du M.P.C. hégémonique à l'échelle mondiale le "mismanagement" est parfois l'équivalent idéologique au traditionalisme (Backwardness) que reprochent les classes dominantes des FS dominées à leur propre population. Il est fort probable, qu'en dernière instance, la pénurie de capital dont souffre le SGBA soit due à "l'échange inégal", le coût des techniques capitalistiques auxquelles le SGBA a eu recours pour augmenter les rendements étant supérieurs aux gains à l'exportation.

Il est néanmoins certain qu'une mauvaise utilisation de ces techniques tend à aggraver cette tendance, que le doublement des cours du coton sur le marché international en 1972 et 1973 a sans doute provisoirement ou durablement atténuée. Quoiqu'il en soit des développements ultérieurs, la situation qui prévalait au début de l'année 1972 est intéressante.

La Sudan Gezira Board Administration est au Soudan la plus ancienne expression de l'Etat dans sa fonction économique. Plus que dans d'autres administrations, on peut parler, en ce qui concerne la SGBA, d'un esprit de corps. Il n'est pas rare d'entendre des hauts fonctionnaires soudanais employer à son propos l'expression "d'Etat dans l'Etat". Les fonctionnaires de la SGBA, outre des salaires importants, jouissent d'avantages que n'ont pas toujours les fonctionnaires d'autres administrations à rang égal (véhicule de fonction, logement, etc...). A titre de comparaison, de par sa puissance et son prestige, cette entreprise publique soudanaise ressemble assez à la SONATRACH algérienne.

(1) chiffres communiqués par la "Bank of Sudan".

Il ne nous a malheureusement pas été possible d'apprécier dans quelle mesure le déficit courant de cette entreprise publique depuis 1965/1966 pouvait être imputé aussi à sa simple croissance bureaucratique (salaires, recrutement de personnel nouveau, bâtiments, bureaux, etc...). S'il en était ainsi, et les lois de la croissance bureaucratique nous incitent à le penser, la SGBA serait au sens propre comme au figuré un Etat dans l'Etat : le déficit chronique du budget du pays reflétant - les dépenses de développement stagnant ou décroissant depuis cinq ans environ - une croissance très ferme de la bourgeoisie d'Etat. En d'autres termes, la SGBA appliquerait à sa croissance des principes identiques à ceux qu'emploie le Gouvernement central. Il en résulterait un conflit opposant deux fractions de la classe dirigeante, ou mieux "une contradiction non antagoniste au sein de la classe dirigeante".

Une contradiction non antagoniste au sein de la classe dirigeante.

Depuis 1965/1966, on note un accroissement des besoins en liquidités de la SGBA. Ce n'est qu'indirectement que nous avons pu prendre connaissance de cette tendance.

D'une part la SGBA n'a pas, pendant deux années successives (1965/1966 - 1966/1967) transféré au Gouvernement central sa part de la rente ; pour les autres années jusqu'en 1970, seule une fraction des 36 % a effectivement été transférée. C'est pour cette raison qu'au début de ce chapitre nous insistions sur l'aspect formel des pourcentages de la répartition de la récolte de coton. Au niveau du budget central ce détournement de la rente représentait un déficit de 5 à 7 millions de LS environ par an ; il était comblé en partie par les emprunts extérieurs, en partie par simple recours au système bancaire, en dernière instance, par recours à l'inflation. Néanmoins, les taxes à l'exportation et surtout les taxes à l'importation alimentaient suffisamment les caisses du Gouvernement central pour que cette situation "conjoncturelle" prenne une dimension structurelle.

Cependant, un an après la "Révolution de Mai" (1969), que l'on peut interpréter comme un renforcement des appareils d'état centraux, le nouveau Gouvernement a fait pression sur la SGBA pour qu'elle lui verse la totalité de sa part, ainsi que les arriérés.

Conséquemment, en 1970/1971 la SGBA versa au Budget Central 12 millions de LS environ, soit approximativement 2 millions de LS de plus (il s'agit vraisemblablement d'un premier acompte sur les arriérés) que sa part prévue par le budget. Ceci, bien évidemment n'a fait que révéler plus clairement l'accroissement du fond de roulement de la SGBA, qui auparavant était masqué par le détournement de la part de la rente qui aurait dû revenir au Gouvernement central. C'est ainsi que pour l'année 1970/1971, le déficit courant de la SGBA s'est élevé à un peu plus de 8 millions de LS. A titre d'hypothèse, on peut penser que cette somme représente assez précisément le coût de l'extension du M.P.C. dans l'ensemble du processus de production du complexe de la Gezira. Or, nous savons que la récolte de 1970/1971 s'est élevée à 1.300.000 bales de coton, soit 70.000.000 de LS environ pour un cours moyen de 53,7 LS par bale. Il apparaît ainsi que les pourcentages fixés par les statuts originels (36 % pour l'Etat, 10 % pour la SGBA, 50 % pour les métayers, etc...) sont aujourd'hui totalement irréalistes. Les fonctionnaires de l'Agriculture ne le cachent pas. De fait, aujourd'hui (1973) la rente doit être fixée vraisemblablement et répartie "pragmatiquement" chaque année. En 1970/1971, alors que la part de la rente perçue par le Gouvernement central a atteint 13 millions de LS, soit 18 % environ de la récolte (et non 36 ou 40 %), le déficit courant de la SGBA s'est élevé à 8 millions de LS soit 11 % de l'output. Il semble bien que dans le passé ces 11 % aient été simplement prélevés sur la part de l'Etat, ce qui en 1970/1971 ne fut pas possible.

L'hypothèse d'une réduction du fond de roulement étant exclue, ce déficit ne pouvait être comblé que par recours au système bancaire ou par prélèvement sur les revenus de la force de travail. Il semble bien que les deux techniques aient été utilisées : en effet, la Banque du Soudan a avancé 5 millions de LS à la SGBA, les 3 millions restant ont vraisemblablement été prélevés sur la part des métayers. Ceci ressort de contacts personnels avec des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture. Néanmoins, nous n'avons pas eu accès aux comptes de la SGBA.

De telles pratiques sont certainement bien antérieures à 1970/1971, elles ne sont pas divulguées car le mécontentement des métayers, s'il était suivi d'une grève, risquerait de paralyser le processus de production et, par suite, l'économie toute entière.

1.B6 - FRAGILITE DU PROCESSUS DE PRODUCTION

En effet, dans la Gezira le processus de production est très précisément planifié. Un retard dans les semailles, dans l'irrigation, le sarclage, le repiquage, etc... et c'est l'ensemble de la récolte qui risque d'être atteint.

On comprend dès lors que tout soit fait pour contenter la main d'oeuvre (dans les limites de viabilité du M.P.C. tel qu'il s'exprime et se développe dans la Gezira) afin qu'elle n'enclanche pas un mouvement de grève qui, en raison de la vulnérabilité du processus de production, prendrait très rapidement une dimension insurrectionnelle. Lorsqu'en 1964, le mouvement populaire parti des grandes villes gagna la Gezira, le gouvernement militaire animé par le Général Aboud tomba immédiatement. Pour reprendre une formule devenue "cliché", on peut dire que "lorsque la Gezira éternue, le Gouvernement attrape une pneumonie". Pour cette raison même, les éternuements de la Gezira sont rares. Le Gouvernement qui viendrait au pouvoir à la suite d'un tel mouvement serait confronté à une crise économique de grande envergure dont il ne pourrait venir à bout qu'en s'appuyant sur un mouvement autochtone révolutionnaire et une aide internationale du même type, chacun d'une telle dimension que l'hypothèse en est à rejeter dans le lointain et peut être dans l'utopie.

Militairement parlant, un mouvement de grève insurrectionnelle dans la Gezira serait assez facilement anéanti, mais pour reprendre le mot de Scylla : "un bon berger tond ses moutons, il ne les égorge pas", c'est pourquoi la bourgeoisie d'état, et avant elle la colonisation, a toujours pratiqué une politique de compromis vis-à-vis des métayers d'Etat.

Les mouvements "ouvriers-paysans" dans la Gezira

C'est en 1946, que fut déclenchée la grève la plus importante qu'ait connu le complexe cotonnier.

A cette époque, la Gezira était un complexe privé que possédait la Sudan Plantations Syndicate, il s'agit de la firme qui avait réalisé Zeidab.

Dès 1935, avait été créé un Fond Spécial, officiellement destiné à stabiliser les revenus des métayers, 2 % de leur revenu étaient secrètement versés au Fond. En fait, le Fond, outre son rôle stabilisateur, avait servi à payer des intérêts aux porteurs de Capital, à rembourser les créances irrécouvrables accumulées par la Compagnie pendant la crise mondiale des années trente. Il avait aussi servi de caisse d'auto-investissement.

La Compagnie semble avoir eu des problèmes bien comparables à ceux de la SGBA aujourd'hui. En 1946, les métayers, alors au nombre de 25.000, apprirent que le Fond contenait 1.300.000 L Egyptiennes, secrètement accumulées sur leur part. Ils demandèrent que cette somme leur soit transférée, en appuyant leur demande par une grève des semailles. La revendication des métayers était d'autant plus normale qu'ils avaient alors à faire face à une augmentation des coûts de production. Le Gouvernement colonial nomma une commission d'enquête qui recommanda le versement de 400.000 L Egyptiennes aux métayers, ce qui fut fait. C'est à partir de là que l'on peut dater la politique de compromis vis-à-vis de la force de travail que représentent les métayers de la Gezira.

A la suite de cette grève, le Gouvernement colonial créa une "Tenants Representative body" (1) organe chargé de représenter les métayers dans une sorte de "comité d'entreprise". Après la nationalisation, c'est-à-dire après la prise en tutelle par l'Administration coloniale, fut formée une "Gezira Tenants' Association" dénoncée par la SWTUF (Sudan Workers trade Union Fédération) comme une simple courroie de transmission du Gouvernement colonial.

Le 6 Novembre 1953, la SWTUF réussit à faire élire un nouveau comité de la Gezira Tenants' Association. Certains dirigeants de la SWTUF participèrent à la campagne qui amena l'élection de ses candidats. Cette transformation, l'Association prit le nom de Gezira Tenants' Union, était l'aboutissement d'une campagne lancée en Février de la même année par la SWTUF et qui appelait les cultivateurs à participer à la lutte syndicale confondue alors à la lutte anti-coloniale.

(1) voir "The Labour Movement in the Sudan" 1946-1955.
Saad Ed Din FAWZI. Oxford University Press 1957.

Par la suite les Unions se multiplièrent dans la Gezira, elles se regroupèrent dans une Fédération et l'influence du P.C. a fortement décliné. La Fédération regroupe tous les travailleurs et employés de la Gezira, chaque catégorie étant représentée par une micro-centrale syndicale : Pest Control (Sudan) Ltd Workers Union, Sudan Gezira Board Staff Association, Gezira Board Accountants and Clerks Union, Gezira Board Non-Agricultural Workers Union, etc....

A propos de la Fédération, le Docteur FAWZI situe fort bien un problème de première importance (p. 115/116) : *"Premièrement, la majorité, si ce n'est tous leurs adhérents sont des métayers ayant l'Etat pour propriétaire foncier. En d'autres termes, les travailleurs agricoles ne sont en aucune façon liés à leurs employeurs et leurs intérêts sont probablement opposés à ceux des "tenants" de l'Etat ou du "Sudan Gezira Board" qui les emploient. Lorsque les travailleurs agricoles seront véritablement organisés, la Fédération devra décider du camp qui a droit en priorité à son appui".*(1).

En effet, la Fédération regroupe les diverses Unions de la Gezira. C'est ainsi qu'une même instance syndicale doit défendre les métayers et les fonctionnaires qui gèrent ou participent d'une façon ou d'une autre à la gestion du complexe (ceux que le Docteur FAWZI appelle les "tenants" de l'Etat). Il est donc légitime ici de parler d'un choix de politique syndicale.

Il semble que ce choix qui en dernière instance est un choix de classe n'ait jamais été fait ou n'ait jamais pu être fait. Il faut sans doute y voir, en partie au moins, un reflet du statut peu clair des métayers d'Etat, dans lequel semblent s'équilibrer les éléments prolétariens et les éléments paysans. (2). L'ambiguïté de cette double appartenance a favorisé le statu quo idéologique : les métayers d'Etat adhèrent encore fortement aux deux

(1) "First, most, if not all, of their members are share-croppers with the state as their landlord. In other words, agricultural workers are by no means affected, and their interests are probably opposed to those of the "tenants" of the state or of the Sudan Gezira Board who employ them. When agricultural workers do organize themselves, the federation will probably have to choose which side has the stronger claim on its support"

(2) Nous avons vu la complexité qu'il y avait à définir un statut unique pour ces métayers d'Etat qui sont des salariés agricoles apparemment rémunérés selon un contrat de métayage. Nous verrons bientôt que les métayers d'Etat sont de petits fermiers au niveau de la production non cotonnière.

confréries politico-religieuses prépondérantes dans le Nord du pays, les Ansars et les Khatmiyy. C'est pour cette raison qu'en 1964, lorsque les appendices politiques de ces confréries, les micro-partis socialistes arabes (Nassériens, baathistes), le P.C.S. et les Frères Musulmans regroupés au sein d'un Front National (National Front ou Democratic Front) déclanchèrent une vive résistance au régime militaire, les métayers d'Etat soutinrent le mouvement par une grève. Même si lors de cette grève les militants du P.C.S. jouèrent un rôle de premier plan (organisation, diffusion de tracts), il est certain que le P.C.S. n'aurait pu mener cette action s'il n'avait eu l'appui même passif des confréries.

D'autres événements, notamment ceux de Juillet 1971, prouvent que le P.C.S. n'a jamais réussi à s'implanter durablement dans la masse des métayers d'Etat de la Gezira. La violente répression qui frappa le P.C.S. à cette époque ne provoqua pas de réaction d'envergure de leur part. Nous avons déjà à plusieurs reprises fait mention de l'importance du facteur idéologique comme élément explicatif de l'écho relativement faible des idéologies d'opposition efficace au MPC. Il n'est pas possible de sous-estimer l'importance du facteur idéologique et dans un pays où l'Islam est religion d'Etat moins qu'ailleurs. Jacques BERQUE l'a bien compris lorsqu'il "ouvre" "les Arabes d'hier à demain" par cette exclamation admirable : "si l'Orient est le lieu du Verbe, il est celui de l'homme qui recueille le Verbe et le multiplie". Cela est bien certain, et le sens de cette phrase éminemment expansif ne se limite pas à ce que nous avons choisi de lui faire dire.

Dans une nouvelle en langue anglaise de El Sir Hassan Fadl, on peut trouver une bonne illustration de l'impact de l'Islam sur la population d'un petit village de la banlieue de Khartoum. La nouvelle raconte les événements d'Octobre 1964 tels qu'ils sont perçus et vécus par un jeune garçon, ouvrier dans une usine, la grande tannerie de Khartoum probablement.

Les événements de la ville lui sont rapportés, ainsi qu'aux villageois, par son ami d'enfance Ahmed, alors étudiant à l'université :

- "Alors il sortit un papier de sa poche et me dit":
- "Lis ceci et tu comprendras".
- "Mon coeur se mit à battre à se rompre et je regardais autour de moi, effrayé à l'idée que sa mère ou son frère pourrait nous observer, puis "je lui dis : c'est un tract communiste, n'est-ce pas ?"

- "Oui" dit-il. "Et alors ?"
- "Et alors ?" m'écriais-je, "tu me donnes un tract communiste et tout ce que tu trouves à dire, c'est "Et alors ?"".
- "Ne sois pas effrayé comme si tu venais de voir le Diable, Je veux simplement te montrer comment nous allons nous débarrasser des militaristes".
- "Je ne dis mot et ne cessais de fixer sa main qui me tendait le tract. Il me dit alors":
- "très bien, je te le lirai donc".
- "Il déplia le papier et lu ce que je reconnus comme un appel aux métayers de la Gezira pour qu'ils poursuivent leur grève. Puis ayant lâché le papier d'une main, il me dit":
- "Tu ne veux vraiment pas voir toi-même ?"
- "Jesecouais la tête, il plia le papier et le remit dans sa poche. Cette nuit là je ne pus dormir, je pensais à Ahmed et au fait qu'il était peut être un communiste" (1).

La sphère idéologique, que nous aurons l'occasion "d'investir" par la suite, entretien avec les conditions matérielles de l'existence un rapport comparable à celui du signifiant et du signifié ; à prolonger cette comparaison, nous ne savons où elle nous entraînerait, peut-être loin... dans l'erreur. Retenons pour l'instant que notre analyse se doit de prendre pour fondement les conditions matérielles de l'existence.

(1) Then he produced a paper from his pocket and said : "Read this and you will understand". My heart began to beat fast and I looked about me, scared that his mother or brother might be watching us, and then I said: "this is a communist leaflet, isn't it ?". "yes, he said". "What of it ?" "What of it ?" I cried, "you've given me a communist leaflet and you can say, What of it ?". "Don't be frightened, as if you'd seen the Devil I just wanted to show you how we are going to throw out the militarists". I didn't say a word and I was staring all the time at his hand which was holding the leaflet to me. Then he said, "All right. I'll read it to you". He spread out the paper and read what I recognized as a call to the Gezira farmers to stand firm in their strike. The, he took his hand from the paper and said, "Don't you really want to see it yourself ?" and I shook my head and he folded the paper up and put it back into his pocket. And that night I couldn't sleep for thinking of Ahmed and how he might be a communist. "Their Finest days".

I. SECTION C : ESSAI DE PROBLEMATIQUE

INFRASTRUCTURE, SUPERSTRUCTURE

Le matérialisme qui auréole l'expression précitée ne doit pas faire illusion. Toutefois, nous avons préféré "conditions matérielles de l'existence" à infrastructure qui appelle trop superstructure dans une sorte de (mauvais) réflexe mental conditionné (1).

Quoiqu'il en soit, il est nécessaire de poser, au moins à titre d'hypothèse, le *prima* des conditions matérielles de l'existence, soit l'objet abstrait qu'est le mode de production que nous étudions et ceci indépendamment de la genèse de ce mode de production, même si certains aspects privilégiés de celle-ci ont été mentionnés.

On remarquera que nous avons toujours présenté les complexes cotonniers soudanais comme l'expression "ici et maintenant" du MPC hégémonique à l'échelle mondiale. Cela signifie que dans la formation sociale soudanaise le rôle de "détermination en dernière instance" (au sens où Poulantzas emploie ce terme) est joué par le MPC hégémonique et non par l'actualisation de ce mode de production que nous avons appelé MPC dominé. Il y a là une nuance importante, car dans l'expression "MPC dominé" le second terme est, au plan de la structure, plus important que le premier : le premier élément nous renvoie à la structure globale constituée par le MPC hégémonique, le second à ce qui constitue sa sous-structure. Si un artifice d'écriture était possible, nous aurions écrit "MPC ? dominé". En effet, au niveau des forces productives, mais aussi et surtout des rapports de production, les complexes cotonniers sont au MPC ce que l'éolippus est au cheval ; sachant qu'il a fallu plus de 7 millions d'années pour que se produise cette évolution, on pourrait alors admettre dans un raisonnement linéaire (toutes

(1) Sur ce point GRAMSCI a des mots d'une dureté bien sympathique, qui nous montrent que nous commençons à peine à revenir de loin : "la pretesa (presentata come postulato essenziale del materialismo storico) di presentare ed esporre ogni fluttuazione della politica e dell'ideologia come una espressione immediata della struttura deve essere combattuta teoricamente come un infantilismo primitivo, e praticamente deve essere combattuta con la testimonianza autentica del MARX." GRAMSCI cite alors en exemple le 18 Brumaire, les notes sur la question orientale, Révolution et contre révolution en Allemagne et la guerre civile en France. Il Materialismo storico (p.112).

choses égales) que l'économie soudanaise pourrait au terme d'une évolution, longue, ô combien, devenir pleinement capitaliste. Il n'est point nécessaire de démontrer l'ineptie d'une telle hypothèse. En revanche, il est nécessaire de montrer le caractère inéluctablement inachevé de ce MPC dominé.

1.C1 - LE CONCEPT DE SEPARATION

On ne saurait décréter le caractère inachevé d'une sous-structure du MPC sans critère théorique. Dans sa théorie de l'accumulation primitive et dans les "Formen", MARX utilise le concept de séparation : *"Ce n'est pas l'unité des hommes vivants et actifs avec les conditions naturelles, inorganiques de leur métabolisme avec la nature et par conséquent leur appropriation de la nature, qui mérite explication ou qui est le résultat d'un processus historique, mais la séparation entre ces conditions inorganiques de l'existence humaine et cette existence active, séparation qui a été posée comme totale seulement dans le rapport du travail salarié et du capital". (1)*

En ce qui nous concerne, ceci nous amène à la question suivante : jusqu'à quel point les producteurs directs de coton, les métayers d'Etat, sont-ils "séparés" des moyens de production ?

L'eau, la terre, les canaux, la majeure partie des moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à une entité complexe représentée sur terre par une bourgeoisie d'Etat réinvestissant sa possession juridique en "possession gestionnaire". (2)

En reformulant notre question initiale, nous nous demanderons en quoi les métayers d'Etat ne sont pas des salariés "libres" n'ayant que leur force de travail à vendre. Sous cet aspect, le contrat de métayage peut être présenté

(1) "Formen" in cahiers du CERM "Sur les sociétés précapitalistes" 1970. Editions Sociales p. 198. Voir aussi: Capital, Huitième Section. Pléiade p. 1169: "Au fond du système capitaliste, il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. (Les passages ou les mots soulignés le sont par MARX.

(2) Le terme est de Rosanna ROSSANDA in II manifesto. Opus cité. Article "Le Marxisme de MAO". (Juillet-Août 1970), p. 219.

sous un jour nouveau. L'Etat (36%) apparaît alors comme un propriétaire foncier, la SGBA (10%) comme un fermier capitaliste et les métayers (50%) comme des "serfs" (1). Précisons que ces nouveaux signifiés ne nient pas les précédents, ils s'y ajoutent afin d'approfondir la perception théorique de la structure.

Ceci éclaire la contradiction non antagonique au sein de la classe dirigeante que nous mentionnions précédemment. Car ce conflit n'oppose pas deux fractions de classe dont les intérêts seraient contraires, mais deux fonctions du Capitalisme d'Etat dont les objectifs sont mal coordonnés. La fonction gouvernementale (propriété foncière) visant à équilibrer son budget, la fonction gestionnaire (fermage capitaliste) cherchant à étendre l'échelle de la production : l'augmentation du fond de roulement du SGBA est entrée en contradiction à court, et peut-être à moyen terme, avec l'objectif de la fonction gouvernementale.

A l'avenir, on peut très bien concevoir une identité des objectifs des deux fonctions, voire même de façon dynamique une alternance des phases foncière et capitaliste, la première caractérisée par une stabilisation de la partition de la rente, la seconde par l'investissement d'importantes fractions de la rente dans la production cotonnière. C'est d'ailleurs là l'hypothèse la plus vraisemblable.

Si nous avons réussi à éclairer les positions respectives de l'Etat et du SGBA, nous craignons d'avoir opacifié, provisoirement au moins, celle des métayers d'Etat. Jusqu'à présent nous avons qualifié les masses paysannes de la Gezira de métayers d'Etat. Pourquoi leur donner à présent le titre de "serfs". Ceci provient de cela : à partir du moment où la classe dirigeante se partage deux fonctions : propriétaire foncier, fermier capitaliste, le statut de la paysannerie va lui aussi se trouver écartelé.

(1) Sur ce point voir Livre trois du Capital, sixième section : "Transformation du surprofit en rente foncière". - pléiade Tome II p. 1286-1424.

Il convient ici de réactualiser une citation de LENINE que nous avons déjà utilisée : *"la vie crée des formes qui réunissent avec une remarquable 'progression des systèmes économiques dont les caractères essentiels sont 'pourtant opposés" (p. 204 opus cité). En l'occurrence "la vie" c'est ici un imbroglio de structures stabilisées sous l'égide d'un capitalisme d'Etat dominé.*

Accumulation primitive et processus de séparation

Lorsque MARX parle de l'accumulation primitive, il décrit le processus historique de la séparation du producteur de ses moyens et instruments de production, par exemple : *"L'accumulation antérieure ou originelle, mais 'qu'il vaudrait mieux appeler l'expropriation originelle" (1). Toutefo*~~is~~*, l'auteur du Capital a bien pris soin, notamment dans ses lettres (lettre à Véra Zassoulitch, lettre à la rédaction des "Otètchestvenniye Zapiski" dans laquelle on relève cette belle formule condamnant la métamorphose du Capital en "théorie historico-philosophique universelle" : "c'est me faire en même temps, trop d'honneur et trop de honte") de limiter ce processus d'expropriation de la paysannerie à l'Europe Occidentale. Dans une formation sociale où à l'origine de la pénétration du MPC hégémonique ne domine pas un mode de production ayant fixé dans l'agriculture une importante population produisant du surtravail (quelle qu'en soit la forme), on peut déceler un type de pré-accumulation qui prend l'allure du double mouvement simultané d'une expulsion hors des modes de production pré-capitalistes et d'une appropriation originelle.*

Dans certains cas, ce double mouvement peut être décomposé : c'est le cas de toutes les politiques de sédentarisation des nomades. Dans d'autres, l'expulsion-appropriation se décompose ethniquement, l'ethnie expulsée n'étant pas celle qui réalise l'appropriation (la première ne laisse dans l'histoire que le souvenir souvent falsifié de son massacre) le cas "classique" est celui des Indiens d'Amérique du Nord, mais au présent il faudrait citer celui des Indiens d'Amérique du Sud, des Pygmées, de

(1) Salaire, prix et plus-value. Ed. Pléiade p. 510 (Tome I, 1965)
le chiffre 1 renvoie à la note du traducteur expliquant la traduction de "original accumulation", p. 1627.

certaines tribus de Nomades, et de tous ceux dont on ne connaît pas l'existence. Enfin, il est des cas où ce double mouvement simultané évolue par touches successives, chaque mesure d'expulsion hors du Mode de Production précapitaliste apparaissant simultanément comme une mesure d'appropriation d'un élément constitutif du mode de production nouveau qui n'exprime que de façon marginale - au moins au début du processus - sa rupture avec le mode de production précapitaliste.

C'est à ce dernier cas que l'on peut rattacher l'expérience de Zeidab, banc d'essai de la Gezira et de tous les complexes cotonniers du pays. Pour les populations qui subissent ce processus, il n'est pas limité à l'agriculture, ni même à la sphère économique, il y a éclatement de la temporalité : chaque geste se charge de l'ambivalence du processus lui-même.

Dans la formation sociale étudiée, ce mouvement s'exprime dans le contrat de métayage qui fixe le paysan au sol pour une durée de quarante années renouvelables.

I.C2 - SIGNIFICATION DE LA DUREE DU BAIL

Remarquons que la durée du bail pourrait peut-être servir d'indice de la pénétration du MPC dans l'agriculture. D'une part, un bail de courte durée suggère une économie fortement monétarisée, et dans laquelle le propriétaire foncier doit se prémunir contre l'inflation, mais surtout un bail court signifie une abondance au moins relative de main d'oeuvre affluant vers l'agriculture. Dans un article auquel nous renvoyons, paru dans Etudes Rurales (N° 52 Mouton et CO. Ecole Pratique des Hautes Etudes) Madame Amanda Asinari : "Le processus de colonisation dans la province de Cordoba (Argentine)" a décrit un processus de pénétration du MPC à travers un mouvement de prolétarianisation rapide (1870-1914) de petits fermiers.

Dans "le cas argentin" l'Etat, propriétaire foncier, attribue dans un premier temps des concessions (100 à 200 Ha) à des colons qui installent sur leurs terres des fermiers dont le bail ne dépasse pas 5 ans (il est souvent inférieur ou égal à 3 ans). Les vagues d'émigrants aidant, les fermiers "nomadisent" aux rythmes des baux. Dans un deuxième temps, surgissent de grandes entreprises latifundiaires (à capital britannique, souvent) qui mécanisent leur domaine et prolétarianisent les fermiers. Cet exemple illustre assez bien, a contrario, la situation soudanaise.

Un bail de quarante ans représente plus ou moins une vie de travail; il y a là très nettement une volonté d'attacher le cultivateur à sa terre d'où le terme de serf que nous avons utilisé. Mais, lorsqu'au tout début du processus on enregistra des défections, l'état colonial n'exerça pas un droit de poursuite, il chercha d'autres candidats.

On comprend sans doute mieux maintenant ce que nous avons appelé la "politique de compromis". Aujourd'hui, les défections sont rares. Ce long bail peut être interrompu par la SGBA si un cultivateur ne prend pas soin de sa parcelle. A ce niveau, on voit déjà apparaître la double nature (foncière et capitaliste) de la classe dirigeante : d'un côté un bail qui fixe au sol pour une vie de travail, de l'autre la possibilité d'interrompre le bail en cas de non production.

Contradiction rente/profit et processus de salarisation

La rente, elle-même, n'apparaît pas de la même façon selon qu'elle est envisagée sous l'angle de l'Etat Central ou du SGBA : pour l'Etat Central, le surtravail des agriculteurs est approprié sous forme de rente en argent. Pour la SGBA, c'est la totalité du surtravail (la récolte de coton) qui est appropriée et à son niveau rente et profit ne font qu'un. Cette formule, assez étrange a priori, est mentionnée par Kautsky dans "La question Agraire":

"Outre le système de fermage et le système hypothécaire, une troisième combinaison est possible : le propriétaire foncier peut être en même temps un capitaliste, c'est-à-dire qu'il peut, outre sa propriété foncière, posséder assez d'argent comptant pour organiser et percevoir, outre le bénéfice de l'entrepreneur, la rente foncière toute entière" (1),

et nous ajouterons : quitte à verser à l'Etat une part des profits sous forme d'impôts. Par delà la division fonctionnelle Etat Central/SGBA, ce système est bien celui qui caractérisait le mieux les complexes cotonniers soudanais jusqu'à 1970/1971. En effet, la SGBA n'a pu faire entériner par l'Etat l'autonomie de fait dont elle jouissait depuis plusieurs années.

(1) La question Agraire Ed. V. GIARD et E. BRIERE (1900) p.137
(chap.V : Le Capitalisme dans l'Agriculture moderne), réimpression en fac-similé François Maspero 1970 trad. Edgar Milhaud et Camille Polak.

A terme, cette autonomie aurait pu conduire à une "privatisation" du complexe. Il n'en a pas été ainsi : en faisant passer l'administration de tutelle de la SGBA du Ministère de l'Agriculture à celui de la Coopération et du Développement Rural, en enlevant à la SGBA son monopole commercial pour le confier à une "State Cotton Marketing Corporation", (à travers d'autres mesures que nous aurons l'occasion d'analyser), le Gouvernement Central a considérablement renforcé l'emprise directe de la bourgeoisie d'Etat sur l'ensemble du processus de production du coton, et mis un terme à ce qui apparaissait comme une tendance centrifuge de la SGBA, tendance déterminée, en dernière instance, par la dichotomie rente/profit.

Nous avons déjà souligné la tendance de cette Administration à détourner la quasi-totalité du surtravail pour l'injecter dans la croissance du complexe, mais aussi très probablement dans sa propre croissance bureaucratique; nous savons que ceci a vraisemblablement entraîné une érosion profonde des pourcentages fixés par le Contrat. Certes, nous manquons d'éléments pour définir avec précision l'amplitude de cette érosion. Toutefois, nous connaissons le montant des transferts effectués par la SGBA. En 10 ans, les fluctuations de la rente versée à l'Etat Central sont très nettes.

1961/1962	=	6,0	1966/1967	=	-
1962/1963	=	12,0	1967/1968	=	3,9
1963/1964	=	7,3	1968/1969	=	6,0
1964/1965	=	2,8	1969/1970	=	20,9
1965/1966	=	-	1970/1971	=	12,3

(en millions de L.S. source : Ministère du Trésor)

Les importants transferts effectués en 1969/1970 et 1970/1971 s'expliquent du fait que depuis 1969 l'Etat Central a exigé le paiement d'arriérés importants : 14,3 millions de L.S. en 1969/1970 - 4,5 millions de L.S. en 1970/1971. Une fraction de ces arriérés a été payée par le système bancaire qui a comblé le déficit de la SGBA consécutif à ses remboursements (1,13 million de L.S. en 1969/1970 - 8,22 millions de L.S. en 1970/1971).

D'autre part, nous savons que si entre 1956/1957 et 1962/1963 le nombre des métayers a plus que doublé, leur revenu cotonnier pour la même période

est resté relativement stable (1); il n'a pas dépassé le plafond de 9.200.000 L.S. (1959/1960). Sachant enfin que pour l'année 1970/1971 la SGBA a enregistré un déficit de 8,22 millions de L.S. nous pouvons formuler l'hypothèse probable d'une salarisation des métayers au niveau de la production cotonnière (cette restriction est importante). Il semble bien que le contrat en pourcentage se soit transformé en masse salariale rétribuant le travail cotonnier du cultivateur. Ce processus dirigé par la SGBA, lui aurait permis d'accroître d'année en année ses profits et de les réinvestir dans la croissance de l'appareil que constitue la SGBA. Les limites à ce processus de prolétarianisation sont néanmoins nombreuses.

Ce processus d'érosion du contrat de métayage ne peut être défendu qu'à titre d'hypothèse, seuls les documents comptables de la SGBA pourraient nous permettre d'être absolument affirmatifs. Etant données les conséquences qu'auraient une démonstration irréfutable de l'hypothèse, ces documents ne sont guère accessibles. Dans les conversations privées, le fait n'est cependant pas contesté. De même qu'il est admis que la situation financière de la SGBA est confuse, pour ne pas dire "acrobatique".

I.C3 - LES LIMITES DE LA "SEPARATION"

Même si le contrat de métayage n'est plus qu'une fiction, il demeure un credo officiel. Il y a quelque ironie à constater qu'aujourd'hui la bourgeoisie d'Etat couvre sa nudité de ce vieux manteau colonial. Rappelons qu'à cette époque l'objectif prioritaire était de fixer au sol "per amore o per forza" les nouveaux cultivateurs. La force seule n'aurait pu y parvenir. Actuellement, on peut considérer la phase d'appropriation originelle comme achevée, du moins dans les complexes cotonniers les plus anciens. La bourgeoisie d'Etat n'est pas encore suffisamment puissante pourtant pour concevoir et imposer une révision ouverte des formes économiques de la politique antérieure d'attraction et de fixation des populations originaires des secteurs pré-capitalistes. C'est donc in catimini qu'une ébauche de salarisation a été tracée. Cette pusillanimité s'explique du fait,

(1) D'où une diminution de fait, se reporter au tableau p. 27

notamment, de la vulnérabilité du processus de production. Cette vulnérabilité assigne une limite en dessous de laquelle le "salaire" ne saurait descendre durablement (compte tenu des fluctuations possibles). Cette limite politico-économique est importante car elle est un obstacle à l'établissement de rapports de production pleinement capitalistes et constitue ainsi un seuil que l'exploitation de la force de travail ne peut franchir. On voit que si nous raisonnons en termes de rapport Capital-Travail, le travail en tant que marchandise réussit dans le cas considéré à se vendre au plus haut prix. Au niveau du Capital, la plus-value trouve donc ses limites dans cette capacité de résistance du travail. En limitant, par hypothèse, l'analyse à la F.S. soudanaise, il est bien possible que le déficit du SGBA soit dû à cette situation aberrante (aberrante en terme d'accumulation). On comprend que les métayers veillent à ce que le statu-quo demeure, en témoigne cette déclaration du Ministre de l'Agriculture (16 Avril 1971) (1) :

"Chers concitoyens, métayers des complexes agricoles gouvernementaux de la Province du Nord : les membres du Comité Suprême de votre Fédération m'ont rencontré le 14 Avril 1971. Ils m'ont demandé des éclaircissements concernant la décision de transfert de l'administration de vos complexes au Ministère de la Coopération et du Développement Rural. Je leur ai expliqué que ce transfert ne signifiait en aucun cas un changement quelconque des relations de production qui avaient cours sous l'administration de l'Agriculture. Je leur ai expliqué que ces relations continueraient comme par le passé, sans aucune altération. La nouvelle administration poursuivra et couvrira tous les accords et garanties conclus par l'ex-administration avec les métayers. Le transfert d'administration de ces complexes qui passent de l'autorité du Ministère de l'Agriculture à celle du Ministère de la Coopération et du Développement Rural ne signifie absolument pas leur transformation en sociétés coopératives".

(1) Sudan News, n° 130 le 16 Avril 1971.

Détermination interne, détermination externe et sous-développement

Précédemment, nous avons limité notre hypothèse du procès de séparation au "niveau" de la production cotonnière, la seule qui soit gérée et appropriée directement par la bourgeoisie d'Etat. Cependant, le coton n'est pas l'unique activité des métayers : les céréales, les légumes et les plantes fourragères qu'ils cultivent sur l'autre tiers de leur lot leur appartiennent de plein droit ainsi que le cheptel. Autre conséquence de la politique de fixation au sol, les métayers ne payent aucune redevance pour l'irrigation de ces cultures. Dès lors, même s'ils étaient par hypothèse pleinement prolétarisés dans la sphère de production cotonnière, les "métayers" demeureraient des petits fermiers capitalistes dans la sphère des cultures vivrières.

Ces facteurs internes, c'est-à-dire largement déterminés par les caractéristiques de la formation sociale et économique soudanaise, ne doivent pas faire oublier les facteurs externes déterminés par le MPC hégémonique à l'échelle mondiale. L'interdépendance de ces deux types de facteurs est certaine ; elle découle de la domination d'une structure sur une autre qui constitue sa sous-structure. Ce qui caractérise une dépendance structurale c'est son irréversibilité dans le court terme, c'est aussi ce qui fait l'unité du processus de développement du sous-développement.

Néanmoins, les rapports de la structure à la sous-structure ne sont pas isomorphiques, à un élément de la structure ne correspond pas homothétiquement un élément de la sous-structure. Sur ce point, le concept althussérien d'autonomie relative nous semble fondamental, ainsi que son prolongement au niveau de la périodisation, le concept de "temporalité différentielle" : *"il y a pour chaque mode de production, un temps et une histoire propres, scandés d'une façon spécifique, du développement des forces productives ; un temps et une histoire propres de la superstructure politique, un temps et une histoire propres de la philosophie ..."* (1). Les intéressantes critiques de Emile Sereni (2) (de MARX à LENINE : la catégorie de "formation économique et sociale") si elles posent assez bien le problème de l'unité

(1) L. Althusser "La Pensée" n° 121. 1965 (p. 10).

(2) La Pensée n° 154 (1971) (p. 16 et p. 37/38, note 75).

des processus ne résolvent pas celui des instruments d'analyse de cette unité ce qui nous renvoie au courant Althussérien.

Les courants idéologiques anti-impérialistes les plus utilisés par les classes dirigeantes des sous-structures du MPC hégémonique sont très souvent fondés sur des correspondances univoques. L'argument de base peut se résumer de la façon suivante : "si nous sommes des pays sous-développés c'est à cause des pays développés". La particularité de l'idéologie comme savoir consiste à mêler de façon très complexe des facteurs réels à des facteurs imaginaires, il est parfois très difficile de déterminer où commencent les uns et où finissent les autres. Que l'hégémonie du MPC à l'échelle mondiale soit, dans la phase historique actuelle, le facteur déterminant du développement du sous-développement, ne fait aucun doute.

Mais cela ne signifie pas pour autant que dans l'hypothèse d'un effondrement révolutionnaire du MPC hégémonique le processus de développement du sous-développement serait inversé à court, moyen ou même peut être à long terme. Libérée du carcan du MPC hégémonique, l'autonomie relative des instances politiques, idéologiques, économiques et sociales des Formations Sociales du "Tiers Monde" s'exprimerait de façons nouvelles dans un contexte nouveau, éventuellement par la constitution de MPC autonomes (1).

A titre d'exemple imparfait, mais sur ce point il n'existe pas d'exemple parfait (et pour cause), bien que la formation sociale séoudienne ait formellement l'un des plus fort revenu par tête de la planète, ce fait

(1) Il nous semble que Engels n'écarte pas cette possibilité lorsqu'il écrit : "Une fois que l'Europe et l'Amérique du Nord seront réorganisées, elles constitueront une force si colossale et un exemple tel que les peuples à demi civilisés viendront d'eux-mêmes dans leur sillage. Les besoins économiques y pourvoiront déjà à eux seuls. Mais par quelles phases de développement social et politique ces pays devront passer par la suite pour parvenir eux aussi à une structure socialiste, là-dessus, je crois, nous ne pouvons aujourd'hui qu'échafauder des hypothèses assez oiseuses. Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par là miner sa propre victoire. Ceci ne signifie naturellement pas que des guerres défensives de diverses sortes soient exclues ... Cf. lettre de Engels à Kautsky (1882). in "Lettres sur le Capital" E S (1964) p. 319.

n'a pas suffi pour "révolutionnariser" les rapports socio-économiques qui caractérisent une formation sociale originale, encore largement féodale.

Néanmoins ce qui actuellement demeure, c'est la détermination-dominance par le MPC hégémonique des formations sociales dominées. Dans la formation sociale étudiée, cette détermination-dominance s'exprime au plan de la structure dans le processus de formation de la valeur du coton.

1.C4 - NOTE SUR LA FORMATION DE LA VALEUR DU COTON

Le processus de formation de la valeur du coton échappe totalement au MPC dominé. Ce processus est dirigé par les lois du MPC hégémonique à l'échelle mondiale. Ainsi le prix du coton, expression monétaire de la valeur, ne reflète-t-il en aucune façon le temps de travail socialement nécessaire à la production du coton dans la formation sociale considérée. La rente, le profit, la part des métayers qui s'expriment dans les pourcentages théoriques déjà mentionnés ne sont que la répartition a posteriori d'une "valeur" fixée hors du lieu de production réel de la marchandise.

Ici, le MPC dominé apparaît comme une économie à l'envers où le mode de production dominé dirige le processus de production d'un produit que le mode de production dominant transforme en marchandise et renvoie au mode dominé sous forme de "pactole" dont la répartition et l'utilisation sont laissées à la discrétion des mécanismes socio-économiques internes (et externes pour la reproduction du processus de domination), à la formation sociale considérée.

A propos de la loi des coûts comparatifs appliquée à l'échange entre pays inégalement développés, Christian PALLOIX note :

"... le prix n'est pas toujours identifiable au coût. Observons que toute vérification statistique de la loi se heurte à une difficulté majeure, à savoir que les prix pratiqués - identifiés de surcroît au coût - sont des prix relevés après échange alors que la vérification exige des prix avant échange international." (1)

(1) p. 226 (les termes soulignés le sont par CH. PALLOIX): "L'économie mondiale capitaliste" Tome I François Maspero 1971 Chap. 4. Voir aussi le résumé que fait l'auteur des réflexions de Claude Zarka concernant les présupposés de cette loi : marché transparent, équilibre de la balance commerciale, élimination du progrès technique etc.. Toutes conditions inapplicables aux formations économiques et sociales sous-développées et dominées par le MPC hégémonique.

Cette définition de la valeur a posteriori est un obstacle structural majeur à l'élaboration d'un marché du travail de type capitaliste autonome. Ainsi lorsqu'en 1960/1961 le cours du coton subit une baisse importante, la part théorique des métayers, exprimée en capital variable, tombe à 4 millions de L.S., alors qu'un an auparavant, elle avait atteint 9,2 millions de L.S.

En dernière instance, ceci explique la tendance, que nous croyons certaine, à une forme de salarisation du pourcentage des métayers qui doit chaque année être fixé pragmatiquement, c'est-à-dire politiquement, entre les deux branches minimum et maximum d'une fourchette représentant une masse de capital variable. Ceci explique aussi la persistance du double statut (métayer-fermier) des cultivateurs de la Gezira. Mais pour comprendre ce dernier point, nous devons préalablement envisager les effets forcés de l'inégale répartition des facteurs engendrés par l'échange.

Avantage comparatif et sous-développement

En terme d'avantage comparatif, dans l'hypothèse où le Soudan pourrait évaluer ses coûts par un processus interne, il n'est pas certain que l'avantage comparatif jouerait en sa faveur par rapport non seulement, ce qui est évident, au coton produit aux E.U., mais à celui de pays moins "sous développés que lui". Ceci, en raison principalement du très fort taux de change pratiqué par les autorités monétaires soudanaises (1). Il s'agit là, en partie, d'un phénomène conjoncturel, le taux de change pouvant être révisé. Mais si l'on va au-delà de cet aspect conjoncturel, on constate que ce taux de change élevé provient des mécanismes même du marché financier international et surtout du système général du Fond Monétaire International. En effet, les autorités monétaires soudanaises échangent auprès de cet organisme 1 L.S. contre 2,87156 \$ E.U., le quota mais surtout un recours périodique aux Droits de tirages Spéciaux (DTS) encouragent ce taux élevé.

(1) Nous avons pu le constater à propos d'un autre produit primaire : le sorgho. En 1971, un acheteur de quantités illimitées de sorgho se présenta à Khartoum (le Soudan est un gros producteur et consommateur de cette céréale). Au prix du Marché Soudanais, le cours moyen s'établissait à 32 L.S. la tonne (environ 89 \$ E.U.). Or, à la même époque les cours mondiaux, fortement influencés par les producteurs d'Amérique Latine étaient de 50 \$ E.U. environ.

Très avantageux à court et moyen terme, ce système paralyse à long terme tout effort sérieux de développement, essentiellement (dans la phase historique actuelle) en raison de la dépendance permanente qu'il entraîne vis-à-vis du F.M.I. d'une part, du gage cotonnier de ces emprunts d'autre part, c'est-à-dire finalement du MPC hégémonique à l'échelle mondiale.

Si l'avantage comparatif du Soudan n'est pas certain en ce qui concerne le coton, a fortiori existera un désavantage comparatif très net sur tous les produits industriels (nous raisonnons par hypothèse à court et moyen terme). A la limite, une économie telle que celle du Soudan n'a que le choix entre des désavantages comparatifs plus ou moins grands à l'échelle mondiale, ce qui n'est pas sans expliquer, avant la flambée à la hausse de 1971/1973, une tendance aux accords bilatéraux (balances de gré à gré), en particulier avec les pays à Capitalisme d'Etat développé. Ces accords n'ont pas toujours eu les effets exagérément favorables que la bourgeoisie d'Etat entendait en tirer.

Ce désavantage comparatif (à court et moyen terme) du Soudan dans la production industrielle, se traduit par une spécialisation sans cesse accrue dans la production de produits primaires, et parmi ceux-ci, essentiellement la production cotonnière. Cette spécialisation dans la spécialisation, entraîne à deux niveaux la reproduction du double statut (métayer-fermier) des cultivateurs de la Gezira.

Au niveau le plus superficiel, la variation des cours qui se répercute en variation des revenus des métayers, rend nécessaire le maintien d'une relative indépendance des moyens de subsistance et de reproduction de la force de travail en tant que telle.

A l'origine, pratiquement jusqu'à l'indépendance politique (1956) les métayers n'avaient pas le droit de vendre les légumes et céréales qu'ils cultivaient sur la part non cotonnière de leurs lots. Il conviendrait aussi de signaler la fragilité de la récolte de coton pour expliquer, au niveau de la conjoncture, les variations de revenus. C'est un élément important, mais il ne doit pas masquer le poids spécifique de la structure.

Au niveau le plus profond, ce qui ne nie pas l'importance du précédent, cette indépendance relative du processus de reproduction de la main d'oeuvre assure à la bourgeoisie d'Etat un accès relativement aisé à la plus-value. Si les obstacles politiques pouvaient être levés, la bourgeoisie d'Etat pourrait transformer la quasi intégralité de la production cotonnière en plus value. A terme, c'est là un processus probable.

I. SECTION D : DEVELOPPEMENT THEORIQUE

I.D1 - MODE DE PRODUCTION ET THEORIE DU PASSAGE OU "TRANSITION"

En fonction du critère de séparation, on ne saurait parler de Mode de Production Capitaliste au Soudan, mais d'une structure stabilisée de transition à un mode de production de type capitaliste. Le caractère polymorphe du travail, c'est-à-dire de la masse des cultivateurs de la Gezira, témoigne de la dimension structurale du phénomène, de sa stabilité, mais aussi de son imperfection (au sens d'inachevé). Les caractéristiques à la fois stables et inachevées de cette structure s'expliquent du fait qu'elle est simultanément autoentretendue et extraentretendue : déterminée par un processus interne à la formation sociale soudanaise, sur-déterminée par la division internationale du travail (ce qui éclaircit le barbarisme précédant).

Mode de production achevé, Mode de production inachevé ?

A ce niveau-ci, nous nous heurtons au problème redoutable du critère de l'achèvement. Dans "Lire le Capital", E. Balibar écrit : *"Les formes de passage sont en effet nécessairement elles-mêmes des modes de production"* (1). A l'appui de cette thèse (passablement critiquable et par lui magistralement critiquée en 1973)(2), l'auteur cite les textes de Marx sur le passage de la manufacture à l'industrie moderne, soit le processus de passage de la subordination formelle à la subordination **réelle**.

Nous touchons probablement là une limite du concept de structure dans son application au concret pensé.

(1) L. Althusser, E. Balibar (1970) Ed. Maspéro, Tome II, p. 218.

(2) E. Balibar "Sur la dialectique historique" sur ce point, La Pensée n° 170, p. 38 suivantes. Août 1973.

Si la structure peut être définie comme un "tout complexe à dominance(1) (en dernière instance de l'économique : dominance en dernière instance à laquelle on réservera le terme de détermination)". La dominance n'est jamais donnée, du moins pas avant la fin d'une phase structurale. La dominance ne peut donc ordonner l'analyse de la structure, lui donner un sens, qu'a posteriori, ou ne peut a priori que formuler des hypothèses aussi fines que possible. C'est ainsi que Gramsci écrit : *"une phase structurale ne peut être étudiée et analysée concrètement qu'après qu'elle eût atteint tout son processus de développement, et non durant le processus lui-même, sinon par hypothèses et en déclarant de façon explicite qu'il s'agit d'hypothèses"* (2).

Le problème que Gramsci soulève est celui de la relativité structurale (3).

(1) Nicos Poulantzas "Pouvoir Politique et Classes sociales" F. Maspéro 1973 p. 8 : Nous avons introduit une parenthèse dans la phrase afin d'éviter de ne citer que quelques mots (un tout complexe à dominance) détachés du contexte de la phrase.

(2) La difficoltà di identificare volta per volta, staticamente (come immagine fotografica istantanea), la struttura ; la politica, di fatto è volta per volta, il riflesso delle tendenze di sviluppo della struttura, tendenze che non è detto necessariamente debbano inverarsi. Una fase strutturale può essere concretamente studiata e analizzata solo dopo che essa ha superato tutto il suo processo di sviluppo, non durante il processo stesso, altro che per ipotesi e esplicitamente dichiarando che si tratta di ipotesi. Le passage souligné est celui que nous avons traduit. Il materialismo storico p. 113 Editori Riuniti 1971.

Il y a chez Gramsci un anti-dogmatisme profond. C'est le sens qu'il faut donner à cette citation. Nous ne pensons pas qu'elle suffise à saper les fondements du marxisme comme temps fort de la "philosophie de la praxis". Qu'en revanche elle réduise les prétentions du marxisme à incarner la vérité scientifique achevée, cela nous semble certain. Mais les seules conceptions du monde qui se closent sur leur révélation sont religieuses. Marx et Engels n'ont pas ajouté de divinité au riche panthéon de l'humanité. Et si cela fut fait : à quel prix, à quel prix.

(3) Que Evans Pritchard a très bien mis à jour, notamment dans les "Nuer" à partir, semble-t-il, de l'étude du mot "cieng". Voir sa querelle théorique avec Radcliff Brown à ce sujet. Nous avons essayé de rendre compte de ce débat dans un article au 24ème Congrès International de Sociologie. Alger Mars 1974 "Notes en marge des Nuer". Anthropologie et colonialisme.

I.D2 - GENESE D'UNE STRUCTURE ET RELATIVITE STRUCTURALE

La relativité structurale est en effet un seuil infranchissable tant que l'essence des structures n'a pas ou n'a pu être mise à jour :

"La prétendue évolution historique repose en général sur le fait que la dernière formation sociale considère les formes passées comme autant d'étapes vers elle-même et qu'elle les conçoit toujours d'un point de vue partiel. En effet, elle est rarement capable, et seulement dans des conditions bien déterminées, de faire sa propre critique" (1)

L'émergence de la bourgeoisie sur la scène de l'histoire s'est faite sous le signe de cette critique : de la religion, du droit, de la philosophie, de la morale (Kant), de l'économie (Ricardo). Le marxisme est l'aboutissement, la synthèse de cet immense mouvement qui a abouti à l'émergence de F E S capables de mener elles-mêmes leur propre critique interne. L'ère Keynesienne à laquelle les pays du M P C sont redevables de leur longue prospérité est, elle-même, un produit de la critique marxiste de l'économie politique classique (2).

Il semble bien que le dynamisme d'une société soit conditionné par sa capacité de mener elle-même sa propre critique interne. D'où l'importance pour l'avenir du socialisme d'une critique ouverte de ce que l'on a dénommé peut-être à tort, le "stalinisme".

Ceci nous ramène à ce que Marx appelle l'essence d'une structure, soit la ou les caractéristiques qui fondent son originalité par rapport à d'autres structures. Sans cette découverte, il n'est pas de critique ou d'étude "en profondeur" qui soit possible. Cela n'est pas uniquement valable pour le marxisme ; que l'on songe par exemple à la "révolution anthropologique" provoquée par la découverte du relativisme structural par Evans. Pritchard dans "Les Nuer" ou aux "Structures élémentaires de la parenté" de Lévi-Strauss, ou encore à la découverte de l'inconscient par Freud ..."

(1) Introduction générale à la Critique de l'Economie Politique p. 260 (Pléiade).

(2) Keynes prenait très au sérieux le "Capital" Cf. l'introduction à la "Théorie Générale". Payot (1969) p. 29 (Note 1). Au plan théorique Keynes, qui ne remet pas en question les lois des classiques en ce qui concerne les longues périodes, s'est attaqué au talon d'Achille de l'économie classique, les crises cycliques, dont le "pendant marxiste" était la théorie de la paupérisation.

Dans tous les domaines la science ne progresse que par la découverte d'un principe essentiel qui permet de fonder l'originalité d'une série de phénomènes par rapport à d'autres. En ce sens, s'il y a téléologie chez Marx, il est nécessaire de mettre en relief le sens très particulier de celle-ci.

Dans le Capital, ce que Marx étudie n'est pas la genèse du M P C mais sa structure profonde, son essence. Elle est découverte dans le rapport capital-travail, la plus-value étant l'expression singulière de ce rapport. Dans sa dynamique, l'essence du capitalisme est magistralement résumée dans le schéma théorique de la reproduction élargie.

Dès lors que ce rapport capital-travail est mis à jour, dès lors qu'il se présente dans une F E S concrète comme le rapport essentiel et dominant, on peut considérer la phase structurale correspondante comme achevée. S'il s'agit là d'une téléologie, elle est fort loin d'un alpha et omega religieux. Il ne s'agit pas d'affirmer de façon dogmatique : "tous les pays vont au capitalisme", mais simplement de dire qu'à partir du moment où s'instaure le rapport capital-travail, le capitalisme est probable et que lorsque ce rapport est dominant, le capitalisme est certain. C'est ainsi que lorsque Marx écrit : *"Bien que les premières ébauches de la production capitaliste aient été faites de bonne heure dans quelques villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste ne date que du XVIème siècle. Partout où elle éclot, l'abolition du servage est depuis longtemps un fait accompli ... Dans l'histoire de l'accumulation primitive, toute révolution fait époque qui sert de levier à l'avancement de la classe capitaliste en (1) voie de formation"*, il ne reconstruit pas une genèse imaginaire à partir du M P C tel qu'il existe au XIXème siècle. Marx ne fait que tirer les conséquences de son étude de la structure du M P C.

Pour conclure, certes bien provisoirement, nous dirons que l'étude de la structure doit nécessairement précéder l'étude de la genèse. Dans le cas contraire, l'histoire risque fort de ressembler à un drame Shakespearien ("Life is a tale told by an idiot full of sound and fury signifying nothing"- Hamlet). Car seule la connaissance de l'essence de la structure permet d'ordonner l'histoire de sa genèse et d'aboutir à ce minimum de compréhension et d'anticipation indispensable à l'action.

(1) Capital. 8ème Section. Pléiade p. 1170

La lettre à Véra Zassoulitch

Nous avons déjà cité la lettre à la rédaction de l'*Otétchestvenniye Zapiski*, où l'on voit le refus très net de Marx de considérer, ou laisser considérer, le Capital comme un modèle historico-philosophique. Sur ce point, on doit aussi se référer aux trois brouillons et à la lettre envoyée à Véra Zassoulitch, où Marx raisonnant en marxiste (ce qui est la moindre des choses, même chez un homme qui refusait ce qualificatif), récuse toute conception téléologique du Capital. Le deuxième brouillon se termine ainsi: *"ce qui menace la vie de la commune russe, ce n'est ni une fatalité historique, ni une théorie (c'est-à-dire le Capital J.C.C.) : c'est l'oppression par l'Etat et l'exploitation par des intrus capitalistes, rendus puissants aux frais et dépens par le même Etat". (1)*

Il est intéressant de noter la richesse des trois brouillons comparée au laconisme de la lettre qui fut reçue par Vera Zassoulitch. Manifestement Marx possède un grand nombre d'éléments de réponse au problème posé par sa correspondante (la commune rurale russe précapitaliste est-elle condamnée à disparaître ?), et au fil des brouillons, il découvre son immensité, notamment le fait que le commencement du M P C prendrait en Russie la forme d'une "appropriation primitive", à l'inverse de ce que dans ses textes sur l'accumulation primitive en Occident il appelle "expropriation primitive": *"Dans ce mouvement occidental il s'agit donc de la transformation d'une forme de la propriété privée en une autre forme de propriété privée. Chez les paysans russes, on aurait au contraire à transformer leur propriété commune en propriété privée"* (lettre à V.Z.) (souligné par nous).

Il y a une grande différence entre propriété commune et propriété d'Etat. Le capitalisme d'Etat en Union Soviétique n'a pas évité à la paysannerie de passer sous les fourches caudines de l'accumulation primitive, abrégée dans le temps (par rapport au M P C) elle s'est faite de façon extrêmement brutale (2). La terreur et la superstructure idéologique ont dans le cas

(1) in "L'homme et la Société" n° 5. Juillet-Août-Septembre 1967.
Lettre du 8 Mars 1881, soit deux ans avant la mort de Marx.

(2) voir les remarques de Trotsky dans "La Révolution trahie".

considéré joué le rôle des lois économiques et juridiques, (ainsi que la terreur selon les phases) du M P C qui en plusieurs siècles réussirent à créer la force de travail et les capitaux nécessaires à la constitution de l'Industrie (du secteur II) Marx disait déjà : *"la force est un agent économique"*. (Capital 8^e section).

Il convient de citer la fin de la lettre (1881) de Marx à V.Z. :
"L'analyse donnée dans le "capital" n'offre donc de raison ni pour, ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales (1) m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais afin qu'elle puisse fonctionner comme telle, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané." On pourrait dire qu'ici Marx suggère une "stratégie de développement" consistant à s'appuyer sur (et non détruire) les formes économiques anciennes pour créer progressivement les conditions et les ressources nécessaires à l'économie moderne : un type d'oscillation original entre les secteurs I et II, leurs rapports réciproques et leurs formes. On ne peut qu'être frappé par la similitude de principe de cette stratégie avec celle de ce qu'il est convenu d'appeler la "voie chinoise".

I.D3 - LES MODELES REFERENTS

Dans le contexte international actuel, au niveau empirique, il n'existe que trois modèles référents (et non, normatifs) de passage de l'économie stationnaire à l'économie exponentielle :

-
- (1) Il s'agit là d'une remarque importante. Marx avait appris le russe pour mieux étudier la question. La commune rurale russe était aussi le centre d'un débat pan-slaviste où celle-ci était présentée comme une forme de communisme originale et spécifiquement slave ce qui avait pour résultat ultime de faire disparaître la lutte des classes. Voir les "Réflexions sur la commune agricole russe" (1875) où Engels attaque ces thèses présentées par un certain M. Tkatchev. Les thèses de M. Tkatchev sont intéressantes car elles préfigurent un certain tiers-mondisme sous la forme du "socialisme spontané des nations prolétariennes", cette conception idéologique est assez bien exprimée en ce qui concerne l'Algérie par Monsieur Kaid Ahmed dans "contradictions de classes et contradictions au sein des masses" SNED (Alger).

. le modèle référent capitaliste, qui parti d'Europe s'est implanté aux E.U., en Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, au Canada, au Japon,

. le modèle référent du capitalisme d'Etat qui à partir de l'U.R.S.S. a conquis les pays du COMECON et s'est implanté en Mongolie et, semble-t-il, à Cuba.

. le modèle référent "chinois" (1) qui se maintient en Albanie.

Par économie stationnaire, nous entendons toutes les formes de communautés économiques où la production demeure stationnaire à long terme, ce qui exclu certaines conjonctures climatiques, etc..., passagèrement favorables. Au plan structural, ce type d'économie est caractérisé par la non séparation-articulation des secteurs I et II.

Par économie exponentielle nous entendons des économies où la tendance théorique à long terme est "l'accroissement illimité de l'échelle de la production" (2) (nous nous limitons à la production des biens même si cet accroissement théorique - schéma de la reproduction élargie - englobe celui des connaissances scientifiques et techniques, des formes artistiques etc...).

Si, historiquement, le passage de l'économie stationnaire à l'économie exponentielle a pris en Occident la forme historique du M P C, cette voie n'est pas la seule, l'existence concrète de deux autres modèles référents en fait foi. Dans "de la contradiction", on peut lire : *"Pourquoi encore le régime nomade en Mongolie et en Asie Centrale a-t-il passé directement au socialisme ? Pourquoi enfin la révolution chinoise peut-elle éviter la*

(1) Il est difficile de qualifier le modèle référent que constitue la F E S Chinoise. La Chine est "différente" mais qualifier cette différence supposerait une connaissance, c'est-à-dire aussi une documentation, que nous ne possédons pas. Nous nous en tiendrons donc à ce qualificatif peu satisfaisant.

(2) Nous avons tiré ces notions de Lénine : "En troisième lieu, la loi des modes de production précapitalistes consiste dans la répétition du processus de production à l'échelle antérieure, sur la base technique antérieure ... par contre, la loi de la production capitaliste, c'est la transformation constante des modes de production et l'accroissement illimité de l'échelle de la production "in le Développement du Capitalisme en Russie" p. 59. opus Cité.

*"voie capitaliste et passer immédiatement au socialisme, sans suivre la
"vienne voie historique des pays d'occident, sans passer par la période
"de la dictature bourgeoise ? Cela ne s'explique que par les conditions
"concrètes de chacune des périodes considérées" (1) (souligné par nous).*

Nous ne nous attacherons pas au modèle chinois (le P C C refuse d'ailleurs le terme dans son acception normative, refus marqué par une absence de tentatives d'exportation de ce modèle), car ce modèle semble marquer une nette rupture par rapport à ceux du M P C et du Capitalisme d'Etat. Cette rupture nous la voyons essentiellement dans les formes concrètes qu'y prend l'accumulation primitive dans son double mouvement : accumulation de ressources pour la constitution des secteurs, accumulation de la force de travail nécessaire au fonctionnement de ces secteurs.

Or, sur ce point le Capitalisme d'Etat, pas plus que le M P C n'ont évité ce que Marx appelle les "péripéties (terribles) affreuses" (2) de l'accumulation primitive, ainsi que la constitution d'une classe dirigeante gérante du processus et issue de lui (3). S'il ne fait aucun doute qu'il y ait une classe dirigeante en Chine, elle semble bien qualitativement différente du fait, notamment, de la lutte permanente menée dans ce pays contre la division du travail (intellectuel/manuel) et sa tendance à produire des rapports d'exploitation. Mais nous ne voulons pas nous engager dans un débat qui n'appartient pas directement à notre sujet.

"Formes de passage" et mode de production

Ce qu'il convient néanmoins de retenir, c'est la variété des types de transition poursuivie par les formations sociales qui ont réussi à passer de l'économie stationnaire à l'économie exponentielle. Cela signifie qu'il n'y a pas de critère abstrait d'achèvement ou de non-achèvement d'un mode de

(1) Mao-Tsé-Toung. Ecrits en trois volumes, Tome II, p. 45/46
F. Maspéro (1973) "De la contradiction" date de 1937.

(2) Lettre à Véra Zassoulitch 1^o brouillon p. 166. L'Homme et la Société (opus cité).

(3) Sur ce point voir le très beau livre de Claude Lefort "Eléments d'une critique de la bureaucratie" (opus cité).

production. C'est là une limite du concret-pensé, c'est-à-dire du concept de Mode de production. Il s'agit de la limite ultime de la théorie et en quelque sorte de la revanche de la pratique sur la théorie. L'achèvement d'un mode de production ne se décide qu'au niveau de l'objet réel, la formation sociale dans son originalité. En fin de compte, il ne se décide que dans la lutte des classes. De façon un peu abrupte, on pourrait dire que c'est lorsque "ça" change, que s'achève le mode de production.

On ne peut donc définir a priori ou a posteriori de mode de production des formations sociales dominées. C'est ainsi que "les formes de passage" ne sont pas des modes de production mais "plusieurs", co-existant, se juxtaposant, s'exploitant, luttant pour parvenir à une hégémonie relative sur l'ensemble de la formation sociale. Ce mouvement cahotique, contradictoire, étant l'effet en dernière instance de la lutte des classes à l'échelle mondiale et hors des périodes révolutionnaires (guerres inter-impérialistes par exemple) ce mouvement est l'effet de la lutte des classes dirigeantes et des accords des classes dirigeantes des divers impérialismes luttant pour l'hégémonie mondiale, ou des états luttant contre cette tendance à l'hégémonisme qui marque la politique extérieure du M P C le plus développé (E.U.) et du capitalisme d'Etat le plus puissant (U.R.S.S.). C'est le cas de la politique chinoise, de la politique yougoslave, c'était aussi celui de la politique Gaulliste. Quoiqu'il en soit ce dernier courant est encore pour le moment secondaire.

I.D4 - LES DEUX CAUSALITES

Ceci nous donne une idée de la dimension externe de la causalité. Dans la phase historique actuelle, cette "cause externe" (en fait, il s'agit de structures économiques et sociales et de leurs rapports agissant comme cause externe pour les pays du Tiers-Monde) est déterminante sur l'évolution-stagnation de la majorité des formations économiques et sociales dominées.

Les formations dominées qui ont plus ou moins réussi à passer de l'économie stationnaire à l'économie exponentielle en réalisant un processus d'accumulation par le biais du marché mondial et souvent en jouant simultanément sur les contradictions du M P C et du capitalisme d'Etat (contradictions internes et contradictions de l'un à l'autre), sont rares. On

citera : la République Indienne, l'Egypte, l'Iran, le Brésil, l'Algérie, la Turquie. En Afrique sub-saharienne, le Nigeria semble être le seul cas que nous puissions citer.(1)

Dans ces formations sociales, notre liste n'est qu'indicative, le passage de l'économie stationnaire à l'économie exponentielle ne signifie pas la fin de la domination mais une transformation des formes de la domination (2); ce qui permet aux classes dirigeantes de ces formations économiques et sociales de disposer d'une autonomie relative par rapport au M P C dominant à l'échelle mondiale. Dans ces pays on voit se dégager une tendance à un déplacement de la cause déterminante. La cause interne, c'est-à-dire les luttes de classes au sein de la formation sociale tendant à devenir déterminante. Et c'est sur ces luttes de classe que la cause externe tend à s'articuler pour agir sur l'ensemble de la formation économique et sociale.

Par là même, les classes dirigeantes des pays qui franchissent cette étape (qui n'a que de lointains rapports avec celles de Rostow) de passage à l'économie exponentielle ressentent de façon plus concrète les limites que leur impose le M P C hégémonique, surtout au niveau de l'échange inégal qui reste souvent une des bases essentielles d'une accumulation non encore achevée et le slogan actuel de ces classes : "créer une, deux, plusieurs OPEP" (3) est à ce titre exemplaire. Il est faux d'affirmer ou d'écrire que le tiers Monde ne se développe pas. Jusqu'à 1972 environ, une série de pays (notamment ceux que nous avons cités) étaient dans une phase d'accumulation primitive souvent aigüe (Egypte, Algérie) et brutal (Brésil, Iran) réalisée sur et par le Marché Mondial. Cette phase était d'autant plus "dure" que l'échange inégal en fixait la limite, mais depuis cette date environ, une rupture s'opère dans ces pays où le M P C et/ou le Capitalisme d'Etat servent de paradigme au développement d'une économie exponentielle.

-
- (1) Ces pays sont au plan économique caractérisés par une industrialisation comparativement avancée, ainsi qu'une tentative d'articulation de l'agriculture aux sections I et II. Il est révélateur que dans toutes ces F E S une réforme agraire ait eu lieu.
 - (2) Par le biais notamment de la nature des forces productives. La livraison d'une usine clef en main est simultanément une livraison de rapports de production.
 - (3) "Les dossiers de Jeune Afrique et Economica" Dossier Bis Juillet/décembre 1974 (matières premières et développement).

Mais l'accumulation primitive ne se résume pas à une simple accumulation de moyens matériels ; c'est aussi un processus politique et social où sont simultanément créées la classe ou agrégat de classes qui dirige le processus et celle qui fournit le travail. C'est ce processus qui est au centre du "Capital", lequel est l'étude scientifique de ce procès pour les formations sociales des pays occidentaux. Dans les autres formations sociales ce processus ne peut être identique point par point, il ne peut que faire l'objet d'une étude concrète destinée à montrer son mode d'actualisation.

Dire ou écrire que de par leur situation structurale dominée, les formations sociales dominées ne peuvent réaliser leur passage à l'économie exportatrice, cela revient à dire que le préalable absolu à ce passage est une révolution dans les pays du M P C hégémonique (certes une telle révolution changerait bien des choses, mais nous avons déjà dit qu'elle n'aurait probablement pas d'effets automatiques sur les formations sociales dominées).

On ne saurait "blâmer" certaines formations sociales dominées de ne pas avoir attendu cet événement pour réaliser dans les conditions actuelles une accumulation primitive accélérée : on peut seulement, dans la majorité des cas, s'abstenir de faire des concessions sur le caractère socialiste de ce processus. De même, on ne saurait "blâmer" l'U.R.S.S. de n'avoir pas attendu la révolution en Angleterre, en France puis en Allemagne, pour avoir fait sa révolution.

Comme le remarquait Engels dans son introduction (1895) aux "luttres de classes en France" : *"L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus dessous"* (1)

Pour conclure provisoirement, nous ajouterons que cette tendance au passage de la cause externe à la cause interne, ne remet pas en question la contradiction fondamentale qui oppose le M P C hégémonique aux formations sociales économiques dominées. Sa politisation au niveau des instances internationales démontre au contraire qu'elle s'accroît, c'est d'ailleurs

(1) "Les luttres de classes en France". E.S. (1970), p. 34.

ce qui pour le moment caractérise la nouvelle étape franchie ou sur le point d'être franchie par ces pays : *"bien que le caractère de la contradiction fondamentale dans le processus de développement d'une chose ou d'un phénomène et l'essence du processus restent inchangés, la contradiction fondamentale s'accroît progressivement à chaque étape de ce long processus."* (1)

Déplacement de causalité et processus d'accumulation primitive

Les paragraphes précédents ne sauraient nous amener à soutenir que les pays qui n'ont pas atteint la phase de passage à l'économie exponentielle sont dépourvus de dynamique interne (ou "causalité interne").

On aura compris que notre problématique est celle d'un déplacement de causalité et que celui-ci ne signifie pas la dissolution d'une cause ou d'une autre. Ce qui n'aurait aucun sens.

Si dans les formations sociales et économiques où l'économie stationnaire est dominante la cause externe est essentiellement première, c'est en vertu des caractéristiques propres à ces formations. De façon plus explicite, on dira que ces formations sociales et économiques n'ont pas encore atteint une phase décisive dans le processus d'accumulation primitive. Dans certains cas concrets, on peut s'interroger sur la possibilité même de ce processus et, en ce sens, plusieurs états Africains et Asiatiques (Ceylan, les Iles Maldives) constituent des cas limites. Les pays qui se trouvent dans une telle situation sont dans un état de dépendance quasi absolue par rapport au M P C hégémonique et/ou (mais dans une moindre mesure) du Capitalisme d'Etat (U.R.S.S.). A terme, ces formations sociales et économiques risquent de devenir des états "sur sous-développés", en proie aux impérialismes anciens et peut-être nouveaux. Certes, cette tendance ne verra pas le jour si en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, des partis révolutionnaires font surgir "une, deux, plusieurs Albanies", mais pour l'heure ce processus demeure improbable même si celui que nous évoquons n'est pas certain.

(1) Mao-Tsé-Toung "De la contradiction" opus cité p. 23/24.

Nous n'avons raisonné qu'au plan de la structure et non de sa génèse. Il est certain qu'au plan de la génèse, le colonialisme fut la cause externe essentielle du découpage de ces formations sociales (1). Reste pour- tant à déterminer les causes internes sur lesquelles s'articula cette cause externe.

CONCLUSION

L'obstacle que rencontre toute étude monographique du sous-développement "lieu de grande confusion théorique", ainsi que le souligne E. Balibar, c'est précisément l'absence de théorie d'ensemble. Or, une telle théorie d'ensemble ne pourra être produite qu'à partir, entre autre, d'un certain nombre de monographies. On ne peut briser un tel cercle qu'en esquissant ici et là des éléments de théorie d'ensemble.

Les lignes qui pr c dent ne valent que ce qu'elles valent (certitude tautologique d'un doute méthodique), mais elles ont le mérite de fixer un cadre théorique explicite à ce travail. Néanmoins, nous sommes bien conscient du caractère empirique de ce cadre théorique. Il faut en chercher la raison essentiellement, outre des insuffisances personnelles que chacun appréciera en fonction de ses "suffisances", dans le retard de la théorie du sous-développement par rapport au développement complexe du phénomène lui-même.

Ce retard de la théorie, le terme de sous-développement avec ou sans guillemets (au fond purement descriptif, ce qui implique une part d'idéologie), en est en quelque sorte le symbole. Au plan scientifique, cette conjoncture crée une situation favorable à la recherche empirique. Il y a là une situation tout à fait parallèle à celle de la recherche sur le capitalisme monopoliste d'Etat. Ce parallélisme n'est pas fortuit. Voir l'avant-propos de Charles Bettelheim au "Capitalisme monopoliste" de Paul A. Baran et Paul M. Sweezy (F. Maspéro 1968).

(1) Ceci est particulièrement net en ce qui concerne l'Afrique et le Moyen Orient.

C H A P I T R E I I
LA FORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SOUDANAISE

PREMIERE PARTIE
LA PENETRATION DU CAPITALISME D'ETAT DANS L'AGRICULTURE

P R E M I E R E P A R T I E

LA PENETRATION DU CAPITALISME D'ETAT DANS L'AGRICULTURE

II. SECTION A : DIFFUSION, SUBSTITUTION, JUXTAPOSITION

II.A1 - LES OBSTACLES A L'APPROFONDISSEMENT DU POSTULAT COTONNIER

Si le concept de séparation ne nous permet pas de définir rigoureusement un mode de production dominant au Soudan, il permet d'expliquer cette impossibilité. Dans une certaine mesure, ce concept peut fournir une évaluation de la progression ou de la stagnation du Capitalisme d'Etat en tant que tendance actuelle de l'évolution de la formation sociale et économique soudanaise vers un capitalisme d'Etat dominé, l'ensemble de ce processus étant dirigé par l'appareil d'Etat et limité au niveau externe par le M P C dominant à l'échelle mondiale.

En ce qui concerne l'analyse de la Gezira, le point qui nous semble essentiel, au plan de la structure, est la limite d'accès de la bourgeoisie d'Etat au surtravail. Au plan de la genèse, cette limite s'explique par ce que nous avons appelé un mouvement "d'appropriation primitive" (qui est moins l'appropriation du sol que celle du temps de travail de la force de travail). Ce mouvement d'appropriation primitive consista à fixer au sol, ce fût le rôle historique de la colonisation britannique, une force de travail originaire des secteurs précapitalistes. Ce mouvement est pratiquement achevé dans la Gezira, même si divers éléments socio-politiques, économiques et idéologiques, des formations sociales antérieures sont réactualisés ici et maintenant.

Rappelons que nous avons vu que certaines de ces réactualisations sont indispensables dans les conditions actuelles à la reproduction du complexe cotonnier : la mobilisation ponctuelle des journaliers est de ce point de vue un fait patent. Pour survivre, les formes anciennes doivent s'intégrer, devenir parties prenantes en quelque sorte du nouveau processus d'exploitation. Par la suite, nous verrons qu'au niveau idéologique ce processus est particulièrement net.

Ce qui caractérise le mieux la bourgeoisie d'Etat soudanaise, ce sont les limites de sa domination, limites dont l'origine interne est directement ou indirectement l'importance des formations sociales et économiques précapitalistes dans la Formation Sociale soudanaise.

Il convient de noter que ces limites ne sont pas uniquement extérieures à la bourgeoisie d'Etat de ce pays, mais qu'elles se retrouvent à l'intérieur même de la bourgeoisie d'Etat (liens ethniques, familiaux, religieux, etc...) et constituent simultanément l'horizon borné de sa conscience de classe. Nous pensons que la limite d'accès au surtravail est la limite qui résume en quelque sorte toutes les autres, du moins au plan de la sphère de l'économie nationale. Dans la phase historique actuelle la bourgeoisie d'Etat essaye de "repousser" cette limite tout en évitant de provoquer son propre ensevelissement.

Ce que craint la bourgeoisie d'Etat, c'est moins la lutte des classes qui du fait de la faiblesse de la classe dirigeante n'est pas actuellement la contradiction essentielle de la formation sociale globale, mais un éclatement de cette formation sociale. Un tel éclatement pourrait être provoqué par un processus trop rapide et brutal de destruction des formations sociales et économiques précapitalistes. L'ironie de l'histoire, que Marx avait prévue (1), a semble-t-il "favorisé" les formations sociales où ce processus de destruction avait été réalisé par une colonisation capitaliste.

(1) voir les remarques, souvent critiquées mais très pertinentes, de Marx sur "L'Inde et le Colonialisme Anglais". Articles de 1858 au New-York Daily Tribune, reproduit dans "Textes sur le Colonialisme". (ed. en Langues étrangères, Moscou).

Certes, si les pays, tel le Soudan, qui n'ont pas eu les faveurs historiques douteuses d'une colonisation réalisant sur une vaste échelle les préalables à l'accumulation primitive de type capitaliste pouvaient définir une stratégie de développement consistant à prendre appui sur les formations sociales et économiques précapitalistes pour réaliser un type nouveau d'accumulation, le problème du sous-développement ne se poserait peut être plus; en tout cas il se poserait dans des termes radicalement différents. Mais ce n'est pas la tendance actuelle de la bourgeoisie d'Etat soudanaise. Sa tendance actuelle c'est l'approfondissement plus ou moins heureux selon les cas du postulat cotonnier.

II.A2 - LA DIVERSIFICATION GEOGRAPHIQUE DE LA SPECIALISATION COTONNIERE

Si la Gezira Board Administration représente l'Etat dans sa fonction économique au niveau du complexe de la Gezira, elle n'est pas le seul organisme de ce type. Dans l'agriculture, deux autres administrations sont en fonctions : "La Public Agricultural Production Corporation "(PAPC - 1967) et "L'Agrarian Reforms Corporation" (ARC - 1970). Ces deux organismes fonctionnent selon les mêmes principes que la SGBA. Ensemble ils contrôlent 40 % environ de la production cotonnière du pays.

La Public Agricultural Production Corporation

Cet organisme regroupe quatre micro-complexes et supervise leurs administrations respectives. Il s'agit des micro-complexes du delta de la rivière Gash, du delta de la Baraka (on dit aussi tokar), des monts Nuba et du micro-complexe irrigué de Khasm El Girba. Le système en vigueur est celui du contrat de métayage. Les pourcentages sont cependant différents de ceux de la Gezira, ils varient aussi d'un micro-complexe à l'autre. La PAPC est l'auxiliaire direct de l'Etat au niveau du prélèvement de la rente. La marchandise, dans sa forme de valeur d'usage, varie selon les micro-complexes : coton à fibre moyenne à Khasm El Girba et Baraka, coton à courte fibre dans les monts Nuba, graine de ricin et coton à fibre moyenne dans le delta de la Gash. La culture vivrière est principalement le sorgho, sauf pour Khasm El Girba où les métayers produisent du blé et des arachides, ces dernières sont aussi produites dans les monts Nuba.

A l'exception de Khasm El Girba, les administrations des micro-complexes ne couvrent pas leurs frais généraux. Au niveau de la PAPC, ces pertes sont partiellement compensées par les gains de Khasm El Girba.

En 1969/1970, la PAPC avait accumulé en trois ans un passif de 0,19 million de LS. Hormis la rente du contrat, ces complexes n'ont rapporté aucun profit à l'Etat. Il est très probable que les investissements réalisés par l'appareil d'Etat sur ces micro-complexes n'ont pas encore été remboursés (nous pensons à Khasm El Girba en particulier). Avant 1970/1971, le coton (15 % de la production nationale) de la PAPC était commercialisé par la SGBA. Depuis, la commercialisation, y compris celle du coton de la SGBA, passe par la State Cotton Marketing Corporation.

Une étude rapide de ces mini-complexes, nous permettra de vérifier l'inégalité de développement du processus d'appropriation primitive et simultanément la permanence au plan de ces structures des formes de productions pré-capitalistes.

Les delta de la Gash et de la Baraka (1)

Les micro-complexes de la Gash et de la Baraka sont beaucoup plus anciens que le complexe de la Gezira. Ils remontent à la colonisation Turco-Egyptienne. Ils furent établis en 1865, à une époque où la guerre civile américaine avait provoqué une hausse importante des cours mondiaux du coton. Par certains aspects, la Grande-Bretagne ne fit que poursuivre, et dans bien des domaines, des politiques coloniales déjà ébauchées par la colonisation Turco-Egyptienne.

Aujourd'hui, ces micro-complexes s'étendent sur des surfaces variant de 30.000 à 40.000 acres (Gash) et 15.000 à 120.000 acres (2) (Baraka). Ces fluctuations importantes sont dues au type d'irrigation pratiquée : inondation par canaux à partir de deux rivières non permanentes.

(1) Le delta de la Gash est situé au Nord de Kassala. Celui de la Baraka (Tokar) se trouve au Nord-Est de cette ville, sur les côtes de la Mer Rouge.

(2) K.M. Barbour "The Republic of the Sudan" a regional Geography. University of London Press Ltd. 1961. Chap. XIV p. 219 sv. Cet ouvrage est une "mine" inépuisable.

En dernier ressort, l'étendue des zones cultivées dépend de l'abondance ou de la rareté des pluies. Dans le delta de la Gash les lots en métayage sont de 5 feddans; nous ne possédons pas de chiffres pour la Baraka. Dans ces deux micro-complexes, le processus d'appropriation primitive n'est pas achevé et la situation est relativement confuse.

Nomadisme et force de travail

A l'inverse de Zeidab où la culture du coton fut dès le début pratiquée par des populations sédentaires, ces deux micro-complexes utilisent, ou tentent d'utiliser la force de travail des populations nomades Beja. Ceci est particulièrement net dans le delta de la Baraka où on ne peut déterminer le nombre exact des métayers. Dans ce micro-complexe, la force de travail est pour l'essentiel fournie par des journaliers rémunérés, semble-t-il, par les métayers de droit périodiquement absents, c'est-à-dire nomadisant avec leurs troupeaux de dromadaires, ou parfois de bovins, dans les plaines et collines de la province de Kassala, et probablement jusqu'en Erythrée.

Même si cette situation est moins nette en ce qui concerne le delta de la Gash, on sait qu'elle "fixe" peu ou prou 13.000 métayers, les Bejayyin qui fournissent la force de travail sont loin d'être sédentarisés. Un rapport semi-officiel parle de "imaginary tenants". (1)

De la force de travail au Nomadisme

Dans le micro-complexe de la Gash, le contrat de métayage est établi de la façon suivante (1) :

. Métayers	57 %
. Gash Board	25 %
. Etat	12 %
. Fond de réserve et services sociaux	6 %

(1) Economic Aspects of production in the Gash Scheme Eastern Sudan. tawfig Hashim Ahmed in Agricultural Development in the Sudan, p. 285 sv. Volume 2 (opus cité).

Mais, la faible dimension des lots, les coûts de production (entretien des canaux, machines, administration) réduisent le revenu annuel du métayer (toutes cultures) à 105 LS (1966) (1) environ, à condition que celui-ci limite au minimum (cueillette) l'emploi de force de travail extérieur (journaliers). Si l'on sait que le métayer de la Gezira disposait en 1966, toutes cultures comprises, de près de 200 LS par an et qu'en outre il emploie un ou plusieurs journaliers à titre quasi permanent, on a une idée de la situation misérable des métayers de la Gash ; il semble bien que l'introduction de la culture des graines de ricin en 1967-1968 n'ait pas fondamentalement transformé cette situation.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la force de travail se dérobe à ce rôle socio-économique et assure, ou tente d'assurer sa subsistance dans la forme de production précapitaliste. De fait, le "Gash board" connaît un déficit quasi permanent (2).

La situation de la Baraka est vraisemblablement identique pour l'essentiel.

11.A3 - LES MONTS NUBA

Dans cet autre micro-complexe de la PAPC, situé dans un milieu géographique de collines nondésertiques où l'agriculture n'a pas besoin d'aménagements hydrauliques, le processus d'appropriation primitive est largement "inachevé". Précisons que les Monts Nuba ne sont pas un micro-complexe, au sens où nous employons ce terme pour les domaines d'Etat irrigués du Nord-Est du pays. Il ne s'agit pas d'un complexe, mais d'une forme très élémentaire d'échange entre une forme d'économie précapitaliste et la bourgeoisie d'Etat.

Eléments de genèse d'un processus

Les Monts Nuba sont situés à plus de mille kilomètres au Sud-Ouest de Khartoum. Dans ces collines ("Nuba Montains"), les Nuba pratiquent l'élevage et une agriculture extensive autour de villages permanents.

(1) Agricultural Development in the Sudan, p.295, Volume 2 (opus cité).

(2) Dito p. 299.

Retranchées dans leurs collines, ces populations négroïdes n'ont guère, hormis par les raids esclavagistes, été touchées en général par les divers mouvements de populations (migrations arabes du XII^e siècle) ou de colonisation (Turco-Egyptienne, Britannique) qu'a connu le pays (1).

Lors de la colonisation britannique, les Nuba se révoltèrent à plusieurs reprises, mais bon gré mal gré, ils durent s'acquitter des impôts au Gouvernement Central. C'est ainsi, qu'à côté en quelque sorte de leurs cultures vivrières, ils durent cultiver du coton qui leur procura la valeur d'échange nécessaire au paiement des impôts.

Ce processus nous semble assez analogue à celui qu'analyse P. Philippe Rey (2). Au Congo, c'est le caoutchouc qui occupe la place ici occupée par le coton. En ce qui concerne les Nuba, nous ne reprendrons pas le concept de "mode de production lignager", les documents dont nous disposons ne permettent pas de formuler l'hypothèse de ce concept. Il est vrai que nos sources n'abordent guère le problème des rapports de production, si ce n'est au plan purement anecdotique et descriptif. Néanmoins, on ne remarque pas de circulation-captation des biens de prestige (à l'inverse d'une grande tribu bantou du Sud-Ouest du Soudan : les Azande). Certes, des prestations en travail semblent fournies à quelques "experts" (cf. CG Seligman et Brenda Z. Seligman) : l'expert agricole, le "médecin" et surtout le faiseur de pluie. Mais les Seligman semblent dire qu'il ne s'agit pas d'un phénomène uniformément institutionnalisé. Enfin ces "experts" et le plus important d'entre tous : le faiseur de pluie, étant "gardés" du monde extérieur, ils ne jouèrent pratiquement jamais le rôle d'intermédiaires entre l'administration et les villages.

Quoiqu'il en soit, à l'instar de toutes les communautés fortement intégrées subissant une domination étrangère, dans les Monts Nuba la force fut un "agent économique" essentiel.

(1) Ceci mériterait d'être nuancé voir : "Pagan tribes of the Nilotic Sudan" CG Seligman and Brenda Z. Seligman. Routledge and Kegan Paul Ltd Londres (1965) (Chap. XI p. 366 sv.) La majorité de nos informations ont été puisées dans cet ouvrage.

(2) Pierre Philippe Rey "Colonialisme, néo-capitalisme et transition au capitalisme". Exemple de la "Comilog" au Congo Brazzaville. F. Maspéro 1971 "Economie et socialisme 15". Voir livre III, chap. I, notamment p. 317 sv.

Durant la colonisation Turco-Egyptienne, et même antérieurement, les Nuba étaient razzisés par les tribus arabes esclavagistes. Pour extraire la marchandise, la colonisation britannique recourut aussi à la force. P.M. Holt écrit : *"Les Monts Nuba formaient une série de poches de résistance au Gouvernement du Soudan comme antérieurement aux régimes Mahdiste et Turco-Egyptien. En 1904, la colline la plus éloignée, le Jebel Al-Dayir, contre laquelle Hamdam Abn'Anja avait mené des opérations vingt cinq ans auparavant fut finalement réduite à se soumettre. D'autres patrouilles, engagées parfois dans des campagnes mineures contre des communautés Nuba réfractaires, furent effectuées à intervalle pendant les vingt cinq années suivantes".* (1)

La production et son contexte

Aujourd'hui, la production semble assez irrégulière. Sur une période de cinq années, les variations sont importantes :

	<u>Production en tonnes</u>
1965-1966	26.209
1966-1967	34.034
1967-1968	16.287
1968-1969	24.724
1969-1970	30.225

50 % des surfaces cultivées, toutes cultures, sont inférieures ou égales à 10 feddans (32 % sont inférieures ou égales à 5 feddans) (2). La terre est reçue en héritage, mais vu son abondance il n'y a pas de "Nuba sans terre". Lors du recensement de 1955-1956 il y avait 450.000 Nuba environ (3). Les Monts Nuba couvrent approximativement 50.000 miles carrés.

(1) P.M. Holt "A Modern History of the Sudan", p. 116 Ed. de 1967 Londres Weidenfeld Golbacks.

(2) Ces chiffres sont extraits d'un rapport de 1972: research bulletin n° 21, Abd El Rahman M. El Hadari : Socio-économique Aspects of Farming in the Nuba Mountains Western Sudan. Department of Rural Economy, Faculty of Agriculture University of Khartoum.

(3) First population Census Vol. III p. 24/25.

Notons que le rapport de 1972 remarque : *"Un individu peut occuper la terre par héritage de son ancêtre ou simplement en défrichant et cultivant une parcelle de terre non utilisée. 99 % des enquêtés avaient hérité de leur terre. C'est une pratique courante que de diviser la terre entre tous les enfants après la mort, particulièrement entre les enfants mâles"*. Ajoutons, en citant les Seligman: *"Dans la plupart des collines situées au Sud, l'héritage est matrilineaire, la propriété passant de l'homme au fils de sa soeur (imbing), mais nous pensons que les biens ménagers (household property) appartiennent aux femmes et sont hérités par leurs filles"*. (1) Selon ces auteurs, l'héritage serait patrilineaire au Nord, ils citent notamment le village de Dilling qui faisait partie de l'échantillon de l'enquête de 1972.

Éléments de dissolution et stabilité de la communauté

Il apparaît que la culture du coton, et dans une moindre mesure celle de l'arachide, ne constituent pour les Nuba qu'une activité parallèle, partiellement intégrée semble-t-il : les villageois filent un peu bien qu'ils ne se vêtent guère.

Les seuls éléments "capitalistes" de ces communautés villageoises semblent être :

- . le marchand-usurier (souvent arabe) qui pratique le "sheil" : achat de la récolte sur pied, revente lors de la soudure, etc...,
Le sheil est courant au Soudan, sauf dans la Gezira.
- . l'agent du Gouvernement qui achète la récolte de coton au prix fixe (quelle que soit la qualité) de 2 LS le Kantar.

Ces types de relations correspondent tout à fait à l'économie de traite. Ils ne favorisent guère la production. La variété de coton plantée dans les Monts Nuba est une variété à courte fibre (coton américain) qui, en principe, alimente les deux filatures de Khartoum (2). De fait, soit en raison de la faible production des récentes années, soit en raison du très mauvais

(1) "Pagan tribes of the Nilotic Sudan" p. 384 opus cité.

(2) Khartoum spinning and Weaving Co. et Sudan textile Industry.

réseau de transport joignant les Monts Nuba au chemin de fer (El Obeïd-Khartoum), ces filatures utilisent en général le coton à longue fibre de la Gezira. Il semble que le coton des Monts Nuba disparaisse dans le marché intérieur avant d'atteindre les filatures de la capitale.

Projets d'expansion du Capitalisme d'Etat : quelques obstacles structurels

Le rapport de 1972 s'achève par une série de recommandations que l'on peut considérer comme des préalables à la transformation de la région en secteur de production marchande, nous citerons (1) :

- . intensification de la production,
- . ouverture d'une branche de l'Agricultural Bank of the Sudan,
- . diffusion de l'éducation et des soins médicaux,
- . creusement de puits,
- . constitution d'un réseau de transport.

Il s'agit là d'un programme de diffusion du Capitalisme d'Etat.

L'intensification de la production se heurtera à l'ensemble de la formation économique et sociale Nuba pour laquelle la maximisation du travail n'est pas un objectif. Dans ce "microcosme" (pour reprendre un terme utilisé parfois par Marx) : " (2) ... *les individus ne se comportent pas en travailleurs mais en propriétaires et en membres d'une entité communautaire qui en même temps travaillent. Le but de ce travail n'est pas la création de la valeur, bien qu'ils puissent faire du surtravail pour échanger entre eux des produits étrangers, c'est-à-dire supplémentaires ; mais son but est la conservation du propriétaire individuel et de sa famille, ainsi que de la structure communautaire dans son ensemble*". Il est intéressant de rapprocher ceci d'une remarque de l'auteur du rapport de 1972 : "*Cependant, il semble que les gens ne défrichent que ce qui est nécessaire à leur subsistance et même en deçà. Pour illustrer ce point ... le Ministère de la Réforme de la terre et de la Production Agricole, a demandé aux fermiers d'un*

(1) Abd El Rahman M. El Kadari p. 64 sv. opus cité.

(2) Formes qui précèdent ... in "sur les sociétés précapitalistes" CERM (1970)ES p. 181.

"important village (tabaldiko) près de Lagawa, de débroussailler et qu'alors le Ministère se chargera de labourer toute la terre (300 feddans) avec des tracteurs, sans qu'ils aient à déboursier un centime ! Etormamment, au moment de notre départ, ceci n'avait pas encore été fait". (1)

Certes, la Banque devrait en principe chasser l'usurier qui, à un certain niveau, constitue un obstacle à la diffusion du Capitalisme d'Etat. Ceci est évident en ce qui concerne l'accès au surtravail, mais de façon plus subtile, le sheil aboutit à une récolte prématurée des cultures, par exemple les arachides perdent ainsi 10 à 30 % de leur valeur sur le marché mondial. De plus, le marchand-usurier ne tend pas à se transformer en fermier capitaliste, il ne fait que s'assurer une "rente" en nature sur le travail de la communauté (exprimé en argent l'intérêt atteint 72 % et plus).

En ce qui concerne la diffusion de l'éducation et des services médicaux, on peut penser que l'éducation est ici l'objectif fondamental. On sait que généralement l'école se construit à côté du dispensaire ; il s'agit là d'une vieille technique coloniale. En effet, l'école fut historiquement un instrument important de la pénétration du MPC. L'auteur du rapport de 1972 remarque : *"la majorité des gens de la région sont illétrés et les écoles sont en nombre insuffisant. Il est très regrettable que l'étude (survey) ne traitât pas de l'éducation. Cependant ceci (l'absence d'éducation J.CC) peut être observé directement, et en plusieurs cas durant l'étude, nous dûmes trouver un interprète en raison de la difficulté de communication"*.

Dans tous les pays où le MPC est aujourd'hui développé, l'éducation et la langue furent (et sont parfois encore) des sujets de luttes très dures. La bonne foi ethnocentrique de l'auteur du rapport est désarmante. On peut décomposer son raisonnement de la façon suivante :

Les gens sont illétrés dans ma langue → cela pose un problème de communication avec moi → il faut que ces gens apprennent ma langue.

L'ethnocentrisme (et c'est là un trait assez net de bon nombre de lettrés arabes, à cet égard le récit des "voyages d'Ibn Battuta" est très éclairant (2)) est toujours désarmant, sauf pour ceux qui le subissent.

(1) opus cité ditto p. 10.

(2) Ed. anthropos, traduction de C. Debremery et Dr. B.R. Sanguinetti 4 volumes (1968).

Pratiquement, dans tous les pays arabo-musulmans où existent des minorités ethniques et linguistiques, on peut parler, sur le modèle du chauvinisme "grand russe" de chauvinisme "grand-arabe".

Il va de soi qu'ici nous ne nous référons pas à un problème "moral", c'est au plan de la pratique que la question est posée. Il a fallu aux classes dirigeantes françaises, féodales puis bourgeoises, plusieurs siècles de lutte pour imposer la suprématie de la langue française. On peut se demander si la faible bourgeoisie d'Etat soudanaise peut se permettre une lutte qui promet d'être aussi dure et aussi violente pour imposer la langue arabe (à laquelle la religion est liée) (1) à l'ensemble de la formation sociale soudanaise. Il semble que la bourgeoisie d'Etat ait admis le pluralisme au moins en ce qui concerne le Sud du pays. Là, cette reconnaissance du pluralisme a demandé plus de 16 années de luttes des maquis séparatistes du Sud-Soudan.

Ces trois micro-complexes fournissent une assez bonne illustration des diverses phases atteintes par des complexes cotonniers articulés à des formations économiques et sociales différentes. Les structures propres à ces formations économiques et sociales déterminent en dernier ressort (au niveau interne à la formation sociale globale) la phase du processus d'appropriation primitive atteinte dans le complexe même. Un dernier exemple illustrera ce principe.

II.A4 - LE COMPLEXE DE KHASHM EL GIRBA

Quoique beaucoup moins étendu que la Gezira, Khashm El Girba est le second complexe du pays. Théoriquement, il fixe 24.000 métayers sur des lots de 15 feddans. La culture sous contrat de métayage est du coton à fibre moyenne (dit "Acala"), les cultures appropriées par les métayers sont le blé et les arachides.

(1) Voir "21 Facts about the sudanese." Ministry for social Affairs First population census of Sudan 1955-1956. Par Karol Jozef Krotki pp.26/27. Lors du recensement la langue arabe était parlée par 51% de la population.

Il n'y a pas de jachère. Le cadre géo-physique est très semblable à celui de la Gezira dont Khasm El Girba est distant d'environ 300 Km au Nord-Est. Le type d'irrigation est d'ailleurs identique : canaux d'irrigation à partir d'un barrage de stockage sur la rivière Atbara, dernier affluent du Grand Nil. Khasm El Girba est très proche, un peu à l'Ouest, du micro-complexe de la Gash. Sur ce complexe, les rendements réels sont assez bas par rapport aux rendements techniquement possibles (4,7 Kantars de coton contre 6 - 1970-1971 (1)). Selon la PAPC, ces faibles rendements sont dûs à une série de facteurs. Nous citerons le rapport annuel de l'administration (dito p. 8).

1. L'eau d'irrigation s'est avérée insuffisante, particulièrement vers la fin de la saison.
2. La couverture végétale est importante et les métayers doivent déployer beaucoup d'efforts et dépenser beaucoup d'argent pour désherber. Ils ne parviennent pas à semer aux dates fixées.
3. Les nomades ne sont pas sédentarisés.
4. Parmi les Nubiens, l'absentéisme est répandu.
5. La croissance inégale d'une même culture sur différents lots diminue l'efficacité de l'épandage (insecticides, etc...).
6. Les métayers refusent d'éclaircir leur lopin de coton.
7. Handicap au niveau de la gestion :
 - a. manque de personnel,
 - b. manque de logement et de facilités de stockage,
 - c. manque de moyens de transport.
8. Insectes et maladies ne sont pas totalement contrôlés.
9. Les métayers refusent de cultiver les arachides.

A l'exception du point n° 7, rituel du bilan annuel de toute administration, car ainsi que le remarque très justement Claude Lefort : *"Le statut d'un bureaucrate se mesure au nombre de secrétaires et d'employés qui dépendent de lui, au nombre de téléphones et de machines qu'il a dans son service, plus généralement à l'importance des crédits qui sont affectés*

(1) La majeure partie de nos informations provient d'une étude percutante d'un sociologue norvégien Gunnar M. Sørbo: Economic adaptations in Khasm El Girba. African studies Seminar series n° 14 Sudan Research Unit - Faculty of Arts - March 1972.

"à son domaine d'organisation",¹ tous les autres points peuvent directement être rattachés aux caractéristiques de la force de travail, du moins à un premier niveau d'analyse.

Caractéristiques de la force de travail

Nous ne nous attacherons pas aux nomades Shukriya (grande tribu de la région). Leur situation par rapport à la culture du coton est comparable à celle des Bejayyīn de la Gash et de la Baraka: ils désertent périodiquement leurs lots pour s'occuper de leur bétail, le travail est alors effectué par des journaliers. Sur les 24.000 métayers du complexe, un tiers environ sont des Nubiens originaires de Wadi-Halfa à l'extrême Nord du pays. En 1964, avec l'achèvement du Haut Barrage d'Assouan, la région de Wadi Halfa commença à disparaître sous les eaux. Cet épisode est mondialement connu par le spectaculaire sauvetage (par déplacement sur les hauteurs) de certains temples égyptiens situés dans cette région frontrière, celui d'Abu Simbel est le plus connu. Tout comme les temples, les populations ont été déplacées, ce fait est relativement moins connu. Selon le recensement de 1955-1956, il y avait 60.000 habitants environ à Wadi-Halfa. En 1964, le déplacement des Halfayyīn fut décidé, il y eut des incidents, l'armée intervint. La majorité de ces nubiens fut transplantée à la nouvelle Wadi-Halfa (New Wadi-Halfa), c'est-à-dire dans la ville du complexe de Khassm El Girba.

L'ancienne Wadi-Halfa a disparu sous les eaux, lors de notre premier passage (1968) ; seul, un minaret dépassait de la surface des eaux; lors de nos passages suivants, il avait disparu. Certains habitants ont refusé la transplantation, ils vivent dans une situation précaire sur les bords du lac artificiel. En un sens, cette transplantation de main d'oeuvre donne, dans ce cas précis, au processus d'appropriation primitive, un caractère doublement coercitif : l'expulsion hors de la formation sociale et économique d'origine se doublant d'une expulsion territoriale.

(1) opus cité (1971) Article "Qu'est-ce que la bureaucratie ?" p. 302.

Les Nubiens et la prospérité de Wadi-Halfa

A Wadi-Halfa, les Nubiens cultivaient eux-mêmes leurs terres ou, dans certains cas, les faisaient cultiver par des journaliers souvent originaires d'Egypte. Il existait une pression sur la terre, parcellisée par les héritages successifs. Un important courant d'émigration (en 1960 sur 27.000 résidents, on comptait 14.000 absents) permettait non seulement à la communauté de se conserver, mais aussi de jouir d'un niveau de vie comparativement élevé par rapport à d'autres régions du pays. L'émigration était dirigée vers Khartoum mais aussi Le Caire, Alexandrie, Beyrouth et même au-delà : nous avons connu un nubien de cette région qui avait travaillé en Belgique dans les années cinquante. Néanmoins, les liens avec la communauté étaient maintenus. A ce niveau, cette émigration est assez comparable à celle des Chawilla des Aurès ou des Kabyles, auxquelles d'ailleurs les Nubiens ressemblent sous plusieurs aspects.

La communauté était prospère, il y avait plusieurs écoles à Wadi-Halfa et lors du recensement de 1955-1956, 39,4 % des hommes et 3,6 % des femmes étaient allés à l'école. Les pourcentages nationaux étaient alors de 22 % et 3 % respectivement. En ce qui concerne les enfants, de 5 ans à la puberté, les pourcentages étaient de 75,2 % pour les garçons et 22,8 % pour les filles. Si l'on en juge par les pourcentages nationaux : 28 % (garçons) et 8 % (filles) Wadi-Halfa était une des villes les plus scolarisées du Soudan (1).

La scolarisation est un bon indice de rupture avec les formes économiques et sociales "traditionnelles" et dans une communauté musulmane, celle des filles tout particulièrement. En ce qui concerne les nubiens de Wadi-Halfa, on ne saurait parler de formation économique et sociale autarcique, mais d'une communauté articulée au M P C de diverses formations sociales. C'est un fait qu'au Caire, Alexandrie, Djeddah, etc... les nubiens investissent des secteurs directement ou indirectement liés au M P C : domestiques, cuisiniers, portiers, serveurs dans de grands hôtels, chauffeurs particuliers,

(1) Sources : a. 21 Facts about the Sudanese p. 28 sv. opus cité.
b. First population census of Sudan Vol. III p. 434-435 opus cité.

employés de grandes firmes, etc.... D'autre part, au Soudan même, cette scolarisation ancienne (elle semble avoir commencée dans la seconde moitié du XIXème siècle) assure aux nubiens en général un avantage certain par rapport aux autres populations du pays. Par exemple, depuis l'indépendance, tous les présidents du pays, Numeiry inclus, sont nubiens ou d'origine nubienne. Si l'on prend l'intelligentsia, avocats, médecins, professeurs, etc..., les nubiens (3 % de la population totale - 1955-1956) sont à notre avis très nettement sur-représentés. Il en est de même en ce qui concerne les hauts postes administratifs. Au plan politique, ce fait réel ne se traduit cependant pas par une conscience ethnique très forte : la fonction et l'appartenance de classe l'emportant, et de loin, sur l'origine ethnique qui ne survit généralement qu'en tant que mythe familial.

La métamorphose impossible

En ce qui concerne Wadi-Halfa, une étude publiée en 1963 notait : *"Il semble ... que l'on puisse sans hésitation conclure que dans l'ensemble les gens vivent mieux dans la région de Wadi-Halfa que dans le reste du pays"*.

(1). Dans l'ensemble, la population de Wadi-Halfa (dans la conversation courante on dit souvent "Halfa") n'était pas en mesure de se plier à la phase d'appropriation primitive qui caractérise le processus de base de fixation de la main d'oeuvre dans les complexes cotonniers. C'était une population de paysans parcellaires donc propriétaires (à un peu plus de 50 %), d'artisans, de commerçants, d'employés et cadres divers. A Khasm El Girba tous furent métamorphosés en métayers, c'est-à-dire prolétarisés dans les limites d'application de ce terme par rapport au contexte que nous étudions. Il en résulta une fuite non pas dans un secteur d'autosubsistance en l'occurrence largement dépassé par la forme économique originelle et de toute façon "enseveli", mais une fuite vers les emplois du secteur des services : ceux **offerts** par la ville de New Wadi-Halfa, mais aussi Khartoum, Port Soudan, etc.... Ainsi s'instaura le système du "Wakil" ; ceux qui avaient une formation professionnelle chargèrent un membre de leur famille de s'occuper de leur lot (15 feddans). De sorte qu'en recourant à des journaliers, un seul métayer dut suivre les opérations agricoles de 30, 45 ... feddans.

(1) Wadi-Halfa Social and Economic survey.

Department of Statistics, Khartoum 1963, cité par Gunnar M. Sörbó.

Sur un sol dur, où les herbes et les arachides sont difficiles à arracher, le métayer se transforma en micro-rentier, la plus grande part de ses revenus servant à payer les journaliers. Le terme de micro-rentier est particulièrement juste ici.

D'une part, comme dans la Gezira, les gros travaux: labours, épandage, sont effectués mécaniquement par l'administration, d'autre part, en raison de circonstances particulières (éloignement des lots par rapport aux habitations, faibles moyens de transports mis à la disposition de la main d'oeuvre, présence dans la région de nomades Beja avec lesquels les nubien ont une histoire commune remontant à l'antiquité, marquée par de nombreux conflits) la famille et notamment les femmes ne peuvent participer au travail agricole comme cela se passait en Nubie.

Par la force des choses, les métayers se sont donc transformés en micro-rentiers, qui parfois ne survivent que grâce à l'allocation versée par un membre de la famille employé dans les services. (1)

Malgré tout, Khasm El Girba permet à la PAPC de compenser quelque peu les pertes qu'elle enregistre dans les trois micro-complexes cités précédemment. En 1970-1971, le complexe a produit 140.000 balles de coton (Acala) soit 74 % de la production totale de la PAPC. Néanmoins, en 1969-1970 les pertes cumulées de la PAPC s'élevaient à 0,19 millions de LS.

II.A5 - BILAN D'UNE POLITIQUE ECONOMIQUE

Dans leurs variations ces complexes nous montrent diverses phases du processus d'appropriation primitive. Il va de soi que ces phases ne constituent pas a priori des moments de la genèse d'un complexe abstrait dont l'illustration serait donnée par la Gezira promue au statut de modèle normatif. C'est là, semble-t-il, le raisonnement de la bourgeoisie d'Etat Soudanaise, dont le slogan pourrait être : *"créer une, deux, plusieurs Gezira"*. Certes, il ne faut pas sous-estimer les effets pratiques d'une telle politique qui à long terme, surtout si les hauts cours mondiaux de certains produits primaires se maintiennent, pourrait bien aboutir.

(1) Cfr. Gunnar M. Sörbø. p. 17.

Cela demanderait des moyens coercitifs dont la bourgeoisie d'Etat ne dispose pas à l'heure actuelle. Pour l'instant, ce raisonnement fondé sur la multiplication des Gezira est faux.

Pour réussir, la phase d'appropriation primitive doit apparaître et être pour les métayers une alternative viable aux formes économiques antérieures. Or nous constatons que dans certains complexes les surfaces cultivées (5 feddans dans la Gash) sont insuffisantes pour assurer à la force de travail un niveau de subsistance historiquement suffisant sur la base de celui procuré par la forme économique d'origine. D'où un retour plus ou moins net à cette forme. Ceci est frappant en ce qui concerne les populations de nomades et de semi-nomades. Par exemple, à Khasm El Girba, les Shukriya se plaignent de ne pouvoir cultiver de sorgho, base de leur alimentation avec le lait et ses dérivés. En ce qui concerne les nubien, les formes économiques antérieures procuraient un niveau de vie incomparablement plus élevé que la formule du métayage d'état sur complexe irrigué.

Dans tous ces cas, la tendance générale des métayers est de fuir hors de la sphère du travail et de se faire remplacer au niveau de la production directe par des émigrés (journaliers) originaires de formations économiques et sociales en état de dissolution : Ouest du Soudan, Afrique de l'Ouest, etc.... Les métayers de droit se transforment alors en micro-rentiers. Il ne faudrait pas limiter la capacité d'attraction et de fixation des complexes au seul niveau de la subsistance historiquement suffisante. Bien que lorsque celle-ci ne peut être atteinte l'échec soit naturellement assuré. La dimension idéologique (culturelle) de l'attraction n'est pas secondaire.

Dans un pays musulman, l'instruction (écoles pour les enfants) peut constituer un élément d'attraction important (1). Mais ceci doit être déterminé de façon spécifique pour chaque formation économique et sociale.

En l'absence de prise en considération de ces éléments ne demeure qu'une politique, souvent bien aléatoire de compulsion ou/et des

(1) Selon la tradition, le Prophète aurait dit : "Allez chercher le savoir jusqu'en Chine, s'il le faut".

"ajustements" pragmatiques qui ne font qu'aménager un échec fondamental. Ainsi que le note un rapport de la P A P C (1) : *"Le programme de sédentarisation des nomades, pour une raison ou pour une autre, n'a pas encore abouti. Présentement, les nomades vivent dans leurs villages d'origine qui sont très éloignés du complexe. Ils viennent à leur hawashas (2) avec l'intention d'y passer aussi peu de temps que possible"*.

Plus conséquentes seraient peut être des politiques :

- . soit d'amélioration des conditions de la production à l'intérieur même de la formation économique et sociale d'origine,
- . soit des politiques d'articulation consciente (sur la base d'études préalables d'anthropologie économique) de la formation économique et sociale "rénovée" et du processus de production des complexes. Pour cela, il est possible que la culture du coton, ne convienne pas toujours. En raison de la fragilité du produit, sa culture demande beaucoup de soins. Il semble que l'abandon du coton au profit du ricin dans le complexe de la Gash soit le résultat pratique de l'impossibilité de s'assurer de la présence permanente d'une main d'oeuvre permanente. Mais dans ce cas précis, le problème de fond n'a été perçu qu'à un niveau conjoncturel et non pas structurel.

Au fond de tous ces échecs et demi-échecs, on trouve une conception monolithique et quasi-impérialiste du développement. Cette conception ne perçoit les formations économiques et sociales pré-capitalistes que comme des obstacles, ce qui dans sa propre logique n'est pas faux. Effectivement si l'objectif de la ou des classes et fractions de classes qui dirigent le processus est essentiellement l'extorsion de surtravail (rentes ou/et profits dans l'agriculture), toute formation économique et sociale qui

(1) Gunnar M. Sörbø, p. 20.

(2) Lot (en arabe dans le texte).

résiste ne peut qu'être un obstacle. (1) Or, ces dernières ne peuvent que résister, d'où le recours à des "explications" ethnocentriques, au moins chez certains experts du F.M.I. fondées sur le "leisure time" selon lesquelles ces formations économiques et sociales accordent plus d'importance au "temps de loisir" (2) qu'au temps de travail.

Cette division du temps, entre un temps "permis" et un temps "défendu" implique déjà une forme assez élaborée de division sociale du travail, mais rien n'est plus perçu "naturellement" que le temps. Certes, lorsque la classe dirigeante est puissante et qu'elle dispose de moyens financiers notamment, pour réaliser une accumulation primitive relativement rapide, elle peut par divers moyens compulsifs et autres, imposer sa division du temps, sa conception du travail et du non-travail, sa forme de travail, etc... (mais ces adjectifs possessifs nous renvoient aussi au M P C dominant à l'échelle mondiale).

La nécessité du recours à la coercition est un des ressorts essentiels de l'Etat et explique la prépondérance qui, à un premier niveau, s'exprime

- (1) Pierre Philippe Rey cite un auteur colonial qui écrivait alors: "Une contrée tropicale comme celle-ci avec ses populations noires très primitives, qui ne furent jamais dans le passé éduquées et domestiquées à la manière forte par de puissants conquérants comme cela a eu lieu en Afrique occidentale, ne sauraient être entraînées par simple persuasion ou par la vertu même de nos principes moralisateurs dans le courant de la civilisation occidentale (...). A ce propos, il serait puéril de ne pas franchement reconnaître, quelque répugnance que nous ayons pour les procédés barbares, que les énergiques méthodes des potentats africains ont admirablement préparé le terrain à notre administration et à notre influence, partout où l'autorité de ceux-ci s'est réellement exercée (...). Il n'est donc pas paradoxal de soutenir que les El Hadj Omar, les Samory, les Mamadou, les Rabat et les Behanzin, ont préparé les voies à notre domination civilisatrice en pétrissant dans le sang et les larmes des sociétés, certes encore barbares, mais fortement hiérarchisées, disciplinées, façonnées à l'obéissance et au travail, maintenues dans une forte armature, ayant en elles le germe du progrès futur lequel n'attendait qu'une circonstance favorable pour lever (...). Ici, au contraire, nous nous mouvons, socialement parlant, dans un élément inerte (...)" p. 323-324, opus cité.
- (2) Loisir : le Robert donne l'éthymologie suivante, "début du XII^{ème} siècle ; à loisir, 1080 ; de l'adverbe loisir "être permis", latin licere".

dans la part du budget couvrant les dépenses des appareils directement répressifs de l'Etat, et parmi ceux-ci, essentiellement celles de l'armée. La fonction réelle d'une telle armée est moins, sauf exception, de défendre la nation que de garantir en ultime recours la stabilité du processus de développement de l'extorsion du surtravail. Il n'est pas étonnant que l'armée **preme** souvent la direction du processus lui-même. Néanmoins, tous les coups d'état militaires n'ont pas nécessairement ce sens.

II. SECTION B : L'EXPANSION DES DOMAINES D'ETAT

II.B1 - LA NATIONALISATION DES PLANTATIONS PRIVEES : L'AGRARIAN REFORMS CORPORATION (A R C)

Faut-il voir dans ces échecs et demi-échecs que nous venons d'évoquer une des causes directes de la nationalisation des plantations privées en 1971 ?

Ces plantations, situées en général sur le cours du Grand Nil (Nil Blanc et Nil Bleu), entre Khartoum et Kosti au Sud, produisent environ 25 % de la production de coton. Elles sont irriguées par des pompes diesel. Néanmoins, nous ne pensons pas que leur mise sous tutelle de l'Etat puisse être expliquée par les seules difficultés de la bourgeoisie d'Etat à extorquer le surtravail dans ses micro-complexes, voire même dans la Gozira. Certes, ces difficultés ont pu jouer un rôle secondaire, mais la nationalisation des plantations privées fut d'abord une décision politique visant à supprimer les assises économiques de deux grandes familles : Al Mirghami et Al Mahdi dont une essentiellement (Al Mahdi) était extrêmement puissante. Parallèlement, il s'agissait d'assurer à la bourgeoisie d'Etat un contrôle absolu sur la totalité de la production cotonnière.

Etant donné l'importance de cette production pour l'ensemble de la formation sociale et économique soudanaise, on peut considérer cette nationalisation comme une étape importante de la genèse du Capitalisme d'Etat au Soudan, étape dont il faut souligner l'ambiguïté.

II.B2 - LES PREMICES AMBIGUES DE LA NATIONALISATION DES PLANTATIONS PRIVEES

A l'origine de cette nationalisation, nous trouvons une décision du Conseil des Ministres datée du 26 Mars 1967 (1). Or, à cette époque, le Premier Ministre était Sadeck El Mahdi, neveu de l'Imam El Hadi, chef

(1) voir le texte diffusé à l'issue de ce Conseil des Ministres reproduit en Annexe.

religieux et séculier de la très puissante confrérie des Ansars (on dit aussi Mahdiyya). Il y a là, semble-t-il, une contradiction. Nous ne pouvons l'éclairer qu'en recourant à une hypothèse probable.

Le neveu et l'oncle

La famille El Mahdi, en dépit de son monolithisme patriarcal, n'était pas à l'abri des contradictions. De telles contradictions sont le lot de toute famille ou plusieurs générations et lignées coexistent dans la même "Assabiyya" (1). Relativement rares sont les familles dont les contradictions se traduisent au niveau d'une politique nationale. De par l'importance politique de cette famille au Soudan, ses contradictions ne pouvaient se limiter à la sphère privée, mais au contraire elles se devaient de rejaillir sur la sphère publique.

Dès le début des années soixante, un conflit opposa le neveu Sadeck El Mahdi, à l'oncle l'imam El Hadi. Autour de ces deux personnalités, se cristallisèrent deux tendances qui aboutirent à une scission au sein du parti de l'U M M A (Organisation séculaire de la Confrérie religieuse des Ansars).

En reprenant les distinctions du "Sociologue Magrébin", on pourrait dire que l'imam représentait la base bédouine de l'U M M A (Ansars), son neveu sa base urbaine et simultanément une fraction des effendis (2) de l'appareil d'Etat.

Notre hypothèse consiste à rapprocher cette nationalisation de la lutte de l'oncle et du neveu. Sadeck El Mahdi aurait par ce biais tenté d'affaiblir la tendance de l'imam ; il aurait simultanément essayé de capitaliser

(1) Nous utilisons ici le concept de Ibn Khaldun, traduit selon les cas par : esprit de clan, esprit tribal, tribalisme, esprit de corps, liens du sang, consanguinité. Selon Rosenthal, ce concept constitue "sa (Ibn Khaldun) contribution intellectuelle isolée la plus originale aux *Muqaddima*" cité par V. Monteil, *Al Muqaddima*, Préface p. XXXIV.

(2) Le terme "Effendi" est d'origine turque. Il désignait les fonctionnaires de rang élevé de l'appareil d'Etat Turc et Turco-Egyptien. Dans la conversation courante, aujourd'hui, il se rapproche, en plus solennel, du "Monsieur" français. Il serait davantage l'équivalent sociologique et historique du "Sir" anglais, tel qu'on l'emploie dans la correspondance officielle et semi-officielle.

les domaines fonciers familiaux, ainsi que l'ensemble des domaines privés : "la commission aura à évaluer les compensations nécessaires à payer aux titulaires lors de l'expiration de leurs licences" ... Voir aussi les articles 9, 10 et 11 (Annexe I). Ce n'est là qu'une hypothèse.

Constatons néanmoins que le projet dut rencontrer des obstacles sérieux. La décision du 26 Mars 1967 ne prendra effet que très lentement. L' A R C sera créé en 1968 et ne commercialisera sa première récolte qu'en 1969-1970. Enfin, les nationalisations de grands domaines seront très peu nombreuses avant 1970-1971, soit après le coup d'Etat militaire de Mai 1969. Dans cette situation politique nouvelle, les nationalisations seront effectives et les domaines des deux grandes familles n'échapperont pas au processus. En ce qui concerne la famille El Mahdi, l'Etat se fondant sur d'importants arriérés d'impôts, refusera de verser des compensations.

Forte de l'appui de l'armée, la bourgeoisie d'Etat se passera de Sadeck El Mahdi, qui sera mis en résidence surveillée, puis exilé au Caire, puis à nouveau en résidence surveillée. L'Imam et sa tendance furent réduits dans un processus violent : bataille de l'île d'Aba (1970) où il trouva la mort ainsi que plusieurs centaines d'Ansars (on nous a cité le chiffre de deux mille).

Annexe I - Texte du 26 Mars 1967 : La nationalisation des Plantations privées (texte officiel).

"Le Conseil des Ministres, au cours de sa réunion du 26 Mars 1967, a pris les décisions suivantes au sujet des domaines cotonniers privés.

"1. Aucune licence concernant des domaines irrigués à l'aide de pompes de plus de 6 pouces ne sera renouvelée à son expiration.

"2. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de constituer une commission gouvernementale qui prendra en charge la Direction des domaines dont la licence est expirée, et qui fera exécuter les travaux préparatoires de la saison 1967-1968.

"3. Le Ministre de la Coopération et du Travail est chargé de constituer dans chaque domaine une coopérative des métayers qui en prendra l'exploitation en charge lorsque la Commission la jugera en mesure de le faire avec succès.

"4. Jusqu'à ce que ces coopératives soient constituées, la quote-part des métayers appartenant aux domaines contrôlés par la Commission sera calculée comme celle des métayers du S.G.B.

- "5. Les métayers des domaines dont les licences seront encore en cours de validité, verront leur quote-part calculée sur la même base.
"
- "6. La Commission, après examen des comptes de ces domaines, paiera la différence résultant de l'augmentation de cette quote-part.
"
- "7. La Commission aura à évaluer les compensations nécessaires à payer aux titulaires lors de l'expiration de leurs licences, ceci sur la base de principes que le Gouvernement définira ultérieurement.
"
- "8. La Commission prendra en charge la régulation de l'irrigation et le contrôle des domaines dont la licence est encore en vigueur, ceci en lieu et place de l'Inspecteur de l'Agriculture.
"
- "9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé d'établir un programme de développement des terres agricoles n'appartenant pas au secteur public et susceptibles d'exploitation par le secteur privé, de façon à diriger vers l'investissement agricole une partie de l'épargne de ce secteur.
"
- "10. Le Ministre des Ressources Animales est chargé du même travail dans son secteur.
"
- "11. Le Ministre de l'Industrie et des Mines est chargé d'encourager les producteurs de coton dont les licences ne seront pas renouvelées à investir leurs fonds dans le développement industriel ou les autres champs d'activités ouverts au secteur privé."

11.B3 - SITUATION GENERALE DES PLANTATIONS PRIVEES

En vertu de la "Land Settlement and Registration Ordinance" de 1925, la terre au Soudan, sauf cas particuliers, appartient à l'Etat. Toute exploitation agricole privée et même immobilière et industrielle, dépendent d'une licence de durée déterminée que l'Etat peut ne pas renouveler. On comprend que le terme de nationalisation ne soit pas prononcé dans le texte, il suffit de l'article 1 : "Aucune licence concernant des domaines irrigués à l'aide de pompes de plus de 6 pouces, ne sera renouvelée à son expiration."

Ces licences permettaient à l'Etat de prélever une rente : 2,2 % des ressources du budget en 1963-1964, 0,2 % en 1970-1971, ce qui donne une mesure très approximative des nationalisations (1).

(1) Ce type de rente fixe (X LS par feddans et/ou X LS par m³ d'eau) n'ayant plus la même affectation dans le budget annuel.

Nombre de plantations privées et types d'appropriation

En 1963, il y avait 2.283 plantations privées au Soudan. Ces plantations fixaient au sol 97.193 métayers. Le tableau suivant fournira des données de base.

Provinces	Nb de plantations	Surface (1)	Nb de métayers
Nord	1.014	229	51.000
Khartoum	220	37	3.000
Nil Bleu	981	889	38.000
Nil Blanc	52	234	4.000
Kassala	16	3	200
TOTAL	2.283	1.291	97.000

A partir de ces données, il est possible d'établir des moyennes de surface par plantation et par métayer (en feddans) :

Provinces	Surface moyenne	
	par plantation	par métayer
Nord	225,7	4,5
Khartoum	167,4	13,2
Nil Bleu	905,7	23,1
Nil Blanc	2.581,9	30,4
Kassala	169,3	14,5
TOTAL	564,1	13,3

(1) en milliers de feddans. Les chiffres sont arrondis.

Source D.J. Shaw "the Development and contribution of irrigated agriculture in the Sudan": opus cité p. 201.

Notons que sur ces 2.283 plantations, 47 appartenaient au domaine "privé" de l'Etat (140.000 feddans environ) et que 8 plantations du Nil Blanc, proches de la Gezira (à l'exception de Melut plus au Sud) étaient gérées par une Administration semblable à la SGBA ; il s'agissait de la "White Nile Livelihood Board". Ceci nous permet de mieux comprendre l'article 4 de la décision du Conseil des Ministres : *"Jusqu'à ce que ces coopératives soient constituées, la quote-part des métayers appartenant aux domaines contrôlés par la Commission, sera calculée comme celle des métayers du SGB".*

Néanmoins, 60 % des plantations étaient appropriées privativement, 5% étaient des Compagnies privées à capital soudanais, 2 % propriété d'Etat, 3 % environ étaient en coopération, enfin 25 à 30 % se rattachaient au type d'appropriation de type "Nubien" tel que nous l'avons décrit p.43 et ss.: ces deux derniers types étaient et sont encore prédominants dans la province du Nord.

Les revenus des plantations

Les rentes et profits de ces plantations sont extrêmement difficiles à évaluer. Cependant tout porte à croire qu'en 1967 ils étaient extrêmement faibles. Si nous prenons les propriétés exploitées par des propriétaires capitalistes (65 %), il apparaît que ces derniers ne géraient qu'exceptionnellement leurs plantations, sauf en principe dans la province de Khartoum, mais ces plantations ne produisent pas de coton, elles produisent des fruits et n'ont pas été nationalisées. Les plantations de coton sont localisées dans les provinces où la surface moyenne des complexes est la plus élevée: Nil Blanc et Nil Bleu. Là, les propriétaires engageaient des contremaîtres qui dirigeaient le processus de production, les propriétaires résidant dans une grande ville, Khartoum en général.

Il en résultait une augmentation des coûts de production. D'autre part, la législation sociale de ces plantations était alignée sur celle des métayers de la Gezira toute proche. Enfin, les métayers de la Gezira faisaient concurrence aux planteurs privés au niveau du recrutement de la main d'oeuvre : ceci constituait un seuil à l'exploitation de la force de travail. Si l'on ajoute à cela le fait que les engrais et insecticides étaient affectés en priorité au grand complexe d'Etat ; on conçoit que les fermiers capitalistes du Nil Bleu et du Nil Blanc n'aient pas été scandalisés par une mesure qui devait leur permettre de capitaliser des domaines peu rentables.

Les indemnisations qui furent versées en 1967-1968, puis celles des années suivantes, n'ont semble-t-il pas été réinvesties dans des projets industriels. Apparemment, elles n'ont guère été "socialisées" par le secteur bancaire dont les dépôts qui atteignaient 19 % des moyens de paiements internes en 1968-1969, n'en représentaient plus que 16 % en 1970-1971. Il semble bien que les fermiers capitalistes du pays aient préféré, soit consommer leurs compensations, soit les déposer dans un "bas de laine" (en Juin 1970 un changement de billets de banque fit surgir 7,38 millions de LS), soit enfin investir à court terme dans le domaine foncier urbain. Près du pont de Shambat en quelques années (3 à 4 ans), a surgi un quartier résidentiel d'un luxe incroyablement hideux dont le langage architectural témoigne du désarroi culturel et néo-colonial, et de l'état de décomposition avancé de la bourgeoisie soudanaise. En soi, ce spectacle est probablement le plus implacable des jugements. Issue d'un phénomène similaire, mais plus ancien, le quartier résidentiel de la "Nouvelle Extension" possède le même attrait féroce.

Les propriétaires privés

Nous ne possédons pas de statistiques précises sur l'origine sociale des propriétaires des plantations privées irriguées par station de pompage. Néanmoins, D.J. Shaw, dans un article déjà cité, écrit : *"plusieurs notables et politiciens importants devinrent propriétaires de plantations irriguées par station de pompage après la seconde guerre mondiale"* (1). Selon cette même source, des marchands auraient investi une part de leur capital en propriété foncière. Selon notre expérience, nous pensons aussi qu'un certain nombre de fonctionnaires, parfois retraités, avaient tendance à devenir propriétaires terriens, surtout lorsqu'ils étaient originaires des rives du Nil. Nous avons connu un de ces ex-propriétaires, retraité des postes, qui avait converti sa plantation en propriété foncière urbaine. Il possédait deux villas à la Nouvelle Extension, l'une d'elles lui servait de résidence, l'autre était louée 300 LS (2) par mois à des expatriés (enseignants,

(1) "Many leading notables and politicians became pumpscheme owners after the second world war", opus cité p. 200.

(2) 1 LS = 12,50 FF (1972).

diplomates). Il existait aussi des plantations en association : plusieurs marchands, agriculteurs, etc..., réunissaient un capital suffisant pour l'achat d'une pompe; cette formule était surtout pratiquée dans la province du Nil Bleu.

Quant aux Coopératives, elles tombèrent rapidement sous la dépendance des marchands de village par le biais du "Sheil" (achat de la récolte sur pied contre paiement généralement en nature : céréales, dot pour un mariage, etc...).

La faiblesse de cette "classe" ou embryon de classe de propriétaires fonciers est très nette. Son relatif désintéressement pour la terre est aussi frappant. Il y a peu de "domaines Engelhard" au Soudan. L'origine nomade d'une large fraction de la population du pays est probablement une des causes de cette faiblesse, mais là n'est pas la cause essentielle. En fait, tout capitaliste individuel court le risque de se heurter aux formes de production précapitaliste. En important son capital dans la campagne, il n'importe pas nécessairement des rapports de production, c'est-à-dire, une main d'oeuvre qualifiée prête à vendre sa force de travail. Dans ces conditions, les "entrepreneurs" potentiels du pays préfèrent laisser à l'Etat l'initiative du risque. Plusieurs fois, en parcourant le pays, nous avons trouvé du capital (machines, usines), à l'abandon; parfois tout était là - nous pensons à une scierie près de Wau par exemple -, ne manquait que le travail.

A quelques exceptions près, les capitalistes individuels soudanais ne peuvent réaliser de profits qu'à condition de s'articuler (et dans une certaine mesure de "parasiter") au capitalisme d'Etat ou à une forme de production précapitaliste importante : les nomades, détenteurs de la quasi-totalité du cheptel du pays. On voit qu'il ne peut s'agir que d'un capital marchand. A terme, cette forme parasitaire ne peut qu'entrer en conflit inégal avec la bourgeoisie d'Etat qui dirige le processus réel de la production.

II.B4 - SITUATION FINANCIERE DE L' A R C

En 1968-1969, l' A R C percevait 50 % de la valeur du coton : frais de production (fuel, entretien des pompes, etc...) déduits. Ce pourcentage fut ramené à 44,5 % en 1969-1970. Aujourd'hui, alors que l'ensemble des plantations privées ont été nationalisées, le pourcentage est de 42,5 % (1972).

En principe, ce qui reste de ce surplus, une fois les frais de l'Administration couverts, est versé comme profit à l'Etat. La contradiction rente/profit propre aux complexes conçus sur le paradigme de la Gezira a donc été supprimé ici, ce qui semble indirectement confirmer notre analyse précédente. En ce qui concerne les métayers, ils s'approprient en tant que fermiers les autres cultures pratiquées en rotation avec le coton : sorgho et arachides, notamment.

En 1968-1969, le déficit de l' A R C s'est élevé à 0,51 million de LS, partiellement compensé par un profit de 0,25 millions de LS lors de la récolte suivante (1969-1970). Enfin, en 1970-1971, l' A R C transféra 0,25 millions de LS à l'Etat Central. Néanmoins, depuis la création de cette administration, les recours au système bancaire ont été relativement importants: 8 millions de LS en 1969-1970, auxquels se sont ajoutés 8 millions au milieu de l'année 1971.

Il est cependant un peu tôt pour conclure. Le rythme accéléré des nationalisations depuis 1969 a passablement désorganisé le processus de production. Enfin, la politique de commercialisation a subi des transformations tant au plan organisationnel qu'au niveau des courants d'échange. En 1968-1969, la Banque Agricole (Agricultural Bank of the Sudan) était chargée de la commercialisation du coton de l' A R C. De 1969 à 1971, ce rôle fut dévolu à la S G B A. Fin 1971, début 1972, c'est la Sudan Cotton Marketing Corporation (S C M C) qui est devenue la seule agence nationale de commercialisation de l'ensemble de la production cotonnière du pays. De 1969 à 1972, les courants d'échange se sont déplacés vers les pays de Capitalisme d'Etat développés (U.R.S.S. essentiellement). Dès la fin de l'année 1972, il était évident que ce déplacement ne serait pas consolidé, mais que la récolte (1972-1973) s'échangerait sur le marché mondial, selon son cours et vraisemblablement avec les pays du M P C.

Ces deux mouvements, caractéristiques d'une conjoncture politique très tendue, n'ont pas eu un effet favorable sur les ventes. D'autant que jusqu'en 1972, la hausse des cours du coton a provoqué dans les pays du M P C développé, une tendance à l'utilisation-substitution des fibres artificielles. Depuis, la hausse du prix du pétrole a contrebalancé cette tendance. Notons que la hausse du fuel a dû parallèlement accroître les frais de production.

Pour les années considérées, ces mouvements ont gonflé les stocks de coton invendu. Ce qui explique, en partie, l'important recours au système bancaire que nous constatons précédemment.

Au début de l'année 1972, l' A R C toucha 8 millions de LS sur ses ventes de la récolte de l'année précédente. Certes, une fraction importante, si ce n'est la totalité de cette somme devra couvrir les dépenses de la récolte suivante. Mais si le processus peut se poursuivre ainsi, on peut penser qu'à terme l' A R C n'aura plus à recourir au système bancaire.

11.B5 - LA COMMERCIALISATION DU COTON SOUDANAIS

LA STATE COTTON MARKETING CORPORATION (S C M C) (1)

Avant Juin 1970, le coton produit par les complexes d'Etat était vendu aux enchères par les bureaux de vente de la SGBA à quatorze compagnies **privées, qui** représentaient les acheteurs étrangers. Le fait que ces agents (en général soudanais) étaient rémunérés par les acheteurs étrangers, ne contribuait probablement pas à faire monter les cours. Le coton produit par les plantations privées était vendu de gré à gré aux agents des acheteurs sur simple estimation et parfois avant la récolte. Il s'agissait alors d'une forme de "Sheil".

Depuis les nationalisations de 1970, la S C M C commercialise la totalité des récoltes. Les quatorze compagnies privées ont été regroupées en quatorze compagnies mères, coordonnées et supervisées par la S C M C. Dans la mesure du possible, les compagnies ont conservé leurs acheteurs traditionnels. Pour couvrir leurs frais, elles disposent d'une commission de 1% sur le prix de vente FOB (free on board). La S C M C, quant à elle, a perçu une commission de 0,6 % FOB sur l'ensemble des transactions de l'année 1970-1971. Pour la saison 1971-1972, cette commission a atteint 2 % plus 0,5 % à verser à un fond de stabilisation, selon une formule désormais classique. Au cas où ces commissions seraient supérieures aux frais des agences, le surplus devrait être transféré à l'Etat Central.

Les Administrations des complexes : SGBA, PAPC, ARC, devraient être rémunérées par traites échelonnées sur les douze mois suivants la livraison du coton aux entrepôts de Port-Soudan. Les sommes ainsi versées provenant

(1) Voir à la fin de la présente étude le texte explicatif publié par la S C M C et le Sudan Cotton Publicity Committee in "Eshraga" 1971.

des ventes et si nécessaires des avances du système bancaire. Ce système est un calque des agences d'export spécialisées soviétiques. Cette nouvelle politique devrait avoir l'avantage de régulariser les flux de capitaux nécessaires à la reproduction du processus de production. Dans le passé, il n'était pas rare qu'un an ou plus s'écoule entre la vente du produit et l'afflux de capital au producteur. En conséquence, ce dernier devait recourir au système bancaire (à l'inflation) pour financer les travaux de la récolte suivante.

Enfin, il est évident que ce nouveau système assure à l'Etat Central un contrôle plus effectif sur les fonds de roulement, et les investissements en général, des Administrations des complexes. A partir du moment où le producteur et le vendeur ne sont plus la même personne juridique, l'Etat Central est en principe dans une position de contrôle effectif de l'un et de l'autre. Il faut néanmoins souhaiter qu'à l'avenir la S C M C ne crée pas organiquement une administration de contrôle de ses propres activités, etc... etc....

Annexe II - La réorganisation du commerce cotonnier

"En accord avec la politique économique du Gouvernement qui est fondée sur les principes de la Révolution Socialiste de Mai, le Gouvernement a pris des mesures conduisant à la nationalisation de toutes les firmes exportatrices de coton opérant au Soudan à la date du 14 Juin 1970 et a donc transféré la propriété et le contrôle de ces exportations à l'Etat depuis cette date. Un corps nouvellement formé, appelé "The State Cotton Marketing Corporation", a été établi afin de superviser les opérations de vente du coton. Sayed Hassan Mutwakil a été nommé Président du Conseil des Directeurs et Sayed El Sheikh Hassan Belail, a été nommé Directeur Général de la Corporation.

"Le décret du 14 Juin nationalisant le commerce cotonnier au Soudan, a réorganisé les anciennes compagnies d'exportations, en quatre compagnies

- " 1. Port Sudan Cotton and Trade Co.*
- " 2. National Cotton and Trade Co.*
- " 3. Sudan Cotton Company.*
- " 4. Alaktan trading Company.*

"L'acte de nationalisation fut le résultat attendu des études qui avaient été faites depuis longtemps dans le but de réorganiser le commerce du

"coton. Le Gouvernement afin d'achever sa domination sur la richesse et les
 "ressources du pays qui devraient être utilisées pour le bien-être du peu-
 "ple soudanais (pensa, décida qu' ?) il était nécessaire que le Gouverne-
 "ment nationalisât le secteur des exportations cotonnières. Du fait que le
 "coton se place au premier rang des ressources du pays, et du fait que le
 "Gouvernement finance effectivement et supervise l'ensemble des opérations
 "de la production, il était logique qu'il dominât le secteur d'exportation
 "du coton qui avait été dominé par des firmes privées sans réelle supervi-
 "sion du Gouvernement.

"En second lieu, ces firmes étaient principalement des agences de compagnies
 "privées opérant avec un capital insuffisant qui même n'était pas propor-
 "tionné au volume de leurs opérations. En plus, cette politique de nationa-
 "lisation nous aidera à poursuivre les objectifs visant à assurer au pro-
 "ducteur des revenus aussi élevés que possible et en même temps garantira
 "des gains en devises satisfaisants destinés à répondre au besoin de notre
 "pays en voie de développement.

"Mais aussi grâce à cette nationalisation, nous pourrions récolter les béné-
 "fices qui auparavant allaient à une poignée de marchands, ceci grâce à un
 "contrôle total sur les moyens de production, de financement et d'exporta-
 "tion de notre coton. De plus, de telles mesures étaient nécessaires aussi
 "dans le but de préserver les intérêts des consommateurs étrangers et main-
 "tenir leur confiance en notre coton.

"La nationalisation de toutes les firmes exportatrices de coton permettra à
 "la Corporation d'atteindre les objectifs suivants :

- "1. Centralisation de la politique de vente du coton.
- "2. Grâce à la politique centralisée de vente, la Corporation sera en mesure
 " de diriger la politique de production (variété et quantité) afin de
 " satisfaire la demande des consommateurs.
- "3. The establishment of the State Cotton Marketing Corporation Will and the
 " wastes that results from the imperfect competition between the exporters
 " which lead to loss in the foreign exchange earnings (1).

"Pour finir, nous pouvons dire que les fileurs et vendeurs de coton étran-
 "gers ont accepté ces changements et sont tout à fait sûrs que le commerce
 "du coton au Soudan, a été mieux organisé pour garantir leurs intérêts.

(1) Ce passage nous semble intraduisible du fait d'une coquille ou d'une
 erreur de composition (soulignée).

"Ceci a été prouvé par de très nombreux télégrammes, émanant des consommateurs du coton du Soudan félicitant le nouveau système et assurant de leur désir de poursuite de bonnes relations et fructueuse coopération."

Sudan Cotton Publicity Committee
State Cotton Marketing Corporation

2 Octobre 1970

Annexe III - Production cotonnière (en milliers de balles)

Source : State Cotton Marketing Corporation.

Comptes arrêtés au 30 Juin.	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71
Variété à longue et extra longue fibre	<u>774</u>	<u>875</u>	<u>849</u>	<u>997</u>	<u>1035</u>	<u>1075</u>
S G B A	514	668	622	757	750	782
Plantations Privées (1)	231	187	208	221	23	-
Nil Blanc (1)	29	19	19	19	18	-
Melut (1)	-	1	-	-	1	-
A R C	-	-	-	-	243	293
Variété à fibre moyenne(2) (Coton Acala)	<u>38</u>	<u>74</u>	<u>140</u>	<u>154</u>	<u>164</u>	<u>189</u>
Khasm El Girba	24	53	104	122	138	140
Tokar	5	13	14	9	3	17
Zeidab	8	8	8	4	6	8
Gash	1	1	1	-	-	-
Guneid	-	-	13	19	17	24
Autres	-	-	-	-	-	-
Variété à fibre courte(2) (Coton Américain)	<u>48</u>	<u>65</u>	<u>37</u>	<u>45</u>	<u>55</u>	<u>28</u>
Monts Nuba	44	58	29	37	46	25
Gedaref	4	7	8	8	9	3
Total général	<u>860</u>	<u>1013</u>	<u>1026</u>	<u>1196</u>	<u>1254</u>	<u>1292</u>

(1) Nationalisé en 1969-1970, aujourd'hui sous le contrôle de l' A R C.

(2) Ces micro-complexes sont pratiquement tous contrôlés par la PAPC.

Annexe IV - Situation financière des complexes d'Etat (en millions de LS)

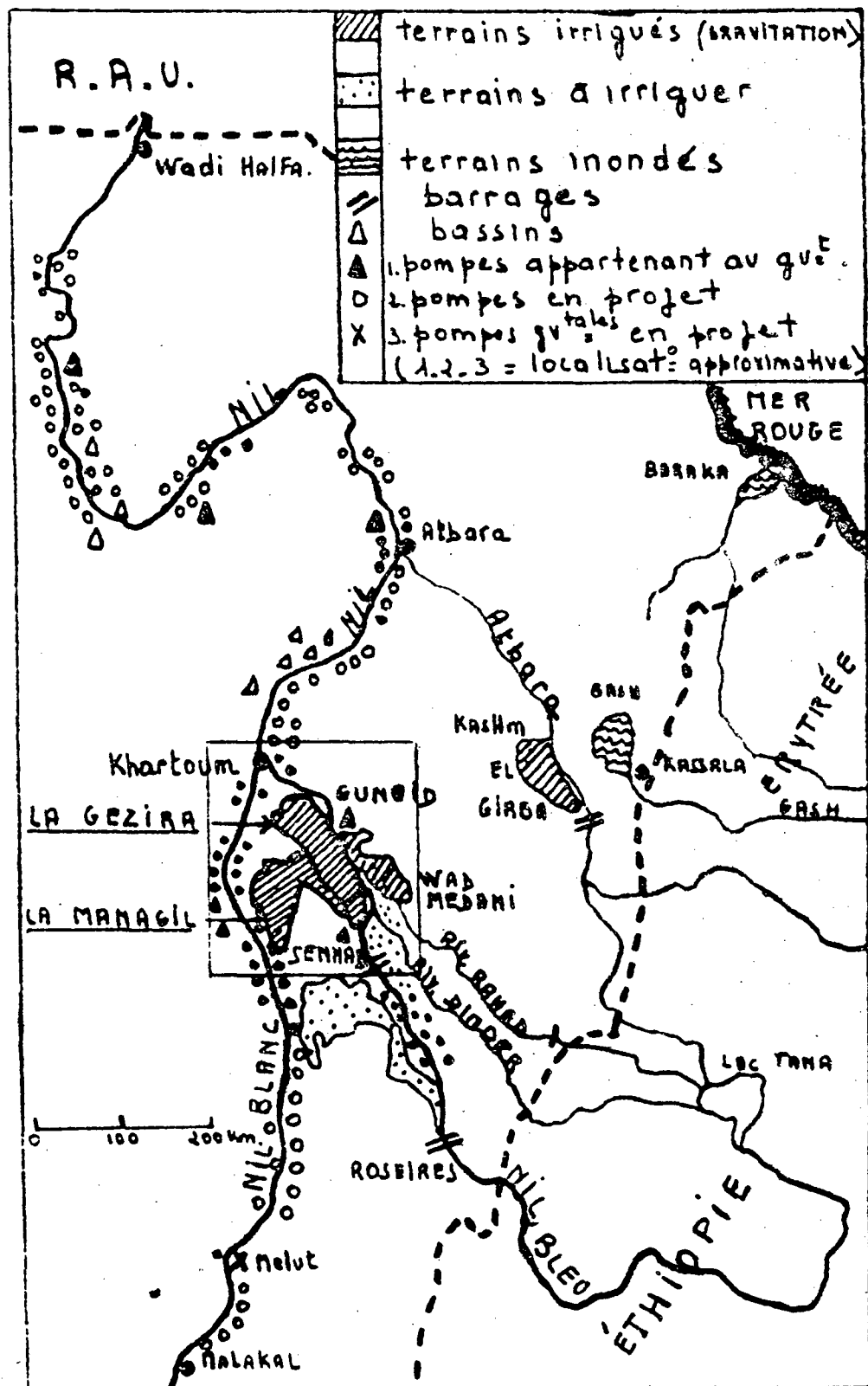
Source : Banque du Soudan

Comptes arrêtés au 30 Juin	réalisé				budget réalisé	
	1966/1967	1967/1968	1968/1969	1969/1970	1970/1971	1970/1971
Surplus ou déficit net (1)						
S G B A	0,1	2,2	0,1	- 1,1	0,1	- 5
P A P C	-	- 2,6	- 2,6	- 0,5	- 0,3	- 1,9
A R C	-	-	-	- 8,8	- 8,5	- 5,5
Total (2)	0,1	- 0,4	- 2,5	-10,4	- 8,9	-12,4

(1) Les profits transférés à l'Etat Central sont inclus.

(2) L'importance des recours au système bancaire n'est pas nécessairement alarmante. Elle peut traduire une augmentation des fonds de roulement par exemple. Néanmoins, nous pensons que dans la période considérée, elle traduit un blocage structurel (voir les pages précédentes) du processus de production. Pour cette fois, la hausse des cours a très probablement accordé un répit, mais à terme si les phénomènes de ~~structures~~ ne sont pas résolus, le phénomène se reproduira sur une échelle plus vaste, ne manquant pas de provoquer une crise économique et sociale de grande ampleur.

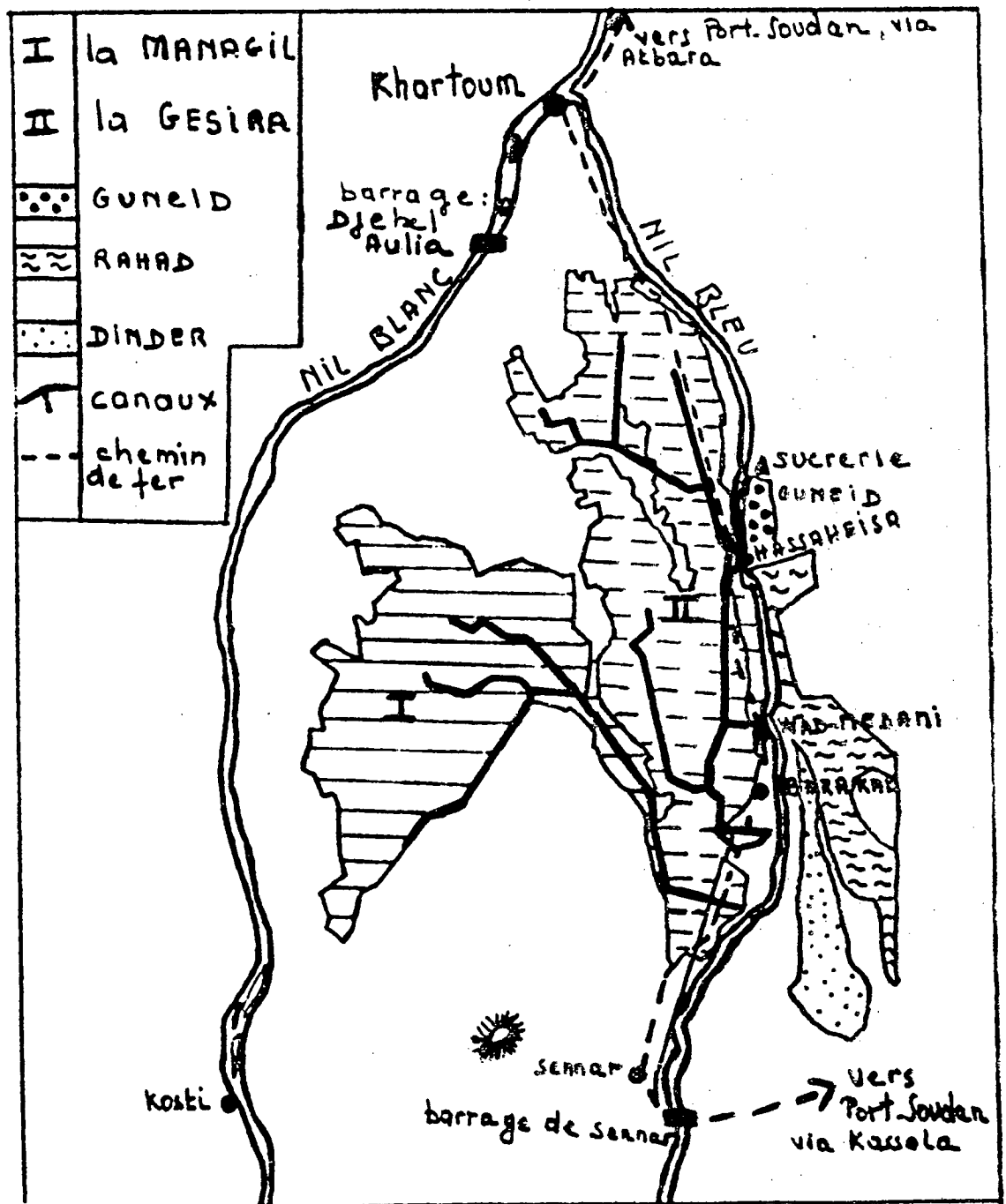
LE NIL ET LES SCHÉMAS AGRAIRES SOUDANAIS *



* d'après une carte du geological survey Department - Khartoum -

L'AMÉNAGEMENT

DU TRIANGLE DES DEUX NIL



II - SECTION C : CONCLUSION GENERALE DE LA PREMIERE PARTIE

II.C1 - L'ACCUMULATION PRIMITIVE ET LA PRODUCTION COTONNIERE

Si notre approche a privilégié la production cotonnière, c'est en raison de l'importance réelle de celle-ci qui est le fondement du processus d'accumulation primitive au sein de la formation économique et sociale considérée. Cette accumulation primitive possède de multiples dimensions :

- a. une phase de pré-accumulation que nous avons appelée phase d'appropriation primitive ou originelle,
- b. la création de ressources en capital nécessaire à l'investissement, ou si l'on préfère, au noircissement de la matrice de l'économie soudanaise,
- c. l'émergence des classes sociales organiquement liées au développement de l'économie exponentielle, qu'elle soit de type capitaliste ou de type "socialiste".

En effet, tant que n'existent pas les bases matérielles d'une société communiste, la division technique du travail risque en permanence de "signifier" une division sociale du travail. Les révolutions culturelles chinoises sont a contrario une bonne illustration de ce mouvement qu'elles visent à limiter par un contrôle politique effectué par les masses (1).

Ces trois dimensions sont les fonctions essentielles du processus d'accumulation primitive tel qu'il se déroule actuellement au Soudan. Elles constituent des prolégomènes au développement d'une économie exponentielle, prolégomènes définies en fonction des politiques passées et présentes de ce pays.

La forme historique concrète de ces préalables fut jusqu'à présent le processus d'extension des cultures cotonnières. Quand bien même ce processus serait diversifié au niveau des produits : céréales, canne à sucre, etc...., cette diversification n'aurait que peu d'influence sur le

(1) voir par exemple Edgar Snow "Red China today" préface (Pelican Book 1970)

processus lui-même : *"Dans toutes les formes de société, ce sont les conditions déterminées d'une production qui assignent à toutes les autres leur rang et leur importance. C'est là un éclairage général, où baignent toutes les couleurs, et qui leur donne leur singularité. C'est un éther particulier qui détermine le poids spécifique de tout ce qui existe en lui de saillant ..."* (1). On comprend sans doute mieux l'importance que nous avons accordée aux complexes coloniaux.

L'Etat et les nationalisations

Dans l'avant-propos à sa *"critique de l'économie politique"*, Marx écrit : *"Le système économique bourgeois se présente à mes yeux dans l'ordre suivant : capital, propriété foncière, travail salarié, Etat, commerce extérieur, marché mondial"* (2). On aura remarqué qu'au Soudan l'Etat est le Capital, l'Etat est propriétaire foncier, il dirige le processus de création-extension du travail salarié et monopolise le commerce extérieur. En un mot, l'Etat détient un pouvoir quasi-total sur l'ensemble du système à l'exception du marché mondial.

De même, à l'origine de la Gezira, nous trouvons l'Etat ou plus exactement la nécessité de couvrir les frais d'administration de l'appareil d'Etat colonial. Il est intéressant de citer Babour : *"Le complexe de la Gezira fut projeté pour la première fois en 1904, alors qu'il était déjà évident que sans l'introduction d'une culture d'exportation quelconque et une augmentation des revenus du Gouvernement, il allait être très difficile d'établir une administration effective, de quelque sorte qu'elle fût, sur le Soudan nouvellement reconquis"*. (3)

Et en ce qui concerne la nationalisation de la Gezira en 1950 : *"La concession accordée au 'Syndicate' dura jusqu'en 1950, étant donné qu'à cette date la Gezira s'était avérée être un succès exceptionnel, il ne fut pas surprenant que le 'Sudan Government' saisît l'occasion pour s'emparer de son administration, remplaçant le 'Syndicate' par un organisme semi-indépendant connu sous le nom de Gezira Board"*. (4)

(1) Marx introduction générale à la Critique de l'Economie Politique.
Pléiade Tome I, p. 261.

(2) Pléiade Tome I, p. 271.

(3) *"The Republic of the Sudan"* opus cité Chp. XIII the Central Clay Plains Irrigated Areas p. 200 sv.

(4) *ibidem*.

S'il suffisait de nationaliser pour "faire le socialisme", ce dernier serait à l'horizon immédiat de bien des pays. Sur ce point, les analyses de Marx et Engels n'ont jamais cessé de s'approfondir. Entre les "Revendications du Parti Communiste en Allemagne" de 1848 et la "Critique du programme du Gotha" de 1875, un long chemin a été parcouru tant par l'histoire réelle que par l'histoire théorique du "Capital". Il semble bien qu'à ce cheminement théorique sur le thème des nationalisations, il faille adjoindre en parallèle celui d'une méfiance historique vis-à-vis de la petite bourgeoisie qui d'ailleurs, chez Marx, a un statut ambigu et imprécis.

Dans les "Revendications du Parti Communiste en Allemagne", on peut lire: *"Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines et carrières, etc..., sont transformés en propriété d'Etat. Sur ces domaines, l'Agriculture s'effectuera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité"* (1). Certes, l'Etat dont il est question ici (1848) n'est pas un "résumé" de la société dominée par la bourgeoisie, mais celui d'une société où le prolétariat a réussi sa révolution et s'érige en classe dominante.

Par la suite, Marx deviendra beaucoup plus caustique vis-à-vis de l'Etat, envisagé comme appareil "neutre" qu'il ne s'agit que d'investir (2). En effet, la tendance de la petite bourgeoisie (grande pourvoyeuse de fonctionnaires) telle qu'elle s'exprimait dans la phase historique considérée, à balancer entre la révolution et la réaction d'une part, et d'autre part les leçons de la Commune de Paris amèneront Marx à nuancer fortement sa position. A tel point, qu'il semble bien qu'à la fin de sa vie Marx ait conçu, de façon peu précise certes, la possibilité d'un capitalisme d'Etat :

"Nous-mêmes, comme je l'ai déjà rappelé, nous avons admis cette appropriation de la rente foncière par l'Etat parmi les nombreuses mesures de transition qui, ainsi que le Manifeste l'observe, sont en elles-mêmes contradictoires, et doivent l'être."

"Mais ce desideratum des économistes bourgeois radicaux d'Angleterre, en faire la panacée socialiste, déclarer que cette procédure est la solution"

(1) Pleiade, Tome I, p. 1461.

(2) En fait il s'agit d'un retour partiel à des préoccupations déjà anciennes ; voir "La Critique de la philosophie du Droit de Hegel" (1843) - Aubier 1971 - Néanmoins dans ce texte l'exemple précis de l'Allemagne réduit la portée de l'analyse, il s'agit d'une "critique dans la mêlée".

des antagonismes cachés au sein de la production de notre époque, c'est ce qui a été fait d'abord par Colins ... tous ces "socialistes" depuis Colins ont ceci en commun qu'ils laissent subsister le travail salarié et donc la production capitaliste ; ils veulent se leurrer, ou leurrer le monde, en promettant que, par la transformation de la rente foncière en impôt payé à l'Etat, toutes les tares de la production capitaliste vont disparaître d'elles-mêmes. Tout cela n'est donc qu'une tentative, enrubannée de socialisme, pour sauver la domination capitaliste et, en fait, la fonder à nouveau sur une base encore plus large que l'actuelle" (Lettre à Sorge du 30 Juin 1881 (1)).

Le passage souligné indique clairement que le Mode de production capitaliste s'il peut à un certain niveau être caractérisé par l'appropriation privée des moyens de production par opposition au caractère social de la production, se définit aussi à un autre niveau par les rapports sociaux produits et reproduits à l'intérieur du processus de production. C'est en se situant à ce niveau ci, que Charles Bettelheim peut définir le concept de capitalisme d'Etat ; sur ce point, nous renvoyons à son ouvrage "Les luttes de classes en U.R.S.S."

Le capitalisme d'Etat au Soudan

S'il y a bien formation d'un capitalisme d'Etat au Soudan, sa genèse se heurte à deux obstacles. Nous avons déjà dit que ce capitalisme d'Etat en formation était dans sa phase d'émergence même dominé par le M P C. Ce fait assigne à l'accumulation primitive, dans sa forme : **monétaire**, une limite qui se ramène aux cours du coton sur le marché mondial. Remarquons que cette limite est aussi la condition même de la genèse du Capitalisme d'Etat dans la formation sociale et économique considérée.

Il y a là une contradiction profonde ; le capitalisme d'Etat, au Soudan, est nécessairement partie prenante au M P C dominant à l'échelle mondiale.

(1) Pléiade Tome I, p. 1475/1476. Reproduite in extenso in "lettres sur le Capital" E.S. 1964, p. 303 ss. Voir aussi la lettre de Engels à Bernstein 18 Mars 1881, E.S. 1964 p. 307 sv. Sur le même point on peut se référer aussi à la "Critique du Programme de Gotha" (1874).

Or, du fait de cette domination irréversible à court et moyen terme, ce capitalisme d'Etat ne parvient guère à dépasser le stade de sa genèse. Dans la formation Sociale et Economique soudanaise, on peut dire que l'histoire bégaye, elle semble indéfiniment condamnée à répéter et reproduire le même moment. Au plan externe, c'est là une des causes essentielles, et probablement la cause essentielle, de la stagnation profonde de ce pays.

Il serait faux de prétendre que cette cause externe est la seule déterminante.

Au plan interne, le Capitalisme d'Etat se heurte aux modes de production pré-capitalistes. C'est-à-dire à des microcosmes de vie économique et sociale qui littéralement lui échappent. Notre étude des complexes cotonniers nous a permis de constater la vitalité de ces microcosmes dans un secteur pourtant relativement contrôlé par l'Etat. Ces derniers constituent une limite absolue à la genèse du Capitalisme d'Etat, c'est-à-dire simultanément à la croissance du pouvoir réel de la bourgeoisie d'Etat. On comprend que celle-ci ait **cherché** et cherche en permanence à repousser cette limite.

Etudier ces formations économiques et sociales de ce point de vue, c'est simultanément définir les limites d'intervention de la bourgeoisie d'Etat. C'est aussi rendre compte d'une lutte particulière qui dans la phase historique considérée est l'agent principal du développement historique du Soudan.

C H A P I T R E I I
LA FORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SOUDANAISE

DEUXIEME PARTIE

LES TENTATIVES DE PENETRATION DU CAPITALISME D'ETAT
DANS LES FORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES PRE-CAPITALISTES

DEUXIEME PARTIE

LES TENTATIVES DE PENETRATION DU CAPITALISME D'ETAT DANS LES FORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES PRE-CAPITALISTES

II. SECTION D : LES ARTICULATIONS

II.D1 - POINTS DE REPERES THEORIQUES

Les tentatives de pénétration du Capitalisme d'Etat dans les formations économiques et sociales pré-capitalistes sont nombreuses. Par-delà les faits et évènements qui depuis 1956 environ jalonnent l'histoire du pays, c'est cette opposition de structures qui constitue le noyau central, le "fil rouge" de l'évolution récente de la formation sociale et économique soudanaise. Si nous devons brièvement caractériser cette formation économique et sociale, nous dirions qu'elle est essentiellement un composé de formations économiques et sociales relativement autonomes les unes par rapport aux autres, c'est-à-dire partiellement articulées. On le voit, nous sommes dans un univers de nuances où les relations entre les structures ont simultanément un caractère remarquablement stable et fragile.

Par exemple, c'est un fait que les relations périodiques entre la Gezira et la main d'oeuvre de cueillette du coton sont structurellement nécessaires à la Gezira et aux communautés villageoises et nomades. Néanmoins, une variation à l'intérieur de l'une ou l'autre de ces structures, peut totalement bouleverser ces relations : tel serait le résultat d'une mécanisation de la cueillette dans la Gezira ou d'une transformation de l'agriculture et de l'élevage dans les communautés qui fournissent les 600.000 journaliers.

Pourtant, lorsque nous parlons d'opposition de structures, ce n'est pas directement à ce type d'articulation que nous nous référons, bien qu'il soit inclus dans le processus global. Nous faisons alors référence aux politiques et tentatives plus ou moins conscientes et cohérentes du capitalisme d'Etat, qui tend à assurer son hégémonie, sinon sa domination, sur l'ensemble des formations économiques et sociales situées sur le territoire national. Il s'agit alors d'une forme particulière du phénomène d'accumulation primitive partiellement analysé par Marx en ce qui concerne la genèse du capitalisme en Europe Occidentale.

Dans le Tiers-Monde, ce phénomène se "cache" en général derrière une brume d'idéologies confuses. Ceci est particulièrement net en ce qui concerne les politiques protectionnistes : il est tout à fait légitime pour un pays comme le Soudan, de chercher à fabriquer des biens de consommation et de production et de prendre des mesures restrictives en matière de commerce extérieur (1). On peut convenir du caractère progressiste d'une telle politique, mais est-il alors nécessaire de parler de socialisme ?

Traitant de la genèse du capitalisme industriel, Marx écrivait : *"Le système protectionniste fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abrégé de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne."*(2).

On confond souvent dans les pays du Tiers-Monde la naissance d'une bourgeoisie autochtone authentiquement nationale et le socialisme. Il y a quelque ironie à constater que les éloges que l'on adresse à ces socialismes confus, et plus généralement celles qu'ils s'adressent à eux-mêmes, ressemblent aux oraisons, peut être trop tôt funèbres, que Marx prononce ici ou là au capitalisme Occidental : accroissement de l'échelle de la production, développement des forces productives, destruction des particularismes, etc...

(1) Remarquons pourtant que les restrictions au Commerce extérieur n'ont pas toujours un sens protectionniste.

(2) Capital 8^e section. Pléiade Tome I p. 1219.

Le phénomène de l'accumulation primitive (1) tel qu'il a été étudié par Marx est un processus complexe qui combine l'accumulation d'un surplus et la transformation des rapports sociaux. Ce processus aboutit à la transformation du surplus en capital, par le jeu des nouveaux rapports sociaux: prolétaires (créateurs de la plus-value), capitalistes (propriétaires-gestionnaires des forces productives et de la plus-value). Si à partir des nuages de l'abstraction le processus semble relativement simple, il est étonnamment complexe au niveau du concret.

A l'origine, le surplus peut être prélevé soit à l'intérieur même de la formation économique et sociale considérée, historiquement l'agriculture fut souvent le lieu de cette accumulation (2), soit à l'extérieur selon des formes extrêmement variées : colonisation (3), prêts internationaux (4) (dette publique), situation de rente (rente minière, rente pétrolière).

Le plus souvent, les sources d'accumulation internes et externes sont combinées. Néanmoins, dans sa dimension monétaire, l'accumulation primitive "n'appartient qu'à la préhistoire de l'économie bourgeoise".

Certes, on ne saurait nier l'importance de ce mouvement. Dans la phase historique actuelle, il se traduit pas une dépendance structurelle du capitalisme d'Etat soudanais, par rapport au M P C dominant à l'échelle mondiale.

(1) Il s'agit répétons-le, d'une traduction assez peu satisfaisante du terme de "Previous accumulation" dû à A. Smith.

(2) Le cas le plus pur est fourni par l'URSS, voir Préobrajenski "Nouvelle Economique" et l'introduction à cet ouvrage par E. Mendel. Ed. EDI 1971.

(3) Nous renvoyons au Capital 8^e Section : "La théorie moderne de la colonisation" p.1224 et suivantes (Pléiade).

(4) Idem p. 1218 : "Avec la dette publique naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple. C'est ainsi, par exemple, que les rapines et les violences vénitiennes forment une des bases de la richesse en capital de la Hollande, à qui Venise en décadence prêtait des sommes considérables. A son tour, la Hollande déchue vers la fin du XVIII^e siècle de sa suprématie industrielle et commerciale, se vit contrainte à faire valoir des capitaux énormes en les prêtant à l'étranger et, de 1701 à 1776, spécialement à l'Angleterre, sa rivale victorieuse. Et il en est de même à présent de l'Angleterre et des Etats-Unis."

L'accumulation primitive dans sa forme monétaire conditionne les limites de développement de l'économie soudanaise, en d'autres termes, les prêts internationaux sont gagés sur la production cotonnière, entre autre ... Toutefois, ces limites ne sauraient être appréhendées uniquement à partir de leurs déterminations externes : les effets des politiques du M P C dominant à l'échelle mondiale.

Au Soudan, le faible niveau de développement des forces productives ne s'explique pas par un satanisme particulier du M P C dominant à l'échelle mondiale. Ou alors il faudrait expliquer pour quelles raisons le Soudan a succombé en quelques mois à la conquête militaire britannique en 1895. Il faudrait aussi expliquer pourquoi la bourgeoisie d'Etat soudanaise tente par tous les moyens de combler ce qui lui apparaît comme un "retard" par rapport aux pays du M P C.

Ces efforts de la bourgeoisie d'Etat soudanaise étant en partie financés par le M P C à travers la BIRD et le FMI notamment. En définitive quelle que soit l'importance de la détermination externe d'un phénomène, au fond son explication ultime ne peut être qu'interne. De façon ultime le sous-développement apparaît comme le résultat d'une différence de temporalité (1) entre des formations économiques et sociales dont les niveaux de développement des forces productives sont inégaux. Le fait que les F E S dont le niveau de développement des forces productives est le plus important dominant et exploitent les autres n'est pas la cause du sous-développement, mais une conséquence d'une inégalité de base, historiquement déterminée, quitte à ce que cette conséquence soit à un autre niveau de l'analyse réinvestie sous forme de causalité externe.

Si l'accumulation dans sa forme monétaire ne nous livre pas le secret de la phase d'accumulation primitive, c'est tout simplement parce qu'un stock de monnaie ne constitue pas en tant que tel, un capital. Dans son essence, le capital est un rapport social, un rapport social qui va permettre la création d'une plus value qui, réinvestie permettra un accroissement de l'échelle de la production de la plus value, etc....

(1) Au sens où Althusser écrit : "Il y a pour chaque mode de production un temps et une histoire propres, scandés d'une façon spécifique, du développement des forces productives ..." in La Pensée n° 121 (opus cité)

Or, ce rapport social qui est le capital, suppose que le producteur direct soit séparé de ses instruments de production ; il suppose l'existence d'individus libres vendant individuellement leur force de travail. Dans les modes de production précapitalistes, l'individu en tant que tel n'existe pas au sens où il n'est jamais cette entité abstraite et solitaire que nous connaissons. Au contraire, l'individu est toujours relié à un "nous" collectif : il est Nuer, Dinka, Shukkriya, Haddendowa. De même cet individu est un élément d'une collectivité de producteurs qui souvent se confondent avec les forces productives qu'ils utilisent : la terre, le bétail.

En ce qui concerne le Soudan, nous avons vu précédemment le caractère inachevé du processus de séparation et ce, à l'intérieur du système économique le plus élaboré dans sa dimension capitaliste. De façon sommaire, nous pouvons qualifier ce système d'agriculture de grandes plantations d'Etat. Si ce système apparaît comme le plus élaboré, c'est comparativement aux autres systèmes socio-économiques où la séparation n'existe pas et où la production marchande n'est pas un objectif fondamental. On objectera que dans ce cas la comparaison ne s'impose pas car, à la limite, de tels systèmes ne sont pas comparables à celui qui nous sert de référence. Ceci est peut-être vrai dans le royaume de l'abstraction, mais le Soudan n'appartient pas à ce dernier. Depuis plusieurs décennies et probablement pour bien d'autres encore, le capitalisme d'état soudanais dont l'essence est l'introduction de la rente foncière sur des terres "libres" et tribales, poursuivra son expansion.

Les terres "Libres" et tribales

Paradoxalement, au Soudan les terres "libres" sont extrêmement rares. Par terres libres nous entendons des surfaces non occupées par une formation économique et sociale. Avec prudence, nous pouvons inclure dans les terres libres, le Grand Désert de l'Ouest, prolongement du Sahara, où la densité de peuplement est inférieure à trois habitants au kilomètre carré. Toutes les autres parties du territoire, y compris le Désert de l'Est, sont soit des terres tribales, soit des terres d'état ou plus rarement des terres privées.

Un tableau (1) résumera les parts respectives (en % des surfaces cultivées) de ces trois types d'appropriation, selon les provinces.

Type d'appropriation	P r o v i n c e s					
	Darfur	Kassala	Nil Bleu	Nord	Khartoum	TOTAL
Privée	12	7	10	47	36	22
Etat	0,3	7	64	44	10	25
Tribale	87	85	24	8	53	51

On remarquera que ne figurent dans le tableau ni la Province du Kordofan, ni les trois Provinces du Sud. En ce qui concerne le Kordofan, les chiffres du Darfur peuvent servir de référence ; ils donneront une appréciation des tendances de cette province, proche de par son relief et son type de peuplement de celle du Darfur. Dans les trois Provinces du Sud, les terres tribales sont dominantes ; elles représentent probablement plus de 90 % des surfaces.

Remarquons que nos sources sont anciennes et ne tiennent pas compte des nationalisations (1970-1971) des plantations privées. En conséquence, les pourcentages de terres privées des provinces du Nil Bleu, et de Kassala notamment, sont aujourd'hui inférieurs.

Types d'appropriation et surfaces cultivées

Au Soudan, un dixième seulement des 60 millions de feddans recevant entre 400 et 800 mm de pluie par an est cultivé, ce qui exclut la région saharienne que nous mentionnions précédemment. Moins de un million de feddans sont couverts par des champs de cultures mécanisées ; il s'agit pour l'essentiel du sorgho dans la région de Gedaref, à l'Est de la Gezira. Si l'on considère la surface totale du pays : 2.500.000 Km² ou 625 millions de feddans, un tiers environ, 200 millions de feddans sont utilisables pour la culture ou l'élevage.

(1) Recensement 1964-1965.

A l'heure actuelle (1974) environ 80 millions de feddans sont cultivés de façon extensive, ce qui correspond à peu près aux surfaces d'appropriation tribale. Les surfaces de cultures intensives s'élèvent à 16 millions de feddans, dont 11 millions produisent essentiellement des cultures d'exportation (coton, arachide) ou des céréales (sésame, sorgho, blé). En ce qui concerne les céréales, les quantités exportées sont faibles. Pourtant l'ambition de la classe dirigeante est de transformer le pays en grenier à grains.

11.D2 - LE SOUDAN GRENIER A GRAINS DU MOYEN ORIENT ?

Lors d'une conversation que nous avons eue avec le Directeur de la Banque du Soudan, celui-ci s'était fait l'avocat d'une spécialisation radicale du travail à l'échelle internationale. Par ailleurs, il regrettait que les pays développés concurrencent le Soudan dans la production des denrées alimentaires de base : céréales, viande, etc.... Certes, dans une perspective très abstraite le Soudan dispose des éléments qui pourraient lui permettre, à partir d'une agriculture puissante, de s'insérer dans le marché mondial. Dans les conversations de ce type, les pays les plus souvent cités sont le Danemark ou mieux encore, l'Australie.

Le "Forum du Tiers-Monde" qui s'est tenu à Karachi du 6 au 12 janvier 1975, s'est fait l'écho d'une telle conception : "Pourquoi les émirats, où rien ne pousse, n'investiraient-ils pas au Soudan où l'agriculture est riche de possibilités ? Le Soudan pourrait, en retour, nourrir les émirats" (1). Il s'agit là d'une question banale, posée par tous les gouvernements du pays depuis 1956. Mais il est beaucoup plus intéressant de se demander pourquoi cette proposition qui relève a priori du simple bon sens, ne s'est jamais traduite jusqu'à présent par une politique d'investissements et d'échanges adéquats. Ceci revient à poser le problème des résistances des économies stationnaires à la diffusion de l'économie exponentielle. En ce sens, la remarque du Directeur de la Sudan Commercial Bank en 1966, est toujours remarquablement actuelle : *"Ce qui manque, ce ne sont pas les créés, mais les emprunteurs sur lesquels on puisse compter (credit worthy borrowers)"* (2). Tant il est vrai que l'investissement ne suffit pas à créer le rapport social qui est le capital.

(1) In "Jeune Afrique" 31 janvier 1975. n° 743.

(2) cité par M.C. Simpson in "Khartoum's food supplies" Département of rural economy, University of Khartoum 1966.

Importance et signification de l'agriculture extensive

Si nous définissons le capital comme un rapport social dont le but ultime est l'extraction d'une plus-value dont le réinvestissement doit accroître l'échelle de la production de la plus-value, on peut admettre qu'en ce sens le capital constitue un seuil historique qu'aucune économie n'a encore dépassé à ce jour.

Le fait que dans les économies socialistes, ou se présentant comme telles, on emploie le terme de surplus social et non de plus-value, ne change rien au fond du problème (1).

Le processus de production de la plus-value ou du surplus social sont identiques : la nécessité pour le travailleur de vendre sa force de travail et la différence entre le travail payé et le travail non payé.

Si nous laissons de côté la question de la répartition de la plus-value, le capital apparaît bien comme le rapport social essentiel de notre temps. Le fond du problème du sous-développement est précisément le processus de mise en place de ce rapport social dans un ensemble de structures pré-capitalistes.

Nous avons vu précédemment qu'au Soudan les terres tribales s'étendaient sur environ 80 millions de feddans, soit une surface cinq fois plus étendue que celles des secteurs d'agriculture intensive. Par agriculture intensive, il faut entendre les secteurs où le processus capitaliste est implanté. Pour l'instant, cette implantation se résume en général à l'introduction de la rente foncière. A l'opposé, l'agriculture extensive se trouve pratiquement hors rente. Certes, théoriquement le nomade paye une taxe sur chaque tête de son troupeau et le cultivateur lié à sa communauté villageoise paye un impôt à proportion de sa récolte. Mais dans l'ensemble cet impôt est bien théorique : en 1967-1968, l'impôt direct ne représentait que 6,1 % du revenu de l'Etat (2). A l'heure actuelle, en 1974, il doit contribuer pour 10 % aux ressources de l'Etat (3), alors que la contribution de l'impôt indirect s'élève à environ 65 % des ressources (1970-1971). Bien évidemment,

(1) Cf. notamment "Le testament de Varga" Grasset 1970 p. 67/68 suivantes.

(2) 68,2 millions de LS.

(3) estimés à 205 millions de LS.

dans les tableaux de la comptabilité nationale, sous le terme impôt direct sont inclus : les taxes sur les salaires et pensions, les taxes sur les bénéfices des entreprises, etc.... En conséquence, si nous voulons avoir une idée approximativement exacte des prélèvements directs effectués par l'Etat sur l'agriculture extensive, il faut diviser par deux les pourcentages précédents. Les faibles pourcentages que nous obtenons alors justifient bien l'expression d'agriculture hors rente que nous avons employée.

Ce qui précède nous a permis d'évaluer les surfaces des terres susceptibles de devenir des forces productives à l'échelle nationale à condition que les rapports de production des communautés qui occupent ces terres soient d'une façon ou d'une autre soumises à la rationalité du capital dans sa forme préliminaire. Ce processus est celui de l'introduction de la rente. Il est donc important d'évaluer l'effectif approximatif de la force de travail susceptible, sous les mêmes conditions, de produire une rente, ou pour utiliser un concept plus général, un surplus dont l'Etat pourrait s'emparer.

Nous savons qu'en 1964, les secteurs de l'agriculture intensive (produisant une rente) fixaient au sol 920.000 personnes (1) et qu'à la même époque la population urbaine atteignait 1.279.500 personnes (2). La somme de ces deux populations nous donne le total approximatif de la population des secteurs capitalistes. Précisons qu'il s'agit de la population totale et non de la population active. Au niveau d'approximation inévitable où nous nous situons, la quantification de ce concept n'est pas nécessaire. Il ne s'agit là que d'une limitation pratique. Plus sérieuse est la limitation théorique que nous voudrions rapidement évoquer.

Dans un pays où 81 % de la population est fixée dans le secteur primaire (recensement de 1956, aujourd'hui on s'accorde pour avancer un pourcentage compris entre 70 et 75 %) le concept de population active est extrêmement flou : les enfants dès l'âge de 5 ou 6 ans peuvent garder les troupeaux, quant à la vieillesse elle ne signifie pas nécessairement la fin de l'activité productrice.

(1) Chiffre donné par D.J. Shaw p. 204 in the Development of irrigated agriculture in the Sudan. opus cité.

(2) On admet que 10% de la population soudanaise est urbaine. Ce pourcentage est celui qu'utilisent les Services Statistiques gouvernementaux.

En prenant l'année 1964 comme référence nous obtenons une population de 2.199.500 personnes fixées dans le secteur capitaliste. Pour cette même année, en fonction du taux d'accroissement annuel de la population soudanaise qui est de 2,8 % (1), nous obtenons une population totale de 12.795.000 personnes. Il est alors aisé de calculer qu'en 1964 le secteur de l'agriculture extensive (hors rente) fixait 10.595.000 personnes, soit 82 % de la population soudanaise.

Nous ne pensons pas que l'évolution des dix dernières années ait fondamentalement transformé cette proportion. En effet, depuis 1964 aucun grand projet d'irrigation n'a vu le jour. Or, dans le contexte actuel seuls de tels projets auraient pu modifier le rapport précédent. Il est normal que nous retrouvions ici la problématique du dualisme : secteur moderne, secteur traditionnel, car au niveau empirique le dualisme se présente comme une évidence première. C'est ainsi que toute description empirique du sous-développement ne peut que mettre à jour une structure bi-polarisée.

Nous avons déjà dit que par delà cette perception première du sous-développement il était nécessaire de chercher l'explication du phénomène dans les articulations des structures et non dans leurs séparations. De fait, envisagées séparément, les formations économiques et sociales pré-capitalistes ne sont pas sous-développées. Elles possèdent leur rationalité propre et réussissent fort bien à se reproduire en tant que communautés humaines. Le sous-développement apparaît à partir du moment où ces formations économiques et sociales précapitalistes sont confrontées au Capital. C'est-à-dire à partir du moment où le capital tente d'imposer sa rationalité à des communautés non productrices de valeur.

Les colonisations européennes sont les premières tentatives de ce type, mais le processus d'introduction du capital en tant que rapport social a très largement survécu à la fin des colonisations. C'est ainsi qu'au Soudan en 1966, le Directeur d'un Institut Agricole pouvait écrire : *"En fait, pour faire face à la simple nécessité d'amener le travail tribal à la production de cultures marchandes (cash crops) la force de travail essentielle doit être originaire de ce secteur de subsistance. Il répugne*

(1) Pourcentage révisé du "First population census of the Sudan" opus cité.

"beaucoup à ce secteur de fournir du travail en quantité suffisante à la production des cultures marchandes. De même celui-ci limite de façon plus nette encore les migrations du surplus de la force de travail en direction des autres régions industrielles". (1)

L'article situe fort bien les éléments essentiels du sous-développement dans sa dimension interne : faible surplus produit par les formations économiques et sociales précapitalistes, difficultés rencontrées par l'Etat dans la création d'un rapport social favorable à la mobilisation de l'investissement. A travers la lecture de cet article le sous-développement apparaît bien comme un processus, c'est-à-dire comme un rapport de rapports socio-économiques. D'une part les faibles surplus produits par les formations économiques et sociales précapitalistes n'apparaissent comme tels qu'à travers la signification exogène que l'on donne à ce surplus. En effet par rapport à la formation économique et sociale précapitaliste considérée, ce surplus est généralement suffisant pour assurer la reproduction de la structure sociale. Il est faible à partir du moment où il est réinterprété en fonction de critères exogènes : ceux du capital.

D'autre part le secteur capitaliste est sous-développé dans la mesure où sa croissance, c'est-à-dire essentiellement son accès à la force de travail est limité par ce que l'on pourrait nommer la relative prospérité des formations économiques et sociales précapitalistes. A un certain niveau d'analyse cette prospérité est un obstacle au capital. Nous donnerons sur ce point un exemple que nous croyons assez éclairant.

Le projet de sédentarisation des nomades du Jebel Megenis

En 1952, l'administration coloniale tenta de fixer des communautés de nomades de l'Ouest du Soudan. On s'aperçut alors qu'il était impossible de sédentariser les communautés riches en bétail. Néanmoins les "pauvres", c'est-à-dire ceux qui ne possédaient pas de bêtes acceptèrent de cultiver du coton. Cette sédentarisation dura jusqu'à la vente de la récolte, après quoi les revenus permirent la constitution d'un troupeau et le retour au nomadisme. Certes, par la suite la création d'une coopérative de vente

(1) Salah El Din Noah : "Agricultural extension - its role and importance in Agricultural Development in the Sudan" p. 156.
Agricultural Development in the Sudan. opus cité.

permet de fixer quelques familles. A l'heure actuelle, à notre connaissance ce centre de sédentarisation ne produit plus de coton.

A travers cet exemple, nous voyons bien les difficultés que rencontre le capital pour assurer sa simple reproduction en tant que rapport social. La force de travail lui échappe; mieux : elle se reconstitue en tant qu'entité indépendante aux dépens du capital lui-même. Nous sommes loin de cette situation idyllique où le M P C est fermement établi en tant que mode de production et se reproduit naturellement : *" Dans le progrès de la production capitaliste il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons "* (1). Marx ajoute que cette spontanéité n'est pas immédiatement donnée et que durant toute la période de genèse du M P C, la compulsion sous diverses formes est nécessaire : *"La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat "* (1).

Il n'est donc pas étonnant que la prospérité relative des formations économiques et sociales précapitalistes soit un obstacle au développement du Capital. L'auteur de l'article précité (p.145) écrit : *"En pratique, il a été prouvé que seules les familles économiquement handicapées, c'est-à-dire celles qui sont pauvres selon les critères tribaux, où les jeunes adultes désireux de s'établir comme fermiers, sont les seuls groupes de colons potentiels et efficaces "*. Evidemment, cette pauvreté ne saurait venir toute seule.

Le processus de destruction

En tant que processus, le sous-développement est le résultat d'une série de rapports. Ces rapports ont produit des éléments de dissolution des formations économiques et sociales précapitalistes. Ces éléments de dissolution sont en général le produit de la rencontre des formations précapitalistes et du M P C dans son expression coloniale.

(1) Capital 8^e section p. 1195 suivantes :
L'accumulation primitive (PIÉTade).

De tous ces éléments de dissolution, l'un des plus irréversible donc l'un des plus puissamment destructeur à long terme apparaît paradoxalement comme une mesure humanitaire.

Dans notre introduction à ce travail, nous citons le chiffre de la population soudanaise recensée par l'administration turque en 1850. Il y aurait eu 1.500.000 soudanais à cette date. Il s'agit évidemment d'un chiffre dont l'exactitude est incontrôlable. Cependant, le directeur technique du recensement de 1955-1956, Monsieur Karol Jozef Krotki note dans son rapport final : *"L'important taux de natalité actuel est un phénomène relativement récent"*. (1) Si entre 1850 et 1972 la population soudanaise a plus que décuplé, cela est pour l'essentiel dû à l'introduction dans l'ensemble du pays, donc aussi dans les formations sociales et économiques précapitalistes, de techniques exogènes de conservation de la vie humaine (nous pensons notamment au vaccin anti-variolique). A long terme, ce fait ne peut que s'avérer fatal aux sociétés précapitalistes. Certes leur rationalité propre est en général suffisamment flexible pour s'adapter à une croissance démographique relativement importante : défrichage (brûlis) de nouvelles terres, extension des troupeaux.

Néanmoins, sur la base des techniques de production propres à ces sociétés, il existe un seuil infranchissable. Ce seuil, c'est celui de l'écosystème dans ses variations : épuisement des sols, sécheresses limitant les cultures et les pâturages. Sans aller plus avant dans la recherche des causes multiples de celle-ci, il est possible que la grande sécheresse du Sahel en 1972-1973 ait été le premier signe de grandes vagues de sédentarisations dramatiques des nomades du Sud du Sahara.

Dans les périodes ordinaires les effets de la croissance démographique ne se révèlent pas aussi brutalement. Nous pouvons prendre pour exemple le Darfur ou le Kordofan dont les populations sont relativement similaires.

Dans ces deux provinces, les surfaces agricoles ou pastorales sont propriété tribale à 87 %. Le taux d'accroissement démographique est de 3 %, soit un pourcentage légèrement inférieur à la moyenne nationale qui est de 3,3%.

(1) Cf. "21 facts about the Sudanese" opus cité.

Dans les Monts Nuba (province du Kordofan), les terres tribales dominent à plus de 90 % ; le taux de croissance de la population est de plus de 4 %. Dans les Monts Nuba, il n'y a pas encore de pression sur la terre en raison de son abondance relative et de sa fertilité.

En raison aussi d'un très ancien courant de migration vers Port Soudan (les Nuba y sont souvent dockers) et de l'absorption des jeunes par l'armée: c'est un fait connu au Soudan que très souvent les hommes de troupe de l'armée sont des Nuba. Une longue pratique de la lutte armée (1) en fait souvent des tireurs d'élite.

En ce qui concerne les populations nomades proprement dites, il existe un courant migratoire en direction de la Gezira mais nous ne connaissons pas son amplitude. Quoiqu'il en soit, dans ces provinces de l'Ouest le nomadisme est très puissant. Si puissant que sa rationalité a fait échouer un projet agro-industriel de l'Etat central.

(1) voir PM Holt cité p. 103.

II. SECTION E : LE NOMADISME

II.E1 - L'USINE DE LAIT EN POUDRE DE BABANNOUSSA

Babannoussa est une petite ville du Kordofan de moins de 10.000 habitants, bâtie près de la voie ferrée qui relie Wau (chef-lieu de la province du Bhar El Ghazal) à Khartoum.

En 1961 un accord d'aide économique était signé entre l'URSS et la République du Soudan. En Août 1962, il était décidé qu'une usine de déshydratation du lait serait construite à Babannoussa. La construction commença en Mars 1964 et l'usine fut achevée en Juin 1968.

En Septembre 1969 nous avons eu l'occasion de séjourner une dizaine de jours à Babannoussa. Nous fûmes reçu et très aimablement hébergé par l'équipe qui dirigeait l'usine. Il s'agissait d'une unité de production de lait en poudre, de beurre et marginalement de fromage. Sa capacité était de 50 tonnes de lait cru traité par jour. Ce qui, dans des conditions de fonctionnement normal, aurait représenté :

- . 6 tonnes de lait en poudre,
- . 1,27 tonnes de beurre,
- . 0,4 tonnes de beurre clarifié.

Précisons que la production de beurre était exclue, les chemins de fer soudanais ne possédant pas de wagons frigorifiques. Néanmoins, le beurre clarifié qui ne pose pas les mêmes problèmes de conservation aurait pu jouer le rôle de produit de substitution très avantageux.

Les statistiques de production que nous avons recueillies lors de notre passage, montrent une très nette sous-utilisation de la capacité de production. Après un an d'activité, l'usine produisait en un mois ce qu'elle aurait dû produire en un jour, ceci dans le meilleur des cas.

Production en 1969

(Août, Septembre : pas de production pour les autres mois)

	A o û t	Septembre
LAIT EN POUDRE		
Lait cru	16,555	48,719
Produit transformé	1,859	7,409
BEURRE CLARIFIÉ		
Lait cru	28,609	23,809
Produit transformé	0,479 (1)	1,229
FROMAGE (2)		
Lait cru	10,005	0,836
Produit transformé	1,802	0,154

En 1970-1971, l'organisation de la production était totalement révisée en raison du manque structurel de la matière première originelle : le lait qui aurait dû être fourni par les éleveurs nomades de la région. L'unité de production ne pouvant s'approvisionner en lait auprès des producteurs directs il fallut chercher des produits de substitution. Ce fut la gomme arabique dont le Soudan produit 80 % de la récolte mondiale et le Karkadé.

Le Karkadé est une boisson assez populaire au Soudan. Il s'agit des fleurs d'une variété d'hibiscus de couleur rouge vif. En infusion ou en décoction les pétales donnent une boisson acidulée, agréable, ayant des vertus médicinales (bronches). Il semble aussi que le Karkadé puisse être utilisé comme colorant alimentaire naturel. En déshydratant une décoction de Karkadé on obtient une poudre rouge vif. Les premiers importateurs de ce

(1) A cela, il faut ajouter 125 Kg de beurre. Le très faible rendement est dû à un incident de production.

(2) Fromage des Balkans (Brizen). Une qualité assez semblable est fabriquée localement (El Obeid) depuis longtemps, ce qui ne pose pas de problèmes quant au goût des consommateurs.

produit sont les deux Allemagnes (essentiellement la R F A) ainsi que les Démocraties Populaires.

Ces deux produits de substitution ont heureusement permis d'accroître le taux d'utilisation des équipements. Les statistiques de production des trois dernières années (1) le montrent : (l'unité de référence est le Kg)

P r o d u i t s	1970-1971	1971-1972	1972-1973
Lait déshydraté	10,486	31,732	91,000
Fromage	2,990	-	-
Beurre	1,513	813	-
Beurre clarifié	4,464	3,094	-
Gomme arabique (poudre)	26,232	214,145	123,000
Karkadé	154,625	82,351	236,000

Si l'on peut se féliciter de la réussite du programme de substitution, il faut remarquer qu'il est quelque peu aberrant qu'une unité de production de lait en poudre réalise la quasi totalité de sa production en transformant d'autres produits. Certes, ceci est peut être secondaire. Cependant, en 1970-1971 le Soudan a importé pour la valeur de 674.106 LS de lait en poudre (2.739 tonnes environ), 21.515 LS de beurre en boîte (58,7 tonnes) et pour 95.863 LS de fromage (388,6 tonnes) soit au taux de 1 LS = 12,50 FF, l'équivalent devises de 9.893.550 FF, alors que le pays possède l'un des plus importants cheptels du continent africain. Ce cheptel est estimé à 12.000.000 de bovins - 10.300.000 d'ovins - 7.200.000 de caprins - et 2.500.000 de camelins (2).

Signification économique du cheptel

Un tel potentiel pourrait approvisionner en protéines animales les Emirats. Gros producteurs de céréales, gros producteur de viande, le Soudan deviendrait le Danemark du monde arabe.

(1) Bank of Sudan, Fourteenth Annual Report 1973 p. 16.

(2) selon le "Ministry of Animal ressources".

De fait, de petits courants d'exportation existent. Par exemple, en 1970, 21.096 têtes de bovins furent exportées :

	Nombre de têtes	Valeur en LS
R A E	15.155	554.251
Arabie Séoudite	5.463	200.109
Koweït	480	14.440
<u>TOTAL</u>	<u>21.096</u>	<u>768.800</u>

Sur un troupeau de 12.000.000 de têtes, ces faibles exportations ajoutées à la consommation intérieure (450.000 têtes environ) équivalent à un taux d'exploitation de 4,3 % l'an.

Selon un de nos amis agronome, à partir de la structure du troupeau, il est possible de calculer qu'environ 450.000 à 500.000 têtes représentent le potentiel annuellement disponible et présentement non utilisé. Cette fourchette est probablement un seuil maximum et le potentiel réel est probablement inférieur. Néanmoins en prenant ces chiffres comme référence nous obtenons une sous-utilisation du potentiel bovin (viande) de l'ordre de 50 %.

II.E2 - LES NOMADES

Cette sous-utilisation du cheptel et le manque structurel de matière première pour l'usine de Babannoussa ont fondamentalement une seule et même cause : la **rationalité** socio-économique propre au nomadisme.

Selon le recensement de 1955-1956, 15 % de la population soudanaise est nomade, c'est-à-dire n'est pas attachée à une résidence permanente. Mais il est parfois difficile de définir la notion de résidence permanente. Karol Jozef Krotki écrit : *"En conclusion nous devons nous contenter d'avancer que, selon la définition retenue, n'importe quel pourcentage compris entre 40 % et 15 % peut représenter la population nomade"* (1).

(1) in "21 Facts about the Sudanese" p. 37. opus cité.

Par la suite, une nouvelle étude a fixé le pourcentage à 31 % (provinces du Nord). Par province les pourcentages sont les suivants (1) :

Darfur	Kassala	Kordofan	Nord	Nil Bleu	Khartoum
51,9 %	58,6 %	27,9 %	27,3 %	16,2 %	16,0 %

Ces populations nomades détiennent un monopole quasi exclusif sur l'élevage bovin et, de façon moins nette, sur l'élevage ovin du pays.

Le nomadisme apparaît le plus souvent comme une adaptation extrêmement subtile à des conditions écologiques difficiles. Au Soudan, on estime que 50 % des nomades se déplacent en raison de l'apparition de la mouche tsé-tsé (*tabanidae*) à l'un des pôles de leurs terrains de pâturages. Une autre fraction de 30 % se déplace pour découvrir de nouveaux pâturages. Enfin 20% des nomades du Soudan sont à la recherche de l'eau. Cette diversité des causes immédiates (naturelles) des déplacements ne facilite pas les politiques de fixation, si toutefois la fixation est une politique rationnelle. On ne doit pas oublier que la sédentarisation signifie une sous-utilisation de pâturages qui pour l'instant ne sont accessibles qu'aux nomades.

Le nomadisme en tant que forme de production possède certaines caractéristiques propres qu'il convient de signaler (2)

Dans ce type de formation économique et sociale le moyen de production dominant est l'élevage. Par rapport à la terre, en tant que force productive le bétail a une vitesse de rotation beaucoup plus importante. En tant que moyen de paiement le bétail est rapidement mobilisable. Ceci se constate aisément dans la coutume du "prix du sang" : en réparation, le meurtrier doit payer un certain nombre de têtes de bétails. On le remarque encore dans les systèmes de dot payée en bétail. Nous nous sommes souvent demandé si

(1) in Sudan Notes and Records n° 47 - Henin : "A re-estimation of the nomadic population of the six northern provinces".

(2) Voir Maurice Godelier : "Horizon, trajets marxistes en Anthropologie" p. 21 et p. 50 suivantes. F. Maspero. 1973.

l'endogamie maximum (mariage préférentiel des cousins parallèles) qui caractérise les Arabes n'a pas son origine dans la capitalisation du bétail au bénéfice exclusif du clan patrilineaire.

Quoiqu'il en soit cette dimension quasi monétaire (1) du bétail (mobilité rapide, capacité d'auto-reproduction, possibilité de circulation) entraîne des disparités de richesse comparativement plus importantes que celles qui peuvent se développer spontanément dans les communautés d'agriculture précapitaliste. Nous avons vu précédemment que dans la tentative de sédentarisation du Jebel Megenis, les "pauvres" avaient répondu favorablement, au moins pour un temps, à l'offre gouvernementale.

D'autre part, si l'élevage constitue le moyen de production dominant des formations économiques et sociales nomades (bédouines), à cette dominance peuvent s'associer diverses formes d'activités agricoles et marchandes. Ceci, à condition que ces activités ne remettent pas en question la dominance qui au niveau des valeurs sociales reste, en général, la seule source de la "vraie vie". De fait, très rares, et peut être inexistantes, sont les nomades purs. En principe, les communautés nomades sont toujours articulées à des communautés sédentaires qui leur fournissent les céréales et le tissu; à ceci on peut aujourd'hui ajouter le thé et le sucre.

Cette articulation peut être le fait d'échanges stables, du pillage ou d'une domination politique autorisant un prélèvement de surplus de céréales, dattes, etc.... Lorsque l'articulation est le fait d'échanges stables, nomades et sédentaires participent d'une forme particulière et très exclusive de division du travail: peu d'élevage chez les sédentaires, peu d'activité agricole chez les nomades. On trouve des échos d'une telle situation chez Ibn Khaldun : *"Si les Bédouins ont besoin des villes pour le nécessaire, les citadins ont besoin des Bédouins pour le superflu. Les Bédouins ont besoin des villes pour le nécessaire, en raison même de leur genre de vie, tant qu'ils vivent au désert et n'ont pas autorité politique sur les villes"* (2).

(1) A titre de curiosité remarquons que l'origine du "pécule" est "peculum" petit bétail, petite monnaie.

(2) Al Mugaddima - traduction V. Monteil, Tome I, p. 302, tout le chapitre II "La civilisation Bédouine" traite de ce que nous appelons ici : "L'articulation nomades sédentaires".

Le fait que le nomadisme pur n'existe pas n'est pas un fait secondaire, car on a souvent confondu l'adoption par les nomades d'une phase d'activité agricole à l'un des pôles de leur territoire de nomadisation avec un processus de sédentarisation.

A ces deux caractéristiques, nous en ajouterons une dernière.

Au Soudan, les rapports officiels insistent souvent sur la mauvaise qualité du bétail des nomades. On explique alors que, pour ces derniers, la quantité du troupeau importe plus que sa qualité. Le discours suit alors les méandres tout tracés du "prestige social" qui, il faut bien le dire, n'explique pas tout.

En ce qui concerne la qualité du bétail, elle est généralement jugée à partir des normes européennes. Il s'agit là d'une confusion écologique et, par delà, d'une confusion de mode de production. Pour les Baggara (ce terme regroupe tous les éleveurs de bovins de l'Ouest du Soudan) une "bonne bête" doit avant tout avoir des qualités de marcheuse et d'endurance. *"Du fait que les Humur ne tuent pas leurs bêtes pour la viande, la qualité et la quantité de viande n'a pas grande importance : l'animal type est grand, haut sur pattes, son encolure est large. Les Humur disent que sa minceur le rend rapide."* (1). On voit que l'animal en tant que moyen de production est sélectionné en fonction de la forme de la production.

On dira qu'il s'agit là d'une évidence. Comment se fait-il alors que cette évidence n'ait pas attiré l'attention des promoteurs de l'usine de Babannoussa ? Une évidence en entraînant une autre, il est certain que cette correspondance entre les qualités spécifiques de la force productive et la forme de la production n'est qu'un élément, un rapport de rapports de la structure. Cet élément ne devient donc intelligible que dans sa relation à la structure globale.

(1) in Ian Cunnison : Baggara Arabs. Clarendon Press. Oxford 1966. p. 37. Personnellement nous avons été frappés par la ressemblance de ces bêtes avec le dromadaire, animal par excellence de ces Bédouins d'origine.

Les Ataya

Ce terme désigne une confédération de tribus. Toutefois, aujourd'hui la réalité de cette confédération ne va pas au-delà du langage.

En effet, les Messeriya, les Humr, les Hawasma et les Rizeygat ne forment pas une unité politique ou autre. Les Ataya se considèrent comme les meilleurs des Baggara, c'est-à-dire comme les seuls à jouir de toutes les douceurs de la vie nomade. Ian Cunnison cite un poème des Humr dont le titre est : "Notre migration est la gloire des Ataya". Les territoires des Ataya sont situés au Sud-Ouest du Kordofan et débordent assez largement sur la partie Sud-Est du Darfur.

L'administration soudanaise ne fait pas de distinction entre les Humr et les Messeriya ; les membres des deux tribus sont appelés Messeriya. A l'origine ces groupes aujourd'hui distincts étaient des sections d'une même tribu : les Messeriya Zurg (aujourd'hui ils se désignent eux-mêmes comme Messeriya) et les Messeriya Humr (les Humr actuels).

Actuellement leurs cycles de nomadisation sont parallèles et ils ne se rencontrent guère.

Les cycles de nomadisation de ces tribus sont situés entre deux zones de pluies. Une zone maximum de 1.000 mm par an au Sud près du Bhar El Ghazal. Une zone minimum de moins de 400 mm au Nord à une latitude un peu inférieure à celle de la petite ville de En Nahud dans le Kordofan.

Dans l'ensemble ce territoire est relativement humide. Au Nord, le paysage est celui de la steppe marquée par d'immenses baobabs autour desquels se forment de grandes mares où s'abreuvent les troupeaux à la saison des pluies. Le "Kharif" ou saison des pluies dure de cinq à sept mois, de mai à septembre environ. C'est alors que les Messeriya se trouvent dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de la petite ville de Babannoussa. Au Sud, près du Bahr El Gazal, le paysage est marécageux. Cette région sert de refuge pendant la saison sèche. L'amplitude des déplacements Nord-Sud est d'environ six cents kilomètres. A l'approche de la saison humide, la mouche tsé-tsé fait son apparition dans le Bhar El Ghazal. La migration vers le Nord apparaît donc au niveau d'une analyse de ses causes objectives comme une mesure de protection du bétail.

Nous avons vu que pendant le "Kharif" les Messeriya font paître leurs troupeaux dans les régions voisines de l'usine de déshydratation. L'amplitude de leurs mouvements dépend alors de l'abondance ou de la rareté des pluies. Si les pluies sont abondantes, les troupeaux seront dispersés sur une vaste étendue de pâturages. Au contraire, si les pluies ont été peu abondantes les troupeaux se concentreront sur les quelques pâturages existant alors. Dans ce cas, les querelles, voire les guerres, entre "Surra" (1) ne sont pas rares. Si un tel différend éclate et si un homme est tué, le meurtrier devra payer une cinquantaine de vaches au "surra" du défunt.

Il serait faux de croire que des pluies très abondantes soient bien accueillies par les Messeriya. En fait, la saison idéale est celle où les pâturages sont suffisants pour nourrir les troupeaux sans plus. Des pâturages trop exigus concentreront les troupeaux ce qui augmentera les risques de conflits. Cependant, des pâturages trop étendus dispersent le bétail ce qui augmente les risques de pertes : bêtes égarées, veaux attaqués par les hyènes, etc....

A la fin de la saison des pluies, les Messeriya prennent la route du Sud pour rejoindre les pâturages du Bhar El Arab ; en cas de sécheresse, ils peuvent s'enfoncer dans le Sud et gagner les rives du Bhar El Ghazal : Province du Sud qui porte le nom de cet affluent du Nil Blanc. Là, si les pâturages sont rares ils peuvent entrer en conflit avec les Dinka de cette région pratiquant eux aussi l'élevage. Les Dinka ne nomadisent pas, leurs troupeaux effectuent de petites transhumances au rythme des crues du Bhar El Ghazal et de ses affluents; à la saison des hautes eaux ils se réfugient sur les collines (2).

L'économie des Messeriya

Ce titre est un peu prétentieux. Nous l'utilisons pourtant car il s'agit pour nous d'insister sur la cohérence profonde, la rationalité de la

(1) L'iniage de cinq générations, il s'agit de la plus petite unité de campement. Les querelles inter-familiales rendent la composition de ces "Surra" (clans) assez instable.

(2) Voir C.G. Seligman et Brenda Z. Seligman. Pagan tribes of the Nilotic Sudan 1932. Chap. IV et V, ainsi que Evan Pritchard "Les Nuer" Gallimard, 1968.

formation économique et sociale de cette tribu. D'ailleurs depuis l'ouvrage de Maurice Godelier : "Rationalité et irrationalité en Economie", nous savons que le M P C n'a pas la primeur de l'acte rationnel (et d'ailleurs de quelle rationalité s'agit-il ...). Personnellement, nous avons été frappés par la rationalité de la formation économique et sociale Messeriya.

A ce niveau le danger serait de sombrer dans un romantisme du nomadisme auquel il est aisé de succomber. Il est certain que le nomadisme présente des caractères fascinants. Certains auteurs et non des moindres, tel Burckhardt l'ont qualifié "d'humanisme sauvage". De même la poésie des nomades exalte un mode de vie synonyme d'une liberté profondément vécue. Pour avoir cotoyé les Messeriya et quelque peu les Haddendawa nous pensons que les joies de la vie nomade existent, et bien que profondément attaché à une FES différente nous sommes en accord avec R. Barthes lorsqu'il écrit : "... *ceci est pour dire que l'art de vivre n'a pas d'histoire ; il n'évolue pas : le plaisir qui tombe, tombe à jamais, insubstituable*" (1).

Ces plaisirs et ces joies de la vie nomade nous ne les connaissons pas et nous ne ferons pas semblant de les connaître. Elles sont, rigoureusement parlant, incommunicables. Faire semblant ce serait évoquer des sensations : les parfums de la steppe après les pluies, le goût du thé à l'aube, la beauté d'une jeune fille montée sur le boeuf que l'anneau et la bride rendent docile ..., leurreux séduisants d'une littérature exotique. Jacques Berque est probablement le seul à être allé au-delà ...

Le nomadisme constitue-t-il un mode de production ? S'il en était ainsi, il faudrait pour le définir une très bonne connaissance des diverses tribus où la force productive essentielle est le bétail. Mais attention ! on ne peut multiplier les modes de production à l'infini sur les seuls fondements d'une force productive dominante et de formes de division technique du travail social. A ce propos, M. Godelier note : "*En effet, des rapports de production semblables peuvent s'articuler sur des formes différentes de division technique du travail*". Il semble seulement que les variations à l'intérieur des sociétés de pasteurs soient moins nombreuses qu'à l'intérieur des

(1) Roland Barthes par Roland Barthes. Seuil 1975. p. 54.

sociétés d'agriculteurs Le débat certes n'est pas clos (1). C'est pour-
quoi nous n'avons pas utilisé et n'utiliserons pas le concept de mode de
production en ce qui concerne les "sociétés précapitalistes" que nous avons
mentionnées ou que nous mentionnerons.

En général, nous continuerons à employer le terme de Formations Econo-
mique et Sociale (F E S).

Signification du bétail

En tant que moyen de production dominant, le bétail constitue la force
productive essentielle qui permet la reproduction de la communauté en tant
que telle. Le lait et ses dérivés simples fournissent la nourriture de base
des familles. Le bétail est aussi utilisé comme moyen de transport. Les be-
soins que la communauté ne peut directement satisfaire sont réduits : un peu
de sorgho, parfois une galabia par an et surtout le thé et le sucre ; guère
plus dans l'ensemble.

Le thé est pour les Attaya beaucoup plus qu'un simple breuvage. Chez les
Attaya et notamment parmi les Humr existent des "associations de buveurs de
thé" appelées "Baramka" (2). On peut se demander si le concept de "société
secrète" ne serait pas plus adéquat pour rendre le sens sociologique de
Baramka. Certes le Baramka n'a pas de fonctions politiques et revendicatives
clairement définies et exprimées. Le niveau symbolique l'emporte ici sur
le niveau pratique. Néanmoins lorsque Jean Chesneaux écrit à propos des
sociétés secrètes en Chine : *"Le paradoxe n'est qu'apparent, d'un Ancien
"Régime ébranlé par la modernisation, et dont la crise même donne un nouvel
"élan à des forces historiques archaïques, à savoir les sociétés secrètes"*,
(3) nous ne pouvons nous empêcher de faire un rapprochement avec le Baramka,
avec le Zar aussi, dont nous parlerons ultérieurement.

(1) Voir : Emmanuel Terray : "Le Marxisme devant les sociétés "primitives"
F. Maspero, 1969.

: P. Philippe Rey : "Colonialisme, néocolonialisme et transition
au capitalisme", F. Maspero, 1971.

Pour une critique de ce courant : Maurice Godelier 1973 opus cité. Sur-
tout : "Le concept de tribu" p. 93 à 131 dont nous utilisons l'argumen-
tation.

(2) Voir la très belle analyse de cette association que fait Ian Cunnisson
dans son ouvrage "Baggara Arabs" p. 122 et suivantes, opus cité. Nous
avons rendu par association le terme anglais "club".

(3) "Mouvements populaires et sociétés secrètes en Chine aux XIX^e et XX^e
siècles" Volume collectif préparé par Jean Chesneaux, Feiling Davis,
Nguyen Nguyet Ho. F. Maspero, 1970, p. 23.

Les membres du "Baramka", en général des jeunes gens, se réunissent en vue d'une dégustation cérémonielle du thé. La cérémonie est accompagnée de chants louant le thé et le sucre. Les femmes ont aussi leurs Baramka.

Il est étonnant que les titres honorifiques des membres dirigeants de l'association soient des titres correspondant à des grades administratifs attribués à des soudanais (indirect rule) par le Gouvernement colonial : Sir (1), Nazir, Oumda, Sheikh, Cadi, Effendi et Askari (soldat ou policier). Ceux qui portent ces titres sont en général des Baggara qui ont "rompu" avec le nomadisme en entrant au service du gouvernement. C'est par leur intermédiaire que les Humr perçoivent l'Etat, c'est-à-dire le pouvoir.

Les avantages matériels que procure le pouvoir sont admirés par les Humr, mais l'idéal de la vie nomade demeure aussi un pôle d'attraction. Le thé symbolise bien cette ambivalence : introduit par la colonisation, il est devenu partie intégrante de la vie sociale, mais la colonisation en "fonctionnalisant" (ce qui équivaut à une sédentarisation) certains Baggara, a introduit un élément de désintégration. Il semble bien que le Baramka soit une sorte de représentation théâtrale, au sens de la tragédie Grecque, destinée à révéler et à masquer ce conflit, cette attirance-répulsion pour une vie d'abondance sédentarisée au service de l'Etat. Précisons que les Baramka n'ont pas cessé avec l'indépendance.

A la fin de son étude Ian Cunnison écrit : *"Il semble que pour les Humr le thé soit un symbole. Il est devenu un élément de leur vie, mais simultanément ils se sentent coupables car son utilisation les a fait déroger à l'austérité qui pour eux est inséparable d'un comportement viril. En même temps le thé est associé aux détenteurs de pouvoir qu'ils admirent : les nazirs et autres qui le consomment en grande quantité. En retour ceci justifie son utilisation"*. (2)

Il est certain que le thé et le sucre, mais aussi les taxes sur le bétail, ont joué et jouent un rôle important dans l'articulations des formations

(1) Selon Ian Cunnison ce titre provient de l'ennoblissement par La Couronne d'Angleterre de Sayed Abd El Rahman El Mahdi : chef des Ansars et de l'Umma auxquels les Humr adhèrent.

(2) opus cité p. 128.

économiques et sociales Baggara et de l'économie marchande. Par delà le thé et le sucre, l'économie marchande fournit d'autres produits (tabac) et objets (verres, théières, lampes, etc...) qui entraînent une intensification des échanges, donc des ventes de bétail. Qu'il y ait là un danger à long terme pour les F E S Baggara ne fait aucun doute. Les Humr l'ont compris et I. Cunnison cite des conversations dans lesquelles les hommes se demandent s'ils ont bien fait d'accepter le thé.

Vendre du bétail c'est en effet se séparer du moyen de production essentiel à la reproduction de la F E S Baggara. Les aléats du nomadisme : sécheresses, épizooties, querelles entraînant le paiement du "prix du sang" nécessitent le maintien de troupeaux importants. Dans ces conditions on comprend qu'il y ait corrélation entre le nombre de bêtes possédées et le prestige social. La gestion d'un tel capital demande de nombreuses qualités : courage, frugalité, intelligence qui font partie des vertus cardinales des Baggara. Celui qui n'a pas de bêtes est censé manquer d'une ou plusieurs de ces qualités. Les poèmes des femmes ne chanteront pas sa renommée et il risque de ne pas trouver d'épouse. Un proverbe Messeriya dit : *"Les femmes sont comme les mouches du lait"*, donc point de lait, point de mouches.

L'attachement au bétail se comprend aisément, car le bétail est la F E S Baggara. Or, l'usine de déshydratation de lait de Babannoussa est située dans une région où les troupeaux paissent au moment du vêlage. Une grande partie des surplus de lait est alors utilisée pour assurer la reproduction et éventuellement l'accroissement du capital bovin. Si les Messeriya avaient dû fournir la matière première correspondant à une pleine utilisation de la capacité productive de l'usine de déshydratation (50 tonnes/jour), ils auraient gravement compromis leur économie et à terme l'ensemble de leur F E S.

Ainsi l'articulation entre le M P C d'une part, le Capital marchand d'autre part, et les F E S Baggara ne saurait dépasser un certain seuil au delà duquel les prélèvements de bétail direct (viande) ou indirect (lait) dépasseraient la capacité de reproduction de ce dernier dans les conditions d'exploitation de la F E S Baggara. Ceci est net en ce qui concerne la liaison M P C - F E S Baggara telle qu'elle a été pratiquée à Babannoussa.

Là, les seules familles qui furent en mesure de vendre un surplus de lait à l'usine étaient des familles riches, possédant de vastes troupeaux (2.000 à 3.000 têtes). Les autres familles, la moyenne est d'environ 50 têtes, ne disposaient pratiquement d'aucun surplus commercialisable.

Lors de notre passage dans la région (septembre 1969), se fondant sur le fait que les familles les plus prestigieuses commençaient à vendre, les autorités escomptaient un effet d'entraînement cumulatif. Certes un tel effet n'était pas exclu, mais les dernières statistiques montrent qu'il n'a pas été déterminant. Une meilleure connaissance de l'économie Baggara aurait permis de le prévoir.

Pour continuer néanmoins à produire du lait en poudre, l'Etat a dû réaliser de nouveaux investissements. Deux centres collecteurs de lait, permettant de toucher davantage de nomades, une "ferme expérimentale" qui en fin de projet rassemblera un troupeau de 12.000 à 14.000 têtes sur 126.000 feddans dans le Sud-Ouest du Kordofan (Gazala Gawazat) (1). Le coût de ces "rallonges" au projet initial s'élèvent à plusieurs millions de LS.

On comprend qu'aucun investisseur privé ne se lance dans pareille aventure économique. Seul l'Etat peut courir le risque d'opérations aussi coûteuses et aussi peu rentables à court et moyen terme. Après cinq ans d'activités, l'usine de Babanoussa non seulement n'a pas amorti son capital de départ, mais elle demeure encore un gouffre d'investissements. Il n'est pas étonnant que les capitaux Koweïtiens, auxquels le Soudan tente périodiquement de faire appel, ne cherchent pas à s'investir dans de tels projets. Dans la phase d'accumulation primitive qui actuellement caractérise ce pays, la période de gestation de tout projet est le plus souvent extrêmement longue comparativement aux pays où cette phase d'accumulation primitive est achevée ou en voie d'achèvement.

Un pays comme le Soudan ne peut donc guère compter sur des prêts "privés". Ceux-ci auront toujours tendance à se diriger vers les projets agricoles ou industriels rentables à court ou moyen terme. Généralement, de

(1) Voir "The Five Years Plan of Economic and Social Development of the Democratic Republic of the Sudan for the period - 1970-1971/1974-1975" Volume I - Ministry of Planning Khartoum 1970.

tels projets n'ont pas d'impact profond sur le Développement réel du pays. Les Fonds de Développement Internationaux sont probablement les seules sources de financement possibles : F M I, B I R D, A I D, Fond Arabe de Développement, Banque Africaine de Développement, etc.... Il est certain que les prêts de ces Organismes ne peuvent être politiquement neutres.

11.E3 - LE CAPITAL MARCHAND

Bien avant la tentative d'articulation M P C - F E S Baggara, dont nous venons de rendre compte, le Capital marchand s'était articulé aux F E S Baggara. Ainsi, dans une étude ancienne (1966) mais bien documentée du "Département of Rural Economy" de l'Université de Khartoum, M.C. Simpson écrit : *"Selon les principaux marchands, environ les trois quarts du bétail passant par Omdurman (soit pour le marché intérieur ou l'exportation) provient du Darfur, le reste provient essentiellement du Kordofan"* (1). Il s'agit là des deux provinces où les populations sont en grande majorité Baggara.

Les pratiques commerciales s'apparentent fort au commerce de traite. Le "Sheil" (achat de la récolte sur pied) commun dans l'agriculture extensive a sa contrepartie dans l'élevage. Par exemple, il n'est pas rare qu'un marchand ou son intermédiaire achète un veau et n'en prenne livraison que lorsque l'animal est adulte, évidemment sans paiement additionnel.

En général, les Baggara vendent leurs bêtes à travers les souks (marchés) des petites villes et villages du Kordofan et du Darfur. Là, les bêtes sont achetées par des agents des gros marchands de Omdurman. Ils sont cinq, souvent liés par des mariages opportuns. Parfois, les achats sont effectués par des marchands itinérants qui pratiquent le commerce de traite (céréales, tissu, quincaillerie) et réalisent un double bénéfice à la vente et à l'achat.

Les animaux achetés sont réunis en lots acheminés sur pied jusqu'aux Grand Khartoum : Khartoum, Khartoum-Nord, Omdurman. Le voyage prend deux

(1) "Khartoum's Food Supplies", p. 127 opus cité.

à trois mois, c'est pour cette raison que pendant les mois de grosses chaleurs (Mars, Avril et Mai) les transactions sont extrêmement faibles. Le manque d'eau et de pâturages empêchent l'acheminement des bêtes. A Khartoum le prix de la viande augmente alors de 20 à 30 %. Le fait que le marché soit organisé en oligopole par cinq familles alliées permet à ces dernières de réaliser pleinement les buts de l'oligopole. Le marché est excessivement bien tenu; chaque fois que l'Etat a tenté de régler les prix l'oligopole a organisé la pénurie et l'Etat a dû céder. L'oligopole manipule les prix à l'achat (producteurs) et à la vente (détaillants) ; un producteur qui n'accepterait pas le prix des "cinq" ne parviendrait pas à vendre, quant au détaillant il ne serait plus approvisionné.

Cette situation oligopolistique se retrouve dans tous les secteurs (par produits) des denrées de base : poisson, fruits, céréales (sorgho).

Il serait pourtant faux d'imaginer que les nomades ne réagissent aucunement aux prix du marché. Ils réagissent semble-t-il, mais en fonction des impératifs propres à leur F E S.

Dans son étude M.C. Simpson s'interroge sur les possibilités de perversion de l'offre en cas d'augmentation des prix à la production. Il semble bien aujourd'hui que l'on puisse commencer à répondre à ces questions :
*"Si les prix augmentent, les producteurs vendront-ils davantage ou moins ?
 "Leurs besoins en monnaie sont-ils très limités ? Attachent-ils plus de valeur à la possession du bétail ou à celle d'un surplus monétaire ?" (1)*

A titre d'hypothèse très partiellement testée nous proposerons la réponse suivante : il semble bien que tant que les ventes de bétail n'atteignent pas le seuil critique au delà duquel les F E S Baggara risquent de compromettre leur propre processus de reproduction, une augmentation de la demande ne provoque pas de perversion de l'offre. Passé ce seuil, difficile à définir, il semble bien que le phénomène d'offre perverse se manifeste.

(1) opus cité, p. 129.

Ainsi dans le district de Nyala (Province du Darfur) le volume des transactions a connu une expansion très importante (1).

	1968-1969	1969-1970	1970-1971
Nombre de bovins exportés hors du district	4.039	13.813	25.736

Précisons que cette expansion extrêmement importante (plus de 100 % d'une année sur l'autre) doit probablement refléter aussi l'efficacité croissante du service de contrôle vétérinaire. Ceci réduit passablement la fiabilité des chiffres précités.

Il est néanmoins certain que depuis 1969-1970 la demande s'est accrue de façon importante. En effet, c'est à cette époque que l'Etat a mis en service le "Soba Fattening scheme". Il s'agit d'un complexe d'engraissement du bétail géré par le "Ministry of Animal Ressources". Le projet final comporte la création d'une "Desease free zone" pour le bétail destiné à l'exportation. Actuellement, le complexe permet de "finir" les bêtes avant l'abattage, de régulariser l'approvisionnement en viande du Grand Khartoum essentiellement pendant les mois d'été et de lutter contre l'oligopole. En effet, le complexe approvisionne des bouchers associés à des prix fixés par l'Etat. En 1972, il y avait dans le Grand Khartoum, 32 bouchers associés sur les 200 payant patente.

Le complexe d'Etat a provoqué un accroissement de la demande. L'achat de bétail pour la "ferme expérimentale" de Gazala Gawazat a probablement eu un effet similaire. Or, si les prix à la production sont demeurés relativement stables jusqu'en 1969-1970, en 1972 ils ont brutalement augmenté de 20 %.

Ce que nous savons de l'économie Baggara nous incite fortement à penser que dans les prochaines années l'offre va se stabiliser, elle pourrait même décroître ce qui pourrait provoquer des tensions entre l'Etat et les nomades.

(1) Source : veterinary District of Nyala - Annual Report. Au Soudan, les animaux faisant l'objet d'une transaction commerciale ne peuvent quitter le point de vente qu'après délivrance d'un certificat sanitaire.

11.E4 - LES NOMADES ET L'AGRICULTURE

Nous savons que le nomadisme "pur" n'existe pas et que l'économie bédouine ne saurait durablement se maintenir sans la proximité de fournisseurs de grains, de tissu, etc....

Jusqu'au début du XX^e siècle, le Sultanat du Darfur offrait aux Baggara les ressources d'une forte communauté sédentaire. Ces ressources étaient assurées à condition que les nomades payent au Sultan la taxe sur le bétail et participent aux campagnes militaires du sultanat. Lorsque en 1916 l'armée anglaise eut défait le dernier sultan du Darfur, Ali Dinar, toute l'organisation tant politique qu'économique du sultanat fut démembrée. Afin d'être en mesure de payer les taxes au Gouvernement central, les agriculteurs sédentaires Fur (Dar-Fur, le pays des Fur) durent accroître leurs cultures de coton. Précisons qu'une production locale de tissu existait depuis fort longtemps. Aujourd'hui encore les métiers à tisser n'ont pas toujours déserté les villages. Cet accroissement de la "culture du gouvernement" limita les surplus de sorgho susceptibles d'être vendus ou échangés au Baggara (Messeriya Zurg, Messeriya Humr notamment). C'est très vraisemblablement à cette époque que les nomades commencèrent à inclure une phase agricole à l'un des pôles de leur migration. On ne saurait exclure qu'une telle activité n'ait pas eu d'antécédents plus lointains encore. Par exemple lors de mauvaises récoltes chez les sédentaires ou de crise politique dans le sultanat. Lorsque Ian Cunnison fit l'étude que nous avons abondamment citée, entre 1951 et 1955, certaines familles Humr avaient ajouté à cette phase de culture du sorgho une phase de culture du coton.

Qu'il y ait là l'amorce à terme d'une sédentarisation, c'est possible. Mais il faut être très prudent quant à la généralisation linéaire et cumulative de quelques faits. Tant que le nomadisme demeure la forme économique principale, les "concessions" des nomades ont toujours pour fonction de renforcer cette forme principale.

Les seules sédentarisations quasi irréversibles sont celles qui font suite à la disparition ou à l'inaccessibilité de l'un des moyens de production essentiels des F E S bédouines : bétail, pâturages. Sur ce point nous citerons un exemple qui bien que n'intéressant pas directement le Soudan, mais l'Algérie, illustre bien le processus que nous venons d'évoquer.

Les Beni Oudjana

Dans les Aurès nous avons eu la chance d'écouter le récit d'un vieux Beni Oudjana qui nous racontait la sédentarisation de sa tribu. Les événements rapportés ici sont, selon le conteur, antérieurs à la période turque (1512-1830) : indication bien vague mais non essentielle à notre propos.

Les Beni Oudjana suivaient alors un cycle de nomadisation d'amplitude relativement faible, 100 à 200 Km. L'hiver se passait au Sud des Gorges d'El Kantara; le printemps, l'été et une partie de l'automne voyaient les troupeaux (moutons) paître dans la vallée et sur les pentes de la chaîne du Mont Chelia (2.327 m). En ce temps peu ou pas d'activités agricoles étaient pratiquées. Mais après une guerre intertribale une autre tribu s'empara des territoires du Sud et les Beni Oudjana durent s'établir sur les terres qu'ils occupaient pendant les saisons chaudes.

L'habitat se transforma, des tentes on passa à de petites maisons en pierre aux toitures de chaume. Puis la robuste habitation de type Chawilla fut adoptée. Les petites maisons de la "transition" existent toujours, elles servent de hangar et d'étable. Dans la vallée et sur les pentes douces l'agriculture est maintenant établie.

Dans l'Ouest du Soudan, nous n'avons pas eu connaissance de sédentarisation aussi radicale. Dans l'actuelle Gezira, autrefois territoire des nomades Rufa'a, il semble que l'irrigation, le métayage d'Etat, aient fixé un grand nombre de ces ex-nomades. Pourtant, les Rufa'a font toujours paître leurs bêtes sur les limites de leurs champs de coton (v. p. 57). Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne les Messeriya et les Humr, l'activité agricole doit être interprétée non pas comme un début de sédentarisation mais inversement comme une tentative (peut être pernicieuse à terme) de renforcement du nomadisme. Ceci se comprend fort bien.

La culture du sorgho rend le nomade moins dépendant des agriculteurs sédentaires, celle du coton procure de la monnaie qui permet d'accroître le nombre de bêtes et/ou de reconstituer un troupeau après une épizootie : les courants d'échange ignorent les frontières étatiques ; ils vont jusqu'au Tchad et probablement au-delà.

Dans tous les cas, les activités agricoles permettent d'économiser le bétail. Source de monnaie notamment pour le paiement des taxes, source de céréales, ces activités agricoles limitent les ventes de bétail. Ceci tend à accroître la capacité de résistance du nomadisme en tant que tel.

Une nouvelle politique

La cohérence des F E S nomades, les échecs (1) des tentatives de sédentarisation, l'échec de l'usine de Babanoussa, ont amené certains fonctionnaires soudanais à proposer une approche beaucoup plus anthropologique de l'articulation des F E S pré-capitalistes au M P C.

L'objectif fondamental est toujours le même : faire produire de la valeur à des F E S qui n'en produisent pas, peu ou insuffisamment. Ou encore, comme l'écrit de façon plus agréable Françoise Aubin (mais l'expression agréable ou non ne change rien quant au fond) : transformer l'économie pastorale nomade en "l'infime rouage local de l'économie globale d'une nation à vocation agricole" (2). Mais les échecs passés ont montré qu'il ne suffisait pas de créer un cadre de sédentarisation ou d'articulation : des lots à cultiver, une usine, mais qu'il devait y avoir une certaine correspondance entre ce cadre et ceux qui étaient censés le remplir.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire jusqu'à présent, peu ou prou dans tous les cas, le cadre restait vide. Pourtant, au Soudan, plusieurs études anthropologiques publiées entre 1960 et 1970 (3) ne manquaient pas d'insister sur l'importance d'une bonne connaissance socio-économique des F E S nomades comme préalable à leur articulation au M P C.

-
- (1) Un fonctionnaire du "Ministry of Animal Ressources" cite le cas de tribus sédentarisées il y a une cinquantaine d'années et ayant tendance à reprendre la vie bédouine (les Bederiya et les Birgid) in *Agricultural Development in the Sudan* p. 125. opus cité.
 - (2) "Une expérience de collectivisation en économie nomade : la coopérative de production rurale en République Populaire de Mongolie" in *l'homme et la société*. N° 5, Juillet-Août-Septembre 1967.
 - (3) Outre les travaux de I. Cunnison que nous avons cités, nous mentionnons les remarques très précieuses de K.M. Barbour dans *the Republic of the Sudan, A regional geography* (opus cité). Ainsi que les articles de T. Asad in *"Sudan Notes and Records"* notamment, Vol. 45 (1964). Voir aussi du même auteur : *"the Kababish Arabs"* C. Hurst et Co. (Londres 1970).

Mais il a fallu l'échec exemplaire de l'usine de Babanoussa pour que la classe dirigeante s'intéresse à ces travaux. Si l'on en juge à travers l'étude de "faisabilité" de Babanoussa que nous avons eu l'occasion de lire, l'échec de cette unité de production a valeur d'exemple. L'étude se fondait sur une évaluation purement quantitative, elle mettait en relation simple le nombre de têtes de bétail, la production journalière moyenne par tête pour évaluer la production laitière moyenne dans la région de Babanoussa.

A terme il semblait naturel que les Baggara se transforment en éleveurs parcourant la savane au service de l'usine ... Pourtant, dès 1965 (trois ans avant l'achèvement de l'usine de Babanoussa), lors de la 13ème Conférence annuelle de la "Philosophical Society of the Sudan", T. Asad, I. Cunnison et L.G. Hill du Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université de Khartoum, présentaient un article au titre, et surtout au contenu, extrêmement clair : "Settlement of Nomades in the Sudan : A critique of present plans".

Dans l'immédiat, ceci ne servit à rien. Pourtant, l'essentiel était dit, même si Ian Cunnison avait tendance dans son article à expliquer la relation Baggara-bétail essentiellement sous l'angle des "valeurs" de la superstructure.

C'est ainsi que selon I. Cunnison, si la quantité de bétail compte davantage pour les Baggara que sa qualité, il faut en chercher l'explication essentiellement dans le prestige social attaché au bétail. L'auteur explique très bien que celui qui dispose d'un troupeau important peut à la faveur de dons, accroître sa "clientèle". Le don étant à la fois expression de générosité donc de prestige, et simultanément captation de pouvoir politique par la relation asymétrique qu'il entraîne. Depuis "L'Essai sur le don", de Marcel Mauss, ce phénomène a été abondamment étudié.

Cette explication est néanmoins insuffisante. Nous avons dit précédemment (p. 161 ss.) que les aspects tant qualitatif que quantitatif du bétail devaient être appréciés en fonction de la rationalité économique profonde de la F E S Baggara. Ce qui précipité I. Cunnison dans le "piège" du prestige social, c'est à notre avis, le fait qu'il n'utilise pas explicitement le concept de force productive en liaison avec la forme de production qu'il étudie. Nous disons bien, explicitement, car la rigueur de cet anthropologue l'amène en permanence à cotoyer ce concept.

Quoiqu'il en soit, les auteurs de l'article de 1965 (publié en 1966) mettaient clairement en garde la classe dirigeante soudanaise contre un avenir qu'ils ne purent influencer dans l'immédiat : *"se laisser aller à supposer que les stimuli économiques sont suffisants est une grave erreur; c'est en outre une erreur qui a de fortes chances d'être commise dans le Nord Soudan où l'on pense communément de façon erronée que les pasteurs Arabes, contrairement aux pasteurs Nilotiques du Sud, ont une attitude purement marchande (mercenary) vis-à-vis de leur bétail et qu'en conséquence leur intérêt pour ce dernier a pour but essentiel la maximisation du profit. Rien n'est plus faux et les plans fondés sur une telle assumption méritent l'échec qui inévitablement les attend"*. C'est, en effet, ce qui advint.

Il semble pourtant qu'au Soudan, les travaux des anthropologues commencent à être pris au sérieux. Lors d'un séminaire international consacré au Pastoralisme qui eut lieu à Alger en Avril 1974, la délégation soudanaise présenta un article (1) qui marque une nette rupture avec les politiques passées.

En effet, cet article a vraisemblablement une valeur semi-officielle puisqu'il fut présenté par M.O. El Sammani, "Directeur de la section socio-économique de l'administration pour la conservation des sols, l'utilisation des sols et la répartition des eaux" (Ministry of Agriculture, Food and Natural Resources). L'auteur propose que *"les systèmes nomades traditionnels soient acceptés par les planificateurs s'intéressant au problème du nomadisme comme les fondements sur lesquels tout effort d'amélioration devrait s'appuyer. Ceci implique que les "formes" (systems) qui se sont développées dans diverses communautés nomades soient évaluées en tant qu'instruments possibles des améliorations ultérieures"*. Parmi ces instruments, l'auteur cite : les pâturages, les voies de migrations, les services et autres infrastructures traditionnelles, les pratiques commerciales existantes, le type d'agriculture pratiqué et son intégration au nomadisme, le type de bétail, etc..., etc....

(1) "Proposal for improvement of nomadic life among the messeriya people". Ce titre est déjà très nettement en rupture avec les politiques de sédentarisation.

Certes cette nouvelle politique, tout comme l'ancienne, a pour fonction la production de la valeur. Il s'agit sous d'autres voies d'une pénétration du capitalisme d'Etat. A ce niveau d'analyse, il serait faux d'adopter une position "radicale", c'est-à-dire de prôner en toute irresponsabilité une politique de destruction maximum des F E S précapitalistes par l'Etat, sous prétexte qu'ainsi les nomades deviendraient plus sûrement et plus rapidement des prolétaires, porteurs de la "théorie révolutionnaire".

Toutes proportions gardées, il s'agit là d'une version "marxiste" du "massacrez les tous, Dieu reconnaîtra les siens". Il resterait d'ailleurs à démontrer qu'une telle politique produirait le résultat escompté et non un repliement sur des idéologies de fuite en arrière : millénarisme, messianisme et, en ce qui concerne le Nord-Soudan, mahdisme. Ce "radicalisme" manque de sérieux, néanmoins nous en avons pressenti la trace dans des conversations avec des jeunes intellectuels "de gauche" soudanais.

Nous sommes quant à nous persuadés que les modes de pénétration du Capitalisme d'Etat au Soudan sont beaucoup plus essentiels que le phénomène de pénétration lui-même qui semble actuellement inévitable. C'est dire que si le phénomène est banal et ne pose pas de problème majeur il en va tout autrement de son mode d'actualisation ici et maintenant. Tel est d'ailleurs l'objet essentiel de ce travail.

Conclusion

Nous pensons que selon les formes concrètes que prendra le mouvement d'accumulation primitive au Soudan se trouveront ménagées ou non des possibilités de surgissements ultérieurs d'alternatives réelles (et non pas "idéelles" sur fond de spécificité) au mode de production capitaliste.

En ce sens, il nous semble que la nouvelle politique d'articulation M P C - F E S Baggara qui émerge actuellement au Soudan tend à préserver à long terme les chances d'innovation de ce pays en matière de structures socio-économiques. S'il s'agit là d'une illusion, seul un avenir sans doute lointain la dissipera.

Néanmoins ce projet à long terme n'est pas seul en cause, le présent l'est aussi. Une politique trop brutale d'articulation, voire même d'absorption des F E S précapitalistes par le M P C mettrait en danger l'agent de cette politique : l'Etat dans toutes ses dimensions socio-politiques. Or, une politique d'articulation rapide, à plus forte raison une politique de sédentarisation, risquerait fort de n'avoir en dernière analyse d'autre recours qu'un usage quasi permanent de la force. Ce recours à la force impliquerait du même coup une résistance armée des F E S nomades.

Ce risque d'éclatement que nous mentionnons ici n'est pas une pure hypothèse, le Sud-Soudan en est la preuve manifeste.

Par delà les causes immédiatement perçues de ce conflit qui pendant seize années a opposé le Nord et le Sud, nous pensons que sa cause structurale la plus profonde et la plus cachée n'est autre que ce mouvement d'accumulation primitive, concept clef de tout notre travail. C'est un fait que dans le Sud-Soudan le mouvement d'accumulation primitive a pris des formes nettement plus brutales que dans le Nord. Dans le Nord-Soudan, à l'exception d'incidents localisés : déplacement des Nubiens de la région de Wadi-Halfa (1964), querelles intertribales dans l'Ouest (Baggara), surveillance des frontières (Tchad, Erythrée) l'Etat n'a jamais eu recours de façon quasi permanente à la coercition pour intégrer les F E S précapitalistes.

Nous ne prétendons pas que le mouvement d'accumulation primitive, qui, à notre avis, inclut celui de l'édification nationale, constitue un principe explicatif unique. En revanche, nous soutenons que ce concept en mouvement est le seul qui permette d'unifier d'autres principes explicatifs qui sous cet éclairage prennent un sens nouveau.

Nous aurons l'occasion d'en faire la preuve en étudiant ce qu'il est convenu d'appeler le "problème du Sud-Soudan". Etant donné l'épaisseur historique de ce problème, sa complexité, nous serons obligés d'effectuer un rappel historique qui accordera une place importante aux périodes coloniales turque (1820-1860) et britannique (1895-1956).

C H A P I T R E I I I

LE CONFLIT NORD-SUD

III - SECTION A : ELEMENTS D'HISTOIRE

III.A1 - LE SUD-SOUDAN

Le terme Sud-Soudan désigne les trois provinces méridionales : le Haut Nil, l'Equatoria, le Bhar El Ghazal. A Khartoum, on dit généralement le Sud. En ce qui concerne les habitants de cette région, sauf en cas de spécification tribale, ils sont appelés les sudistes ("southerners").

Ainsi défini le Sud aurait aujourd'hui, 1974-1975, quatre millions d'habitants environ, ce qui représenterait un quart de la population soudanaise. Il s'agit d'une estimation officieuse, peu fiable. S'il en était ainsi, la part relative des habitants du Sud aurait fortement décru depuis le premier recensement de 1956. En effet, à cette date les Sudistes représentaient 30 % de la population du Soudan. Ils constituaient alors la plus forte minorité nationale après les Arabes (39 %) (1). Aujourd'hui les Sudistes ne représenteraient plus que 25 % de la population du Soudan. Il s'agirait alors d'une régression d'autant plus spectaculaire qu'en 1956, en dépit d'un taux de mortalité très élevé (entre 27 et 33 ‰) les taux d'accroissement démographique moyens du Sud étaient sensiblement équivalents à ceux du Nord (entre 26 et 27 ‰).

A équivalence de taux de mortalité, étant donné les taux de fertilité des provinces méridionales, le Sud aurait eu une croissance démographique très nettement supérieure à celle du Nord (plus de 40 ‰). Si le chiffre officieux de 4.000.000 de Sudistes s'avérait exact, il signifierait que les seize années de guerre qu'a connues le pays ont eu des effets très meurtriers.

Lors des conversations que nous avons eues avec certains dirigeants politiques des mouvements séparatistes en Ouganda et au Kenya (1969) on nous avait cité le chiffre de un million de morts. La légitimité de tels

(1) Les autres minorités étaient les habitants de l'Ouest (Fur, Fellata, certains Baggara, etc...) 13 %, les Nuba (6 %), les Beja (3 %) et les Nubiens (3 %).

mouvements étant en partie fondée sur le nombre de morts qu'ils peuvent revendiquer, on peut douter de ce chiffre. De plus, la lutte armée ne prit jamais la forme très meurtrière de batailles "classiques". Quoiqu'il en soit, même si la critique des chiffres est scientifiquement nécessaire, une telle attitude est humainement assez détestable.

Néanmoins nous pensons que le nombre de personnes ayant péri directement du fait des opérations militaires est considérablement moins élevé que le nombre des victimes "indirectes". Ces victimes "indirectes" ce sont celles dont la mort aurait pu être évitée si l'infrastructure sanitaire n'avait pas été détruite ou abandonnée, si l'approvisionnement en nourriture avait pu s'effectuer normalement, etc..., toutes conditions qui supposaient la fin de l'état de belligérance.

Les origines de cet état de belligérance sont complexes. A "l'origine des origines", il y a le fait que l'Afrique fut un réservoir d'esclaves pour les puissants Modes de Production Asiatiques de la Méditerranée Orientale : l'Egypte Pharaonique, l'Empire Sassanide, l'Empire Byzantin, l'Empire Arabe et enfin l'Empire Ottoman, ceci, indépendamment du fait que l'une des caractéristiques du M P A est de ne pas utiliser ou de n'utiliser que de façon marginale le travail servil. Nous ne nous attacherons pas à l'étude des politiques esclavagistes de l'Antiquité, mais uniquement aux politiques plus récentes de l'Empire Ottoman et notamment à celles des Khédives d'Egypte.

III.A2 - L'ISLAM ET L'ESCLAVAGE

Il y a dans le Coran (1) plusieurs versets qui ont servi à institutionnaliser le pillage des biens et des hommes non-musulmans. Ainsi la Sourate VIII (le butin) :

Verset 68 : Il n'a jamais été donné aux prophètes de faire des prisonniers sans commettre de grands massacres sur la terre. Vous désirez le bien de ce monde, et Dieu veut vous donner ceux de l'autre. Il est puissant et sage.

(1) Toutes nos citations sont tirées de la traduction de Kasimirski, chez Garnier-Flammarion (1970).

Verset 69 : *Si la révélation faite précédemment n'avait pas semblé vous y autoriser, Dieu vous aurait fait expier par des châtements douloureux la rançon des captifs à Baedr (1)*

Le sort des captifs de guerre est encore mentionné dans la Sourate XLVII (Mohammad):

4. *Quand vous rencontrerez les infidèles, tuez-les jusqu'à en faire un grand carnage, et serrez les entraves des captifs que vous aurez faits.*

5. *Ensuite vous les mettrez en liberté, ou les rendrez moyennant une rançon, lorsque la guerre aura cessé ...*

De façon explicite, le Prophète ne mentionne l'esclavage qu'une seule fois (à notre connaissance) : Sourate XXIV.

33... *Si quelqu'un de vos esclaves vous demande son affranchissement par écrit, donnez-le-lui si vous l'en jugez digne. Donnez-leur quelque peu de ces biens que Dieu vous a accordés...*

Mais l'oubli est souvent oubli de l'évidence. Si l'esclavage n'est guère mentionné dans le Coran, c'est simplement parce qu'il était très répandu dans la tribu des Quoraysh ainsi que dans les autres tribus bédouines de la région. D'ailleurs l'un des premiers croyants après Khadîja et Ali fut un esclave du Prophète, l'affranchi Zayd Ibn Hâritha (2).

Quoi qu'il en soit, le sort des prisonniers de guerre pouvait être réglé de six manières différentes : l'exécution, la rançon, l'échange contre des prisonniers musulmans, la taxation : le "jizya" et le "Kharaj" qui en principe ne s'appliquaient qu'aux "gens du livre" (juifs et chrétiens, Zoroastriens aussi), la libération et finalement l'esclavage (3). De fait, l'esclavage ne se heurtait à aucun interdit juridico-religieux.

(1) Première bataille contre les "infidèles". Il s'agissait en l'occurrence des Quorashites de la Mecque non encore convertis.

(2) Cf. "Mahomet" de Maxime Rodinson.

(3) Voir l'ouvrage très documenté de Allan G.B. Fischer et Humphrey J. Fischer : "Slavery and Muslim Society in Africa. Ed. C. Hurst and Company. Londres 1970. Sur ce point précis chap. II "Slave Status and Religion p. 14 à 58.

III.A3 - LES ESCLAVES DANS L'EGYPTE MUSULMANE

Alors que la Nubie était encore chrétienne (du IV^e au XII^e siècle environ) il existait des traités de commerce ou des liens de semi-vassalité (1) (Jizya) entre le "Soudan" et l'Egypte nouvellement conquise (640). Ces traités ou taxes de protection ("Jizya") mentionnent toujours la livraison d'esclaves. En ce sens, dès le début, les Arabes poursuivirent les pratiques antérieures qui avaient présidé aux relations entre la Nubie soudanaise et l'Egypte. Après l'arabo-islamisation de la Nubie, processus lent qui commença dès le IX^e siècle et ne s'acheva qu'au XII^e (2) la région continua à fournir des esclaves. A tel point que dans les écrits arabes "Sudan" est très souvent synonyme de "Abid" (esclave), dans ce cas le terme "Sudan" (ou "Zanj") signifie que l'esclave est noir, c'est-à-dire qu'il est originaire du "Bilad Al Sudan" (pays des Noirs).

Certes, ainsi que l'a bien montré Karl Wittfogel (3), le M P A utilise généralement peu le travail servil dans l'agriculture ou dans les mines.

- (1) Pour tout ce qui a trait à la Nubie Antique, John Vantini s'est livré à un très important travail de recherche des sources arabes : "the excavations at faras, a contribution to the history of Christian Nubia." Edition Nigrizia. Bologne 1970. En ce qui concerne les liens qui unissaient la Nubie chrétienne et l'Egypte musulmane les sources sont contradictoires. Al Balâdhari (+ 892) parle de ce qui semblerait être un traité de commerce. A l'inverse Al. Khordâdbeh (912) emploie le terme de "Jizya" (taxe de protection). Cf. l'ouvrage précité p. 68 svt.
- (2) Encore que le processus ne semble pas achevé au XIV^e, si l'on en croit Ibn Batoutah qui à propos de son voyage de 1352 à 1353 au Soudan (Mali) écrit : "Le Nil pénètre dans le pays des Nubiens, lesquels professent la religion chrétienne ; ensuite il arrive à Dounkolah, leur ville principale." in "Voyages d'Ibn Battûta" tome IV p. 396. Traduction G. Defrennery and B.R. Sanguinetti. Ed. Anthropos Paris.
- (3) in "Le Despotisme Oriental". Ouvrage abondamment critiqué, et parfois de façon peu intelligente, cf. la préface de Roger Garaudy à l'ouvrage du CERM "sur le mode de production asiatique" E/S 1969. Plus nuancé, mais à notre avis non décisives, car elles ne touchent pas le fond du problème, sont les critiques de Pierre Vidal-Naquet dans son avant-propos au "Despotisme Oriental" Edition de Minuit (1964). Cet avant-propos a été supprimé dans les éditions suivantes, voir la réponse pour le moins violente de Wittfogel à cet avant-propos de Pierre Vidal-Naquet. Cette réponse est annexée aux premières éditions. Comme critique de "gauche" nous citerons aussi celle de Guy Dhoquois in "Pour l'histoire" Editions Anthropos 1971 p. 75 ss. Ettonnamment pourtant la thèse de Guy Dhoquois concernant le capitalisme d'Etat n'est pas si éloignée que cela de celle de Wittfogel lorsqu'il analyse "L'Etat total". Il semble bien que la critique de Wittfogel fasse partie d'un rituel, nous nous en garderons donc.

encore que les esclaves aient parfois constitué la force de travail essentielle dans les mines et carrières, les mines de Kush dans l'Egypte Pharaonique, la révolte des Zanj en Syrie-Iraq (868 - 883). En dépit de ces exceptions, le plus souvent mentionnées par Wittfogel, il est exact que dans le M P A, l'esclavage ne joue pas un rôle fondamental dans la sphère de la production. Néanmoins, l'auteur du Despotisme Oriental insiste peu sur le rôle des esclaves dans l'appareil militaire. Or, très rapidement l'Egypte musulmane va développer l'esclavagisme dans un but purement militaire.

Révoltes en Egypte et processus de "mameloukisation".

Dès les premiers siècles de la dynastie Abbasside, les relations entre le pouvoir Central et les tribus bédouines se détériorent. A mesure que le pouvoir Central "reprenait" les appareils politiques et économiques du M P A, il tendait à taxer tous ses sujets, y compris les Bédouins de la conquête. Du VIII^e au XV^e siècle de notre ère, les pouvoirs centraux ne cessèrent de lutter contre les tribus qui avaient constitué le fer de lance des armées musulmanes (1).

A plusieurs reprises, ces derniers tentèrent de faire revivre la pureté Omayyade, par exemple en 782, un Omayyade, Dahya al Mus'ab, appuyé par une coalition de Yemenites et de Quoraychites s'empara de la Basse Egypte; des révoltes de ce type se reproduisirent en 815, puis en 832 C'est une des raisons pour lesquelles les Califes Abbassides organisèrent un état de conquête permanente que la foi ("Jihad") légitimait. Ce fait est bien analysé par Georges Bataille (2).

Le danger bédouin (3) eut aussi pour conséquence une demande accrue d'esclaves, non seulement pour le service domestique mais surtout dans un but militaire.

(1) Sur les conséquences de ces luttes, notamment l'émigration, voir Philip K. Hitti in "History of the Arabs" 10^e Edition Macmillan St.Martin's Press (1970) qui cite ce poème bédouin, très significatif : "Parmi nous, si nombreux sont devenus les fils de concubines. Conduis moi, O Dieu ! vers une terre où je ne verrai plus de batards" p. 133.

En ce qui concerne le reflux des bédouins vers le Soudan, voir l'excellent ouvrage de Yusuf Fadl Hassan : "The Arabs and the Sudan" Edimburg University Press (1967). Notamment chap. IV.

(2) voir "la part maudite". Ed. de Minuit 1967 p. 143 svt.

(3) On ne peut s'empêcher ici de faire référence à Ibn Khaldoun, opus cité.

Dès le X^e siècle, des régiments de Mamelouk furent formés. A l'origine, il s'agissait d'esclaves turcs, par la suite des contingents de Slaves, de Grecs, de Soudanais, d'Albanais furent formés.

Au XII^e siècle, ces esclaves Mamelouk (1) avaient acquis une telle puissance que l'un d'eux, le fameux Saladin, renversa le Califa Fatimides, originaire de Tunisie. C'est ainsi que de 1171 à 1516, l'Egypte fut dirigée par les Mamelouks. Cas sans doute unique dans l'histoire, cette "caste" dirigeante guerrière n'assurait sa reproduction qu'à partir de l'esclavage, les mariages avec la population sujette étaient en principe prohibés et de toute façon les enfants de telles unions n'étaient pratiquement jamais intégrés à la caste.

Il y avait parmi les Mamelouks une hiérarchie "militaro-raciale" : la cavalerie qui constituait un corps d'élite était presque exclusivement formée de caucasiens : turcs, grecs, slaves, kurdes, etc..., alors que l'infanterie était dans sa quasi majorité composée de "Sudan" (noirs).

Après la conquête Ottomane de 1516-1517, le système militaire mamelouk ne fut pas démembré. Il fut maintenu, mais sous la tutelle du représentant du Pacha. A terme, cette simple tutelle devait s'avérer incapable de contrôler la caste et en 1760 un mamelouk, Ali Bey, s'empara du pouvoir.

Dans un tel système la succession était réglée par la violence, le groupe le plus fort éliminant les autres prétendants. C'est ce qui advint en 1802 après la crise provoquée par l'occupation de l'Egypte par les armées de Bonaparte (1798-1802). Le nouveau Bey devait avoir un des plus long règne Mamelouk ; il s'agissait de Mohammed Ali.

L'esclavage et la conquête du Soudan

Bien que dépendant du Sultan d'Istanbul, Mohamed Ali (dans les ouvrages de langue française l'usage semble être d'écrire Méhemet Ali) de par son titre de vice-roi d'Egypte jouissait d'une très large autonomie. Néanmoins

(1) Voir "the Legacy of Egypt" ouvrage collectif édité par J.R. Harris - Oxford University Press 1971 - et plus particulièrement l'article de Bernard Lewis : "the contribution to Islam" p. 456 sv.

il est certain qu'il projetait de fonder son propre empire, c'est d'ailleurs ce que fit son successeur le Khédive Ismaïl. Pour gagner cette indépendance Méhemet Ali avait besoin d'une armée puissante. Quelles que soient les autres raisons qui poussèrent le vice-roi d'Egypte à s'emparer du Soudan, il est certain que la recherche d'esclaves dans le but de renforcer son infanterie dut être déterminante.⁽¹⁾ Cinq ans environ après l'invasion (1820) Méhemet Ali écrivait aux différents gouverneurs du Soudan :

*"Vous n'êtes pas sans savoir que le but de toutes ces dépenses
et de tous ces efforts est de nous procurer des esclaves noirs.
Sur ce point capital nous vous prions d'accomplir nos vœux
avec zèle".* (lettre du 23 Septembre 1825) (2)

Un camp d'entraînement fut rapidement créé à Assouan, il devait assurer la formation militaire des esclaves. Néanmoins, la politique de recherche d'esclaves de Méhemet Ali fut un demi-échec. Une barrière naturelle : le Sudd (vaste marécage) isolait le Sud-Soudan, certaines tribus résistèrent avec succès aux troupes "turques". Jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle, l'armement des assaillants n'était pas fondamentalement différent de celui des "assaillis".

Cet équilibre des forces devait être rompu pendant l'ère du Khédive Ismaïl (1862-1879).

La pénétration turco-égyptienne : l'organisation de la traite et son déclin (3)

Paradoxalement la période la plus florissante pour la traite des esclaves correspond à une période de lutte contre l'esclavagisme.

Commencée sous le règne de Méhemet Ali, la modernisation de l'Egypte se poursuivit à un rythme accéléré pendant le long règne du Khédive Ismaïl (1862-1879). L'armée fut réorganisée et équipée. Elle fut dotée d'une artillerie moderne souvent commandée par des mercenaires occidentaux.

(1) La défaite mamelouk, face aux troupes françaises, avait montré la faiblesse de la cavalerie face à une infanterie équipée d'armes à feu.

(2) Cité par P.M. Holt p. 33 "A Modern History of the Sudan" opus cité p.

(3) Toute cette période est bien décrite dans "The White Nile" de A. Moorehead. Pinguin Books. Voir aussi "The Blue Nile" du même auteur.

Cette influence occidentale de plus en plus nette se traduisit en ce qui concerne l'esclavage par des pressions européennes et surtout britanniques pour mettre un terme à la traite. Le Khédive Isma'il n'eut semble-t-il guère de peine à convaincre ses interlocuteurs que pour faire cesser la traite il fallait contrôler ses sources d'approvisionnement. C'est ainsi que l'Egypte fut en mesure de développer une politique d'annexion et de contrôle du Sud-Soudan.

Dans un premier temps, le commerce des esclaves en fut stimulé car l'ouverture du Sud-Soudan par les navires et les troupes du Khédive était généralement suivie, sinon précédée, par les expéditions des armées privées des marchands d'esclaves.

L'introduction des armes modernes, des navires à vapeur, le creusement d'un chenal à travers le Sudd rompirent l'équilibre des relations ethniques dans la région. Il semble bien que le Khédive ait été lui-même impliqué dans le trafic. Ainsi, en 1875, lorsque le Bhar-El-Ghazal devint une province du Khédive celui-ci nomma comme gouverneur un des plus célèbres trafiquant d'esclaves de la région, le fameux Zubayr Pacha.

La politique anti-esclavagiste qui avait justifié l'annexion du Sud-Soudan fut pourtant maintenue et intensifiée.

De façon quelque peu cynique, on pourrait penser que l'annexion du Sud-Soudan s'étant faite au nom de la lutte contre les marchands d'esclaves, la part que pouvait prendre le Khédive et ses proches à la traite justifiait pleinement la part qu'ils prenaient à sa répression, ce serait là un cas de ce que les politologues anglo-saxons appellent une "self-fulfilling prophethy".

Quoiqu'il en soit, peu avant 1885 les principaux marchands d'esclaves, Mohamed Ahmad Al'Aggad, les Zaribas (Chefs esclavagistes qui opéraient surtout dans le Bhar El Ghazal) étaient ruinés ou avaient dû abandonner le trafic. Par la suite, ils constitueront le fer de lance des armées Ansar.

Si le trafic se rencontre encore jusqu'à 1940 environ, c'est à une échelle extrêmement réduite.

Néanmoins, la lutte, ambiguë certes, que mena le Khedive Ismaïl nous permet de nous faire une idée de l'ampleur du trafic à son apogée. En 1864, en un an, la flotille de surveillance qui patrouillait sur le Nil avait "saisi" 3.538 esclaves. On admettait à l'époque que ceci devait représenter un dixième environ du commerce.

III.A4 - L'INTERMEDE MAHDISTE (1881-1898)

Après la prise de Khartoum et la mort de Gordon Pasha (1) (26 Janvier 1885) le trafic reprit, surtout pendant le règne du successeur du Mahdi, le Calife Abdallahi. Une fraction importante de l'armée régulière du Calife (jehàdiya) était composée d'esclaves.

Le marché d'esclaves de Omdurman fut réouvert mais la traite n'atteignit jamais l'ampleur qu'elle avait prise pendant la période turco-egyptienne(2). Les esclaves capturés étaient réservés au marché intérieur (domesticité, harem, armée). Il existait aussi un courant d'exportation vers l'Arabie à travers les ports de la Mer Rouge. Le Calife avait interdit le commerce des esclaves avec l'Egypte, par crainte (justifiée) que ces derniers ne renforcent une future armée d'invasion.

Si le volume du trafic eut tendance à décroître, il serait ridicule d'en chercher l'explication dans des considérations morales. L'esclavage est aussi accepté par la personnalité de base du M P A que l'est le salariat par la personnalité de base du M P C. Il est toujours dangereux de faire intervenir le jugement moral dans l'histoire, mais il est tout aussi dangereux de ne pas le faire intervenir car dans ce cas toute cruauté/^{victorieuse}est finalement légitime. Sur ce point nous laisserons le lecteur sur sa faim, qui est aussi la nôtre. Il comprendra que nous ne nous engageons pas sur un terrain qui éclipserait l'objet de ce travail. Si le Calife ne put développer considérablement les activités des marchands d'esclaves, les zaribas ayant été parmi ses premiers supporters, ce fut en raison de considérations

(1) On trouvera une excellente description de ce personnage ainsi qu'une bonne analyse de la politique britannique vis à vis de l'Egypte Khedival et du Soudan dans l'ouvrage classique de Lytton Strachey "Eminent Victorians" (première publication en 1918. Pinguin Modern classics 1971) p. 189/266.

(2) Cf. A.B. Theobald "the Mahdiya" (p. 184) Ed. Longmans, Green and Co Ltd. 7^e édition 1965. Cet ouvrage est un des meilleurs qui ait été crit sur la période Mahdiste.

militaires. D'une part l'armée des Ansars (1) devait veiller aux frontières Nord et Est du pays, d'autre part, contrairement aux troupes turco-egyptiennes, les Ansars ne disposaient que d'un petit stock d'armes modernes capturées à l'occupant.

Pendant toute cette période, les relations ethniques entre le Nord et le Sud du pays retrouvèrent un équilibre relatif. Par exemple, en 1893, un détachement d'Ansars fut mis en déroute par les Dinka du Bhar El Ghazal.

CONCLUSION : LE SUD ET L'ESCLAVAGISME

L'action des marchands d'esclaves ne se heurta pas à une résistance unifiée ni même homogène des tribus du Sud-Soudan. Comme ailleurs en Afrique, les marchands d'esclaves articulèrent leurs activités aux structures tribales de la région (2).

Dans ce que nous appelons aujourd'hui la province du Haut Nil, les marchands firent alliance avec les Nuer qui avaient coutume d'organiser des expéditions de rapine du bétail chez leurs voisins (3). L'efficacité des armes à feu de leurs alliés permit aux Nuer de remporter des victoires faciles. Il y avait donc articulation des marchands sur des pratiques traditionnelles et forme d'échange entre les esclavagistes et les Nuer : menée en commun, l'expédition permettait aux uns de ramener du bétail et aux autres des esclaves. D'une certaine façon on échangeait du bétail contre des esclaves. Il est certain que de telles alliances avaient un caractère essentiellement conjoncturel. Les Nuer n'échappèrent pas aux attaques des trafiquants, mais leur organisation guerrière, leur rapidité de mouvement, leur permirent de s'opposer aux marchands avec beaucoup plus de succès que les tribus moins puissantes qu'ils avaient contribué à affaiblir. De tels exemples pourraient être multipliés ; dans leurs luttes inter-tribales

(1) On appelait ainsi les fidèles du Mahdi.

(2) Ce procédé n'a rien d'original. C'est celui que César employa de 58 à 51 avant J.-C. pour envahir la Gaule et expédier des esclaves à Rome. Voir la "Guerre des Gaules".

(3) Pour une analyse de la F E S Nuer, voir le célèbre ouvrage de E.E. Evans - Pritchard "Les Nuer" Ed. Gallimard (1968) - première publication 1937.

les grandes tribus ou groupes tribaux du Sud-Soudan (Nuer, Dinka et Azande) s'appuyèrent très souvent sur les armées privées des marchands, quitte à devenir leurs proies par la suite (1).

C'est ainsi que plusieurs petites tribus furent littéralement décimées : les Dembo, les Jur, les Bongo Les Azandé eux-mêmes furent à plusieurs reprises attaqués, mais leur F E S hiérarchisée et centralisée sous la direction des Avungara (2) réussit à tenir les marchands en respect.

De même les Nuer et les Dinka qui furent relativement protégés par leur mobilité (peuples de pasteurs) et leurs mœurs guerrières.

-
- (1) Voir : "Land Beyond the Rivers, the Southern Sudan, 1898-1918" Robert O. Collins p. 65 svt. New Haven and Coudon Yale University Press. 1971. Ouvrage très documenté, sa consultation est facilitée par un index final très bien fait.
- (2) Sur les F E S Azandé : E.E. Evans-Pritchard "Oracles and Magic among the Azandé" Oxford 1937. On trouvera aussi de nombreux articles de cet auteur dans "Sudan Notes and Records" le dernier paru en 1965 (n° 46): "Some Zande Folk tales - III".

III. SECTION B : LES EFFETS DURABLES DE L'ESCLAVAGE

III.B1 - ESSAI DE PROBLEMATIQUE DU PASSAGE DU PASSE AU PRESENT

Les évènements du passé n'ont d'importance que dans la mesure où ils sont réactualisés ici et maintenant. Le principe selon lequel le passé explique le présent est finalement faux. En soi, le passé n'explique rien. Le problème est plutôt de savoir comment, et peut être pourquoi, le passé se reproduit de façon déformée au présent.

A ce niveau, on voit que nous nous éloignons du principe de causalité. Certes, on peut avancer comme une approximation grossière que l'une des causes de la situation actuelle de tension entre les peuples du Sud-Soudan et ceux du Nord est un passé marqué par l'esclavagisme. Une telle proposition relève du "bon sens" et sans vouloir charger ce dernier de tous les péchés de la non-connaissance il est permis d'essayer d'aller au-delà.

Il s'agit de savoir ce qui se passe entre la cause et l'effet, de quelle nature est ce vide que, par définition, le principe de causalité escamote ? Ce vide nous semble-t-il c'est en première approximation l'idéologie en tant "qu'effet de structure" (1); dans le cas considéré, il s'agit de l'effet de structure du M P A et de sa spécificité esclavagiste. Même s'il est important d'étudier l'idéologie en tant "qu'effet de structure", c'est-à-dire de passer d'une causalité simple à une causalité structurelle, une telle analyse diachronique (elle l'est nécessairement dans le cas concret que nous étudions) est insuffisante. Car en raisonnant au plan de la genèse il est impossible de comprendre pour quelle raison des signes apparemment historiquement liés à des pratiques esclavagistes demeurent, alors que les pratiques esclavagistes ont disparu depuis longtemps.

Pourquoi, par exemple, les soudanais du Nord continuent-ils à appeler couramment les sudistes "abid" (esclave) alors que l'esclavagisme a semblé-t-il disparu ? Face à de tels signes concrets, définir l'idéologie en tant

(1) Nous renvoyons à l'article de G. Labica paru dans la Revue Tiers-Monde (p. 31-45) n° 57 Janvier-Mars 1974. Cet article reprend et développe la problématique de L. Althusser.

qu'effet de structure en dernière instance économique ne nous avance guère. Sur ce point le marxisme est resté en deçà de son ambition, même s'il a fort bien compris l'importance de l'enjeu il ne va guère au-delà (1) d'un certain bon sens, le sien propre ou celui de la "sagesse des nations".

Par exemple, lorsque Lénine écrit : *"La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible"* (2), il ne nous renseigne guère sur la nature de cette force de l'habitude, mais surtout la solution qu'il préconise : *"un parti de fer"* est loin d'être convaincante.

C'est pourquoi nous pensons que sur ce point la contribution du courant Durkheimien, notamment avec Maurice Halbwachs (3), est essentielle. Certes, la terminologie de ces auteurs est encore floue : mentalité collective, psychologie collective, âme collective (4) ... il y a pourtant là quelque chose d'essentiel, d'autant plus difficile à définir qu'il s'agit peut-être du "sujet de l'histoire."

Si nous mettons cette expression entre guillemets c'est, lâchement nous en convenons, pour nous dispenser d'avoir à expliciter une notion fort peu à la mode depuis que L. Althusser a entrepris de nous démontrer que l'histoire était un processus "sans sujet et sans objet". En somme une partie d'échec où la combinaison des phases et structures l'emporterait sur la valeur intrinsèque des pièces et des joueurs.

Une telle conception nous semble extrêmement riche et dangereuse aussi. Elle peut fort bien servir d'idéologie politique à un pouvoir qui réaliserait jusqu'à ses fins ultimes, jusqu'à l'absurde, la conception hégélienne de l'Etat. Un tel Etat, structure structurante de structures, ne tuerait personne, hormis des concepts erronés. S'il se trouvait que de tels

(1) Ici, il faut signaler le caractère exceptionnel de l'oeuvre de Gramsci : notamment "Il materialismo storico" et "letteratura e vita nazionale" (Editori riuniti 1971).

(2) La maladie infantile du communisme. "Le gauchisme" E.S. p. 32.

(3) Nous renvoyons aux articles : "La psychologie collective d'après Charles Blondel", "Conscience individuelle et esprit collectif" et "la psychologie collective du raisonnement" in "Classes sociales et morphologie" Ed. de Minuit (1972).

(4) Pour une discussion portant sur le sens de ce terme chez Durkheim voir E.E. Evans-Pritchard : "Anthropologie Sociale" Petite bibliothèque Payot (1969) p. 70 svt.

concepts soient portés par des êtres humains concrets il ne s'agirait que d'un hasard malheureux, secondaire au fond. L'essentiel n'étant pas l'élimination des hommes concrets mais uniquement celle des concepts abstraits. En toute rigueur cela s'appelle l'Inquisition, ou plus exactement le "Stalinisme".

Nous regrettons un peu ces remarques plus polémiques que scientifiques, la polémique traduisant toujours une insuffisance théorique, et nous assumons la nôtre ; mais la superbe théorique de L. Althusser qui exécute, théoriquement certes, si brillamment ses contradicteurs, invite à l'ironie.

Quant à nous, nous préférons laisser dans notre pensée une part d'indéterminé, une part d'incertitude. Attitude peu militante certes, mais dans l'étape actuelle au moins, douloureusement sage.

On trouverait sans peine dans les analyses concrètes de Marx, notamment dans "La Lutte des classes en France" et "Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte" des exemples montrant que "ce qui est dans la tête des gens constitue une force matérielle" pour reprendre ici un thème de W. Reich (1). Il nous semble qu'au delà de l'autonomie relative de la sphère idéologique on puisse avancer pour certaines phases historiques données l'hypothèse d'une autonomie absolue de celle-ci. Au plan théorique dire que la sphère idéologique possède une autonomie relative au sein d'une F E S déterminée en dernière instance par l'économique est une proposition très satisfaisante et rassurante pour l'esprit. C'est aussi une proposition douée d'un pouvoir heuristique certain, une partie de ce travail tend à le démontrer. Mais elle a une limite.

La relativité de l'autonomie de la sphère idéologique n'est pas démontrable dans une étude concrète; on ne peut l'utiliser qu'à titre d'hypothèses. Dans l'étude concrète on est toujours acculé soit au simple constat de correspondance bi-univoque du genre : "c'est parce que la bourgeoisie est propriétaire des moyens de production qu'elle a instauré un système juridique qui sanctionne plus durement les atteintes à la propriété privée que certains crimes de sang" ; soit à une pseudo-théorie du retard de

(1) voir par exemple "La psychologie de masse du Faschisme".

l'infrastructure sur la superstructure qui sans être inintéressante nous laisse sur notre faim, car elle signale bien autre chose qu'une autonomie relative qui ne saurait avoir d'autre statut que celui d'une évidence impalpable.

Ce que la théorie du retard signale n'est autre, à notre avis, que la partie émergente de l'iceberg de la mentalité collective. S'il est permis d'user de cette métaphore, elle aussi passablement usée, nous dirons que ce qui émerge ce sont les traits de la mentalité collective qui sont en correspondance bi-univoque avec l'infrastructure, ce serait à cela que nous réserverions le titre d'idéologie, étant entendu que nous définissons une F E S comme une structure de modes et formes de production dont l'un est dominant, ce qui fournit un éventail assez large de relations possibles et pas seulement bi-univoques.

Reste à savoir si ces correspondances, qui souvent apparaissent marquées du sceau de l'évidence sont exactes. On retrouve quelque peu ici le problème des étymologies en langue arabe, la plus évidente est rarement juste. Il ne s'agit là que d'une mise en garde et non d'un rejet pur et simple de ce type d'explication.

En ce qui concerne la partie immergée de l'iceberg, elle constitue vraisemblablement l'essentiel de la mentalité collective ; pour l'élucider il faudrait peut-être avoir recours à la biologie, peut-être à certaines données de la psychologie jungienne (1) (inconscient collectif, archétypes). Il est de toute façon certain qu'une telle recherche devrait s'appuyer sur une bonne connaissance des méthodes de socialisation des enfants qui varient selon les groupes ethniques. L'influence des religions (2) sur la mentalité collective devrait nécessairement tenir une place importante dans ce genre de recherche. Mais une telle énumération serait peu pertinente car d'une certaine façon elle devrait tout nommer ce qui est absurde.

(1) Ces deux premiers points : biologie et psychologie jungienne sont certainement à manier avec prudence ; un amalgame déraisonnable des deux peut facilement mener à un **fascisme** pseudo-scientifique. Mais entre la connaissance et la non-connaissance, avons-nous le choix ?

(2) Dans "L'Avenir d'une illusion" Freud a tenté une telle analyse. On pourrait trouver dans ce petit et important ouvrage, matière à hypothèses pour des recherches plus approfondies.

Lorsque nous écrivons que l'appellation "abib" est un signe que l'on ne peut interpréter par simple recours à l'analyse diachronique, nous ne faisons que balbutier les prémices d'une analyse semiologique ou sémiotique (selon Umberto Eco). Le préalable à une telle analyse est vraisemblablement l'exploration empirique de l'univers des signes de la mentalité collective des soudanais du Nord et du Sud. En ce qui concerne les Etats-Unis, sur un point précis, ce travail d'exploration a été magistralement réalisé par l'ouvrage collectif de T.W. Adorno, Else Frenkel Brumswik, Daniel J. Levinson et R. Nevitt Sanford : "The Authoritarian Personality" (1).

Dans "La Personnalité Autoritaire" ces auteurs mettent à jour une structure de signes (variables) régie par des lois qui coordonnent leurs relations. On pourrait ici reprendre L. Sébag (2) :

"Ce matériel n'est pas amalgame hétérogène d'éléments ; ceux-ci se définissent réciproquement, délimitent leurs valeurs respectives, dépendent d'une organisation qui n'est rien d'autre que l'ensemble des relations qui les rattachent les uns aux autres, ces relations s'impliquant elles-mêmes réciproquement : la manière dont A est lié à B détermine la nature de son lien avec C, et ainsi de suite."

Nous pensons avoir montré ou pour le moins suggéré que pour nous la mentalité collective était une structure profonde au même titre que la structure économique. Si certains signes de la mentalité collective peuvent être mis en relation bi-univoque (un de nos amis ajouterait "équivoque") avec la structure économique, et que l'on puisse dans ce cas parler du *prima* de l'économique, ce sont ces signes structurés qui à notre avis forment l'idéologie au sens marxiste du terme. Cependant, il serait faux de prétendre que la mentalité collective n'est que l'idéologie. Sur ce point, il nous semble que l'exemple de la langue est, partiellement au moins, pertinent.

Dans son cours de linguistique générale F. de Saussure constate que la liaison entre le signifiant et le signifié est arbitraire : il n'y a pas

(1) Ed. The Norton Library (1969) 976 pages.

(2) in "Marxisme et structuralisme (Payot. 1964) p. 106. En ce qui concerne la liaison infrastructure-superstructure, thème du présent débat Lucien Sébag a bien montré les limites du Marxisme.

de correspondance entre le phonème "cheval" ou "horse" etc... et l'animal que nous connaissons (1). Les seules correspondances bi-univoques que l'on rencontre dans la langue sont les homomatopées. De la même façon que l'on ne saurait réduire la langue aux homomatopées, on ne saurait réduire la mentalité collective à l'idéologique.

Il est sans doute peu adroit de placer l'exigence théorique à un niveau trop élevé lorsque l'on ne dispose pas des données empiriques qui pourraient permettre de tester ces principes théoriques. Nous sommes bien obligés d'assumer la responsabilité de notre maladresse. En effet nous ne disposons d'aucun questionnaire qui aurait pu nous permettre de développer une vision cohérente de la mentalité collective des soudanais du Nord et du Sud. Une telle vérification empirique est le seul fondement scientifique d'une théorie structurelle de la mentalité collective.

En l'absence de ces données nous devons nous limiter au vécu, c'est-à-dire, en fait, à une multiplication de signes dont la logique profonde pour l'essentiel nous échappe. Nous préférons ce constat d'échec relatif à la production d'une pseudo-théorie de circonstance, ajustée aux quelques faits dont nous disposons.

Néanmoins ce débat théorique a l'avantage d'avoir dégagé une proposition que nous croyons essentielle : il apparaît maintenant que les signes d'oppositions entre les habitants du Nord et du Sud ne sont pas des "accidents" que par exemple le développement économique pourrait supprimer (2) ; il s'agit d'un phénomène beaucoup plus profond.

(1) Ce problème de "l'arbitraire du signe" est abordé par Saussure dans son "cours de linguistique générale" Ed. Payot (1967). Selon Benveniste l'arbitraire du signe ne se situe pas au niveau de la liaison signifiant signifié, mais à celui de la liaison signe-référent. Ce débat interne ne contredit pas "l'allégorie théorique" que nous utilisons. En ce qui concerne la position de Benveniste voir "Problème de linguistique générale" Ed. Gallimard (1966). A titre de curiosité signalons que ce problème préoccupa le génie poétique de Rimbaud : "A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu ..." voyelles. Il est intéressant de remarquer que cette tentative rimbalienne nous renvoie à un univers symbolique dont le référent est probablement une femme dans le poème cité. De fait il nous semble que la logique de la mentalité collective est une logique symbolique. Cf. "Mythologies" de Claude Lévi-Strauss.

(2) Si c'est le rôle du gouvernement actuel du Soudan de développer ce type d'analyse (largement préférable à celles qui la précédèrent) ce n'est le nôtre que de lui emboîter le pas.

III.B2 - LES PREJUGES RACIAUX, POINTS DE REPERE PRELIMINAIRES

Les Soudanais du Nord n'aiment guère que l'on aborde ce sujet. Aucune Nation n'aime voir exposer ses préjugés raciaux. Dans ses profondeurs, il s'agit d'un problème extrêmement difficile puisqu'il s'agit de la relation avec "l'autre" qui par définition est toujours différent. Cette relation à l'autre forme un tout, car l'autre est multiforme dans sa différence : c'est l'enfant, la femme, Dieu, un groupe ethnique. C'est ainsi que T.W. Adorno, dans l'ouvrage déjà cité p. 190 écrit :

"Ainsi une relation parents-enfants fondamentalement hiérarchisée, autoritaire, est capable de développer une attitude autoritaire, exploiteuse et dépendante vis-à-vis du partenaire sexuel, de Dieu et peut atteindre son point culminant dans une philosophie politique et une pratique sociale qui ne laissent place qu'à une poursuite désespérée de ce qui semble fort et à un rejet méprisant de ce qui est relégué au bas de l'échelle. De la même façon cette polarisation s'étend de la dichotomie parents-enfants jusqu'à une conception dichotomique des rôles sexuels et des valeurs morales ; elle touche également les relations sociales qui sont traitées de façon dichotomique ce qui se manifeste dans la formation de stéréotypes et de clivages d'appartenance, non-appartenance au groupe référent (ingroup - outgroup - cleavages)".

Est-il possible d'appliquer une telle citation aux soudanais du Nord ? (1)

.... De fait l'Islam est une religion qui reçoit l'absolu mais ne cherche pas à le connaître : vis-à-vis de l'Umma les mystiques de l'Islam sentent toujours un peu le soufre (2).

(1) On peut contester la légitimité d'une telle question ... au nom de la spécificité du monde arabe. Pour les classes dirigeantes des pays arabes la "spécificité" permet d'écarter toute question gênante. Ainsi celui, et c'est notre cas, qui parle de racisme dans un pays arabe se verra répondre que le terme occidental de racisme ne rend pas compte de la "spécificité" soudanaise. Ce genre d'argument ne peut prendre à son piège qu'un tiers-mondisme naïf. Nous avons pour notre part dépassé ce stade, du moins nous l'espérons. Ceci, bien évidemment, ne signifie pas que le concret doive être passé au rouleau compresseur d'un européocentrisme imbécile. Mais nous ne voyons pas pourquoi des concepts qu'utilisent les sciences humaines occidentales seraient nécessairement caducs, surtout s'ils sont gênants, lorsque nous les appliquons au Tiers-Monde.

(2) Voir Louis Massignon "Perspective transhistorique sur la vie de Hallaj" in "Parole donnée" 10/18.

La connaissance de "l'autre divin" (1) par l'illumination mystique par l'amour qui joue un si grand rôle dans la foi chrétienne ne se rencontre pas ou peu dans le monde musulman. Lorsqu'elle se rencontre elle étonne : c'est ce qui advint à Laurence lorsqu'il croisa un tel mystique près de Rumm à l'Est de Akaba. Il raconte son étonnement en entendant l'homme répéter : *"The love is from God ; and of God ; and towards God"* (2) Une telle attitude est probablement à la limite de l'hérésie. Ce sont des propos du même genre qui conduisirent Hallaj au supplice. Face à la foi, l'attitude commune est généralement plus superficielle. La foi est moins affaire d'adhésion intime que d'institution au sens que Durkheim donne à ce terme ; c'est dire que le non respect de l'institution entraîne une sanction de la part de l'ensemble de la communauté. La période du Ramadan est à cet égard très révélatrice.

Dans le monde musulman, Dieu, en tant que partie d'une conception du monde est un élément répressif. La répression commence d'ailleurs fort tôt et lorsque des amis musulmans, des écrivains, évoquent leurs souvenirs de l'école Coranique, c'est moins le phénomène d'apprentissage d'une foi qui semble les avoir marqués que la **coercition**, liée à la mémorisation, qui dirigea cet apprentissage de la foi. Au Soudan ou comme dans la majorité des pays musulmans existe un Ministère des Affaires Religieuses, qui notamment contrôle les écoles coraniques, rares sont les enfants de sexe masculin qui échappent à cette institution. Il reste difficile de déterminer l'impact de l'école coranique en tant que phénomène social sur la mentalité collective. Néanmoins il faut s'attendre à ce qu'une technique d'apprentissage davantage fondée sur la mémorisation et les coups de trique que sur l'éveil de l'intelligence et de la sensibilité ait des effets défavorables sur la formation de la personnalité.

Selon W. Reich une éducation répressive favorise l'éclosion d'une personnalité ou la révolte, souvent sans lendemain, face au principe d'autorité

(1) Qu'il ne faut pas confondre avec l'acceptation de la révélation qui peut être rationnelle.

(2) Seven Pillars Of Wisdom, Penguin Modern Classics (1969) p. 364 svf. chap. 63. Le lecteur Intéressé pourra se reporter à Louis Massignon. D'autre part en langue anglaise nous citerons : "Suffism, An Account of the Mystics of Islam" de A.J. Arbery (1950) Georges Allen and Unwin Ltd. Ouvrage très complet et riche d'enseignements. On trouve chez le même éditeur le célèbre "Companion to the Qur'an" de W. Montgomery Watt.

va de pair avec son acceptation respectueuse. Au plan politique les conclusions de W. Reich sont semblables à celles que tirent T.W. Adorno et l'équipe de chercheurs de "The authoritarian personality" : une éducation répressive exalte les symboles d'autorité (le père, le chef), elle tend à favoriser les formes de pouvoir à caractère fasciste.

Dans le monde musulman la dichotomie sexuelle est très fortement accentuée, quant aux relations familiales elles sont généralement hiérarchisées. Ce sont là des faits connus que l'on commence à étudier (1). Enfin le clivage d'appartenance au groupe référent (éventuellement celui de la foi souvent confondu à la langue et à la race) jouent un rôle important dans la vie sociale et dans les relations avec l'extérieur.

Cet ensemble de traits permet d'esquisser une personnalité de base dont une des caractéristiques est d'avoir une grande difficulté à penser et comprendre l'autre, la différence. On dira que des propositions ainsi générales sont vraisemblablement applicables à tous les peuples. Ce qui est exact, à quelques nuances près. Mais ici, les nuances précisément sont déterminantes.

S'il est vrai que "l'occident est l'autre des Arabes" (2), en ce qui concerne le point qui nous préoccupe il semble que la pensée occidentale surtout depuis l'expansion récente des sciences humaines s'est attachée tant bien que mal à comprendre la différence, quitte à réinvestir cette connaissance en critique interne (3), même si sur ce point un long chemin reste à parcourir.

La pensée occidentale renouait ainsi avec des courants anciens ; voir l'intérêt que portèrent au monde Arabe et à la Chine des écrivains comme Voltaire et Montesquieu. L'extrême ethnocentrisme des occidentaux est un

(1) Voir "Le harem et les cousins", de Germaine Tillon - "La Femme Algérienne" et "Les Algériennes" de Fadéla M'rabet, F.M. (1969) - "Une fois un arabe ... une fois des arabes ..." article de M'hamed Karoui paru dans "Les temps modernes" n° 314-315, Sept. Oct. 1972.

(2) La formule est de Abdallah Laroui dans "L'idéologie arabe contemporaine" F. Maspero (1967) A. Laroui est un des rares auteurs connus en France qui se livre à une critique rigoureuse de la société arabe contemporaine et par la même occasion du tiers-mondisme naïf ou intéressé. A cet égard, en France, l'oeuvre de Maxime Rodinson est exemplaire.

(3) Le structuralisme doit beaucoup à cette confrontation de cultures. De façon plus directe l'oeuvre de Malinowski reprise par W. Reich a fortement contribué à la critique de la dichotomie des rôles sexuels.

phénomène relativement récent lié pour l'essentiel à l'impérialisme. Par un juste retour de choc il a produit une philosophie du relativisme culturel certes préférable à celle du "White man burden" mais qui à terme pourrait tendre vers un isolationisme où l'Occident sûr de sa puissance, se désintéresserait du reste du monde, la différence devenant une catégorie exotique.

Ces quelques réflexions ne prétendent pas épuiser un problème que nous savons immense et complexe. Elles sont, on l'aura remarqué, à contre courant. La crise pétrolière a réveillé au moins dans certaines sphères dirigeantes une arabophilie parfois délirante que nous croyons intéressée et souvent peu sincère. Elle a d'autre part réveillé une arabophobie (qui en France n'a jamais beaucoup sommeillé depuis la fin de la guerre d'Algérie) et qui pour une part est la contre-partie de l'arabophilie. De fait, ces deux pôles sont très souvent l'expression d'une même méconnaissance de base. D'ailleurs combien d'arabophiles n'ont pas au fond d'eux-mêmes un noyau dur d'arabophobie et parallèlement, combien d'arabophobes ne sont pas susceptibles de manifester de grandes démonstrations de sensiblerie pro-arabe sans lendemain.

Ces deux attitudes idéalistes (1) refusent l'autre, la différence, qui dans un cas a toujours raison et dans l'autre toujours tort. Même si l'arabophilie est plus sympathique que son opposée, elle procède trop souvent de la même ignorance fondamentale. Rien n'est plus débilisant que de voir arriver dans un pays arabe un représentant de ce tiers-mondisme naïf, d'une humilité frisant le masochisme et petit à petit, accumulant les rancœurs pour finalement exploser en propos que n'aurait pas renié le pire colonialiste. Une telle attitude encourage chez l'autre le mépris et à la limite un racisme (ou une xénophobie si le mot fait peur) encore embryonnaire qui peut-être risque de se développer, auquel cas les relations entre les Arabes et les Occidentaux connaîtront un recul considérable dont on ne saurait mesurer les conséquences même si a priori ces conséquences seraient dans un premier temps beaucoup plus graves pour le monde arabe que pour les occidentaux.

(1) En ce qui concerne les Arabophiles, des hommes comme L. Massignon, Vincent Monteuil, Jacques Berque ne peuvent pas être mis en cause. L'immense effort de leurs vies ne peut qu'être respecté.

Au terme de ces quelques lignes qui ouvrent un débat essentiel que nous aurons sans doute l'occasion de poursuivre nous voudrions dire que ces réflexions doivent beaucoup à une expérience concrète de plus de quatre années ; expérience enrichie par la lecture d'Abdalla Laroui, de Maxime Rodinson, de Jacques Berque, Vincent Monteuil ... L'expérience concrète est sans doute aussi indispensable au travail intellectuel qu'elle est difficile à transcrire dans le cadre d'une étude de ce genre.

En ce qui concerne l'étude du monde arabe, l'expérience est sans doute essentielle, mais hélas elle ne favorise en rien la claire exposition d'idées claires, sur ce point la connaissance superficielle l'emportera peut-être toujours.

III.B3 - LES PREJUGES RACIAUX DANS LA VIE QUOTIDIENNE

Au terme du code pénal soudanais : "Exciter la haine ou le mépris contre toute catégorie de personnes (class of persons) au Soudan de telle sorte que la paix sociale soit menacée est une offense punissable par une peine d'emprisonnement qui peut atteindre deux ans ou par une amende ou par l'une et l'autre de ces peines" (1).

Commentant cet article, un intellectuel sudiste Natale Olwak Akolawin précise : "toute catégorie de personnes englobe tout groupe racial, ethnique et religieux" (2)

Nous avons déjà mentionné le fait que souvent les nordistes appellent les sudistes "abid" (esclave), terme qui théoriquement est sanctionné par la section 106 du SPC. Sur ce point et sur d'autres nous citerons quelques anecdotes :

En 1972, nous avons eu l'occasion d'assister aux danses et trances de ceux que l'on appelle à Khartoum les "Dervich". Ce terme qui fait référence à une confrérie religieuse turque est impropre tout comme était impropre le

(1) SPC (Sudan Penal Code) section 106, les sections 242, 243, 244 traitent de la répression des insultes à caractère religieux et de la "profanation des lieux tenus pour sacrés par une catégorie de personnes".

(2) In Natale Olwak Akolawin : "the role of legislation in moderne nation building" p. 8. Article paru dans "Modern Nation Building" vol. 1, 16ème conférence annuelle de la "Philosophical Society of the Sudan". Khartoum 1971.

même terme appliqué aux Ansars en Grande-Bretagne à la fin du XIX^{ème}. Nous ne savons pas si les Dervich du Soudan ont un lien quelconque avec ceux de Turquie mais il est certain qu'ils n'ont rien à voir avec le Mahdisme. En fait, il s'agit de pratiques sufi dont l'élément spirituel est profondément altéré. Aujourd'hui les quelques fidèles de cette confrérie se rassemblent chaque vendredi peu avant le coucher du soleil pour danser. Ces réunions ont lieu à Omdurman en bordure de la ville, dans le désert. Les danses sont toujours suivies par un certain nombre de familles soudanaises d'origine modeste (1) venues là en spectatrices. Lorsque nous assistâmes aux danses il y avait un Dervich originaire du Sud, un Dinka vraisemblablement : il était le seul sudiste. Dans la foule une mère montrant le sudiste à son petit garçon lui dit : "Regarde l'esclave !".

La seconde anecdote que nous voudrions mentionner n'intéresse pas ce que l'on appelle le "petit peuple" mais un représentant de la classe des effendis, un médecin d'origine nubienne. Un de nos amis archéologue avait été invité à dîner par ce médecin, père de famille, bien établi dans sa profession. Pendant le repas le problème du Sud fut évoqué. Les accords d'Addis Abéba mettant fin aux combats venaient d'être signés. Devant les prises de position assez libérales et la tolérance dont faisait preuve son hôte notre ami s'enhardit à lui demander ce qu'il ferait si une de ses filles épousait un sudiste ? Dans un grand éclat de rire, sans doute destiné à masquer le fait que la question avait été jugée insultante, le père répondit qu'il émasculerait (geste à l'appui) son gendre.

Evidemment un tel exemple n'est guère élégant mais le réel concret se passe de l'élégance. Néanmoins, afin de ne pas laisser le lecteur sur un souvenir aussi abrupt, nous choisirons l'exemple suivant dans une nouvelle en langue anglaise de El Sir Hassan Fadi (2).

Lors d'une discussion qui oppose Sheik Ali, Sheik (3) d'un petit village proche de Khartoum à Ahmed, étudiant communiste, fils d'une famille du village, Sheik Ali s'écrit :

(1) Les familles de la classe des effendis méprisent ce genre de manifestations qu'elles tiennent pour "arriérées".

(2) "Their Finest days", p. 17 suiv. ouvrage cité.

(3) Maître religieux chargé de l'école coranique, de juger les conflits mineurs, de l'état-civil, etc...

"Mais, moi je crois ... que ces esclaves du Sud méritent d'être fusillés car ils tuent des nordistes. Ces damnés esclaves ! Autrefois, nous les achetions comme du petit bétail, et aujourd'hui regardez comment ils se comportent".

Evidemment Ahmed n'accepte pas une telle affirmation, il répond à Sheik Ali en se fondant sur le Coran :

"N'es-tu pas un musulman et as-tu oublié que Dieu dit dans son Livre qu'il n'y a pas de différence entre le noir et le blanc si ce n'est dans leur adoration de Dieu."

En jouant sur la simple logique formelle du langage Sheik Ali peut répondre :

"Tu ne peux pas dire que ces fils d'esclaves sont musulmans. Je pense que ce sont toutes ces idées modernes qui font que ces esclaves redressent leurs têtes (stick their noses up in the air) et nous parlent comme s'ils étaient nos égaux. Par Dieu, ceci n'est qu'un conte en vérité et comme on dit : celui qui vit longtemps en voit davantage."

L'attitude de Ahmed qui consiste à adopter certains arguments religieux face à ceux qui se réclament de la foi musulmane est commune à de nombreux P C du monde arabe. Cette attitude est hélas très symptomatique du décalage historique existant entre le militant marxiste et le peuple.

En tant que démarche scientifique, le marxisme est un produit de l'Occident par son empirisme et son historicisme (sur ce point Laroui a raison contre Althusser), comme tel le marxisme s'oppose à l'a-historicisme ; A. Laroui forme le beau terme de "rythme infra-historique" du monde musulman (1).

Aussi lorsque le militant pour être écouté et compris emprunte ses arguments au Coran, il n'est pas dit qu'il ne renforce (2) la conception du monde

(1) Une fois de plus nous renvoyons à la pensée profonde de Abdellah Laroui et notamment "La crise des intellectuels arabes" FM 1974.

(2) Nous rappellerons la loi de Mc Luhan selon laquelle : "Le médium détermine le message". Cf. Marshal Mc Luhan in "Pour comprendre les media" Ed. Mame/seuil 1968. Voir aussi "La Galaxie Gutenberg" Ed. Mame 1967.

religieuse de son auditoire plutôt que sa rupture avec l'a-historicisme qui est l'une des causes essentielles de la stagnation du monde arabe. Il s'agirait donc d'un quiproquo tragique. Mais simultanément cette religiosité médiatrice finit, nous semble-t-il, par retentir sur le marxisme lui-même qui se "coranise", c'est-à-dire devient une suite de citations mécaniques, dogmatiques, sans vie et sans prise sur le réel. Lors de notre enseignement en Algérie, nous avons remarqué ce phénomène de "coranisation", certes le monde arabe n'en a probablement pas l'exclusivité.

Sans être aussi affirmatif que G. Labica, mais dans la défense du point de vue opposé, nous ne pensons pas que le monde arabe puisse aller au socialisme avec "le Coran dans une main et le Capital dans l'autre" (1). Ou alors il y faudra une puissante réforme religieuse dont seuls quelques intellectuels isolés sont actuellement les porte-paroles (2), prophètes désarmés tel Savonarole. L'a-historicisme des masses musulmanes est un phénomène lié à une conception religieuse du monde : la seule révolution interne qu'ait connu le monde arabe fut une révolution religieuse. C'est par l'Islam que les arabes émergèrent sur la scène de l'histoire mondiale. Aussi la référence à l'Islam est-elle une donnée permanente de la conscience collective des peuples arabes. Nous pensons qu'au plan de la logique symbolique de cette conscience collective, cette donnée permanente est probablement l'élément essentiel d'une conception du monde a-historique.

C'est au niveau de la perception du temps que l'a-historicisme se manifeste concrètement. Le temps dans le monde musulman va à rebours, combien de fois n'avons-nous pas entendu cette phrase : *"plus le monde s'éloigne de son origine, plus il est mauvais"*. De façon plus explicite nous dirons que l'histoire réelle (ou imaginaire à ce niveau ces deux termes sont des quasi-synonymes) pour le monde musulman se limite à deux dates, deux événements :

La naissance du Prophète qui fait basculer l'histoire passée dans le "temps des ténèbres" et son retour futur. Entre ces deux événements, si l'on excepte le règne de mille ans du Mahdi qui précèdera le "Retour", l'histoire est épiphénoménale.

(1) G. Labica citant un responsable algérien, Cf. opus cité p. 185.

(2) Citons pour l'Algérie, le cas de Mezziane.

C'est en ce sens que Ibn Khaldoun ne rompt aucunement avec cette conception du monde : les dynasties naissent, croissent, s'effondrent pour être remplacées par d'autres qui suivent la même voie sans qu'il y ait progrès, car à la fin du cycle, le système recommence l'aventure de sa chute. C'est pour cette raison que, finalement, nous pensons que l'on ne rend pas justice au génie de Ibn Khaldoun et à travers lui, à celui de la civilisation arabe (1) en présentant l'auteur de "Al Muqaddina" comme un précurseur du marxisme.

De fait, il s'agit là d'une falsification politique qui possède sa légitimité propre. Comme nous le verrons par la suite, l'Etat et ses agents sont dans la majorité des pays musulmans les vecteurs très contradictoires d'une conception du monde historiciste, le plus souvent centrée autour du mythe du progrès (2).

III. B4 - LE RACISME EN ACTES

Nous ne mentionnerons pas les violences ayant pour cadre des opérations militaires ou même les opérations de représailles ayant abouti à des massacres et violences diverses à l'encontre de villageois et villageoises sudistes désarmés. La guerre a ses lois, elles sont le renversement des valeurs qui en principe dirigent les êtres humains en temps de paix. Sur ce point et sans ignorer les dangers inhérents à cette attitude, nous tenterons de limiter notre étude aux "Cose real" car il y a en fin de compte trop de confort à l'indignation morale, parfois.

A Khartoum, en 1967, eut lieu un véritable pogrom anti-sudiste ; il aurait fait plus de deux cents victimes. Aucun organe d'information n'ayant à notre connaissance rendu compte de ces événements, il nous est difficile

-
- (1) Car nous sommes personnellement convaincu qu'il n'y a pas de conception du temps qui soit fausse ou vraie. C'est à travers leur conception du temps que les civilisations expriment leur mythe fondamental.
- (2) Précisons que pour nous le mythe n'a pas un sens péjoratif. Les grands mythes et celui du progrès en est un, expriment toujours l'essence d'une civilisation. Ils font partie de la mentalité collective et sont à certains égards plus puissants que la conscience de classe. Aujourd'hui le mythe du progrès est critiqué mais bien souvent la critique n'est qu'un approfondissement qualitatif du mythe. Le mythe du progrès joue peut-être un rôle plus grand encore dans le communisme que dans le capitalisme car en fin de compte ce que les communistes reprochent à la bourgeoisie, c'est précisément d'être un frein au progrès.

d'en décrire les circonstances ou les causes, nos amis soudanais s'étant toujours montrés très réservés sur ce sujet précis ; néanmoins ils nous ont confirmé l'évènement. Le seul fait précis qui fut mentionné devant nous est le suivant : pendant le massacre des sudistes s'étaient réfugiés dans une école catholique de Khartoum, elle fut brûlée ainsi que ses occupants.

Le racisme en actes se manifeste aussi dans les mouvements "d'échange des femmes". Bien que ce terme puisse gêner les militantes du M L F, voire les féministes convaincus dont nous sommes, il nous semble scientifiquement fondé, diverses études d'anthropologie en font foi.

On sait que lorsque des communautés différentes cohabitent il y a inévitablement racisme s'il s'établit une relation asymétrique dans l'échange des femmes. Il ne s'agit pas d'une "cause" du racisme mais d'un symptôme qui dans certains cas peut être interprété à tort ou à raison comme une cause.

Il existe au Soudan une relation asymétrique très nette entre les nordistes receveurs de femmes et les sudistes donneurs de femmes. Il s'agit là d'un type de relations fort ancien ; à tel point que les membres des plus grandes familles du Soudan, c'est-à-dire ceux et celles dont les ancêtres mâles possédaient un harem, ont en général la peau plus sombre que nombre de leurs compatriotes de la même région. Il s'agit là d'un phénomène relatif car au Soudan une longue histoire a amalgamé les ethnies et la pigmentation des peaux va du blanc de ceux dont les ancêtres étaient de façon prédominante turcs ou Nubiens, au noir anthracite de ceux dont les ancêtres étaient en majorité d'origine nilotique ou Fung ou Nuba. Entre ces deux extrêmes statistiquement minoritaires les nuances sont infiniment variées, ce qui permet aux soudanais du Nord d'être le cas échéant à leur tour traité d'esclaves par les arabes du Nord, égyptiens, lybiens, etc... Néanmoins dans le choix d'une épouse, parmi les classes dirigeantes des Trois Villes la couleur de la peau de la future mariée n'est pas secondaire. L'épouse idéale ne doit pas être blanche, car elle pourrait passer pour une "roumi" (chrétienne), ni trop noire car elle passerait alors pour une sudiste.

La relation d'asymétrie que nous avons mentionnée joue à plusieurs niveaux. D'une part, s'il est relativement aisé pour un nordiste se rendant dans le

Sud de prendre une concubine sudiste (1), nous n'avons jamais rencontré à Khartoum de sudiste ayant une épouse, et à plus forte raison une concubine nordiste. D'autre part, en ce qui concerne le droit positif, depuis 1967 (amendement de 1970) le droit musulman s'applique aux mariages mixtes. Avant l'amendement de 1970, selon les termes même du "Sharia Courts Act 1967" (2), le droit musulman était applicable à tous les mariages de ceux croyant dans les livres saints (musulmans, juifs, chrétiens). Il s'agissait là d'une sorte de conversion forcée dont l'un des buts était probablement l'assimilation à long terme des sudistes. Le Sharia Courts Act 1967 provoqua en son temps de très nombreuses protestations.

Bien que l'intolérance religieuse ait fait un pas en arrière avec l'amendement de 1970 qui limite l'application du droit musulman aux mariages dont "l'un des conjoints était musulman lors de son mariage", il faut malgré tout admettre qu'il y a là un renforcement de la relation asymétrique que nous avons mentionnée. En effet, par rapport à sa communauté d'origine, celui ou celle qui épouse un(e) soudanais(e) musulman(e) perd tous les droits que pouvaient lui reconnaître, ainsi qu'à ses enfants, les règles juridiques de sa communauté d'origine. Nous faisons l'hypothèse d'un mariage mixte où l'époux ne serait pas musulman, le cas est très rare et si nous avons connu à Khartoum des couples musulman-chrétienne, nous n'avons jamais rencontré de couple chrétien-musulmane.

Après la "révolution de mai" (1969), la communauté chrétienne demanda l'abrogation de la "Sharia Courts Act 1967" et le retour à l'ordonnance de 1902, elle n'obtint que l'amendement que l'on sait. Ceci en dit long sur la "re-traditionnalisation" qu'effectue l'élite politique parallèlement à la modernisation dont elle se réclame et qu'elle poursuit.

L'esclavage, le racisme et les relations de travail

Il s'agit là d'un problème difficile. Nous avons déjà mentionné (p.56 ss) le fait qu'au Soudan en raison d'un passé esclavagiste, le travail de la

(1) Le fait est connu à Khartoum, il donne lieu à des plaisanteries douteuses. Lors de notre passage dans le Sud en 1969, à Juba, un fonctionnaire semblait passer ses fins de journées à faire la tournée de ses bonnes fortunes.

(2) Avant cette date les mariages mixtes étaient soumis à la juridiction du Code Civil. Cf. "Sharia Courts Ordinance 1902". Nous renvoyons à l'article de Natale Olwak Akolawin, cité p. 196.

terre était souvent synonyme de "travail d'esclave". De fait, il faudrait étendre cette notion à tout travail manuel. Cette dévalorisation du travail manuel a pour origine l'influence du bédouinisme sur la mentalité collective des soudanais du Nord (1).

Dans le Nord, nous avons été frappés par le fait que la très grande majorité des manoeuvres travaillant sur les chantiers de construction : bâtiments et travaux publics, étaient des sudistes. C'était par exemple le cas du chantier de El Suki (canaux d'irrigation) que nous visitâmes en 1971.

Il est bien possible que ce fait n'ait rien à voir avec le racisme. Certes, mais ce que nous savons de la société soudanaise nous invite à la prudence. Dans une société où les préjugés raciaux sont importants, le fait que les travaux les plus durs et les moins bien rémunérés (2) soient effectués par la minorité discriminée suggère qu'à un clivage de classe risque fort de s'ajouter un clivage racial, ou l'inverse.

Lors de nos rencontres à Khartoum avec de jeunes sudistes, peu de temps après la signature des accords de Addis Abéda, ce problème est apparu de façon étrange. Selon nos interlocuteurs les accords de Addis Abéda devaient être interprétés comme la possibilité pour le Nord d'accéder au réservoir de main d'oeuvre que constitue le Sud. C'est un fait que le Soudan connaît une pénurie de main d'oeuvre prolétarisée (voir chapitres précédents).

Nous savons que le Nord continuera à l'avenir de développer les complexes cotonniers ; il en résultera une demande de main d'oeuvre pour le creusement des canaux, la construction des digues et barrages ainsi qu'une demande de cueilleurs et cueilleuses. Ces faits rendent l'interprétation de nos interlocuteurs sudistes beaucoup moins délirante qu'elle pourrait paraître à première vue. S'il devait en être ainsi à l'avenir, la lutte des classes dans ce pays prendrait simultanément une dimension de lutte raciale et la

(1) Voir par exemple Yusuf Badri : "Modern Nation Building, the human factor in development", Philosophical society of the Sudan, Khartoum 1971, opus cité.

(2) Précisons que ceci ne s'applique qu'au travail rémunéré. Cette restriction est importante car nous avons vu que dans la F E S soudanaise, la prolétarianisation est un processus lent et relativement peu important.

conscience de classe d'une fraction du prolétariat serait simultanément une conscience ethnique ; un tel mélange est éminemment explosif. Il ne s'agit là que d'une hypothèse, il convient donc de ne pas lui accorder une importance exagérée.

Après avoir tenté d'analyser l'opposition Nord-Sud par rapport à des éléments historiques (l'esclavage), puis en faisant référence à une structure (la mentalité collective) dont nous avons essayé de dégager des traits pertinents, nous voudrions à présent situer la colonisation britannique dans le contexte de ce qu'il est convenu d'appeler "Le problème du Sud-Soudan".

III - SECTION C : COLONIALISME ET SEPARATISME

III.C1 - LA THESE OFFICIELLE

Jusqu'à 1969/1970 environ, la thèse officielle du Gouvernement Soudanais en ce qui concerne le Sud-Soudan pouvait se résumer en quelques mots : "Le problème du Sud est un legs du colonialisme qui a fomenté la séparation Nord-Sud de longue date afin de préserver sa main-mise sur le Soudan".

Dans ces conditions, les sudistes combattants, connus sous le nom de Anya-nya, étaient des suppôts du colonialisme : obstacles à l'édification nationale ils devaient être combattus comme tels. Cette thèse qui avait le mérite de la simplicité est assez bien exposée dans l'ouvrage de Beshir Mohammed Saïd : "The Sudan Crossroad of Africa" (1).

Certes, depuis la "Révolution de mai 1969" l'argument fort simple que nous mentionnons a été nuancé ; on le retrouve pourtant et de façon très intéressante.

Ce qui au fond est reproché à la colonisation britannique, c'est finalement de n'avoir pas développé le processus d'accumulation primitive dans cette partie du pays. Ainsi que le dit Monsieur Abel Abier (2), pendant la période coloniale :

... "Le Sud resta un immense et fertile territoire à l'usage des anthropologues où la modernisation, le développement économique et social furent interdits par l'administration britannique." (3)

(1) Edité par Bodley Head, London 1965.

(2) Vice-Président de R D S et Ministre d'Etat pour les Affaires du Sud ; Monsieur Abel Abier est sudiste, si nos renseignements sont exacts il est originaire du Bahr-EI-Ghazal.

(3) Extrait du discours de Monsieur Abel Abier lors de la "Relief and Resettlement Conference on Southern Region", Khartoum 21.23 Fev. 1972 publié par le "Ministry of State for Southern Affairs". Sadruddin Aga Khan, haut commissaire aux réfugiés (O N U) assistait à la conférence ainsi que l'O I T et le Conseil des Eglises.

Il serait facile de se gausser d'un tel reproche adressé à l'ex-colonisateur car en toute rigueur ce genre de reproche est en contradiction avec l'exaltation de la lutte pour l'indépendance, car on ne peut simultanément demander à une politique de remplir une fonction et parallèlement se féliciter d'avoir mis fin à cette politique. Ceci est vrai au plan de la logique formelle, les voies de la logique mythique sont tout autres. A son propre niveau, la "satanisation" de la colonisation est une composante de l'idéologie politique qui permet à la classe dirigeante soudanaise de fonder sa propre légitimité par opposition et dénonciation d'un passé qui sert d'ultime recours explicatif, lorsque le réel est trop menaçant pour l'ensemble du système et pour sa classe dirigeante (1).

Mais logique formelle et logique mythique (ou logique du mythe) ne sont pas seules en cause. L'argument de la colonisation possède aussi une logique structurale (2).

En effet, si l'on envisage la colonisation comme l'amorce d'un processus d'accumulation primitive réalisé, notamment, par l'exportation d'une classe dirigeante, dirigeant temporairement le processus hic et nunc mais non issue de lui (car issue d'un processus d'accumulation primitive largement antérieur), dans ce cas, les reproches faits à la colonisation prennent un sens nouveau.

Il s'agit pour la nouvelle administration soudanaise, cooptée par l'ancienne administration britannique, de faire la critique de la politique (policy) de l'administration ancienne étant entendu que la politique (politics) à long terme demeure la poursuite et l'approfondissement du processus d'accumulation primitive.

(1) En France par exemple, le mythe explicatif correspondant à la colonisation dans les pays du Tiers-Monde serait celui du "chef d'orchestre clandestin". Seul avantage relatif en faveur du Tiers-Monde : la colonisation a réellement existé.

(2) Nous définissons le terme de logique structurale comme la logique qui préside au fonctionnement (régulation et reproduction) d'une structure à un moment donné. Ce terme est redevable à l'anthropologie structurale, plus particulièrement aux "Structures élémentaires de la Parenté" de Claude Lévi Strauss.

Pour éviter d'utiliser le concept de politique qui en français a un caractère polysémique marqué, nous pourrions dire que si les moyens sont différents, le but est globalement le même (1). Nous pensons que cette poursuite du processus d'accumulation primitive rend, au plan du discours politique, éminemment nécessaire la démarcation de l'élite autochtone par rapport à l'ex-élite étrangère. Cette démarcation est un des moyens non coercitif essentiel du maintien du consensus relatif dont jouit la classe dirigeante soudanaise.

On peut voir aussi dans ce type de critique adressé à la colonisation un écho du rite bureaucratique qui consiste pour l'administration nouvelle à faire la critique de l'administration sortante. En général cette critique est d'autant plus virulente au niveau du discours que la politique à long terme demeure inchangée (2).

A cet égard, il est très significatif que les révolutions ne se livrent généralement pas à cet exercice, il est à leur propre niveau secondaire car comme le dit la chanson : *"Du passé faisons table rase ..."*. Les écrits de la Révolution Française ne parlent guère des legs de la monarchie, pas plus que ceux de la Révolution Russe ne parlent des legs du tsarisme, ou alors ce n'est qu'incidemment aux fins d'une démonstration plus vaste.

Evidemment nous nous situons au **plan** du discours politique et non à celui de la réflexion objective de caractère scientifique pour laquelle les legs du passé sont importants; sur ce point nous renvoyons à "L'Ancien Régime et la Révolution" de A. de Tocqueville pour la France et aux écrits de Trotsky pour l'U.R.S.S.

-
- (1) Certains soudanais iraient peut-être encore plus loin que nous. Lors de la "Révolution d'Octobre 1964" qui renversa le régime militaire que présidait le Maréchal Aboud, un nomade de l'Ouest du Soudan qui avait été entraîné dans une manifestation à Khartoum dit à un de ses voisins : "Pourquoi vous donner tant de mal on n'en finira jamais avec ces Turcs" (Nous tenons ce récit d'un des participants à ces manifestations. Il est difficile de dire si par "Turc" ce nomade entendait la colonisation turco-égyptienne, que les soudanais appellent "Premier Turkeyya" ou la colonisation britannique (appelée "Second Turkeyya"). Quoiqu'il en soit la remarque suggère qu'au niveau du concret vécu de ce nomade, l'Etat, quels qu'en soient les tenants, est resté un élément extérieur qui ne se manifeste qu'à travers la perception des taxes sur le bétail.
- (2) Nous voyons dans le "Rapport Khrouchtchev" une assez bonne illustration de cette thèse.

Ceci ne signifie pas que l'indépendance du Soudan (1956) ait été un phénomène secondaire ce qui serait absurde, mais plus simplement qu'il convient de situer l'évènement dans un contexte économique-politique plus vaste dont le rythme de transformation est plus lent que des événements empiriquement plus faciles à constater et qui parfois en raison de leur caractère spectaculaire (indépendance juridique, révolution, coups d'état) masquent (mais aussi révèlent) des processus plus profonds. On aura compris que selon nous, un de ces processus profonds n'est autre que celui que Marx, après Adam Smith, appelle "processus d'accumulation primitive".

III. C2 - LE SUD ET LE PROCESSUS D'ACCUMULATION PRIMITIVE

Nous pensons que lorsque l'on envisage le problème du Sud par rapport au processus d'accumulation primitive les critiques de la classe dirigeante soudanaise sont parfaitement justifiées. Mais il faut ici préciser que dans d'autres parties du Tiers-Monde où ce processus a été poursuivi avec vigueur l'ex-colonisateur est en général accusé d'avoir dépersonnalisé l'ex-colonisé.

Il y a là ce que nous appelons une interprétation élucidante sans issue pour "l'élucidé" (1). Dans la phase historique actuelle une telle situation est profondément normale. On ne doit cependant pas séparer la politique coloniale des conditions de son exercice, c'est-à-dire de la situation du pays au moment même de l'invasion coloniale. Sur ce point, et pour paradoxal que cela puisse paraître, Machiavel donne des indications qui nous semblent extrêmement intéressantes.

(1) En usant d'une boutade on pourrait dire que le colonisateur se trouve un peu dans la position du psychanalysé face au psychanalyste : s'il arrive en avance il fait preuve d'anxiété, s'il arrive en retard c'est qu'il cherche à se dérober à l'analyse, s'il arrive à l'heure son exactitude est suspecte. Cette situation sans issue a très tôt été perçue par les meilleurs adversaires de la politique coloniale ; nous pensons à Michel Leiris : "cinq études d'Ethnologie" (Bibliothèque Mediation) ou plus tard encore (1956) par Albert Memmi dans son "portrait de colonisateur" in "Portrait du colonisé" (J.J. Pauvert, Ed. 1966). L'ouvrage de Memmi est encore à l'heure actuelle une des études les plus profondes des mentalités collectives dans une situation de domination. On gagne beaucoup à lire les autres ouvrages de cet auteur : "La statue de sel" (roman, Gallimard-folio), "L'homme dominé" (Petite Bibliothèque Payot), etc.

Le grand Florentin conseille au Prince de distinguer dans sa politique de conquête deux types de territoires : ceux qui sont unifiés par une administration unique ; il prend alors pour exemple "le territoire du Turc", et ceux qui possèdent de nombreuses entités administratives et politiques relativement indépendantes les unes par rapport aux autres, l'exemple en est donné par "le royaume du Roi de France".

L'argument de Machiavel est le suivant : le territoire unifié est difficile à conquérir mais une fois sa conquête achevée "il tombe tout entier entre tes mains" (1), il est en outre facile à administrer car le peuple a l'habitude de subir le pouvoir.

Le territoire morcelé est facile à conquérir mais difficile à conserver, il est d'un faible rapport (taxes) car les révoltes y sont nombreuses et à peine l'une d'elle est-elle réprimée qu'il faut reprendre les armes pour en réprimer une nouvelle en un lieu différent car, dit Machiavel, le peuple possède des liens de sang et d'amitié avec ses princes locaux, il est prêt à les soutenir et à les suivre. En conséquence Machiavel déconseille au Prince la conquête d'un tel territoire (2).

Comparativement au Sud-Soudan le Nord-Soudan fut unifié par divers mouvements (3) qui pour l'essentiel se rattachent au système politique qui caractérise le "mode de production asiatique" (4). Le Nord-Soudan fut d'abord "unifié" par le Royaume des Fung de Sennar (on dit aussi le "Sultanat noir") du XVI^{ème} au XIX^{ème} siècle (1820) puis par la colonisation turco-égyptienne (1820-1881) et enfin par le Mahdisme, c'est-à-dire pour l'essentiel par le règne de Khalifa Abd Allahi (1885-1898). C'est ainsi qu'après la bataille

(1) Nous proposons cette traduction pour : "... ma, vinto che sia, facilita grande a tenerlo", mot à mot : "... mais, qu'il soit vaincu, il y a une grande facilité à le tenir".

(2) Cf. *Il Principe*, Biblioteca Universale, Rizzoli editore (1950), chap. IV. Il y a dans ce chapitre une très belle analyse comparée des systèmes politiques féodaux et "asiatiques".

(3) Nous n'aborderons pas l'histoire de la civilisation Méroïtique dont l'influence "unificatrice" bien que certaine nous semble trop lointaine. Sur cette partie extrêmement vaste et complexe de l'histoire du Soudan. Voir Ph. Shinnie : "Meroe, a Civilization of the Sudan", voir aussi en langue française les publications des Professeurs Leclant et Vercoutter.

(4) Nous renvoyons à Wittfogel et cahier du CERM : "sur le mode de production asiatique", opus cités, 178.

de Omdurman (2 septembre 1898) (1), l'ensemble du Nord-Soudan fut pratiquement conquis, à l'exception du Darfur (Ouest) qui jusqu'à 1916 demeura un Sultanat indépendant dirigé par Ali Dinar.

La population qui jusqu'alors obéissait et payait les taxes à un gouvernement central continua, pour l'essentiel, à obéir et à payer les taxes à un gouvernement central qui avait changé de mains. Certes ceci est bien relatif et ne saurait s'appliquer qu'aux populations sédentaires du Nil (de la ville de Kostl à la Nubie soudanaise approximativement) soit environ 60 à 70 % de la population du Nord-Soudan. En ce qui concerne les nomades, un de leurs chants exprime bien ce qu'était leur relation avec le pouvoir central :

"Nous ne ^{le} craignons point,

"Le Pacha auquel vous présentez vos plaintes,

"S'il nous interdit les villes de son domaine,

"Osera-t-il nous empêcher de jouir de la plaine sans fin." (2)

On rechercherait en vain au Sud un processus d'unification similaire à celui du Nord. Sur les 56 grands groupes tribaux que l'on peut dénombrer au Soudan, soit 597 tribus, 42 sont sudistes (3)

(1) Ce fut sans doute une des plus importantes batailles de l'histoire de la colonisation de l'Afrique du Sud du Sahara. Elle opposa aux 25.800 hommes de "l'Armée du Nil" 60.000 hommes du Khalifa. La bataille eut lieu au Nord de Omdurman, sur la rive Ouest du grand Nil entre les collines de Kerreri et le Jebel Surgharm. Pour un récit de l'évènement voir p. 222, ss. in A.B. Theobald "the Mahdiya", opus cité p. 182.

(2) Cité par Yusuf Badri "the human factor in development", opus cité p.202

(3) Selon Beshir Mohammed Said in opus cité "the Sudan Crossroad of Africa". Selon Mohammed Omer Beshir "the Southern Sudan, Background to conflict" Khartoum University Press 1970 (ouvrage publié pour la première fois en 1968 - C. Hurst et Co Londres) il y aurait 572 tribus au Soudan, chiffre du recensement de 1956. Pour le Sud, le chiffre de 42 groupes tribaux est donné par Robert O. Collins in "Land Beyond the Rivers" opus cité. Signalons que l'on trouve dans cet excellent ouvrage une carte des "tribal Districts" (p.52).

La classification utilisée par Collins est une classification linguistique. Il s'agit de celle de Joseph H. Greenberg in "the Languages of Africa" International Journal of American Linguistics. 29 N° 1 (1963) Beshir Mohammed Said ne donne aucune indication concernant ses critères de classification des 597 (ou 572) tribus du Soudan en 56 groupes tribaux. Toutefois, il est certain que le critère linguistique n'est pas, ou est fort peu applicable au Nord-Soudan ou exception faite des Nubiens mais avec restriction, et des Beja, toutes les tribus parlent la langue arabe. Les deux chiffres que nous donnons sont donc approximatifs car très probablement ils ne sont pas calculés à partir de critères homogènes.

Ces 42 groupes tribaux n'ont pas tous la même importance numérique. Le groupe le plus important, plus de 1.000.000 de personnes, est celui des Dinka ; viennent ensuite probablement les Azandé, puis les Nuer, les Shilluk et enfin le groupe des tribus de langue Bari (Bari speaking tribes). Mais il faut aussi mentionner les Annuak, les Murle, les Toposa, les Latuka etc...

Etant donné le caractère peu fiable de nos premiers chiffres, nous ne pensons pas qu'ils permettent tout unanimement d'affirmer que le tribalisme est plus important au Sud qu'il ne le serait au Nord. D'ailleurs même s'il en était ainsi les données quantitatives ne nous apprendraient pas grand chose : 24 groupes tribaux ou 42, cela ne change vraisemblablement rien en ce qui concerne les grands processus politiques. Ce n'est qu'en situation que le fait tribal, en soi incontestable, prend un sens et des sens multiples.

En effet, ce n'est qu'en situation que se manifestent ce que nous appellerons des conflits d'allégeance. Si l'on considère le Sud-Soudan comme un ensemble territorial sur lequel vivent des populations diverses, il apparaît que la tribu constitue le plus petit ensemble humain structuré de ce territoire. Nous pouvons considérer chaque tribu comme un segment social au sens où Durkheim emploie ce terme. Chacun de ces segments sociaux constitue un microcosme qui même s'il entretient des relations avec des microcosmes voisins ne saurait se définir par ces relations mais bien au contraire ne se définit pour l'essentiel que par rapport à lui-même. De cette réalité de base provient le caractère morcelé du Sud-Soudan. Ce morcellement s'oppose à la constitution rapide d'un fait national au Sud-Soudan.

Or, ainsi que l'a écrit Durkheim : *"c'est pourquoi ce qui exprime le mieux la densité dynamique d'un peuple, c'est le degré de coalescence des segments sociaux"* (1), "la densité dynamique d'un peuple", c'est-à-dire la capacité d'un peuple à coordonner les activités de grands ensembles humains en vue d'atteindre des buts clairement formulés et acceptés par le peuple même, dans sa grande majorité. Il apparaît qu'un tel grand projet n'est guère réalisable sans que les allégeances tribales ne soient dépassées par une allégeance plus vaste. Ceci ne signifie pas que les allégeances tribales doivent être totalement effacées. Une telle proposition est parfaitement irréaliste.

(1) in "Les règles de la méthode sociologique". P.U.F. (p.113).

Les voies du Sud-Soudan tendraient plutôt à montrer que les allégeances tribales peuvent servir de "tremplin" à la maturation d'une allégeance plus vaste, même si a priori elles agissent comme obstacle. Cependant une telle maturation ne saurait être spontanée; le passage du microcosme au macrocosme (1) ne saurait s'effectuer sans heurts, malheurs, tensions et drames.

En définitive ce que la classe dirigeante soudanaise, qu'elle soit du Nord ou du Sud, peut reprocher à la colonisation c'est d'avoir tenu le Sud-Soudan à l'écart des drames qu'inévitablement provoque le développement d'un processus d'accumulation primitive. Ce reproche, s'il est parfaitement légitime dans le sens ex-colonisé-ex-colonisateur ne l'est absolument pas et n'a pas de signification logique dans le sens ex-colonisateur-ex-colonisé, car on ne voit pas pourquoi une colonisation incluerait dans son auto-critique son caractère insuffisamment répressif.

III.C3 - L'ADMINISTRATION DU SUD-SOUDAN : LES ORIGINES (2)

Si le Sud-Soudan est resté jusqu'à la première moitié du XXème siècle une sorte de citadelle imprenable ce fut moins en raison d'une opposition due à l'activité des hommes qu'en raison de particularités géographiques et disons le mot, botaniques, de cette partie du monde. L'axe de pénétration Nord-Sud vers cette région est en effet barré par ce que l'on appelle le Sudd (en arabe ~~سود~~ : obstacle, barrière). Le Sudd est un vaste amas végétal sur fond marécageux aux limites mouvantes ; de nombreuses variétés de plantes aquatiques (papyrus notamment) s'y amassent en îlots et dérivent dans

-
- (1) L'expression renvoie au niveau du sens aux réflexions de Claude Lévi-Strauss "Je dirai que les sociétés qu'étudie l'ethnologue, comparées à notre grande, à nos grandes sociétés modernes, sont un peu comme des sociétés "froides" par rapport à des sociétés "chaudes", comme des horloges par rapport à des machines à vapeur. Ce sont des sociétés qui produisent extrêmement peu de désordre, ce que les physiciens appellent "entropie", et qui ont une tendance à se maintenir indéfiniment dans leur état initial, ce qui explique d'ailleurs qu'elles nous apparaissent comme des sociétés sans histoire et sans progrès ...". in Georges Charbonnier "Entretiens avec Lévi-Strauss" p.38 sv. 10/18 N° 441. La suite de l'entretien mériterait d'être citée. Nous nous contenterons ici d'exprimer ce que nous ressentons comme une dette intellectuelle.
 - (2) La majeure partie de nos informations provient de "Land Beyond the Rivers" the Southern Sudan 1898-1918 - Robert O. Collins - opus cité et du monumental ouvrage de G.N. Sanderson "England, Europe and the Upper Nile. 1882-1899". Edinburg University Press 1965.

le courant jusqu'à ce qu'elles se fixent en un point de moindre profondeur. Les îlots fixés arrêtent alors ceux qui dérivent et qui à leur tour prennent racine. Par ce processus se forme une immense barrière végétale qui parfois se rompt ouvrant un passage qui bientôt peut se refermer. La couche végétale est si dense en certains points que les hippopotames et les éléphants peuvent la traverser. Le Sudd est un obstacle formidable à la navigation.

Le premier explorateur qui réussit à franchir cette barrière fut un capitaine de frégate turc: Salim Qapudan qui après un premier échec en 1839 réussit en 1840, puis en 1841, à naviguer jusqu'à Gondokoro (point peu éloigné de l'actuelle ville de Juba). Salim Qapudan avait été envoyé par Mehemet Ali, il devait découvrir les sources du Nil, sur ce point sa mission échoua. Néanmoins, il réussit à ouvrir une voie dans le marécage, celle-ci fut rapidement utilisée par les marchands (ivoire et esclaves). En 1852 douze navires atteignirent Gondokoro ; en 1856 il y en eut quarante, quatre vingt en 1859 et aux alentours de 1863, cent vingt navires quittaient chaque année Khartoum pour le Sud-Soudan : un trafic d'une telle ampleur n'a jamais été égalé depuis.

Cette importante pénétration étrangère ne fut possible que grâce à une étonnante stabilité de la barrière végétale pendant toute cette période. Mais, peu après 1863, la masse végétale s'étendit et jusqu'à 1878 les tentatives khedivales pour transformer le Sud-Soudan et plus précisément l'Equatoria en province égyptienne se résument pour l'essentiel à une lutte contre la végétation qui inexorablement envahit les voies navigables. Le Sudd remporta la victoire et en 1878, Emin Pasha, mercenaire autrichien au service du Khédive, gouverneur de l'Equatoria, écrivait que le Bahr-El-Jabal était devenu infranchissable. Entre 1878 et 1883 il n'y eut que neuf navires, vides de marchandises, qui réussirent à franchir le Sudd.

C'est ainsi que la première tentative d'administration et de développement économique du Sud-Soudan, coupée du reste du monde, échoua et se transforma en opération de survie pour Emin Pasha et ses troupes qui développèrent une petite agriculture (riz, coton, café, sucre, caoutchouc ...) et une petite industrie (savon, papier, ...) fonctionnant en circuit fermé.

C'est aussi le Sudd qui força les Ansars à renoncer à s'établir au Sud-Soudan. Leur dernière expédition dans la région, en 1896, fut désastreuse. Au retour, Umar Salih qui dirigeait l'expédition fut bloqué par la végétation ; il dut être secouru, abandonna plusieurs navires et ne parvint qu'à grand peine à rentrer à Omdurman. Après cette date, les Ansars, fort occupés d'ailleurs par l'invasion menaçant leurs frontières Nord et Est, délaissèrent le Sud.

Quoiqu'il en soit, après 1896 les hommes du Khalifa n'allèrent probablement guère plus au Sud de Malakal et Fachoda où le Capitaine Marchand raconte un affrontement qui opposa son détachement à un navire du Khalifa Abd Allahi (Juillet 1898).

Pour avoir, en Août 1969, traversé le Sudd à bord d'un navire à aubes, nous pouvons affirmer que le marécage demeure aujourd'hui encore un obstacle difficile à franchir. Il semble même qu'une nouvelle espèce végétale dont les ouvrages anciens ne font pas mention, la jacinthe d'eau, rende d'année en année la navigation plus périlleuse. Au Sud-Soudan les voies de communication demeurent un problème essentiel, préalable à toute administration et à tout développement du processus d'accumulation primitive dans la région.

III. C4 - L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Les vingt premières années qui suivirent l'invasion du Soudan, sont pour le Sud et de fait pour la présence britannique au Sud, des années très difficiles.

En effet, cette partie de l'Afrique fut en quelque sorte le lieu de convergence des impérialismes européens. Pratiquement, les derniers épisodes du "scramble for Africa" se jouèrent dans cette région. La crise de Fachoda en 1898 mit un terme aux ambitions françaises ; mais la Belgique maintint son emprise jusqu'en 1906, date à laquelle le Roi Léopold se vit reconnaître pleine possession jusqu'à sa mort de la mince enclave de Lado au Sud-Ouest du Sud-Soudan, en territoire Azandé, soit le prolongement Nord-Est de l'Etat Libre du Congo.

Ces pressions d'impérialismes rivaux rendaient une occupation effective du pays absolument nécessaire. L'occupation fut extrêmement difficile

en raison, certes des défenses naturelles du pays, mais aussi en raison des traditions guerrières des populations. Nous retrouvons ici les principes énoncés par Machiavel. Ce n'est qu'en 1920, mais les Dinka, les Azandé, les Shilluk et les Nuer résistèrent bien au-delà de cette date, qu'une administration coloniale put être mise en place. Le fait qu'il ait fallu 20 ans, voire davantage, à l'impérialisme britannique pour contrôler la région ne fut pas sans conséquence sur le style de cette administration.

Peu après l'invasion du Soudan, le personnel administratif du pays était formé par des militaires ayant le plus souvent servi en Egypte. Mais très rapidement la Guerre des Boers (1899-1902), puis plus tard la deuxième guerre mondiale entraînèrent le rappel de ces hommes. Pour pallier cette instabilité du personnel, Lord Cromer, Consul Général d'Egypte représentant du Foreign Office au Levant et de fait supérieur direct du Gouverneur Général du Soudan, proposa le recrutement de jeunes diplômés de Oxford et Cambridge pour former un cadre d'administrateurs pour le Soudan.

Dès 1901, les premiers diplômés furent recrutés, ils devinrent bientôt l'élite de l'administration du Soudan. Ils formèrent le "Sudan political service". Cependant, bien que certains des "political officers" aient été envoyés dans le Sud, sur les 58 années de présence britannique au Soudan, les cas de ce genre demeurent fort rares. Le Sud fut le plus souvent administré par des militaires. Ce fait ne fut pas sans conséquences pour le Sud-Soudan.

Si les militaires jouèrent un rôle important au Sud-Soudan, ce fut en raison des caractéristiques propres de ce que l'on pourrait appeler "le système politique" de cette région. En effet, la multiplicité des tribus, jointe à l'importance des guerres tribales donnèrent à l'administration de la région un caractère répressif marqué. Par la suite, c'est-à-dire vers 1920, bien que les militaires demeurent les cadres par excellence du Sud-Soudan, les missions de police intertribale s'espacèrent.

Cette difficulté à stabiliser les relations intertribales dans la région amenèrent dès 1909 le "Sudan Government" à engager des anthropologues : C.G. Seligman et Brenda Z. Seligman ainsi que leur élève E.E. Evans-Pritchard, pour ne citer que les plus célèbres. Les travaux des anthropologues furent incontestablement pris en considération. C'est ainsi que lorsque les Seligman

écrivent à propos de l'administrateur colonial :

"Il peut advenir que l'administrateur donne de bonne foi un ordre qui contredit une loi religieuse. Ou encore il peut rendre un jugement qui s'oppose directement à une coutume sanctifiée par des siècles d'usage. Il peut suggérer une voie qui lui semble, selon ses propres critères, honnête et raisonnable alors qu'elle répugne à l'instinct de la tribu ... (1)

Il ne fait guère de doute que ces conseils ne furent pas sans effet sur les commissaires de districts de la région. Il semble même qu'entre les anthropologues et les militaires se soit opérée une sorte d'osmose : nombreux furent les commissaires de district qui firent des études d'anthropologie sur la ou les tribus qu'ils administraient (1).

Cette attitude créa des liens tout à fait particuliers entre les commissaires et leurs districts. De fait, les militaires seront des agents d'opposition au mouvement d'accumulation primitive. Ainsi que le remarque Collins : *"Finalement, les soudanais du Sud furent peut être les moins exploités et les moins modernisés des peuples colonisés"* (2).

L'opposition au mouvement d'accumulation primitive fut rendue aisée par la simple application du "Closed Districts Order" de 1922. Le "Closed Districts Order" interdisait l'entrée et la résidence dans les provinces du Sud (mais aussi dans celle du Darfur, dans certaines parties de la province du Kordofan, de la Gezira, etc...) à tout étranger à la région. Le "Civil Secretary" ou le Gouverneur de la province étaient seuls habilités à accorder des autorisations de passage et de séjour. Dans ces conditions, le capital qu'il soit commercial, industriel ou foncier, n'avait guère la possibilité de s'investir.

De toute façon, le Sud n'ayant pas à cette date réalisé les prémices de l'accumulation primitive (administration uniforme et voies de communication) il n'intéressa jamais le capital privé. Il en est de même aujourd'hui. Signalons pourtant deux exceptions : A.F. Brown, homme d'affaires britannique qui réussit en 1911 à obtenir du Gouverneur Général Wingate une concession

(1) Cf. l'introduction à "Pagan tribes of the Nilotic Sudan" opus cité

(2) in "Land Beyond the Rivers", p. 242.

pour chercher du latex (caoutchouc), il n'en trouva guère et sa société, la "Kordofan Trading Co.", périclita.

En 1912, un groupe d'entrepreneurs fondèrent la "Sudan Industries Ltd.". Ces derniers projetaient de transformer le papyrus du Sadd en charbon de bois. Le projet, à l'origine, prévoyait la construction d'une papeterie, mais le papyrus du Sadd à l'inverse de celui d'Egypte ne se prêtait guère à la fabrication du papier. La compagnie ne trouva pas de main d'oeuvre auprès des Shilluk et des Nuer. Elle décida de mécaniser son exploitation et d'importer de la force de travail du Nord-Soudan. La première Guerre Mondiale ruina cette entreprise et en 1915 la "Sudan Industries Ltd." fit banqueroute.

En ce qui concerne le Sud-Soudan, il n'y eut pas d'autre projet industriel ou agricole d'envergure avant 1949/1950.

L'Administrateur britannique au Sud-Soudan

Les militaires qui administraient le Sud étaient dans une situation exceptionnelle à bien des égards. Le fait le plus remarquable est probablement leur isolement. Evidemment cet isolement était dû à des facteurs géographiques et climatiques difficilement évitables ; mais la "machine bureaucratique" n'atténua pas, bien au contraire, cet isolement physique.

De par leur origine administrative, l'armée, les administrateurs du Sud avaient peu d'affinités avec leurs collègues diplômés d'Oxford et de Cambridge qui exerçaient leur pouvoir sur le Nord du pays. Ces derniers pratiquement tous arabisantseurent tendance soit à "arabiser" leur attitude face au Sud qu'ils tinrent pour un territoire de sauvages (Collins dixit), soit à oublier cette partie du pays.

De leur côté les administrateurs du Sud "s'africanisèrent", c'est d'ailleurs dans une certaine mesure ce qui leur était demandé. Parmi les têtes de chapitre du "Memorandum on southern policy" de 1930 on peut lire :

"c) fundamental necessity for British staff to familiarize themselves with the beliefs and customs and the languages of the tribes they administer."

Dans le corps même du texte un passage a été souligné par le rédacteur du mémorandum :

"on n'insistera jamais assez sur le fait que parler la langue maternelle du peuple qu'il dirige (controls) est le premier devoir de l'administrateur". (1)

De fait, les deux réalités du Soudan, négritude et arabisme se trouvèrent transposées dans l'administration coloniale. Pour les "political officers" du Nord les administrateurs du Sud devinrent des "Bog Barons", (Barons du marais, en langue anglaise la nuance péjorative est assez nette) que l'on laissa à leur solitude, à leur chasse au gros gibier et éventuellement à leurs expéditions punitives. Les larges déficits financiers (2) de la région justifiaient le peu d'intérêt que l'on portait au Sud et à ses administrateurs ; ce manque d'intérêt entraîna à son tour un resserrement des crédits ce qui ne laissera pratiquement aucune possibilité aux administrateurs du Sud-Soudan pour entreprendre des projets de développement économique même relativement modestes.

Avant 1949-1950, il y eut pourtant quelques expériences de développement, surtout dans l'agriculture : café, tabac, coton, riz, etc... mais faute de crédits ces expériences n'allèrent guère au-delà de l'exploit individuel d'un commissaire de district autodidacte en matière d'agronomie.

Administrativement la région était découpée en trois provinces ayant chacune à sa tête un gouverneur. Le gouverneur de province n'avait d'autre supérieur hiérarchique que le gouverneur général en poste à Khartoum. Le tracé des provinces correspondait à celui effectué auparavant par l'administration turco-egyptienne. Jusqu'à 1910, la province située à l'extrême sud du pays fut appelée province de Mongala. Elle correspondait à peu près à l'ancienne et actuelle Equatoria, alors amputée de l'enclave de Lado. (3). Chaque

(1) tiré de "the southern Sudan, background to conflict" Appendix I, p. 117 opus cité.

(2) Nous avons pu tirer quelques chiffres de l'ouvrage de Collins, ils ne concernent que le Bahr-El-Ghazal :

	Dépenses	Revenus
1902	11.573 L Eg	2.500 L Eg
1906	24.647 L Eg	3.226 L Eg
1910	30.289 L Eg	15.941 L Eg

Les chiffres de la province de Mongala (future Equatoria) montrent une tendance similaire. Seul le Haut Nil dégagea assez tôt un léger surplus essentiellement dû aux taxes sur le bétail, mais il n'est pas suffisant pour combler les déficits des deux autres provinces.

(3) voir p.213.

province était divisée en districts, chacun correspondait à une tribu ou à une unité tribale ; il y avait 66 districts tribaux . Chacun de ces districts était en principe contrôlé par un commissaire ou inspecteur britannique assisté par un ma'mur (sous-officier) égyptien ou soudanais du Nord, puis plus tard du Sud. Par la suite, en raison des mauvaises relations que le plus souvent leurs détenteurs entretenaient avec les populations sudistes les postes de ma'mur furent supprimés.

S'il fallait brièvement résumer le principe essentiel de l'administration britannique au Sud-Soudan, c'est le terme de "gouvernement indirect" qui a priori semblerait le mieux adapté. Dans le cours de cette politique, l'année 1920 fait date, c'est alors que fut publié le "rapport Milner" qui recommandait que l'administration du Soudan ...

"soit dans la mesure du possible laissée, sous direction britannique, aux mains des autorités indigènes lorsqu'elles existent. Une bureaucratie centralisée ... est dans l'ensemble à déconseiller pour le Soudan. La décentralisation et l'emploi, lorsque les circonstances le permettent, des institutions indigènes sont simultanément bénéfiques au plan de l'économie et de l'efficacité, elles permettent de satisfaire les besoins administratifs élémentaires du pays dans son état de développement actuel". (1)

Par la suite, la politique de gouvernement indirect deviendra plus complexe mais alors le Sud-Soudan sera devenu un des éléments clefs du système politique soudanais.

Les politiques britanniques

Aujourd'hui, la classe dirigeante soudanaise interprète chaque décision politique du "Sudan Government" comme une entreprise "machiavélique" qui aurait eu pour objectif la partition du territoire national. Cela revient à accorder au Soudan une importance qu'il n'eût sans doute jamais. L'importance géo-politique du Soudan, ce fut en fin de compte d'être voisin de l'Egypte.

(1) Extrait du rapport Milner cité par Muddathir Abd Al-Raheln in "Impérialism and Nationalism in the Sudan", p. 65. Oxford at the Clarendon Press (1969).

Dans la région, l'impérialisme britannique fût, si l'on permet l'expression, un impérialisme hydraulique, littéralement mu par l'eau. L'Egypte et le Canal de Suez étaient indispensables à l'Empire britannique. En ce qui concerne l'Egypte, l'objectif du gouvernement de la Grande-Bretagne était de se maintenir "par la paix si possible, par la guerre si nécessaire", (l'expression revient souvent dans la presse impérialiste de l'époque). Selon le mot de Cromer : *"Whoever holds the Sudan holds Egypt"*, et ce pour la simple raison que l'Egypte n'étant rien sans le Nil, que les sources du Nil se trouvant au Soudan, toute puissance qui contrôlerait le Soudan pourrait exercer une pression redoutable sur l'Egypte.

Ce raisonnement fort simple a probablement guidé la politique britannique vis-à-vis de l'Egypte et du Soudan jusqu'à la fin de la période coloniale. Néanmoins, dans ses grandes lignes, ce raisonnement est faux. Il ne constitue qu'un mythe politique de plus à ajouter à une riche panoplie.

En effet, le Nil Blanc dont le cours est situé sur le territoire du Sud-Soudan a une décharge annuelle (1) de 27,5 milliards de mètres cubes, alors que le Nil Bleu qui prend sa source dans le Lac Tana en Ethiopie a une décharge annuelle de 51 milliards de mètres cubes. Si l'on considère que sur les 27,5 milliards de mètres cubes du Nil Blanc (à Malakal), 13 milliards sont apportés par la Sobat qui prend sa source en Ethiopie, on doit en conclure que l'impérialisme britannique s'est trompé de colonie. Le "point stratégique" du Grand Nil n'est pas le Sud-Soudan mais l'Ethiopie que l'impérialisme britannique ne contrôla jamais.

Certes, le fait que le Soudan peut être plus encore que l'Egypte soit un "don du Nil" est un fait incontestable mais si l'on raisonne en terme de contrôle du fleuve à ses sources, on voit que le raisonnement est faux. Précisons que ce raisonnement ne fut pas exclusivement celui de l'impérialisme britannique mais aussi celui de l'impérialisme turco-égyptien qui revendiqua longtemps "sa" colonie soudanaise par crainte de se voir coupé du Nil. Quoiqu'il en soit, des prémisses fausses n'empêchent pas des actions politiques cohérentes ou non.

Il nous a semblé important d'établir dès maintenant que jusqu'en 1924 et probablement au-delà, le centre de gravité des politiques britanniques au

(1) pour ces chiffres voir Barbour (1960) p. 116 ss. opus cité p.29 note 1.

Soudan n'est pas situé sur le territoire soudanais mais en Egypte (1). De plus, le fait que la présence britannique au Soudan soit une présence "anglo-égyptienne" (Condominium de 1898) amena la Grande-Bretagne à adopter vis-à-vis du Soudan une politique économique de moindre coût. Jusqu'à 1924 environ il ne s'agissait pour l'essentiel que de faire régner la "pax britannica" dans une région décrétée stratégiquement importante pour l'Egypte.

En ce qui concerne le Sud-Soudan cette politique fut menée de façon très empirique ; il s'agissait d'administrer au moindre coût ce qui jusqu'à 1924 fut aisé car plus des 2/3 des dépenses budgétaires étaient financées par l'Egypte. Il s'agissait aussi d'éviter toute espèce de trouble ; pour cette raison le système de taxation "direct" ou sous forme de travail forcé fut toujours extrêmement léger, à tel point d'ailleurs que les habitants d'autres régions de l'Afrique du Sud du Sahara où le processus d'accumulation primitive était parfois très dur (colonies françaises notamment) n'hésitaient pas à chercher refuge au Sud-Soudan (Collins 1971 p. 248 ss.).

Pour éviter des troubles, l'administration britannique empêcha les contacts entre le Nord et le Sud du Soudan. Nous avons essayé de rendre compte au niveau des mentalités collectives de ce qui nous semble être une opposition profonde entre les deux parties du pays, nous n'y reviendrons pas, si ce n'est pour réaffirmer que ce point nous paraît essentiel.

(1) Dès le début de la colonisation anglo-égyptienne, Lord Cromer écrivit à Kitchner : "Generally what I want is to control the big questions, but to leave all the detail and execution to be managed locally. In the "big" I of course include all such measures, for instance, as involve any serious interference with the water-supply of the Nile, or any large concession to Europeans or others", cité par Collins (1971) p. 31, opus cité.

III. SECTION D : LES POLITIQUES COLONIALES & LE PROBLEME DU SUD-SOUDAN

III.D1 - LES DEUX MEMORANDUM

C'est peu de temps après la première guerre mondiale que prend corps une politique de séparation du Nord et du Sud. La séparation existe de fait et la politique ne fait que l'entériner.

A cette époque le Gouverneur Général met en place les mesures de "closed districts" qui limitent fortement les déplacements des soudanais d'une région à une autre.

En 1917, un corps d'armée de sudistes remplace le corps d'armée nordiste qui stationnait dans le pays ; ce fait marque le début d'une politique "d'assimilation" culturelle au niveau de l'administration. Les commandements et les grades cessent d'être ceux en vigueur dans l'armée égyptienne : c'est le système britannique qui est employé. Presque simultanément le dimanche remplace le vendredi comme jour de repos et le pays est divisé en sphères d'influence pour les différentes congrégations religieuses : Pères de Vérone, Anglicans, Presbytériens, etc...

Progressivement, on décourage la tendance des habitants à employer l'arabe comme "Lingua Franca" et c'est la langue anglaise qui prend cette place. En 1930, cette politique de séparation sera clairement formulée dans un "Memorandum on Southern Policy". Par delà les phénomènes liés aux structures et qui ont été abordés, deux éléments expliquent ce mémorandum et la politique qu'il définit :

- La montée du nationalisme soudanais qui s'appuyait sur les officiers et élèves du collège militaire de Khartoum. Contre ce nationalisme naissant le colonisateur "joua la carte" du tribalisme ainsi que le prouve le renforcement à la même époque des "Sheik power ordinances" dans le Nord.
- Les analyses de Luggard, son premier ouvrage parut en 1918 (1), jouèrent aussi un rôle fondamental dans l'élaboration de cette politique. De la

(1) "Revision of Instructions to Political Offices on Subjects Chiefly Political and Administrative 1913-1918" Londres 1918.

même façon le rapport, précédemment mentionné, qu'écrivit Milner sur le Soudan avant son départ pour la Nigéria où il devait mettre en pratique les principes Luggardiens, inspira directement la politique du memorandum.

Dans ces conditions on comprendra que le memorandum débutât par cette phrase :

"La politique du gouvernement au Sud-Soudan a pour objet de construire une série d'unités raciales ou tribales, organisées et structurées selon les coutumes locales et les croyances traditionnelles, dans la mesure où ces pratiques ne heurtent pas le sens de l'équité et de la bonne administration". (1)

On assista alors à une "traditionalisation" du Sud, des institutions tribales parfois moribondes du fait de la traite des esclaves ou des guerres tribales furent ressuscitées. Il fut proscrit au soudanais du Sud de porter des vêtements de style "arabe", certains commissaires de districts allèrent même jusqu'à interdire l'usage de la langue arabe dans leur région. Il convient pourtant de ne pas exagérer ce processus de "traditionalisation" car le statu quo n'avait jamais été très profondément bouleversé, surtout pour les grandes tribus telles les Dinka, les Nuer, les Shilluk et les Azandé.

Selon certains soudanais du Nord la politique de la Grande-Bretagne aurait eu pour but de rattacher le Sud-Soudan à l'Afrique de l'Est. En effet un rapport secret (1945) mentionne cette possibilité :

"C'est seulement par le développement économique et le développement de l'éducation que ces gens peuvent être mis en condition afin de se passer à l'avenir de toute assistance extérieure, que leur sort soit éventuellement lié à celui du Nord-Soudan ou bien à celui de l'Afrique de l'Est (ou partiellement aux deux)". (2)

Mais il s'agit d'une hypothèse dont le caractère pragmatique, marqué dans la rédaction, laisse précisément place à un grand nombre de politiques ; et rien dans les politiques suivies jusqu'à 1946 ne permet d'affirmer une volonté concrète de la part du colonisateur britannique de rattacher le Sud-Soudan à l'Afrique de l'Est. De fait, la crise de Fachoda passée, le

(1) cité par Mohammed Omer Beshir en appendis à "the Southern Sudan background to conflict" (1968) opus cité.

(2) Idem.

différend anglo-belge réglé, le Sud-Soudan redevint une pièce relativement secondaire de l'échiquier politique de la région.

Néanmoins, le Sud et son éventuelle "séparation" servirent de moyen de pression à la politique britannique vis-à-vis du Nord et, surtout, vis-à-vis de l'Egypte.

En ce qui concerne le Nord-Soudan, la "menace" servit à "fixer" le nationalisme sur un problème utilisé tantôt pour alarmer les leaders nationaux, tantôt pour les rassurer. Dans le cas égyptien la politique suivie était assez subtile. D'une part, l'Egypte a toujours craint, à tort plus qu'à raison, qu'une puissance hostile ne parvienne à contrôler le Nil ; d'autre part, à cette époque, le pays du Khédive n'avait pas renoncé à la création d'un immense état qui engloberait la presque totalité de la Vallée du Nil. C'est là un projet qui avait été formulé par Méhemet Ali dès 1820.

En conséquence, l'Egypte s'opposa toujours à la séparation du Nord et du Sud-Soudan et soutint les revendications des nationalistes soudanais sur ce point. Mais, face à la Grande-Bretagne, l'Egypte n'était pas désarmée, surtout après la seconde guerre mondiale. Le Canal de Suez lui fournit un moyen de pression très efficace dont elle sut se servir habilement : contre un droit de présence "perpétuelle" de l'Angleterre sur les rives du canal, elle obtint l'assurance que le Sud-Soudan ne serait pas séparé du Nord.

C'est ainsi, qu'en 1946, la politique britannique vis-à-vis du Sud fut magistralement révisée dans un nouveau memorandum qui se termine ainsi :

*"La politique du gouvernement du Soudan concernant le Sud-Soudan est
"consciente du fait que les habitants de cette partie du pays sont
"d'origine nettement africaine et négroïde, mais que les facteurs
"géographiques et économiques, autant que l'on puisse présentement
"en juger, s'unissent pour lier, de façon inextricable, leur déve-
"loppement futur à celui du Soudan du Nord arabisé et Moyen-Oriental.
"Le gouvernement du Soudan prendra donc les mesures propres à certi-
"fier aux sudistes, grâce au développement de l'éducation et de
"l'économie, qu'ils seront prêts dans le futur à prendre en mains
"leur destin en tant que partenaires socialement et économiquement
"égaux."*

Si l'histoire est riche en revirements, on admettra que celui-ci n'est pas des moindres ; il suffit de se reporter au début du mémorandum de 1930 pour mesurer l'ampleur du virage. Cette relative incohérence pèse aujourd'hui très lourd sur la situation du pays tout entier. Il n'est guère conseillé de refaire l'histoire à partir de ce qui n'a pas été, sous prétexte que cela aurait pu être ; néanmoins, on ne peut s'empêcher de penser à ce qui aurait pu advenir si les choix politiques avaient été strictement définis.

De ces deux mémorandums, un est de trop. Chacun définit une politique dont la logique interne est satisfaisante en soi et, partant, inconciliable avec la logique interne de l'autre. A tel point qu'aujourd'hui encore, ou pour le moins jusqu'à une date très récente, selon que l'on s'adresse à un interlocuteur "unitariste" ou "séparatiste", l'argument fondamental utilisé par le premier ou par le deuxième est en général celui employé dans l'un des mémorandums.

Dans le premier cas, l'interlocuteur insiste sur "les facteurs économiques et géographiques" communs, ainsi que sur la nécessité pour le Sud de se développer dans le cadre d'un Soudan uni.

Dans le second cas, l'accent est mis sur la réalité profondément africano-négroïde du pays et sur la nécessité de lier son sort à celui de l'Afrique du Sud du Sahara.

Dans un cas comme dans l'autre, la personne interrogée oublie ou minimise l'impact de l'une des politiques. Or, le fait est que chacune de celles définies dans les deux mémorandums renforça les anciennes méfiances entre les deux parties.

La politique de 1930, ainsi que l'action des missions (1) réveillèrent les souvenirs de la "traite" dans la conscience Sudiste, mais aussi provoquèrent la méfiance des Nordistes vis-à-vis des Sudistes qui alors apparurent comme les "protégés" tout dévoués à la cause du colonisateur.

Par la suite, la politique de 1946 provoquera la méfiance des Sudistes

(1) A cette époque, le Sud-Soudan fut "érigé" en barrière entre l'Afrique de l'Est et le monde musulman.

envers les Nordistes qui apparaîtront sous le double visage d'anciens esclavagistes et de nouveaux colonisateurs.

Ces attitudes sont loin d'être des fantasmes ; elles traduisent un état de fait résolument objectif dont nous avons fourni une ébauche d'explications. Or, pour des raisons tout aussi objectives, la trêve de l'Unité avec le Nord l'emporta en 1946.

A cette époque, le "pouvoir de marchandage" du Nord, soutenu par l'Egypte est incomparablement plus puissant que celui, pratiquement inexistant, du Sud.

Dans la partie Sud du pays, la politique, inspirée des principes de Luggard et Milner n'avait abouti qu'à maintenir une sorte de statu quo tribal.

Cette politique menait au "Development on Native Lines" qui consistait à ne rien faire qui soit susceptible de changer ou d'altérer l'organisation traditionnelle. Comme tout projet d'importance apporte précisément un changement, jusqu'à 1946 on ne fit pratiquement rien. Le processus d'accumulation primitive restait donc en suspens.

Les quelques cadres formés par les missions étaient peu nombreux et, de toute façon, d'un niveau très souvent inférieur à ceux formés dans les écoles du Nord.

L'enseignement supérieur, peu développé dans le Nord mais suffisamment pour avoir donné naissance à une "association des diplômés de Gordon College", association qui jouera un rôle non négligeable dans le développement du nationalisme soudanais, ne connaissait rien de comparable dans le Sud où les quelques étudiants existant devaient aller poursuivre leur scolarité à Kampala, en Ouganda.

Enfin, les habitants du Nord qui en avaient la possibilité et le désir, pouvaient bénéficier de la culture musulmane d'El Azar, au Caire. Dans le Sud rien de semblable n'existait. Le vent venant du Nord soufflait plus fort que celui venant du Sud et, aujourd'hui encore, rien ne permet de penser qu'il en soit autrement.

C'est pourquoi, lorsqu'en 1947 se réunit à Juba une conférence chargée

d'aménager la nouvelle politique d'unification, les représentants Sudistes ne purent qu'entériner des décisions prises depuis longtemps sans leur accord, et même sans leur avis.

Le compte-rendu de cette conférence est très révélateur du fossé qui sépare les deux pays. L'unification fut alors présentée sous la forme d'une éventuelle participation du Sud à une assemblée législative qui allait représenter le Soudan tout entier. Le Nord avait eu l'expérience de quatre années de pratique gouvernementale au sein d'un conseil consultatif. Dans le Sud, rien de tel n'existait et les diverses tentatives avaient pratiquement toutes échoué.

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer les dialogues suivants (1) :

Extraits du compte-rendu de la conférence

- *Hassan Fertak (Sudiste), répondant au Juge Shingeiti, déclara que :*
"toute chose devait avoir un commencement. Le Nord avait eu son
"Conseil Consultatif pendant quatre ans, il était prêt maintenant
"pour l'étape suivante : l'Assemblée Législative.
"Les Nordistes étaient comme des élèves qui, après avoir suivi
"avec succès l'enseignement de la classe primaire, se préparaient
"à entrer en classe secondaire. Le Sud, lui, n'était pas encore en-
"tré dans la classe primaire. Il serait donc absurde de l'admettre
"directement en classe secondaire".
- *Mohamed Saleh Effendi Shingeiti expliqua : "que les membres du*
"Conseil Consultatif n'étaient pas tous au même niveau, certains
"étaient plus avancés que d'autres, et les moins avancés avaient
"beaucoup appris des plus avancés".

L'intérêt de ces répliques est de nous montrer "sur le vif" le complexe d'infériorité du Sud, créé par le paternalisme colonial face au complexe de supériorité d'un excellent représentant de la classe des "Effendis" du Nord ayant assimilé certaines valeurs de la nation colonisatrice.

(1) In Mohamed Omer Beshir (1968) Appendix 9.

Au premier jour de la conférence, les dix-sept représentants du Sud furent unanimes pour exprimer leur méfiance vis-à-vis d'un projet qui, en fait, était déjà une politique tendant à unir le Nord et le Sud dans une même assemblée législative. Cette unanimité dura jusqu'au lendemain matin où, dès le début de la séance, un administrateur sudiste, Clément Mboro, annonça que "pendant la nuit" il avait changé d'avis, de même que certains de ses compatriotes.

Il ne fait aucun doute que Mohamed Saleh Effendi Shingeiti était pour quelque chose dans ces retournements. Quoi qu'il en soit, treize Sudistes furent envoyés à l'Assemblée Législative (95 membres), lorsque celle-ci commença à fonctionner en 1948.

Entre-temps, le territoire Azande (près de la frontière congolaise) avait été choisi pour une expérience de développement social et économique, fondé sur la culture cotonnière.

III.D2 - LE COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL DES AZANDES (1)

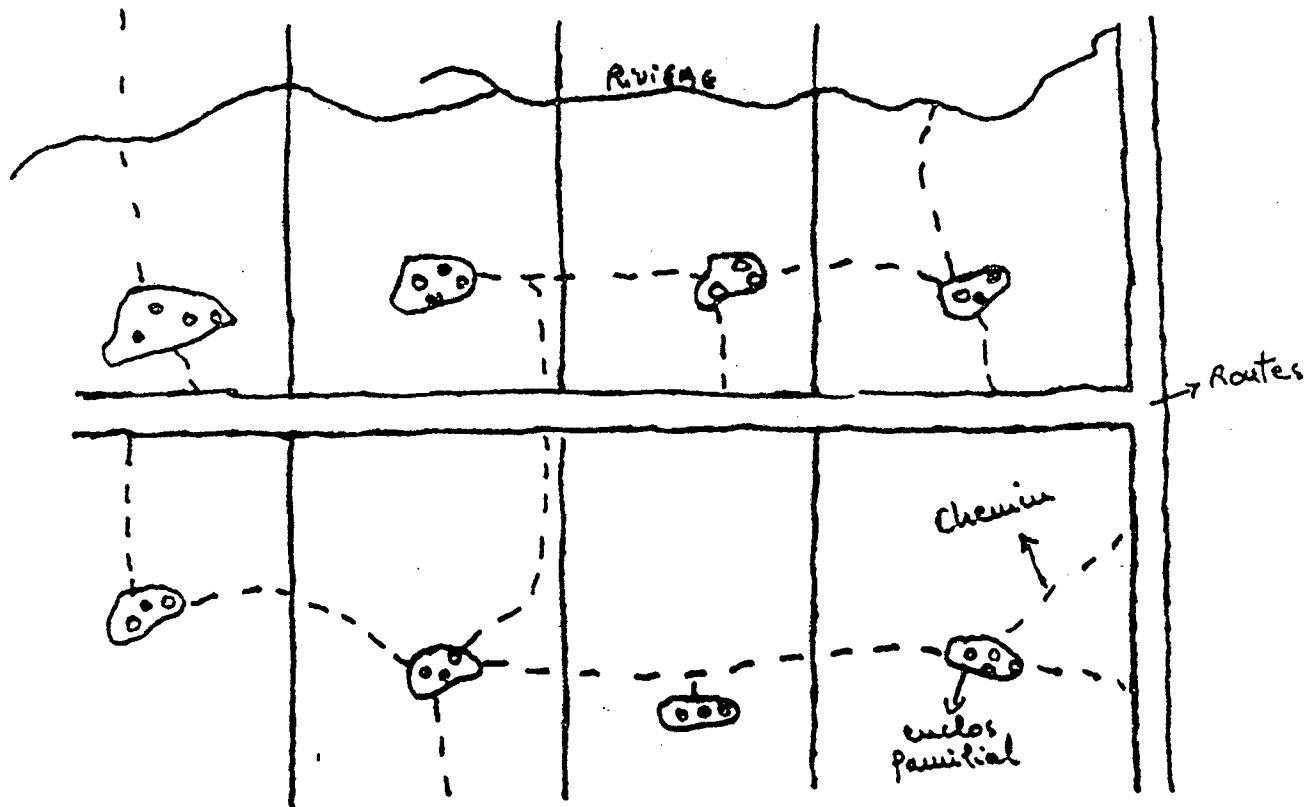
Les Azandes ne se rattachent pas au grand groupe Nilotique majoritaire au Soudan, mais à un grand groupe de peuples africains : Les Bantous.

Le projet fit l'objet d'une étude sérieuse au terme de laquelle le territoire Azande fut divisé en parcelles ayant la structure reproduite page 228. Chaque lot avait une longueur inférieure à 500 mètres. En 1950, environ 50.000 familles étaient ainsi installées. L'arbitraire présida souvent à ce mouvement ; des familles, des amis furent séparés.

Néanmoins, la production fut satisfaisante, jusqu'au jour où les Azandes s'aperçurent que les autorités achetaient leur coton à un prix bien inférieur à celui pratiqué par les autorités belges, de l'autre côté de la frontière (2). S'étant rendu compte de l'attitude du gouvernement britannique à leur égard, les Azandes se désintéressèrent peu à peu de leurs cultures et, jusqu'à 1955, date de "l'incident de Nzara", les rendements ne cessèrent de décroître.

(1) D'après : the Zande Scheme an anthropological case study of Economic Development in Africa, par Conrad C. Reining Northwestern University (African Study). Evanston - Illinois - 1955.

(2) La frontière coupe le territoire Azande : il y a 400.000 Azandes au Congo Kinshasa, 30.000 en R.C.A. et 170.000 au Soudan. Chiffres de 1955.



Pourtant, outre les installations agricoles qui fonctionnaient tant bien que mal, quatre usines furent construites dans la région : une filature, une usine de tissage, une huilerie et une savonnerie. A cela il faudrait ajouter toutes les infrastructures qui durent être montées de toutes pièces.

En dépit des difficultés, en 1951 l'huilerie produisit 40 tonnes d'huile et 90 en 1952 (la graine de coton servait de matière première).

La centrale électrique, que l'on avait construite pour fournir de l'énergie aux usines, était à l'époque la troisième de par son importance dans le pays (après celles de Khartoum et de Port-Soudan).

Ces réalisations eurent un rôle d'attraction et, en 1952, une sucrerie était bâtie au Sud de Yambio, chef-lieu de la région. Par la suite, elle produisit 64 tonnes de sucre par an, en moyenne.

Tous ces travaux pesèrent très lourd sur les Azandes qui durent fournir la main d'oeuvre pour construire les infrastructures et, notamment, le réseau routier indispensable à la commercialisation des produits.

Pourtant, en ce qui concerne la politique de commercialisation des produits menée par "L'Equatoria Project Board" (1), l'échec fut complet. Le "Board" vendait au prix du marché sur lequel il voulait s'implanter ; c'est ainsi que le prix de vente du tissu fabriqué à Nzara était moins élevé dans le Nord que dans le Sud ; en effet, dans le Nord les tissus importés (d'Allemagne, de l'Inde, du Japon) supportaient des charges de transport moins élevées que dans le Sud.

On vit alors des marchands, généralement étrangers (indiens, grecs, etc...) qui achetaient du tissu fabriqué à Nzara sur les marchés du Nord et le revendaient dans le Sud à un prix inférieur à celui du même tissu mis en vente par l'E.P.B. sur les marchés locaux. Le phénomène était identique pour les autres produits.

Dans ces conditions, qu'ils soient cultivateurs de coton ou travailleurs aux usines de Nzara, les Azandes avaient des raisons de mécontentement. Ce mécontentement était d'autant plus légitime que le schéma agro-industriel du territoire Azande était très rentable (en 1951-1952 le bénéfice net s'éleva à 200.000 LE). Ce n'est qu'en 1955 que ce mécontentement va se transformer en émeute, puis en révolte dans tout le Sud.

En 1954, les cours mondiaux du coton amorcent une chute vertigineuse qui, évidemment, va se répercuter sur le schéma Zande. C'est aussi à la même époque que commence la politique de soudanisation des postes administratifs et techniques. Au paternalisme de l'administration britannique (2) va succéder l'arrogance de l'Effendi, qui voit dans le Sudiste un homme "en retard" (backward) qu'il faut éduquer. Il voit aussi dans le Sudiste l'ex-esclave (Abib) que ses ancêtres ont dominé pendant plusieurs années.

La dépression économique, et la crise relative qui en découle, vont être

(1) Organisme d'Etat chargé de la commercialisation et de la gestion.

(2) Dans les années cinquante, le Commissaire du District Azande écrivait au Gouvernement central : "the character of the people as a whole is good natured and amenable, they can understand a simple argument and they have a sense of humour. On the other hand while enthusiasm for novelty is easily raised, they are apt to become quickly bored. The will for sustained effort needs constant impetus by interest taken and encouragement given by the supervisory staff".

interprêtées par les Azandes selon un schéma politico-traditionnel, en ce sens qu'il recouvre à la fois les antagonismes passés: "they look at us as though we are trees, not people" et les problèmes politiques présents : refus d'une constitution fédérale, "arabisation" de la politique de soudanisation (sur 800 postes à pourvoir, 6 seront accordés à des sudistes).

C'est ainsi, qu'en Juillet 1955, alors que le nouveau directeur général des usines de Nzara essayait de renvoyer un travailleur, l'émeute éclata.

Peu de temps auparavant, ce même directeur avait renvoyé 300 travailleurs qui, pour la plupart, n'avaient pas encore quitté la ville. Le fait, non vérifié mais possible, que le directeur ait frappé l'ouvrier Azande qui avait insulté un employé Nordiste, servit de catalyseur. La troupe intervint, il y eut des morts. A partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, le schéma agro-industriel du territoire Azande a cessé de se développer.

En Août 1969, nous avons rencontré un ingénieur agronome soudanais qui se rendait à Nzara pour réorganiser le schéma. Jusqu'en 1972, cette tâche fut rendue difficile par la proximité d'un maquis séparatiste qui opérait dans cette région frontalière.

III.D3 - DEVELOPPEMENTS POLITIQUES

L'incident de Nzara fut l'aboutissement d'une hostilité qui n'avait cessé de croître depuis 1951, date à laquelle un représentant sudiste de l'assemblée législative donna sa démission pour protester contre le fait que le Nord refusait d'envisager de doter le pays d'une constitution fédérale.

En 1953, les quatre principaux partis politiques du Nord signèrent avec le Caire un accord concernant la future indépendance du Soudan. Au terme de cet accord la politique vis-à-vis du Sud se voyait redéfinie de façon beaucoup plus vague qu'elle ne l'avait été en 1946. A cette époque il avait été décidé que le gouverneur général, seul représentant britannique appelé à demeurer en place jusqu'à ce que l'assemblée se prononce pour l'indépendance totale, serait chargé de veiller à ce que les intérêts particuliers du Sud soient respectés.

Dans l'accord soudano-égyptien, il était dit que "le gouverneur général devra s'assurer de ce que les principes d'égalité sont respectés dans toutes les provinces."

La Grande-Bretagne s'inclina devant le fait accompli ; aux demandes d'explication des représentants du Sud, il fut répondu que, n'ayant pas de parti politique officiel, les représentants sudistes n'avaient pu être invités à la conférence. Pour couper court à l'argument, fin 1953, le "Southern Party" fut créé ; tous les représentants du Sud en faisaient partie.

On remarquera que cet embryon de politisation du Sud fut le fait de la rencontre avec le Nord et non pas celui d'une évolution interne autonome.

En 1954, le "Southern Party", pour ne plus apparaître comme un groupe étroitement régional, devint le "Liberal Party". Cependant, ce parti libéral, ouvert à tous, ne regroupa jamais que des éléments sudistes, alors qu'à l'inverse les partis politiques du Nord réussirent à amalgamer des représentants du Nord, de l'Est, de l'Ouest et parfois, quoique plus rarement, du Sud aussi.

III.D4 - L'INDEPENDANCE ET LA REVOLTE

Alors que le pays s'acheminait vers son indépendance, la joie qui régnait dans le Nord faisait place à l'appréhension dans le Sud.

A la fin de l'année 1953 se déroulèrent les premières élections législatives soudanaises ; le parti pro-égyptien l'emporta et l'un de ses leaders Ismaïl El Azari, fut nommé premier ministre. Durant sa campagne, il avait promis "qu'il laisserait le Sud s'occuper de ses propres affaires". Cette première promesse ne sera pas la dernière à ne pas être tenue.

Cette campagne électorale va révéler l'inexpérience, voire l'inconscience des politiciens du Nord vis-à-vis de la situation du Sud.

Les deux grands partis antagonistes du Nord, le parti pro-égyptien d'Azari "National Union Party", et le parti Mahdiste, "L'Umma". (nationaliste, anti-égyptien qui bénéficiait alors du soutien britannique), avaient chacun, envoyé des représentants faire campagne dans le Sud, lequel représentait un quart des sièges à pourvoir, soit 22.

Aux attaques de "L'Umma Liberal Party" (car pour la circonstance

on avait donné une "note" sudiste au parti Mahdiste (1) contre le N.U.P., celui-ci répliqua en rappelant aux Sudistes par la bouche des marchands ou gallaba d'origine Nordiste qui constituaient sa principale clientèle, que le chef de l'Umma, Sadiq El Mahdi, ainsi que ses fidèles étaient les descendants de leurs plus grands ennemis, les marchands d'esclaves, et que s'ils votaient pour eux l'oppression passée recommencerait.

Les porte-paroles de "L'Umma Liberal Party" répliquèrent en accusant les gallaba d'exploiter les Sudistes (2).

Lorsque l'on sait la tension qui commençait à se développer dans le Sud à cette époque, et parallèlement la conscience de leur propre identité qui caractérisait une certaine catégorie de Sudistes (officiers, soldats, employés aux écritures, etc...), on réalise la fermentation politique que durent produire ces propos.

Ici encore, on constate que la vie politique du Sud se développa par l'intermédiaire du Nord qui, en quelque sorte, servit de relais à la diffusion de la conscience politique Sudiste.

Finalement, le Parti d'Azari, le N.U.P., gagna six sièges dans le Sud contre douze au "Southern Party" et quatre aux indépendants. Azari n'ayant pas tenu ses promesses, en Juin 1954 le "Liberal Party (ex "Southern Party")" convoqua une grande réunion des élus Sudistes, sans distinction de partis, afin de présenter un front commun capable de faire pression sur le Premier Ministre pour qu'il accepte de doter le pays d'une constitution fédérale.

C'est à cette époque que l'on eut connaissance du "télégramme" ; cette affaire est obscure. Ce télégramme censé émaner du Premier Ministre El Azari était rédigé ainsi :

(1) On ne doit pas oublier, car c'est là un fait fondamental, que ce furent les administrateurs britanniques qui, dans le Sud, firent la campagne électorale de "l'Umma Liberal Party".

(2) Cité dans le rapport capital, mais presque introuvable de la "Commission d'Enquête sur les incidents du Sud-Soudan" (Août 1955). L'enquête décidée par le Ministre de l'Intérieur Ali Abdel Rahman fut effectuée par M. T.S. Cotran, Juge de District de nationalité syrienne, M. Sayed Khalifa Mahgoub, Directeur Général de l'E.P.B., le Chef Lolik Lado, de Liria. M. T.S. Cotran rédigea le rapport final. Nous avons rencontré le Juge Cotran en 1969 en Ouganda. Nous avons réussi à lire son rapport ; il est accablant pour les Soudanais du Nord.

*"A tous mes administrateurs des provinces du Sud.
 "Je viens de signer le document d'auto-détermination.
 "N'écoutez pas les plaintes et les enfantillages des
 "Sudistes. Persécutez-les, oppressez-les, maltraitez-
 "les, selon mes ordres. Tout administrateur qui fail-
 "lira dans l'accomplissement de mes instructions pour-
 "ra être poursuivi. D'ici trois mois vous comprendrez
 "ma politique et vous réjouirez du travail que vous
 "avez accompli."*

Il est évidemment douteux que ce fut Azari qui l'écrivit ; dans ce cas, émanait-il d'un parti de l'opposition cherchant, en s'appuyant sur les élus sudistes, à faire basculer la majorité ? Etait-il le fait d'un groupe de sudistes déjà acquis à la thèse séparatiste ? Ou bien, faut-il voir dans ce télégramme une tentative du gouvernement britannique pour détourner le gouvernement Azari de son projet d'union avec l'Egypte ? Il est impossible de répondre. Toujours est-il que pour "la commission d'enquête", ce télégramme fut la cause directe, disons le catalyseur, de la révolte.

Nous ne décrivons pas en détail cette révolte dont les péripéties furent nombreuses et variées. Nous nous contenterons d'un "film" des principaux événements qui permettra de suivre leur évolution :

26 Juillet 1955 : Les incidents de Nzara.

7 Août 1955 : "L'incident de la flèche" : un officier sudiste de Torid (100 km à l'Est de Juba) essaie d'assassiner un officier supérieur nordiste. Il échoue. Après son arrestation, on découvre des documents faisant état d'une conspiration de certains officiers sudistes, en vue de provoquer une mutinerie des éléments sudistes de l'armée soudanaise.

9 Août 1955 : Manifestation à Juba pour protester contre l'emprisonnement des officiers "mutins".

10 Août 1955 : Débarquement d'une partie des effectifs d'une compagnie de soldats "Nordistes" à Juba.

14 Août 1955 : Evacuation des familles des officiers Nordistes stationnés à Torid.

Ordre est donné à la Compagnie Sudiste n° 2 de Torid de faire route sur Khartoum.

- 16 Août 1955 : Il devient évident que la Compagnie n° 2 refusera de gagner Khartoum.
- 18 Août 1955 : Le "Southern Corps" de Torid se mutine.
- 18 au 30 Août 1955 : Les incidents gagnent tout le Sud. Seules les trois villes sont à peu près contrôlées.
- 30 Août-6 Septembre 1955 : Sur l'intervention d'un émissaire britannique (1) M. Luce, les troupes de Torid acceptent de déposer les armes. Le gouvernement promet la clémence. Les troupes du Nord occupent la province de l'Equatoria. Par la suite, les principaux chefs sont exécutés.

Le départ du gouverneur général britannique dès la fin de la révolte va accélérer le mouvement vers l'indépendance. Cependant pour atteindre son but, ce mouvement avait besoin du vote favorable des députés Sudistes. C'est pourquoi le 19 Décembre 1955, l'Assemblée adopta une résolution stipulant qu'après l'indépendance la requête du Sud, en vue de l'adoption d'un système fédéral, serait examinée "en toute objectivité" (2). Les vingt deux députés Sudistes votèrent donc pour l'indépendance immédiate du pays, laquelle fut promulguée le 1er Janvier 1956.

Le Comité qui fut chargé d'élaborer la constitution ne comptait que trois représentants Sudistes sur quarante six. Ces trois représentants finirent par se retirer du Comité. C'est alors que le Ministre des Affaires Etrangères, M. Mahgoub déclara : *"qu'après avoir examiné en toute objectivité la requête du Sud en vue d'obtenir un statut fédéral, il était apparu qu'un tel statut s'avérerait inapplicable dans ce pays."*

Pourtant l'idée fédérale continua à se développer. Lors des élections de 1958, le nouveau "Southern Federalist Party" gagna quarante sièges sur les quarante six qui lui étaient impartis. De plus, les Bédja de l'Est demandèrent à leur tour de jouir de plus d'autonomie vis-à-vis de Khartoum. La même requête fut appuyée par les représentants de l'Ouest : Kordofan et Darfur.

(1) Les mutins de Torid se sentant dépassés par les événements télégraphièrent aux Forces Armées (Q.G.) de Nairobi pour prendre conseil et demander de l'aide. Ils obtinrent la réponse suivante : "... this is a most serious crime (to mutiny) which British consider is very wrong and you can expect no repeat no help from the British. They are very sorry to hear you have done this and they advise you to stop your mutiny ..."

(2) Will be given "full consideration".

Ces mouvements vont être fortement combattus par le régime militaire. Mais, dès cette époque (1956-1958), le problème du Sud-Soudan cesse d'être une péripétie de la vie politique soudanaise pour devenir une composante essentielle de cette vie politique et de la formation du "système politique soudanais".

C O N C L U S I O N

Les pages qui précèdent ne sauraient prétendre qu'au statut modeste d'introduction au "problème du Sud-Soudan". Elles n'avaient d'autre but que celui d'esquisser les contours d'une communauté de la communauté politique du Soudan. Il s'agissait de donner au lecteur quelques repères concernant la genèse de cette communauté de la communauté politique. Pour l'heure nous donnerons au terme de "communauté" le sens que lui donne Kant : "interaction réciproque profonde" (1). On ne peut sur la base de cette définition nier l'appartenance du Sud-Soudan à la communauté politique soudanaise. Ce sont même les caractéristiques propres de cette "interaction réciproque profonde" qui au Soudan rendent si difficile l'attachement de la communauté sudiste à la communauté nationale soudanaise. Ce qui ne signifie pas qu'un tel attachement ne puisse se confirmer en se solidifiant. S'il devait en être ainsi les deux communautés politiques devraient subir de profondes transformations qui seraient autant le résultat du processus de rapprochement que la condition nécessaire à celui-ci.

En France par exemple, le fait que le Sud (régions de langue d'Oc) ait été rattaché au Nord par un long processus, parfois très violent, a d'une part profondément transformé les deux communautés et, d'autre part n'a pas empêché l'unité nationale de se solidifier au fil du temps. Reste à savoir si le Soudan peut au XXème siècle recommencer un tel périple et si d'autres processus à rythmes plus rapides ne risquent pas de bloquer celui qui semble aujourd'hui probable. Tel serait l'effet d'un éclatement de la communauté

(1) Cité par Otto Bauer "Le concept de nation" in "Les marxistes et la question nationale" F.M. (1974), p. 235.

nationale suivi par un rattachement du Nord du Soudan, sous une forme ou sous une autre, à l'Egypte. Ce rattachement serait vraisemblablement suivi par celui du Sud-Soudan à un état frontalier de l'Afrique de l'Est. Ce ne sont là que des hypothèses ; on pourrait sans difficultés en concevoir d'autres aussi peu vraisemblables. Néanmoins, si de telles hypothèses sont peu vraisemblables actuellement, la lenteur et les difficultés du processus de rapprochement et de transformation des deux communautés sont telles que l'on peut prévoir que pendant une longue période une communauté nationale soudanaise incluant le Nord et le Sud du pays sera hautement instable et qu'il y aura, surtout parmi les élites politiques Sudistes, une forte propension à politiser selon un clivage Nord-Sud bien des débats qui a priori ne sembleront pas relever de cette dimension. A cela il faut ajouter les stratégies des grandes puissances, actuellement favorables au statu-quo territorial dans la région. Si ces stratégies venaient à changer, la fragilité de la communauté nationale soudanaise faciliterait les manipulations occultes ou non des impérialismes petits ou grands, anciens ou nouveaux.

C'est un fait que si l'on prend comme point de référence la définition empirique de la nation, le Soudan ne répond à aucun des critères énumérés par Staline :

"La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture". (1)

Il faut pourtant préciser que cette définition empirique n'est pas nouvelle (même en 1913) ; elle était déjà donnée en 1888 par Fr. J. NEWMANN dans un ouvrage de synthèse : "Volk und Nation" (Leipzig). Enfin, Otto BAUER, abondamment critiqué et peu compris par Staline a fait une critique de cette définition dans "La question des nationalités et la Sociale-démocratie" (1906) (2). Dans cette étude, sans doute la plus complète sur la

(1) Staline "Le marxisme et la question nationale" in "Les marxistes et la question nationale" p. 313 opus cité. Dans une édition du même ouvrage en langue anglaise la définition est quelque peu différente : "A nation is a historically constituted, stable community of people, formed on the basis of a common language, territory, economic life, and psychological make up manifested in a common culture." In "Selection from V.I. Lenin and J.V. Stalin on national colonial question" Calcutta Book House p. 68

(2) Cf. "Les marxistes et la question nationale" p. 250 opus cité.

question, il reproche à la définition de n'être qu'un catalogue qui ne peut démontrer les articulations et les déterminations réciproques des termes, ce qui était le but précisément de l'ouvrage de Bauer :

*"Ainsi nous remplaçons la simple énumération des éléments de la nation
"par un système : l'histoire commune comme la cause agissante, culture
"commune et origine commune comme moyens de son action, langage commun
"alors médiateur de la culture commune, son produit autant que ce qui
"la produit". (1)*

Cette réflexion est finalement plus riche que la simple définition de Staline qui en ce qui concerne le Soudan ne permet que d'énoncer une évidence : le Nord et le Sud-Soudan ne forment pas une nation. S'il doit y avoir un jour une nation soudanaise réunissant le Nord et le Sud du pays, cette nation se fait dans le moment présent autant que dans les moments passés et les politiques actuelles sont autant de moments de cette genèse ou de son impossibilité. "L'histoire commune comme cause agissante" se fait sous nos yeux, elle est le produit du système politique soudanais. C'est donc en fonction des décisions des tenants du système politique que la communauté nationale soudanaise se fera ou ne se fera pas.

Par rapport au système politique soudanais le Sud-Soudan, dont le rattachement s'est longtemps limité à la communauté de territoire, a le statut complexe de juge et partie. Le Sud est et fut un élément important du système politique en tant que source quasi permanente de crise du système. C'est précisément cette qualité particulière du Sud en tant que partie qui produisait son statut de juge. Celà, pour la seule raison que menant la critique du système par les armes le Sud condamnait le système politique à l'évolution dans l'instabilité, quelle que fut l'issue de la lutte armée. Le problème du Sud-Soudan a joué un rôle important dans tous les changements de régime : il fut une des causes de la prise de pouvoir par les militaires en 1958 mais il fut aussi une des causes essentielles de la chute du régime militaire en 1964. C'est encore le Sud qui servit de catalyseur à la "Révolution de Mai" en 1969. Enfin, à l'origine même du système politique soudanais on peut penser que la "révolte du Sud" en 1955 contribua

(1) opus cité p. 251.

fortement à éloigner une fraction de la classe dirigeante du Nord de ses projets d'union avec l'Egypte.

Constatons que l'un des éléments déterminants du système politique soudanais est constitué par une communauté qui, pendant très longtemps a lutté pour s'en détacher, ou peut-être pour aménager son rattachement au système politique global.